

CONSEIL COMMUNAL DU 28 MARS 2024  
GEMEENTERAAD VAN 28 MAART 2024

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster*, ;  
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;  
Björn Becker, Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Diane Culer, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Michel Cohen, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Nicolas Clumeck, Véronique Lederman-Bucquet, Yannick Franchimont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Patrick Zygas, Fathiya Alami, Jean-Pierre Collin, Mathias Junqué, Leïla Kabachi, Jacques Spelkens, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)* ;  
Laurence Vainsel, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Daniel Hublet, *Echevin(s) /Schepen(en)* ;  
Céline Fremault, Jean-Luc Vanraes, Marion Van Offelen, Vanessa Issi, Cécile Egrix, Michel Bruylant, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)*.

Ouverture de la séance à 18:40  
Opening van de zitting om 18:40

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat central - Centraal secretariaat**

28.03.2024/A/0001 **Interpellation citoyenne : la pérennité de l'Unité Scout et Guide du Précieux Sang.**

**M. De Vylder**, représentant de l'ensemble de l'Unité du Précieux-Sang, précise que celle-ci compte une soixantaine d'animateurs assurant l'encadrement d'environ 320 jeunes.

Outre les réunions prévues toutes les deux semaines, l'unité, particulièrement attachée à son implantation de la rue du Coq, organise des camps annuels, d'une dizaine ou d'une quinzaine de jours en fonction de l'âge des enfants.

Il s'agit d'une des plus anciennes unités scout de la commune, implantée depuis 1943 dans l'église du Précieux-Sang, qui a fait l'objet d'une désacralisation en 2019.

Des actes de vandalisme sont perpétrés dans les locaux de l'unité, situés derrière l'église. Des invitations à venir y fumer des « joints » sont diffusées sur le réseau TikTok parce qu'il s'agit d'un endroit reculé, doté de canapés. Les responsables de l'unité ont beau réparer les dégâts, le mobilier est systématiquement cassé la semaine qui suit. Des plaintes ont déjà été déposées à la police à plusieurs reprises.

M. De Vylder évoque aussi la précarité des accords conclus avec la fabrique d'église et l'association des œuvres paroissiales, qui se partagent la propriété des lieux. Comme l'église est désacralisée, il n'y a plus vraiment de paroissiens, et de

moins en moins d'activités sur le site.

En raison de la précarité de la convention, on peut difficilement engager des frais pour améliorer les locaux, de manière à les rendre conformes aux normes de sécurité nécessaires à l'accueil d'enfants dans de bonnes conditions. M. De Vylder précise à cet égard qu'il n'y a plus d'électricité et de chauffage, quasiment pas d'eau, que les toitures fuient et qu'il y a surtout un problème de sécurité latent.

De plus, l'unité s'inquiète beaucoup des projets immobiliers envisagés, qui consisteraient à aménager des appartements sur le site, a priori dans l'église et sur ses abords. Un tel projet ne laisserait à l'unité qu'un quart de ses locaux actuels.

Par ailleurs, la prairie utilisée par l'unité pour les rassemblements et certains jeux a déjà été vendue aux deux tiers, et l'une des parcelles restantes va l'être bientôt.

Les responsables de l'unité comprennent tout à fait qu'une surface aussi étendue constitue un luxe qu'ils ne pourront plus se permettre mais il leur faut néanmoins un minimum d'espace couvert pour les réunions, le stockage de matériaux (tels que, par exemple, les décors construits pour les 24 heures vélo), et aussi pour mettre les plus jeunes enfants à l'abri quand il pleut.

M. De Vylder souhaite que le Collège apporte son soutien et examine avec l'unité comment il serait possible d'améliorer la situation. Il faut lutter contre le phénomène de vandalisme et garantir des conditions minimales de sécurité et de salubrité car la situation actuelle n'est plus tenable du fait que les propriétaires actuels ne s'investissent plus dans des locaux qu'ils ont l'intention de démolir et de vendre.

L'unité a fait preuve de bonne volonté en installant de nouvelles toilettes à ses frais en début d'année, et ce dans une partie destinée à être démolie.

M. De Vylder souhaite aussi que l'unité soit partie prenante dans l'élaboration des projets, de manière à ce que la continuité de ses activités soit assurée.

**M. Franchimont** estime que la police doit actionner les leviers à sa disposition pour lutter contre les actes de vandalisme commis dans les locaux loués par l'unité du Précieux-Sang.

Par ailleurs, la responsabilité du propriétaire des bâtiments est engagée, dans la mesure où il a le devoir d'accueillir dignement les jeunes de l'unité.

M. Franchimont se réjouit du fait que la paroisse souhaite maintenir un local pour l'unité dans le projet immobilier à venir, même si sa superficie est insuffisante par rapport à l'espace actuel.

Mais durant la période transitoire, il est nécessaire de renforcer la collaboration avec l'unité afin d'éviter qu'un accident ne survienne sur les lieux.

La commune a la chance de compter une vingtaine d'unités de mouvements de jeunesse sur son territoire. La majorité d'entre elles sont historiquement liées à une paroisse mais les paroisses ferment parfois leurs portes et revendent leurs bâtiments au plus offrant, en ne prenant pas vraiment en considération les besoins des mouvements de jeunesse.

En 2012 et 2013, la 101ème Unité Saint-Paul/Notre-Dame de Stalle perdait ses locaux suite à la vente de ceux-ci par la paroisse afin d'agrandir la crèche néerlandophone de la rue Baron Van Hamme. Suite à l'intervention de la commune, elle a pu être relogée jusqu'en 2022 dans les bâtiments du CPAS au domaine du Nekkersgat. Actuellement, cette unité bénéficie d'une convention d'occupation précaire dans une partie des locaux de la rue Victor Gambier.

L'appel de l'Unité du Précieux-Sang est un signal d'alarme dont il faut mesurer l'importance, et ce d'autant plus que dans les 10 prochaines années, d'autres unités en viendront à perdre leurs locaux.

Il incombe à la commune de faire tout ce qui est en son ressort pour maintenir l'ensemble des mouvements de jeunesse actifs sur son territoire et leur permettre d'accueillir des milliers de jeunes dans les meilleures conditions possibles.

Mais comme les moyens dont dispose la commune sont limités, les

mouvements de jeunesse devront sans doute revoir leurs habitudes, accepter de ne plus avoir un local pour chaque section ou un lieu de stockage distinct du lieu d'animation et se contenter d'un local polyvalent pour les réunions de staff et l'accueil des plus jeunes pendant que les enfants plus âgés profiteront des nombreux espaces verts du territoire uclois.

M. Franchimont propose les pistes de solution suivantes pour offrir des espaces aux mouvements de jeunesse :

prévoir un espace dans le futur stade national de hockey ou le nouveau home du CPAS ;

mettre à disposition des parties de bâtiments communaux ;

établir un contact avec les fabriques d'église pour les inciter à maintenir l'accueil des mouvements de jeunesse ;

convaincre les directions des écoles de l'enseignement communal et des autres réseaux de l'opportunité d'ouvrir leurs cours de récréation, préaux et salles polyvalentes durant le week-end pour les mouvements de jeunesse, à l'instar de ce que fait l'école Notre-Dame de la Consolation pour le patro du Sacré-Cœur depuis 50 ans sans que cela n'impacte le fonctionnement de l'école ou du voisinage.

Pour ce qui concerne l'Unité du Précieux-Sang, il conviendrait peut-être d'encourager des partenariats avec Youplaboum et l'école Plein Air.

**M. Cools** estime que les mouvements de jeunesse, et en particulier les patrouilles scoutées, jouent un rôle très important dans la socialisation des jeunes.

C'est d'autant plus nécessaire dans une société où l'humain est de moins en moins présent et où l'on passe beaucoup trop de temps devant des écrans.

On a parfois évoqué des opérations de démolition et de reconstruction pour aménager des locaux permanents destinés au stockage de matériel, vu que les mises à disposition de garages par des parents ne peuvent évidemment constituer des solutions durables.

Comme il s'agit d'un problème structurel qui va certainement affecter d'autres patrouilles scoutées, M. Cools invite le Collège à lancer une réflexion commune afin que l'on dégage des solutions pérennes.

**Mme l'Echevin Delwart** rappelle que lors d'une réunion organisée le 18 mars dernier, cette problématique a été évoquée avec l'ensemble des unités scoutées présentes sur le territoire communal.

Cependant, toutes les unités ne sont pas logées à la même enseigne. À certains égards, l'Unité du Précieux-Sang a une chance dans son malheur, dans la mesure où elle dispose de locaux existants et d'un interlocuteur.

Le Collège soutient l'unité dans sa volonté de pérenniser son implantation sur le site de la rue du Coq.

Une réunion avec l'association des œuvres paroissiales est planifiée en mai prochain pour appuyer cette demande. Cette association est tout à fait favorable à ce que l'unité demeure sur le site, avec d'ailleurs des solutions transitoires durant le temps des travaux. Le Collège veillera à ce que ce propriétaire privé tienne ses engagements.

Le Collège est aussi aux côtés de la vingtaine d'unités présentes sur le territoire uclois pour leur fournir toute une série d'aides diverses : transport de matériel de camp, octroi de subsides de fonctionnement, prise en charge des déchets...

Les actions de sécurisation déjà entreprises seront poursuivies en collaboration avec la police.

Ces divers sujets seront à l'ordre du jour de la réunion du 2 mai prochain.

**M. le Bourgmestre** signale que certains individus ayant commis de façon

récurrente des actes malveillants ont été interpellés.

On ne peut garantir avec certitude que cela ne se reproduira plus, mais la police se rend régulièrement sur le site et ne compte pas lâcher l'affaire.

Quoi qu'il en soit, le Collège est aux côtés de l'Unité du Précieux-Sang pour tout ce qui concerne le volet sécurité, comme il est aux côtés de toutes les victimes d'incivilités, de malveillance, de vandalisme.

**M. De Vylder** remercie le Collège pour le soutien affiché.

Il souligne néanmoins que certaines questions ne sont pas résolues, notamment celle du respect à court terme des normes de salubrité et de sécurité, dans la mesure où tant le propriétaire que le locataire – ce dernier ayant par ailleurs peu de moyens – n'ont pas d'intérêt direct à s'investir dans des locaux voués à la démolition.

Pour ce qui concerne la sécurité, M. De Vylder signale que la police n'a pas l'autorisation de rentrer sur le site alors qu'il est très difficile de vérifier depuis la rue de qui se passe derrière l'église. De surcroît, les délinquants disposent de nombreux chemins de fuite possibles du fait qu'ils enjambent les clôtures et passent par Youplaboum.

**M. le Bourgmestre** répond que les services de police ont déjà eu l'occasion d'enjamber les clôtures.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Burgerinterpellatie : het voortbestaan van de scouts- en gidseneenheid van het Kostbaar Bloed.**

**De h. De Vylder**, vertegenwoordiger van de hele eenheid van het Kostbaar Bloed, legt uit dat de eenheid ongeveer zestig animatoren heeft die ongeveer 320 jongeren begeleiden.

Naast de tweewekelijkse bijeenkomsten organiseert de eenheid, die bijzonder gehecht is aan haar locatie in de Haanstraat, jaarlijks kampen van tien of twee weken, afhankelijk van de leeftijd van de kinderen.

Het is een van de oudste scoutseenheden van de gemeente en is sinds 1943 gevestigd in de kerk Heilig Bloed, die in 2019 werd ontwijd.

Er zijn vernielingen gepleegd in de lokalen van de eenheid, die zich achter de kerk bevinden. Op TikTok worden uitnodigingen geplaatst om daar "joints" te komen roken, omdat het een afgelegen plek is met banken. Hoezeer de beheerders van de eenheid de schade ook herstellen, het meubilair is altijd binnen een week kapot. Er zijn al verschillende klachten ingediend bij de politie.

De h. De Vylder wijst ook op het precaire karakter van de overeenkomsten met de kerkfabriek en de vereniging van parochiewerken, die samen eigenaar zijn van het gebouw. Aangezien de kerk ontwijd is, zijn er geen echte parochianen meer en is er steeds minder activiteit op de site.

Vanwege de onzekere aard van de overeenkomst is het moeilijk

om kosten te maken voor het verbeteren van de gebouwen zodat deze voldoen aan de veiligheidsnormen die nodig zijn om kinderen in goede omstandigheden op te vangen. De h. De Vylder wijst erop dat er geen elektriciteit of verwarming is, vrijwel geen water, lekkende daken en vooral een latent veiligheidsprobleem.

Bovendien is de eenheid zeer bezorgd over de geplande ontwikkeling van appartementen op het terrein, vermoedelijk in en rond de kerk. Door een dergelijk project zou de eenheid nog maar een kwart van haar huidige lokalen overhouden.

Bovendien is tweederde van de weide die door de eenheid wordt gebruikt voor bijeenkomsten en bepaalde spelen al verkocht, en een van de resterende percelen zal binnenkort worden verkocht.

De verantwoordelijken van de eenheid begrijpen heel goed dat zo'n groot terrein een luxe is die ze zich niet meer kunnen veroorloven maar ze hebben nog steeds een minimum aan overdekte ruimte nodig voor bijeenkomsten, opslag van materiaal (zoals decors die gebouwd zijn voor de 24-uurs wielervedstrijd) en ook om de jongere kinderen onderdak te bieden als het regent.

De h. De Vylder zou graag zien dat het college ondersteuning biedt en samen met de eenheid bekijkt hoe de situatie kan worden verbeterd. We moeten vandalisme bestrijden en minimale veiligheids- en gezondheidsvoorwaarden garanderen, aangezien de huidige situatie niet langer houdbaar is omdat de huidige eigenaars niet langer investeren in het gebouw, dat ze willen afbreken en verkopen.

De eenheid heeft haar goede wil getoond door aan het begin van het jaar op eigen kosten nieuwe toiletten te installeren in een gedeelte dat bestemd was om gesloopt te worden.

De h. De Vylder zou ook graag zien dat de eenheid betrokken wordt bij de ontwikkeling van de projecten om de continuïteit van haar activiteiten te waarborgen.

-

**De h. Franchimont** is van mening dat de politie de haar ter beschikking staande middelen moet aanwenden om vandalisme in de door de eenheid gehuurde lokalen te bestrijden.

Bovendien heeft de eigenaar van de gebouwen de verantwoordelijkheid om de jongeren van de eenheid een waardige omgeving te bieden.

De h. Franchimont is verheugd dat de parochie in het toekomstige bouwproject een lokaal voor de eenheid wil behouden, ook al is die niet groot genoeg t.o.v. het huidige lokaal.

Tijdens de overgangperiode zal het echter nodig zijn om de samenwerking met de eenheid te versterken om te voorkomen dat er ongelukken gebeuren op het terrein.

De gemeente heeft het geluk om een twintigtal jeugdbewegingen op haar grondgebied te hebben. De meeste zijn historisch verbonden met een parochie, maar de parochies sluiten soms hun deuren en verkopen hun gebouwen aan de hoogste bidder, zonder echt rekening te houden met de behoeftes van jeugdbewegingen.

In 2012 en 2013 verloor de 101ste eenheid Saint-Paul/Notre-Dame de Stalle haar lokalen toen de parochie ze verkocht om het Nederlandstalige kinderdagverblijf in de Baron Van Hammestraat uit te breiden. Dankzij de tussenkomst van de gemeente werd de eenheid tot 2022 ondergebracht in de OCMW-gebouwen op het Nekkersgatdomein. Momenteel heeft de eenheid een preciaire huurovereenkomst voor een deel van de lokalen in de Victor Gambierstraat.

De oproep van de eenheid Kostbaar Bloed is een wake-up call, waarvan het belang moet worden gemeten, vooral omdat andere eenheden de komende 10 jaar hun lokalen zullen verliezen.

Het is aan de gemeente om alles in het werk te stellen om alle actieve jeugdbewegingen op haar grondgebied te behouden en hen in staat te stellen duizenden jongeren in de best mogelijke omstandigheden op te vangen.

Maar omdat de middelen waarover de gemeente beschikt beperkt zijn, zullen de jeugdbewegingen ongetwijfeld hun gewoonten moeten herzien en moeten aanvaarden dat ze niet langer beschikken over lokalen voor elke afdeling of over een opslagruimte die gescheiden is van de activiteitenruimte, en dat ze zich moeten behelpen met een polyvalente ruimte voor personeelsvergaderingen en de opvang van jongere kinderen, terwijl de oudere kinderen gebruik maken van de vele groene ruimtes in Ukkel.

De h. Franchimont stelde de volgende oplossingen voor om ruimte te bieden aan jeugdbewegingen:

- ruimte voorzien in het toekomstige nationale hockeystadion of het nieuwe OCMW-home;
- delen van gemeentelijke gebouwen ter beschikking stellen
- contact leggen met kerkfabrieken om hen aan te moedigen jeugdbewegingen te blijven huisvesten;
- de directies van gemeentescholen en andere netwerken overtuigen om speelplaatsen, binnenkoeren en polyvalente zalen tijdens het weekend open te stellen voor jeugdbewegingen, zoals de school Notre-Dame de la Consolation al 50 jaar doet voor de patro Sacré-Cœur, zonder dat dit invloed heeft op de werking van de school of de wijk.

-

Wat de eenheid Kostbaar Bloed betreft, zou het een goed idee

kunnen zijn om partnerschappen met Youplaboum en de school Plein Air aan te moedigen.

-

**De h. Cools** is van mening dat jeugdbewegingen, en scouting in het bijzonder, een zeer belangrijke rol spelen in de socialisatie van jongeren.

Dit is des te noodzakelijker in een maatschappij waarin mensen steeds minder aanwezig zijn en veel te veel tijd voor beeldschermen doorbrengen.

Er is gesproken over sloop- en verbouwingswerkzaamheden om permanente ruimtes te creëren voor de opslag van materiaal, aangezien het beschikbaar stellen van garages door ouders duidelijk geen duurzame oplossingen zijn.

Omdat dit een structureel probleem is dat zeker ook andere scoutsgroepen zal treffen, nodigde de h. Cools het college uit om een gezamenlijke discussie op gang te brengen om duurzame oplossingen te vinden.

-

**Schepen Delwart** wijst erop dat deze kwestie is besproken tijdens een bijeenkomst op 18 maart met alle scoutseenheden in de gemeente.

Niet alle eenheden zitten echter op dezelfde lijn. In sommige opzichten heeft de eenheid Kostbaar Bloed geluk dat ze een bestaand gebouw en een contactpersoon heeft.

Het college steunt de eenheid in haar wens om permanent aanwezig te zijn in de Haanstraat.

In mei is een vergadering gepland met de vereniging van parochiewerkers om dit verzoek te ondersteunen. Deze vereniging is er volledig voorstander van dat de eenheid op de site blijft, met overgangso oplossingen tijdens de werken. Het college zal erop toezien dat deze particuliere eigenaar zijn verplichtingen nakomt.

Het college werkt ook samen met een twintigtal eenheden in Ukkel om hen op allerlei manieren bij te staan: vervoer van kampeermateriaal, toekenning van werkingssubsidies, afvalverwerking ...

De reeds genomen veiligheidsmaatregelen zullen worden voortgezet in samenwerking met de politie.

Deze verschillende onderwerpen staan op de agenda van de vergadering van 2 mei.

**De burgemeester** wijst erop dat een aantal personen die herhaaldelijk kwaadwillig hebben gehandeld, werden aangesproken.

We kunnen niet met zekerheid garanderen dat dit niet meer zal gebeuren, maar de politie komt regelmatig langs en is niet van plan het op te geven.

In ieder geval staat het college aan de kant van de eenheid in alle zaken die te maken hebben met veiligheid, net zoals het aan de kant staat van alle slachtoffers van asociaal gedrag, kwaadwilligheid en vandalisme.

**De h. De Vylder** bedankt het college voor zijn steun.

Hij benadrukt echter dat bepaalde problemen onopgelost blijven, in het bijzonder de naleving van de gezondheids- en veiligheidsnormen op korte termijn, aangezien noch de eigenaar noch de huurder - de laatste heeft weinig eigen middelen - enig direct belang heeft om te investeren in panden die bestemd zijn om te worden gesloopt.

Wat de veiligheid betreft, wijst de h. De Vylder erop dat de politie geen toestemming heeft om het terrein te betreden en dat het erg moeilijk is om vanaf de straat te controleren wat er zich achter de kerk afspeelt. Bovendien hebben de daders veel mogelijke vluchtroutes, omdat ze over hekken klimmen en door Youplaboum lopen.

**De burgemeester** antwoordt dat de politie al eerder over hekken heeft geklommen.

De Raad neemt kennis.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Annexe 2\_Signatures.pdf, Interpellation citoyenne\_Precieux Sang.pdf, Annexe 1\_Liste et adresse des signataires.pdf*

---

28.03.2024/A/0002 **Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 21 décembre 2023 - Budget 2024.**

Le Conseil approuve le point.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

**Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 21 december 2023 - Begroting 2024.**

De Raad keurt het punt goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

28.03.2024/A/0003 **A.S.B.L. Centre Culturel et artistique d'Uccle.- Remplacement d'un administrateur.**



Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 36, § 2 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale qui dispose en ce qui concerne les A.S.B.L's communales notamment que "au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le conseil communal";

Considérant que le groupe Uccle en Avant propose de remplacer Mme Véronique Lederman dans ses fonctions d'administrateur de l'asbl Centre Culturel et artistique d'Uccle, par M. Marco Barile ;

Décide :

- de proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. Association Culturelle et Artistique d'Uccle la désignation de M. Marco Barile en qualité d'administrateur au sein de ladite association communale.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

---

### **V.Z.W. Centre Culturel et artistique d'Uccle.- Vervanging van een bestuurder.**

De Raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 36, § 2 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten dat wat betreft de gemeentelijke V.Z.W.'s bepaalt dat "Minstens een derde van de leden van de raad van bestuur wordt aangesteld door de algemene vergadering op voordracht van de gemeenteraad of van de leden van de algemene vergadering die door de gemeenteraad zijn aangewezen";

Aangezien dat de fractie Uccle En Avant voorstelt om Mevr. Véronique Lederman, bestuurder in de V.Z.W. Centre Culturel et artistique d'Uccle te vervangen door de h. Marco Barile;

Beslist:

- aan de Algemene vergadering van de V.Z.W. Association Culturelle et Artistique d'Uccle de h. Marco Barile als bestuurder voor te stellen.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

28.03.2024/A/0004

### **A.S.B.L. Centre Culturel et artistique d'Uccle.- Remplacement d'un administrateur.**

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 36, § 2 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale qui dispose en ce qui concerne les A.S.B.L's communales notamment que "au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le conseil communal";

Considérant que le groupe Ecolo propose de remplacer M. Olivier Arendt dans ses fonctions d'administrateur de l'asbl Centre Culturel et artistique d'Uccle, par M.

Julien Staszewski;

Décide :

- de proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. Association Culturelle et Artistique d'Uccle la désignation de M. Julien Staszewski en qualité d'administrateur au sein de ladite association communale.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

---

#### **V.Z.W. Centre Culturel et artistique d'Uccle.- Vervanging van een bestuurder.**

De Raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 36, § 2 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten dat wat betreft de gemeentelijke V.Z.W.'s bepaalt dat "Minstens een derde van de leden van de raad van bestuur wordt aangesteld door de algemene vergadering op voordracht van de gemeenteraad of van de leden van de algemene vergadering die door de gemeenteraad zijn aangewezen";

Aangezien dat de fractie Ecolo voorstelt om M. Olivier Arendt, bestuurder in de V.Z.W. Centre Culturel et artistique d'Uccle te vervangen door de h. Julien Staszewski;

Beslist:

- aan de Algemene vergadering van de V.Z.W. Association Culturelle et Artistique d'Uccle de h. Julien Staszewski als bestuurder voor te stellen.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

#### **28.03.2024/A/0005 A.S.B.L. Promotion du commerce et de l'économie ucquoise - Remplacement d'un administrateur.**

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 36, § 2 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale qui dispose en ce qui concerne les A.S.B.L's communales notamment que "au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le conseil communal";

Considérant que le groupe Uccle en Avant propose de remplacer Mme Véronique Lederman dans ses fonctions d'administrateur de l'asbl Promotion du commerce et de l'économie ucquoise, par M. Alain Berlinblau ;

Décide :

- de proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. Promotion du commerce et de l'économie ucquoise la désignation de M. Alain Berlinblau en qualité d'administrateur au sein de ladite association communale.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**V.Z.W. Promotion du commerce et de l'économie ucquoise - Vervanging van een bestuurder.**

De Raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 36, § 2 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten dat wat betreft de gemeentelijke V.Z.W.'s bepaalt dat "Minstens een derde van de leden van de raad van bestuur wordt aangesteld door de algemene vergadering op voordracht van de gemeenteraad of van de leden van de algemene vergadering die door de gemeenteraad zijn aangewezen";

Aangezien dat de fractie Uccle En Avant voorstelt om Mevr. Véronique Lederman, bestuurder in de V.Z.W. Promotion du commerce et de l'économie ucquoise te vervangen door de h. Alain Berlinblau;

Beslist:

- aan de Algemene vergadering van de V.Z.W. Promotion du commerce et de l'économie ucquoise de h. Alain Berlinblau als bestuurder voor te stellen.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

28.03.2024/A/0006 **A.S.B.L. Génération + - Remplacement d'un administrateur.**

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 36, § 2 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale qui dispose en ce qui concerne les A.S.B.L's communales notamment que "au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le conseil communal";

Considérant que le groupe Ecolo propose de remplacer Mme Dominique Van Nerom dans ses fonctions d'administrateur de l'asbl Génération + par M. Julien Dussart ;

Décide :

- de proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. Génération + la désignation de M. Julien Dussart en qualité d'administrateur au sein de ladite association communale.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**V.Z.W. Génération + - Vervanging van een bestuurder.**

De Raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 36, § 2 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten dat wat betreft de gemeentelijke V.Z.W.'s bepaalt dat "Minstens een derde van de leden van de raad van bestuur wordt aangesteld door de algemene vergadering op voordracht van de

gemeenteraad of van de leden van de algemene vergadering die door de gemeenteraad zijn aangewezen”;

Aangezien dat de fractie Ecolo voorstelt om Mevr. Dominique Van Nerom, bestuurder in de V.Z.W. Génération + te vervangen door de h. Julien Dussart;

Beslist:

- aan de Algemene vergadering van de V.Z.W. Génération + de h. Julien Dussart als bestuurder voor te stellen.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

28.03.2024/A/0007 **A.S.B.L. AISU. - Remplacement d'un membre de l'Assemblée générale.**

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu qu'en vertu de l'article 7 des statuts de l'AISU adoptés par l'assemblée générale, « seize membres sont désignés par le Conseil Communal d'Uccle. Ils ou elles doivent être domiciliés à Uccle au moment de leur désignation »;

Considérant que le groupe Ecolo propose de remplacer Mme Dominique Van Nerom par M. Thomas Korsak ;

Décide :

de procéder à la désignation à l'Assemblée générale de l'AISU de M. Thomas Korsak.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**V.Z.W. SWU. - Vervanging van een lid van de Algemene vergadering.**

De raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de statuten van het SWU goedgekeurd door de algemene vergadering dat “seize membres sont désignés par le Conseil Communal d'Uccle. Ils ou elles doivent être domiciliés à Uccle au moment de leur désignation”;

Aangezien dat de fractie Ecolo voorstelt om Mevr. Dominique Van Nerom te vervangen door de h. Thomas Korsak;

Beslist :

M. Thomas Korsak in de algemene vergadering van het SWU te benoemen.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

28.03.2024/A/0008 **A.S.B.L. Piscine Longchamp - Remplacement d'un administrateur.**

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;  
Vu l'article 36, § 2 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale qui dispose en ce qui concerne les A.S.B.L's communales notamment que "au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le conseil communal";  
Considérant que le groupe Ecolo propose de remplacer M. Cédric Bordet dans ses fonctions d'administrateur de l'asbl Piscine Longchamp par M. Mathias Junqué ;  
Décide :  
- de proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. Piscine Longchamp la désignation de M. Mathias Junqué en qualité d'administrateur au sein de ladite association communale.

Le Conseil approuve le point.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

### **V.Z.W. Piscine Longchamp - Vervanging van een bestuurder.**

De Raad,  
Gelet op artikel 120, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;  
Gelet op artikel 36, § 2 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten dat wat betreft de gemeentelijke V.Z.W.'s bepaalt dat "Minstens een derde van de leden van de raad van bestuur wordt aangesteld door de algemene vergadering op voordracht van de gemeenteraad of van de leden van de algemene vergadering die door de gemeenteraad zijn aangewezen";  
Aangezien dat de fractie Ecolo voorstelt om de h. Cédric Bordet, bestuurder in de V.Z.W. Piscine Longchamp te vervangen door de h. Mathias Junqué;  
Beslist:  
- aan de Algemene vergadering van de V.Z.W. Piscine Longchamp de h. Mathias Junqué als bestuurder voor te stellen.

De Raad keurt het punt goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

### **28.03.2024/A/0009 A.S.B.L. AISU.- Démission d'un administrateur.- Remplacement.**

Le Conseil,  
Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;  
Vu qu'en vertu de l'article 8a du statut de l'AISU adoptés par l'assemblée générale lors de sa séance du 31 mars 2020, qui mentionne que seize membres sont désignés par le Conseil Communal d'Uccle et qu'ils ou elles doivent être domiciliés à Uccle au moment de leur désignation;  
Attendu que Mme Dominique Van Nerom, administratrice à l'A.S.B.L. AISU, présente sa démission;  
Que le groupe Ecolo propose de remplacer l'intéressée par M. Thomas Korsak,  
Décide:  
de proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. AISU la désignation de M. Thomas Korsak en qualité d'administrateur au sein de ladite A.S.B.L..

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**V.Z.W. SWU.- Ontslag van een bestuurder.- Vervanging.**

De raad,  
Gelet op artikel 120, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;  
Aangezien krachtens artikel 8a van de statuten van het SWU, goedgekeurd door de algemene vergadering in zitting van 31 maart 2020, "*zestien leden aangesteld worden door de gemeenteraad van Ukkel. Ze moeten in Ukkel gedomicilieerd zijn op het moment van hun aanstelling*";  
Aangezien Mevr. Dominique Van Nerom, bestuurder van de V.Z.W. SWU, haar ontslag indient;  
Aangezien de fractie Ecolo voorstelt om de betrokkene te vervangen door de h. Thomas Korsak;  
Beslist:  
aan de Algemene vergadering van de V.Z.W. SWU de aanstelling van de h. Thomas Korsak als bestuurder binnen deze V.Z.W. voor te stellen.

De Raad keurt het punt goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

28.03.2024/A/0010 **Adoption d'une ordonnance de police relative à l'affichage électoral à l'occasion des élections européennes, législatives et régionales du 09 juin 2024.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, et notamment ses articles 112, 117, 119, 119bis et 135, § 2;  
Vu la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;  
Vu l'arrêté ministériel du 22 février 2024, publié aux valves communales le 29 février 2024 et entrée en vigueur le même jour ;  
Vu l'article 38, §3 du règlement général de police commun aux 19 Communes de la Région de Bruxelles-capitale qui dispose entre autres que les affiches à caractère électoral peuvent être posées aux endroits déterminées par le Collège des Bourgmestre et Echevins selon les conditions que celui-ci détermine;  
Considérant que des élections législatives, régionales et européennes se tiendront le 9 juin 2024;  
Considérant que les candidats figurant sur les listes constituées en vue des prochaines élections législatives, régionales et européennes souhaiteront faire de la publicité électorale par voie d'affichage;  
Vu la superficie et le nombre de panneaux d'affichage électoral qui seront installés sur le territoire de la Commune d'Uccle;  
Vu l'impossibilité matérielle d'afficher en permanence et simultanément sur tous ces panneaux l'intégralité des affiches de tous les candidats, listes ou partis;  
Considérant que les communes ont pour mission de garantir aux habitants le maintien de la salubrité, de la tranquillité et de l'ordre publics, notamment dans les rues, lieux et édifices publics;  
Considérant que pour assurer cette mission en période électorale, il importe de prendre diverses mesures en vue de réglementer l'affichage sur la voie publique;  
Qu'il importe d'éviter l'affichage sauvage qui entraîne, outre les dégradations, une

pollution visuelle importante qui peut nuire à la sécurité et à la tranquillité publique;  
Considérant qu'il est nécessaire d'empêcher le surcollage, notamment, dans une logique de propreté publique et de développement durable;  
Vu les résultats recueillis par les différents partis ou listes lors des dernières élections des membres des assemblées concernées par le scrutin du 9 juin 2024;  
Considérant qu'une répartition équitable des espaces d'affichages peut être faite en tenant compte, d'une part, du fait que le groupe politique ou le parti est actuellement représenté ou non au sein d'au moins deux assemblées concernées par le scrutin du 9 juin 2024, ainsi que, d'autre part, en tenant compte de l'appartenance linguistique de ce parti ou de cette liste;  
Décide d'adopter l'ordonnance de police relative à l'affichage électoral à l'occasion des élections européennes, législatives et régionales du 9 juin 2024.

## **Ordonnance**

### **Article 1 - Objet .**

La présente ordonnance s'applique durant la période électorale à l'affichage électoral fait sur le territoire de la Commune d'Uccle en vue des élections du 9 juin 2024 et ce, sans préjudice des dispositions du Règlement Général de Police en vigueur, des dispositions légales et réglementaires supérieures et de l'article 27 du Code de la route relatif aux véhicules publicitaires et aux remorques.

### **Article 2 - Définitions.**

Au sens de la présente ordonnance, il y a lieu d'entendre par :

1. Publicité électorale: toute forme d'expression ayant pour objet la propagande au nom de candidats ou de listes de candidats ou de partis auxdites élections.
2. Affichage électoral: l'apposition sur des supports fixes ou mobiles, de documents ou autres indications, sous quelque forme que ce soit, matérialisant la publicité électorale.
3. Période électorale : période commençant le premier jour du troisième mois précédant celui des élections et se terminant le lendemain du jour des élections.

### **Article 3 - Dispositions concernant l'affichage électoral.**

§1. Sans préjudice de l'application des dispositions du Règlement général de police, l'affichage électoral est interdit sur la voie publique sauf, aux conditions reprises dans la présente ordonnance, sur les panneaux électoraux communaux spécialement prévus à cet effet, dont les dimensions, la liste et les emplacements auront été déterminés par le Collège des Bourgmestre et Echevins.  
L'affichage électoral est interdit sur les panneaux d'affichage libre, communal ou culturel.

§2. L'affichage sur les panneaux électoraux communaux est effectué par les ouvriers communaux et ce, à partir du 60ème jour précédant le scrutin électoral (soit le 11 avril 2024).

Cet affichage aura lieu dans les quatre jours ouvrables de la réception des affiches au service communal ad hoc.

L'affichage ne pourra en aucun cas être effectué par une personne étrangère au personnel communal, mandatée ou non par les candidats ou représentants d'une quelconque liste.

§3. L'espace d'affichage sur les panneaux électoraux communaux est réparti de la manière suivante:

- 90 % au profit des partis politiques (actuellement) représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin du 9 juin 2024. Parmi ces 90 %, 80 % sont attribués, en parts égales, aux partis du groupe linguistique francophone et 20 % le sont, en parts égales, aux partis du groupe linguistique néerlandophone
- 10 %, en parts égales, au profit des partis politiques qui ne sont pas (actuellement) représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin du 26 mai 2019. Parmi ces 10 %, 80 % sont attribués, en parts égales, aux partis du groupe linguistique francophone et 20 % le sont, en parts égales, aux partis du groupe linguistique néerlandophone.

§4. Les présidents des sections ucloises des partis politiques présentant des candidats au scrutin du 9 juin 2024 qui veulent que leurs affiches soient apposées sur les panneaux électoraux communaux désignent un représentant dûment mandaté pour déposer lesdites affiches au Service Voirie ainsi que pour en préciser les modalités d'affichage.

Au moment du premier dépôt, ce représentant apporte la preuve de son mandat du ou des partis qui reconnaissent la liste dont il est le mandataire.

Le dépôt se fait à partir du soixante-cinquième jour précédant le scrutin (soit le 5 avril 2024).

Le représentant désigné peut, le cas échéant, communiquer la disposition souhaitée.

Celle-ci doit correspondre à l'espace attribué. Les affiches doivent être conformes aux lois et règlements applicables en la matière.

Conformément au principe mentionné au § 2 ces affiches sont apposées sur les panneaux communaux, exclusivement par le personnel communal désigné à cette fin. Un dispositif empêchant le surcollage des affiches est mis en place.

Les représentants des listes peuvent demander un nouvel affichage pour autant que ladite demande soit dûment justifiée.

Il appartient au représentant de chaque liste d'avertir le Service Voirie de la détérioration éventuelle de ses affiches et de fournir celles qui les remplacent. Il est procédé à un nouvel affichage dans les meilleurs délais en fonction de l'organisation du service.

§5. Ne sera pas affichée, toute affiche dont le contenu est en infraction avec la loi du 30 juillet 1981, telle que modifiée, tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou avec la loi du 23 mars 1995, telle que modifiée, tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

#### **Article 4 - Sanctions.**

1. Tout manquement aux dispositions de la présente ordonnance sera puni d'une amende administrative de maximum 350 €.

En outre, les documents apposés, en violation des dispositions de la présente ordonnance seront enlevés d'office par le personnel communal habilité ou la police



et ce, aux frais, risques et périls des contrevenants et, à défaut, aux frais des éditeurs responsables

2. Les panneaux électoraux ou dispositifs visés dans la présente ordonnance sont assimilés à du mobilier urbain.

A ce titre, leur destruction ou leur détérioration volontaire notamment par le surcollage d'affiches ou l'ajout d'inscriptions sera sanctionné par les dispositions du Règlement Général de Police s'y rapportant.

#### **Article 5 - Publication-Diffusion.**

Outre les mesures d'affichage et de publication sur le site internet de la Commune d'Uccle prévues à l'article 112 de la nouvelle loi communale, un exemplaire de la présente ordonnance sera envoyé à chaque président des sections ucloises des partis politiques présentant des candidats au scrutin du 9 juin 2024.

#### **Article 6 - Entrée en vigueur.**

La présente ordonnance entrera en vigueur le premier jour de sa publication par la voie d'affichage.

***M. Cools** remarque que ce règlement d'affichage, qui ne constitue pas en soi une nouveauté, répond à une nécessité, eu égard à l'affichage sauvage qui salissait autrefois la commune.*

*M. Cools estime toutefois que ce règlement n'est pas très équitable, dans la mesure où il réserve 90 % des surfaces d'affichage aux partis « établis » (c.à.d. les partis disposant d'une représentation dans au moins deux des trois assemblées soumises à élection), et les 10 % restants à tous les autres.*

*Ce système rend très difficile l'émergence de nouvelles formations politiques, et le mode de financement public des partis accentue encore ce phénomène.*

*Il y a lieu aussi de s'interroger sur le principe suivant lequel les ouvriers communaux collent les affiches sur les emplacements réservés à chaque parti selon la clé de répartition 90 % - 10 %.*

*M. Cools estime en effet qu'il eût été préférable de poursuivre le système d'affichage par les ouvriers communaux sur les grands panneaux installés spécifiquement pour les élections (selon la clé de répartition précitée ou une autre, peut-être plus exacte) mais de laisser les militants des partis disposer de la liberté de collage sur les panneaux d'affichage libre.*

*Pour ces diverses raisons, le groupe Uccle en avant s'abstiendra sur ce point.*

***M. De Bock** estime que le règlement adopté il y a 6 ans est plutôt positif car il permet d'éviter les nuisances d'autrefois, telles que la saleté autour des panneaux électoraux à cause du surcollage, les disputes entre colleurs ou encore le stationnement sauvage devant les panneaux.*

*Il remarque aussi que, contrairement à ce qui se passe dans d'autres communes, les panneaux installés à Uccle sont très grands.*

*Le groupe Défi soutient ce règlement.*

***M. le Bourgmestre** constate que les campagnes électorales sont devenues plus aséptisées, ont perdu leur charme d'autrefois, auquel contribuait le folklore du militantisme autour du collage d'affiches.*

*Mais il faut aussi reconnaître que les anciennes pratiques étaient néfastes en termes de propreté publique.*

*Cette situation a justifié l'adoption de mesures concernant les panneaux d'affichage libres.*

***M. Desmet** ne regrette pas les campagnes électorales d'autrefois, au cours desquelles les papiers jonchaient les sols.*

*Le recours au papier est moins justifié aujourd'hui, dans la mesure où l'électeur s'informe aussi via les réseaux dits « sociaux ».*

*Il est possible de donner une information démocratique correcte en demeurant dans la sobriété.*

***M. Cohen** rappelle qu'autrefois, le surcollage était tel que les panneaux finissaient par se décoller eux-mêmes sous le poids du papier.*

*Il estime que ce règlement permettra de rendre les rues plus propres.*

***M. Cools** reconnaît que les panneaux d'affichage sont plus grands à Uccle que dans d'autres communes.*

*Cependant, vu que les élections législatives suivantes auront lieu dans 5 ans, il conviendrait de réfléchir sur cette thématique, et notamment d'examiner le nombre de listes déposées afin de déterminer si la répartition 90 % - 10 % est bien pertinente. Tous les mécanismes en vigueur rendent difficile l'émergence de nouveaux partis politiques alors que ceux-ci devraient avoir la possibilité de s'exprimer.*

*M. Cools regrette aussi une forme de « sous-communalisme » : les communes ayant tendance à réserver l'affichage à ses propres ressortissants, un candidat à des élections régionales ou fédérales ne pourrait guère bénéficier d'un affichage dans d'autres communes que la sienne, alors qu'il revendique un mandat électif qui ne se limite pas à sa propre commune.*

*Il serait donc opportun de faire un état des lieux de la situation afin de mener une réflexion à ce sujet.*

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 30 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Eric Sax, Marc Cools.

---

### **Aanname van een politieverordening betreffende verkiezingsaanplakking ter gelegenheid van de Europese, wetgevende en gewestelijke verkiezingen van 09 juni 2024.**

De raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 112, 117, 119, 119bis en 135, § 2;

Gelet op de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van politieke partijen;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 februari 2024;

Gelet op artikel 38, §3 van het gemeenschappelijk algemeen politiereglement voor de 19 gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat onder meer bepaalt dat verkiezingsaffiches mogen worden opgehangen op plaatsen bepaald door het college van burgemeester en schepenen volgens de voorwaarden die het vaststelt; Overwegende dat er op 9 juni 2024 federale-, regionale en Europese verkiezingen plaatsvinden;

Overwegende dat de kandidaten die voorkomen op de lijsten opgesteld met het oog op de komende federale-, regionale en Europese verkiezingen verkiezingsreclame zullen wensen te voeren door middel van aanplakking;

Gelet op de oppervlakte en het aantal van de verkiezingsaanplakborden die op het grondgebied van de gemeente Ukkel zullen worden geplaatst;

Gelet op de materiële onmogelijkheid om alle affiches van alle kandidaten, lijsten of partijen permanent en gelijktijdig op al deze borden aan te brengen;  
Overwegende dat de gemeentes de taak hebben om aan de inwoners de handhaving van de volksgezondheid, de rust en de orde te waarborgen, in het bijzonder in straten, op plaatsen en in openbare gebouwen;  
Overwegende dat het, om deze taak tijdens de verkiezingsperiode te vervullen, belangrijk is om verschillende maatregelen te nemen om aanplakking op de openbare weg te reguleren;  
Overwegende dat het belangrijk is om wildplakken te vermijden dat, naast het veroorzaken van schade, leidt tot een aanzienlijke visuele vervuiling die de openbare veiligheid en rust kan aantasten;  
Overwegende dat het noodzakelijk is overmatige aanplakking te voorkomen, met name in het belang van de openbare reinheid en de duurzame ontwikkeling;  
Gezien de resultaten die de verschillende partijen of lijsten hebben behaald bij de laatste verkiezingen voor de leden van de vergaderingen waarop de stemming van 9 juni 2024 betrekking heeft;  
Overwegende dat een billijke verdeling van de aanplakruimte mogelijk is, rekening houdend met, enerzijds, het feit dat de politieke groepering of partij al dan niet vertegenwoordigd is in ten minste twee vergaderingen waarop de verkiezingen van 9 juni 2024 betrekking hebben, en, anderzijds, met de taalkundige samenstelling van deze partij of lijst;  
Beslist de politieverordening betreffende verkiezingsaanplakking voor de Europese, federale en regionale verkiezingen van 9 juni 2024 vast te stellen.

## **Verordening**

### **Artikel 1 - Voorwerp**

Deze ordonnantie is van toepassing tijdens de verkiezingsperiode op verkiezingsaanplakking op het grondgebied van de gemeente Ukkel met het oog op de verkiezingen van 9 juni 2024, onverminderd de bepalingen van het algemeen politiereglement dat van kracht is, de hogere wettelijke en reglementaire bepalingen en artikel 27 van de wegcode met betrekking tot reclamevoertuigen en aanhangwagens.

### **Artikel 2 - Definities**

Voor de toepassing van deze verordening wordt verstaan onder:

1. Verkiezingsreclame: elke uitingvorm die tot doel heeft propaganda te maken ten behoeve van kandidaten of kandidatenlijsten of partijen bij de vermelde verkiezingen.
2. Verkiezingsaanplakking: het aanbrengen op vaste of verplaatsbare dragers van documenten of andere aanduidingen, in welke vorm dan ook, die verkiezingsreclame belichamen.
3. Verkiezingsperiode: periode die aanvangt op de eerste dag van de derde maand die voorafgaat aan die van de verkiezingen en eindigt op de dag na de verkiezingsdag.

### **Artikel 3 - Bepalingen betreffende verkiezingsaanplakking.**

§1. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van het algemeen politiereglement is verkiezingsaanplakking verboden op de openbare weg, behalve, onder de voorwaarden bepaald in deze verordening, op de speciaal daartoe voorziene gemeentelijke verkiezingsborden waarvan de afmetingen, de lijst en de plaatsen zijn vastgelegd door het college van burgemeester en schepenen.  
Verkiezingsaanplakking is niet toegelaten op vrije, gemeentelijke of culturele

aanplakborden.

§2. Het aanplakken op de gemeentelijke verkiezingsaanplakborden gebeurt door gemeentearbeiders vanaf de 60ste dag vóór de verkiezing (ofwel 11 april 2024). Deze aanplakking gebeurt binnen vier werkdagen na ontvangst van de affiches door de bevoegde gemeentelijke dienst.

In geen geval mag aanplakking gebeuren door andere personen dan gemeentepersoneel, al dan niet gemachtigd door de kandidaten of vertegenwoordigers van een lijst.

§3. De aanplakruimte op gemeentelijke verkiezingsborden wordt als volgt toegewezen:

- 90 % aan politieke partijen die (op dit moment) vertegenwoordigd zijn in ten minste twee van de betrokken vergaderingen bij de stemming op 9 juni 2024. Van deze 90% wordt 80% in gelijke delen toegekend aan de partijen van de Franstalige taalgroep en 20% in gelijke delen aan de partijen van de Nederlandstalige taalgroep.

- 10 %, in gelijke delen, aan de politieke partijen die (nog) niet vertegenwoordigd zijn in ten minste twee van de betrokken vergaderingen bij de stemming op 26 mei 2019. Van deze 10% wordt 80% in gelijke delen toegekend aan de partijen van de Franstalige taalgroep en 20% in gelijke delen aan de partijen van de Nederlandstalige taalgroep.

§4. De voorzitters van de Ukkelse afdelingen van de politieke partijen die zich kandidaat stellen voor de verkiezingen van 9 juni 2024 en die hun affiches wensen te laten aanbrengen op de gemeentelijke verkiezingsborden, moeten een gemachtigde aanduiden om deze affiches in te dienen bij de dienst Wegen en om de aanplakmodaliteiten te bepalen.

Op het moment van de eerste aanplakking moet deze vertegenwoordiger een bewijs van zijn mandaat voorleggen van de partij(en) die de lijst erkent (erkennen) waarvoor hij de gemachtigde is.

De indiening vindt plaats vanaf de vijftenzestigste dag vóór de stemming (ofwel 5 april 2024).

De aangewezen vertegenwoordiger kan desgevallend de gewenste lay-out aangeven.

Deze moet overeenkomen met de toegewezen ruimte. De affiches moeten voldoen aan de relevante wet- en regelgeving.

Overeenkomstig het in § 2 vermelde principe worden deze affiches uitsluitend door daartoe aangesteld gemeentepersoneel op de gemeentelijke aanplakborden aangebracht. Er wordt een voorziening aangebracht die voorkomt dat de affiches worden overgeplakt.

De vertegenwoordigers van de lijsten kunnen een nieuwe aanplakking vragen op voorwaarde dat dit verzoek naar behoren wordt gemotiveerd.

Het is de verantwoordelijkheid van de vertegenwoordiger van elke lijst om de dienst Wegen op de hoogte te brengen van eventuele schade aan zijn affiches en om voor vervangingsaffiches te zorgen. Een nieuwe aanplakking wordt zo snel mogelijk gemaakt, afhankelijk van de organisatie van de dienst.

§5. Affiches waarvan de inhoud in strijd is met de wet van 30 juli 1981, zoals gewijzigd, tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of met de wet van 23 maart 1995, zoals gewijzigd, tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, worden niet opgehangen.

#### **Artikel 4 - Sancties.**

1. Elke inbreuk op de bepalingen van deze verordening wordt bestraft met een administratieve boete van maximaal € 350.

Bovendien worden documenten die in strijd met de bepalingen van deze verordening zijn aangebracht, ambtshalve verwijderd door bevoegd gemeentepersoneel of de politie, op kosten en risico van de overtreders en, bij gebreke daarvan, op kosten van de verantwoordelijke uitgevers.

2. De in deze verordening bedoelde verkiezingsborden of -inrichtingen worden gelijkgesteld met straatmeubilair.

Als zodanig wordt hun vernieling of opzettelijke beschadiging, in het bijzonder door overplakking van affiches of het aanbrengen van opschriften, bestraft overeenkomstig de desbetreffende bepalingen van het algemeen politiereglement.

#### **Artikel 5 - Publicatie en verspreiding.**

Naast de aanplakmaatregelen en de publicatie op de website van de gemeente Ukkel voorzien in artikel 112 van de nieuwe gemeentewet, zal een kopie van deze verordening verstuurd worden naar elke voorzitter van de Ukkelse afdelingen van de politieke partijen die zich kandidaat stellen voor de verkiezingen van 9 juni 2024.

#### **Artikel 6 - Inwerkingtreding**

Deze verordening treedt in werking op de eerste dag van haar bekendmaking door aanplakking.

***De h. Cools** merkt op dat dit aanplakkingsreglement, dat op zich niet nieuw zijn, voorziet in een behoefte, gezien de wildplakking die vroeger de gemeente besmeurde.*

*Hij is echter van mening dat het reglement niet erg rechtvaardig is, in die zin dat het 90% van de ruimte reserveert voor "gevestigde" partijen (d.w.z. partijen die in ten minste twee van de verkiesbare vergaderingen vertegenwoordigd zijn) en de resterende 10% voor alle andere partijen.*

*Dit systeem maakt het erg moeilijk voor nieuwe politieke groeperingen om op te komen en de manier waarop partijen door de overheid worden gefinancierd versterkt dit fenomeen.*

*Er is ook reden om vraagtekens te zetten bij het principe waarbij gemeentearbeiders affiches plakken op de plaatsen die voor elke partij zijn gereserveerd volgens de verdeelsleutel 90% - 10%.*

*Hij is van mening dat het beter zou zijn geweest om door te gaan met het systeem van aanplakking door gemeentearbeiders op de grote borden die speciaal voor de verkiezingen zijn geplaatst (volgens de bovengenoemde verdeelsleutel of een andere, misschien nauwkeurigere sleutel) maar om partijmilitanten vrij te laten om affiches op te hangen op de vrije borden.*

*Om deze redenen zal Uccle en avant zich onthouden.*

***De h. De Bock** vindt dat het reglement dat 6 jaar geleden werd aangenomen heel positief is omdat het de overlast van vroeger vermijdt, zoals het vuil rond de verkiezingsborden door overplakken, betwistingen*

tussen de plakkers en verkeerd parkeren voor de borden.

Hij merkte ook op dat, in tegenstelling tot andere gemeentes, de borden in Ukkel erg groot zijn.

Défi steunt dit reglement.

**De burgemeester** merkt op dat verkiezingscampagnes wanhopiger zijn geworden en hun vroegere charme hebben verloren, waaraan de folklore van strijdbaarheid rond het plakken van affiches heeft bijgedragen.

Maar we moeten ook erkennen dat de oude praktijken schadelijk waren voor de openbare reinheid.

Deze situatie rechtvaardigde de goedkeuring van maatregelen met betrekking tot vrije aanplakborden.

**De h. Desmet** betreurt de verkiezingscampagnes van vroeger niet, waarbij papier over op de grond lag.

Het gebruik van papier is vandaag minder gerechtvaardigd omdat kiezers ook informatie verkrijgen via "sociale" netwerken.

Het is mogelijk om correcte democratische informatie te verstrekken en toch proper te blijven.

**De h. Cohen** wijst erop dat borden in het verleden zo overplakt werden dat ze uiteindelijk loskwamen onder het gewicht van het papier.

Hij is van mening dat dit reglement de straten schoner zal maken.

**De h. Cools** erkent dat borden in Ukkel groter zijn dan in andere gemeentes.

Maar aangezien de volgende parlementsverkiezingen over 5 jaar plaatsvinden, zou het gepast zijn om over deze kwestie na te denken, en in het bijzonder om het aantal ingediende lijsten te onderzoeken om te bepalen of de opsplitsing 90% - 10% echt relevant is. Alle bestaande mechanismen bemoeilijken de opkomst van nieuwe politieke partijen, terwijl die toch de kans zouden moeten krijgen om hun stem te laten horen.

Hij betreurt ook een vorm van "ondercommunalisme": aangezien gemeentes de neiging hebben om aanplakking te beperken tot hun eigen burgers, kan een kandidaat bij gewestelijke of federale verkiezingen nauwelijks profiteren van aanplakking in andere gemeentes dan zijn eigen gemeente, ook al maakt hij aanspraak op een verkiesbaar mandaat

*dat niet beperkt is tot zijn eigen gemeente.*

*Het zou dus aangewezen zijn om de balans op te maken om over deze kwestie na te denken.*

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 30 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

*Onthoudingen : Eric Sax, Marc Cools.*

*1 annexe / 1 bijlage*

*Politiebesluit5781186815745436255.pdf*

---

## **Sanctions administratives - Administratieve sancties**

28.03.2024/A/0011 **Règlement Général de Police - Modifications techniques**

Le Conseil ,

Vu la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement ses articles 119 et 135;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu la délibération du Conseil communal du 1er octobre 2020 adoptant le Règlement Général de Police de la commune d'Uccle;

Vu la loi du 11 décembre 2023 modifiant la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, la Nouvelle Loi communale et la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que le système des sanctions administratives communales a été conçu afin de lutter plus rapidement et plus efficacement contre les petites incivilités commises sur le territoire des communes ; que celles-ci ne dépendent plus ni des parquets pour poursuite des infractions ni des juridictions répressives pour sanctionner ces petites incivilités;

Considérant que les sanctions administratives ont permis aux communes de réduire le sentiment d'impunité à l'égard de celles et ceux qui troublent l'ordre public;

Que depuis l'adoption de la loi du 24 juin 2013 les sanctions administratives communales ont gagné en importance et en visibilité comme instrument efficace dans la lutte contre les dérangements publics;

Considérant qu'en 2020, un règlement général de police harmonisé est entré en vigueur dans les 19 communes de la Région Bruxelles- Capitale ;

Que ce document avait notamment pour objectif de faciliter et de rationaliser le travail des policiers des différentes zones de Police et de faciliter dès lors la lisibilité et la compréhension pour les citoyens qui se déplacent sur le territoire régional;

Considérant que la loi du 11 décembre 2023, entrée en vigueur le 8 janvier 2024, a

apporté des modifications techniques à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives qui nécessitent de modifier certains articles du règlement général de police :

- À l'article 3, les modifications suivantes sont apportées :
  - 1° les mots "collège des bourgmestre et échevins" sont remplacés par les mots "Collège des Bourgmestre et Echevins" ;
  - 2° les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ou toute autre réglementation spécifique" sont remplacés par les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, ci-après dénommée "loi SAC", ou toute autre réglementation spécifique".
  
- À l'article 4, les modifications suivantes sont apportées :
  - 1° dans le paragraphe 1er, 3°, les mots "le retrait administratif" sont remplacés par les mots "l'abrogation administrative" ;
  - 2° dans le paragraphe 2, les mots "350 euros" sont remplacés par les mots "500 euros".
  
- Aux articles 5 et 6, les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales" sont remplacés par les mots "la loi SAC".
  
- À l'article 7, les modifications suivantes sont apportées :
  - 1° dans les paragraphes 1er et 2, les mots "la loi du 24 juin 2013" sont remplacés par les mots "la loi SAC" ;
  - 2° dans le paragraphe 2, les mots "médiation locale" sont remplacés par les mots "médiation SAC".
  
- À l'article 8, les modifications suivantes sont apportées :
  - 1° dans le paragraphe 1er, les mots "au père, mère, tuteur ou personne ayant la garde du contrevenant mineur" sont remplacés par "à chaque titulaire qui a l'autorité parentale sur le mineur";
  - 2° dans les paragraphes 1ier, 2 et 3, les mots "la loi du 24 juin 2013" sont remplacés par les mots "la loi SAC" ;
  - 3° dans le paragraphe 2, les mots "médiation locale" sont remplacés par les mots "médiation SAC".
  
- À l'article 9, §1er, les mots "de retrait" sont remplacés par les mots "d'abrogation".
  
- L'article 120 est remplacé par ce qui suit :

"Conformément à la loi SAC et sans préjudice des protocoles d'accord conclus entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestres et Échevins, une sanction administrative peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées à l'article 3, 1° et 2° de la loi SAC."
  
- L'article 121 est remplacé par ce qui suit :

"Conformément à la loi SAC et sans préjudice du protocole d'accord conclu entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestres et Échevins, une sanction



administrative peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées à l'article 3, 3° selon les modalités déterminées par le Roi.”.

- À l'article 122, les mots “la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales” sont remplacés par les mots “la loi SAC”.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide:

- d'adopter les modifications techniques au Règlement Général de Police de la commune d'Uccle et sa version consolidée telle que reprise en annexe à la présente décision;

- que la nouvelle version du règlement général de police sera publiée conformément à l'article 112 de la NLC et entrera en vigueur le 1er avril 2024;

- qu'à la date du 1er avril 2024, l'ancienne version du règlement général de police adoptée par le Conseil communal, lors de sa séance du 1er octobre 2020, sera abrogée.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

---

### **Algemeen Politiereglement - Technische aanpassingen**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en meer bepaald de artikelen 119 en 135;

Gelet op de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad dd 1 oktober 2020 die het Algemeen Politiereglement van de gemeente Ukkel aanneemt;

Gelet op de Wet van 11 december 2023 tot wijziging van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, van de Nieuwe Gemeentewet en van de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het systeem van de gemeentelijke administratieve sancties werd ontworpen om op een snelle en effectieve manier onburgerlijk gedrag gepleegd op het grondgebied van de gemeenten te bestrijden. Deze hangen hierdoor niet langer af van de parketten voor de vervolging van de inbreuken, noch van de strafrechter voor de bestraffing van onburgerlijk gedrag.

Overwegende dat administratieve sancties de gemeenten in staat hebben gesteld om het gevoel van straffeloosheid ten opzichte van straffeloosheid onder de burgers te verkleinen;

Dat sinds de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve

sancties de gemeentelijke administratieve sancties aan belang en zichtbaarheid hebben gewonnen als effectief instrument in de strijd tegen overlast;

Overwegende dat op 2020, een geharmoniseerde tekst van het politiereglement voor de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in werking is getreden;

Dat dit document tot doel had het werk van de politieagenten van de politiezones te vergemakkelijken en te optimaliseren en de begrijpelijkheid van de concepten te verbeteren voor de burgers die zich op het gewestelijke grondgebied verplaatsen ;

Overwegende dat de wet van 11 december 2023, die op 8 januari 2024 in werking getreden is, technische wijzigingen aanbrengt in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, waardoor bepaalde artikelen van het Algemeen Politiereglement moeten worden gewijzigd:

- In artikel 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "college van burgemeester en schepenen" worden vervangen door de woorden "College van Burgemeester en Schepenen";

2° de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties of elke andere specifieke reglementering" worden vervangen door de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, hierna de "GAS-wet" genoemd, of elke andere specifieke reglementering".

- In artikel 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 3°, worden de woorden "administratieve intrekking" vervangen door de woorden "administratieve opheffing";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "350 euro" vervangen door de woorden "500 euro".

- In de artikelen 5 en 6 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties" vervangen door de woorden "de GAS-wet".

- In artikel 7 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 en 2 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013" vervangen door de woorden "de GAS-wet";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "lokale bemiddeling" vervangen door de woorden "GAS-bemiddeling".

- In artikel 8 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden " aan de vader, moeder, voogd of de persoon die de hoede heeft over de minderjarige overtreder " vervangen door "aan elke houder die het ouderlijk gezag over de minderjarige uitoefent";

2° in paragraaf 1, 2 en 3 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013" vervangen door de woorden "de GAS-wet";

3° in paragraaf 2 worden de woorden "lokale bemiddeling" vervangen door de woorden "GAS-bemiddeling".

- In artikel 9, §1, worden de woorden "intrekking" vervangen door de woorden "opheffing".

- Artikel 120 wordt vervangen door het volgende :

"Overeenkomstig de GAS-wet en onverminderd de protocolakkoorden gesloten tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen, kan de Sanctionerende ambtenaar een administratieve sanctie opleggen voor de overtredingen bedoeld in artikel 3, 1° en 2°, van de GAS-wet".

- Artikel 121 wordt vervangen door het volgende :

"Overeenkomstig de GAS-wet en onverminderd het protocolakkoord tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen, kan de Sanctionerende ambtenaar een administratieve sanctie opleggen voor de overtredingen bedoeld in artikel 3, 3°, volgens de modaliteiten vastgesteld door de Koning."

- In artikel 122 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties" vervangen door de woorden "de GAS-wet".

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

- de wijzigingen aan het Algemeen Politierglement van Ukkel en zijn geconsolideerde versie, zoals hernomen in bijlage bij het besluit, aan te nemen;

- dat de nieuwe versie van het Algemeen Politierglement zal gepubliceerd worden overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet en zal in werking treden op 1 april 2024;

- dat de oude versie van het Algemeen Politierglement zoals aangenomen door de Gemeenteraad tijdens de beraadslaging van 1 oktober 2020, wordt herroepen per 1 april 2024.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*APR (geconsolideerde versie).docx, RGP (version consolidée).docx*

*Boris Dilliès quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

## DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIJTE

### Mobilité - Mobiliteit

28.03.2024/A/0012 **Police de la circulation routière - règlement général complémentaire - abrogations - nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Abrogations :

**Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)**

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.7. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Véhicules partagés. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel portant la mention « véhicules partagés ».

Art.5.9.7.3. Avenue Adolphe Wansart, 20 (12m);

Nouvelles dispositions :

**Article 1 : Interdictions et restrictions de circulation.**

Art.1.1. Sens interdit

Art.1.1.2. Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après, dans le sens et sur le tronçon indiqué en regard de chacune d'elles, sauf pour les cyclistes. La mesure est matérialisée par le signal C1 complété par le panneau M2 ainsi que le F19 complété par le panneau M4.

Art.1.1.2.15. Rue Baron Guillaume Van Hamme, de la rue du Merlo vers la chaussée de Neerstalle;

Art.1.2. Accès interdit

Art.1.2.3. Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après, dans le sens et sur le tronçon indiqués en regard de chacune d'elles, sauf pour les cyclistes et/ou les cyclomotoristes (Classe A,B,P). La mesure est matérialisée par le signal C3 complété par le panneau de type M adéquat.

Art.1.2.3.2. Avenue Paul Stroobant, du n° 2 jusqu'au chemin du Crabbegat;

Art.1.2.3.3. Chemin du Crabbegat, du n° 8 jusqu'au n° 41;

**Article 4 : Canalisation de la circulation**

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.161. Dieweg, du côté opposé au n° 125 (4m);

Art.4.1.2.162. Avenue Arnold Delvaux, 17 (1-3m);

**Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)**

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.92. Dieweg, du côté opposé au n° 125 (6m);

- Art.5.9.1.93. Avenue Coghen, 56 (6m);  
Art.5.9.1.94. Avenue Winston Churchill, 7 (6m);  
Art.5.9.1.95. Rue Jean Ballegeer, 69 (6m);  
Art.5.9.1.96. Rue Keyenbempt, 135 (6m);  
Art.5.9.7. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Véhicules partagés. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel portant la mention « véhicules partagés ».  
Art.5.9.7.10. Dieweg, du côté opposé au n° 121 (4 emplacements);  
Art.5.9.7.11. Avenue Adolphe Wansart, 20 (24m);  
Art.5.9.7.12. Place Jean Vander Elst, du côté opposé au n° 2 (5 emplacements);  
Art.5.9.7.13. Avenue Montjoie, du côté opposé au n° 138 (24m);  
Art.5.9.7.14. Rue Marie Depage, du côté opposé au n° 36 (24m);  
Art.5.9.7.15. Avenue du Silence, 6 (3 emplacements);  
Art.5.9.7.16. Avenue des Hospices, du côté opposé au n° 222 (3 emplacements);  
Art.5.9.7.17. Rue Engeland, du côté opposé au n° 694 (18m);  
Art.5.9.7.18. Avenue de la Gazelle, 58 (18m);  
Art.5.9.7.19. Rue Victor Allard, 267 (18m);  
Art.5.9.7.20. Moensberg, du côté opposé au n° 12 (18m);  
Art.5.9.7.21. Avenue Van Bever, du côté opposé au n° 6 (2 emplacements);  
Art.5.9.7.22. Avenue de Boetendael, 53 (3 emplacements);  
Art.5.9.7.23. Vieille rue du Moulin, 317 (12m);

#### **Article 6 : Arrêt et stationnement (marques routières)**

Art.6.3. Emplacements de stationnement

Art.6.3.1. Des emplacements de stationnement délimités par des marques de couleur blanche sont établis aux endroits suivants longitudinalement.

Art.6.3.1.10. Rue Gabrielle, 99 (6m);

#### **Article 10 : Dispositions finales**

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière.

Décide :

d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Politie op het wegverkeer - algemeen bijkomend reglement – intrekkingen - nieuwe bepalingen.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer

en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de

politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere

plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de

plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Intrekkingen :

**Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)**

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.7. Het parkeren is voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen : Gedeelde voertuigen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld door een onderbord met de vermelding "deelvoertuigen".

Art.5.9.7.3. Adolphe Wansartlaan, 20 (12m);

Nieuwe bepalingen :

**Artikel 1 : Verkeersverbod en -beperking.**

Art.1.1. Verboden richting

Art.1.1.2. Het is voor iedere bestuurder verboden te rijden op de onderstaande wegen, in de richting en weggedeelte zoals aangegeven op deze wegen, behalve voor fietsers. Deze maatregel wordt kenbaar gemaakt met het verkeersbord C1 aangevuld met het bord M2 alsook F19 aangevuld met het bord M4.

Art.1.1.2.15. Baron Guillaume Van Hammestraat, van de Merlostraat naar de Neerstallesteenweg;

Art.1.2. Verboden toegang

Art.1.2.3. Het is voor iedere bestuurder verboden te rijden op de onderstaande wegen, in de richting en weggedeelte zoals aangegeven op deze wegen, behalve voor fietsers en/of bromfietsers (klasse A, B, P). De maatregel wordt kenbaar gemaakt door het plaatsen van verkeersborden C3, aangevuld door het onderbord van het passend type M.

Art.1.2.3.2. Paul Stroobantlaan, van nr. 2 tot de Crabbegatweg;

Art.1.2.3.3. Crabbegatweg, van nr. 2 tot nr. 41;

**Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer**

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.161. Dieweg, aan de overkant van het nr. 125 (4m);

Art.4.1.2.162. Arnold Delvauxlaan, 17 (1-3m);

**Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)**

#### Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.92. Dieweg, aan de overkant van het nr. 125 (6m);

Art.5.9.1.93. Coghenlaan, 56 (6m);

Art.5.9.1.94. Winston Churchilllaan, 7 (6m);

Art.5.9.1.95. Jean Ballegeerstraat, 69 (6m);

Art.5.9.1.96. Keyenbemptstraat, 135 (6m);

Art.5.9.7. Het parkeren is voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen : Gedeelde voertuigen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld door een onderbord met de vermelding "deelvoertuigen".

Art.5.9.7.10. Dieweg, aan de overkant van het nr. 121 (4 plaatsen);

Art.5.9.7.11. Adolphe Wansartlaan, 20 (24m);

Art.5.9.7.12. Jean Vander Elstplein, aan de overkant van het nr. 2 (5 plaatsen);

Art.5.9.7.13. Montjoielaan, aan de overkant van het nr. 138 (24m);

Art.5.9.7.14. Marie Depagestraat, aan de overkant van het nr. 36 (24m);

Art.5.9.7.15. Stillelaan, 6 (3 plaatsen);

Art.5.9.7.16. Godshuizenlaan, aan de overkant van het nr. 222 (3 plaatsen);

Art.5.9.7.17. Engelandstraat, aan de overkant van het nr. 694 (18m);

Art.5.9.7.18. Gazellelaan, 58 (18m);

Art.5.9.7.19. Victor Allardstraat, 267 (18m);

Art.5.9.7.20. Moensberg, aan de overkant van het nr. 12 (18m);

Art.5.9.7.21. Van Beverlaan, aan de overkant van het nr. 6 (2 plaatsen);

Art.5.9.7.22. Boetendaellaan, 53 (3 plaatsen);

Art.5.9.7.23. Oude Molenstraat, 317 (12m);

#### **Artikel 6 : Stilstaan en parkeren (wegmarkeringen)**

Art.6.3. Afgebakende parkeerplaatsen

Art.6.3.1. Parkeerplaatsen afgebakend met witte strepen worden ingesteld op de volgende plaatsen overlangs.

Art.6.3.1.10. Gabriellestraat, 99 (6m);

#### **Artikel 10 : Slotbepalingen**

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens.

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*17 annexes / 17 bijlagen*

*11. Dieweg 123\_Extension.pdf, 6. Moensberg, 14\_Nouvelle station.pdf, 8. Avenue Van Bever, 6\_Nouvelle station.pdf, 4. Avenue de la Gazelle, 58\_Nouvelle station.pdf, 10. Rue Marie Depage, 38\_Extension.pdf, 13. Avenue Adolphe Wansart 20\_Extension.pdf, 1. Avenue du Silence, 6\_Nouvelle station.pdf, ZE\_Delvaux, 17.pdf, 2024\_03\_28\_Note explicative .pdf, 3. Rue Engeland, 557\_Nouvelle station.pdf, 7. Avenue de Boetendael, 53\_Nouvelle station.pdf, 5. Rue Victor Allard, 269\_Nouvelle station.pdf, 9. Avenue Montjoie 140\_Extension.pdf, 2. Avenue des Hospices, 222\_Nouvelle station.pdf, 14. Vieille rue du Moulin, 317\_Déplacée.pdf, 2024\_03\_28\_Annexe\_PH.docx.pdf, 12. Place Vander Elst 2\_Extension.pdf*

*Cédric Didier Norré entre en séance / treedt in zitting.*

---

28.03.2024/A/0013

## **Police de la circulation routière - règlement général complémentaire - abrogations - nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Abrogations :

### **Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)**

Art.5.6. Stationnement limité dans le temps

Art.5.6.5. Le temps de stationnement est limité à deux heures par l'usage du disque de stationnement, de 9h à 18h, du lundi au samedi inclus, sauf si des modalités particulières sont indiquées sur la signalisation, et excepté carte communale de stationnement, dans les zones suivantes. Le début et la fin de la zone sont indiqués par un signal auquel la validité zonale a été conférée et qui reproduit le signal du type E9, ainsi que le disque de stationnement et d'éventuelles modalités particulières (jours/horaires).

Quartier 1, formé par les voiries suivantes :

Quartier 2, formé par les voiries suivantes :

Art.5.6.5.1.

Avenue Adolphe Wansart;

Avenue Alphonse XIII;

Avenue André Ryckmans;

Avenue Arnold Delvaux;



Avenue Bourgmestre Jean Herinckx;  
Avenue Brunard;  
Avenue Casalta, sur le territoire d'Uccle;  
Avenue Château de Walzin;  
Avenue Coghén;  
Avenue de Beloeil;  
Avenue de Boetendael;  
Avenue de Floréal;  
Avenue de Foestraets, de l'avenue Wellington à l'avenue Fond'Roy;  
Avenue De Fré, du square des Héros au square De Fré;  
Avenue de la Ferme Rose;  
Avenue de la Floride, de l'avenue De Fré à la rue Langeveld;  
Avenue de la Princesse Paola;  
Avenue de la Ramée;  
Avenue de l'Aulne;  
Avenue de l'Observatoire, de la chaussée de Waterloo à la rue des Astronomes;  
Avenue de Messidor;  
Avenue de Saturne, de l'avenue De Fré à la rue Copernic;  
Avenue de Sumatra;  
Avenue des Archères;  
Avenue des Chalets, du n° 11 à la drève de Lorraine;  
Avenue des Chênes;  
Avenue des Ormeaux;  
Avenue des Statuaires;  
Avenue d'Orbaix;  
Avenue d'Overhem;  
Avenue Dr.Decroly;  
Avenue du Fort-Jaco, de l'avenue du Feuillage à la drève des Gendarmes;  
Avenue du Hoef;  
Avenue du Manoir;  
Avenue du Maréchal, de la drève des Gendarmes à la chaussée de Waterloo;  
Avenue du Racing;  
Avenue du Silence;  
Avenue du Vert Chasseur;  
Avenue du Vieux Cornet;  
Avenue du Vossegat;  
Avenue Fond'Roy;  
Avenue François Englert;  
Avenue Guillaume Herinckx;  
Avenue Hamoir, de la chaussée de Waterloo au n° 19B;  
Avenue Hamoir, de l'avenue De Fré à l'avenue Juliette;  
Avenue Henri Elleboudt;  
Avenue Henri Pirenne;  
Avenue Hippolyte Boulenger;  
Avenue Ilya Prigogine;  
Avenue Jacques Pastur, de l'avenue Fond'Roy à l'avenue Wellington;  
Avenue Jean Burgers;  
Avenue Joseph Jongen;  
Avenue Juliette;

Avenue Kamerdelle, de l'avenue De Fré à l'avenue des Archères;  
Avenue Latérale, de la chaussée de Waterloo au n° 63A;  
Avenue Léo Errera;  
Avenue Maxime Van Praag;  
Avenue Montana;  
Avenue Montjoie, de l'avenue Winston Churchill à la rue Ernest Gossart;  
Avenue Nekkersgat;  
Avenue Pierre d'Union;  
Avenue Ptolémée;  
Avenue ten Horen;  
Avenue Vanderaey;  
Avenue Victor-Emmanuel III, de la chaussée de Waterloo au n° 66;  
Avenue Wellington, de l'avenue Jacques Pastur à l'avenue Foestraets;  
Avenue Winston Churchill, de l'avenue Brugmann à la rue Dodonée;  
Avenue Wolvendael, de la rue de la Fauvette au Dieweg;  
Bosveldweg, de la rue Edith Cavell à l'avenue Moscicki;  
Carré Meert;  
Carré Peeters;  
Carré Tillens;  
Cauter;  
Chaussée de La Hulpe, sur le territoire d'Uccle;  
Chaussée de Saint-Job, de la rue de Wansijn à la place de Saint-Job;  
Chemin des Roses;  
Chemin du Crabbegat, de l'avenue De Fré au n° 8;  
Chemin du Vossegat;  
Dieweg, de l'avenue Wolvendael à la rue du Repos;  
Drève des Gendarmes;  
Drève des Renards;  
Drève du Caporal, de l'avenue du Feuillage au n° 35;  
Drève du Sénéchal;  
Le parking, côté opposé au n° 528 de la chaussée de Saint-Job;  
Le parking, entre le n° 694 de la chaussée de Saint-Job et le n° 121 de l'avenue du Prince de Ligne;  
Rue Auguste Danse;  
Rue Baron Guillaume Van Hamme;  
Rue Beeckman, de la rue Joseph Bens à la rue Alphonse Asselbergs;  
Rue Camille Van Exter;  
Rue Charles Bernaerts;  
Rue Colonel Chaltin;  
Rue de Boetendael, de la rue des Carmélites à l'avenue de Messidor;  
Rue de Calevoet;  
Rue de Huldenberg;  
Rue de la Fauvette;  
Rue de la Magnanerie;  
Rue de la Mutualité, de la rue des Carmélites à l'avenue de Messidor;  
Rue des Astronomes;  
Rue des Balkans;  
Rue des Carmélites;  
Rue des Cottages;

Rue des Glaïeuls;  
Rue des Moutons;  
Rue des Myosotis;  
Rue des Polders;  
Rue des Poussins;  
Rue des Trois Arbres;  
Rue des Trois Rois, de la rue de l'Etoile à la limite communale de Drogenbos;  
Rue du Château d'Eau;  
Rue du Coq;  
Rue du Melkriek, de la rue de l'Etoile jusqu'au chemin de la Truite;  
Rue du Merlo;  
Rue du Repos, de l'avenue du Wolvendael au Dieweg;  
Rue du Roetaert;  
Rue du Wagon;  
Rue du Wolvenberg;  
Rue Edouard Michiels;  
Rue Egide Van Ophem, de la rue de Stalle au n° 46;  
Rue Emile Lecomte;  
Rue François Vervloet, de la rue Egide Van Ophem au n° 33;  
Rue Gatti de Gamond, de la rue de Stalle à la rue Victor Allard;  
Rue Henri Van Zuylen;  
Rue Jean Benaets;  
Rue Joseph Bens, de la chaussée d'Alseberg à la rue Alphonse Asselbergs;  
Rue Joseph Vanderlinden;  
Rue Keyenbempt, de la rue de l'Etoile jusqu'à hauteur du n° 54;  
Rue Klipveld;  
Rue Molensteen, de la chaussée d'Alseberg à la rue Zandbeek;  
Rue Molenvelt;  
Rue Paul Hankar;  
Rue Pierre De Puyselaer;  
Rue Rittweger;  
Rue Robert Scott;  
Rue Roberts-Jones, de la rue Edith Cavell à l'avenue Léo Errera;  
Rue Rouge;  
Rue Zandbeek, de la chaussée d'Alseberg à la rue Molensteen;  
Rue Zeecrabbe;  
Rue Zwartebeek;  
Square Coghen;  
Square De Fré;  
Square des Héros;  
Vallon d'Ohain;  
Venelle de Saint-Job;  
Venelle du Boson;  
Venelle Robert Brout;

#### Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.4. Le stationnement est payant dans les emplacements de stationnement dans les zones suivantes, excepté pour les titulaires d'une carte communale de stationnement. La mesure est matérialisée par des signaux à validité zonale du type E9 pour indiquer le début et la fin de la zone et portant la mention « PAYANT »

complétés par la mention « excepté carte de stationnement » et éventuellement le placement d'horodateurs sur lesquels sont indiqués les horaires et les modalités de paiement.

Quartier 1, formé par les voiries suivantes :

Quartier 2, formé par les voiries suivantes :

Art.5.7.4.2.

Ancien Dieweg;

Avenue Adolphe Dupuich;

Avenue Albert, de la Place Léon Vanderkindere à la limite communale de Forest;

Avenue Beau-Séjour;

Avenue Bel-Air;

Avenue Brugmann, de la chaussée d'Alseberg à la limite communale d'Ixelles;

Avenue de Foestraets, de l'avenue Fond'Roy à la chaussée de Waterloo;

Avenue De Fré, de la rue Zeecrabbe à la chaussée de Waterloo;

Avenue de la Floride, de l'avenue Montjoie à la rue Langeveld;

Avenue des Chalets, de la chaussée de Waterloo au n° 9;

Avenue des Cytises;

Avenue des Eglantiers, de la chaussée de Waterloo à l'avenue Fond'Roy;

Avenue des Ronces;

Avenue des Sept Bonniers, de la chaussée d'Alseberg à la limite communale de Forest;

Avenue du Feuillage;

Avenue du Fort-Jaco, de la chaussée de Waterloo à l'avenue du Feuillage;

Avenue du Globe, de la rue Gatti de Gamond à la limite communale de Forest;

Avenue du Jonc, de la rue Gatti de Gamond à la limite communale de Forest;

Avenue du Prince de Ligne;

Avenue du Prince d'Orange, de la chaussée de Waterloo à l'avenue Fond'Roy;

Avenue du Val Fleuri;

Avenue Houzeau, de l'avenue De Fré à la rue Groeselenberg;

Avenue Jacques Pastur, de la chaussée de Waterloo à l'avenue Fond'Roy;

Avenue Jean et Pierre Carsoel, de la chaussée de Saint-Job au n° 4A;

Avenue Kersbeek, de la rue du Merlo à la limite communale de Forest;

Avenue Legrand, de la chaussée de Waterloo à la limite communale d'Ixelles;

Avenue Maréchal Joffre, de l'avenue Oscar Van Goidsthoven rue du Merlo à la limite communale de Forest;

Avenue Molière, sur le territoire d'Uccle;

Avenue Montjoie, de la chaussée de Waterloo à la rue Ernest Gossart;

Avenue Moscicki;

Avenue Mozart, de l'avenue Sept Bonniers à la limite communale de Forest;

Avenue Oscar Van Goidtshoven, de la chaussée d'Alseberg à la limite communale de Forest;

Avenue René Gobert;

Avenue Van Bever, de la chaussée de Waterloo au n° 20;

Avenue Victor-Emmanuel III, de la rue du Ham au n° 66;

Avenue Winston Churchill, de la chaussée de Waterloo à la rue Dodonée;

Avenue Wolvendael, du square Georges Marlow à la rue de la Fauvette;

Bosveldweg, de l'avenue Moscicki à la rue Langeveld;

Carré Cassimans;

Carré Pauwels;

Carré Sersté;  
Carré Stevens;  
Champ du Vert Chasseur, de la chaussée de Waterloo au n° 86;  
Chaussée d'Alseberg, de l'avenue Alphonse Asselbergs à la limite communale de Forest;  
Chaussée d'Alseberg, de l'avenue Brugmann à la limite communale de Drogenbos;  
Chaussée de Neerstalle, de la rue de Stalle à la limite communale de Forest;  
Chaussée de Saint-Job, de la place de Saint-Job jusqu'au parking Saint-Job;  
Chaussée de Waterloo, de l'avenue du Maréchal à la limite communale d'Ixelles;  
Chaussée de Waterloo, de l'avenue Prince d'Orange à l'avenue du Fort-Jaco;  
Cité du Vert Chasseur;  
Clos Dandoy;  
Dieweg, de la chaussée d'Alseberg à l'avenue Groelstveld;  
Drève d'Anjou, sur le territoire d'Uccle;  
Drève de Carloo;  
Drève de Touraine;  
Drève du Caporal, de la chaussée de Waterloo jusqu'à l'avenue du Feuillage;  
Grand'Route, de la chaussée d'Alseberg à la limite communale de Drogenbos;  
Le parking, entre le n° 1193 et le n° 1201 de la chaussée d'Alseberg;  
Le parking, entre le n° 3 et le n° 5 de la place Emile Danco;  
Montagne de Saint-Job, de la place de Saint-Job au n°35;  
Opstalweg;  
Parvis Saint-Pierre, de la rue du Postillon à la rue du Doyenné;  
Place de Saint-Job;  
Place Emile Danco;  
Place Guy d'Arezzo;  
Place Jean Vander Elst;  
Place Léon Vanderkindere;  
Rue Alphonse Asselbergs;  
Rue Alphonse Renard, de l'avenue Molière à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Beeckman, de la rue Alphonse Asselbergs à la place Jean Vander Elst;  
Rue Camille Lemonnier, de la place Guy d'Arezzo à la limite communale d'Ixelles;  
Rue de Boetendael, de la rue des Carmélites à la rue Vanderkindere;  
Rue De Broyer;  
Rue de la Bascule;  
Rue de la Fourragère;  
Rue de la Mutualité, de la rue des Carmélites à la limite communale de Forest;  
Rue de la Primevère;  
Rue de la Seconde Reine;  
Rue de l'Anémone;  
Rue de l'Etoile, de la rue de Stalle à la limite communale de Drogenbos;  
Rue de Nieuwenhove;  
Rue De Praetere, de la chaussée de Waterloo à la limite communale d'Ixelles;  
Rue de Stalle, de la chaussée d'Alseberg à la chaussée de Neerstalle;  
Rue des Fidèles;  
Rue Dodonée;  
Rue du Bambou, sur le territoire d'Uccle;  
Rue du Doyenné;  
Rue du Fossé;

Rue du Framboisier;  
Rue du Pacifique;  
Rue du Postillon;  
Rue Edith Cavell;  
Rue Edmond Picard, de la rue Vanderkindere à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Egide Van Ophem, de la chaussée d'Alseberg au n° 46;  
Rue Emile Claus, de la chaussée de Waterloo à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Emile Regard;  
Rue Ernest Gossart;  
Rue Franz Merjay, de la rue Vanderkindere à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Gabrielle;  
Rue Gatti de Gamond, de la rue Victor Allard à la limite communale de Forest;  
Rue Général Lotz;  
Rue Général Mac Arthur;  
Rue Jean-Baptiste Labarre;  
Rue Joseph Bens, de la rue Alphonse Asselbergs à la rue Gatti de Gamond;  
Rue Joseph Cuylits;  
Rue Joseph Hazard;  
Rue Joseph Stallaert, de la rue Vanderkindere à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Jules Lejeune, de la place Guy d'Arezzo à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Langeveld;  
Rue Lincoln, de l'avenue Bel-Air à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Marianne;  
Rue Marie Depage;  
Rue Meyerbeer, de la chaussée d'Alseberg à la limite communale de Forest;  
Rue Roberts-Jones, de l'avenue Léo Errera au n° 77;  
Rue Roosendael, de la chaussée d'Alseberg à la limite communale de Forest;  
Rue Stanley, de la rue Vanderkindere à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Vanderkindere, de la chaussée de Waterloo à la rue Dodonée;  
Rue Vanderkindere, de la rue de la Mutualité à la chaussée d'Alseberg;  
Rue Vanderkindere, de la rue Edith Cavell à l'avenue Brugmann;  
Rue Verhulst;  
Rue Victor Allard, de la chaussée d'Alseberg à la limite communale de Forest;  
Rue Victor Gambier;  
Rue Xavier De Bue;  
Square Georges Marlow;  
Square Van Bever;  
Vieille rue du Moulin, de la chaussée de Waterloo à l'avenue Fond'Roy;

Nouvelles dispositions :

**Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)**

Art.5.6. Stationnement limité dans le temps

Art.5.6.5. Le temps de stationnement est limité à deux heures par l'usage du disque de stationnement, de 9h à 18h, du lundi au samedi inclus, sauf si des modalités particulières sont indiquées sur la signalisation, et excepté carte communale de stationnement, dans les zones suivantes. Le début et la fin de la zone sont indiqués par un signal auquel la validité zonale a été conférée et qui reproduit le signal du type E9, ainsi que le disque de stationnement et d'éventuelles modalités particulières (jours/horaires).

Quartier 1, formé par les voiries suivantes :

Quartier 2, formé par les voiries suivantes :

Art.5.6.5.2.

Ancien Dieweg;

Avenue Adolphe Wansart;

Avenue Alphonse XIII;

Avenue André Ryckmans;

Avenue Arnold Delvaux;

Avenue Bourgmestre Jean Herinckx;

Avenue Brunard;

Avenue Casalta, sur le territoire d'Uccle;

Avenue Château de Walzin;

Avenue Coghen;

Avenue de Beloeil;

Avenue de Boetendael;

Avenue de Floréal;

Avenue de Foestraets, de l'avenue Wellington à l'avenue Fond'Roy;

Avenue De Fré, du square des Héros au square De Fré;

Avenue de la Ferme Rose;

Avenue de la Floride, de l'avenue De Fré à la rue Langeveld;

Avenue de la Princesse Paola;

Avenue de la Ramée;

Avenue de l'Aulne;

Avenue de l'Observatoire, de la chaussée de Waterloo à la rue des Astronomes;

Avenue de Messidor;

Avenue de Saturne, de l'avenue De Fré à la rue Copernic;

Avenue de Sumatra;

Avenue des Archères;

Avenue des Chalets, du n° 11 à la drève de Lorraine;

Avenue des Chênes;

Avenue des Ormeaux;

Avenue des Statuaires;

Avenue d'Orbaix;

Avenue d'Overhem;

Avenue Dr.Decroly;

Avenue du Fort-Jaco, de l'avenue du Feuillage à la drève des Gendarmes;

Avenue du Hoef;

Avenue du Manoir;

Avenue du Maréchal, de la drève des Gendarmes à la chaussée de Waterloo;

Avenue du Racing;

Avenue du Silence;

Avenue du Vert Chasseur;

Avenue du Vieux Cornet;

Avenue du Vossegat;

Avenue Fond'Roy;

Avenue François Englert;

Avenue Guillaume Herinckx;

Avenue Hamoir, de la chaussée de Waterloo au n° 19B;

Avenue Hamoir, de l'avenue De Fré à l'avenue Juliette;

Avenue Henri Elleboudt;

Avenue Henri Pirenne;  
Avenue Hippolyte Boulenger;  
Avenue Ilya Prigogine;  
Avenue Jacques Pastur, de l'avenue Fond'Roy à l'avenue Wellington;  
Avenue Jean Burgers;  
Avenue Joseph Jongen;  
Avenue Juliette;  
Avenue Kamerdelle, de l'avenue De Fré à l'avenue des Archères;  
Avenue Latérale, de la chaussée de Waterloo au n° 63A;  
Avenue Léo Errera;  
Avenue Maxime Van Praag;  
Avenue Montana;  
Avenue Montjoie, de l'avenue Winston Churchill à la rue Ernest Gossart;  
Avenue Nekkersgat;  
Avenue Pierre d'Union;  
Avenue Ptolémée;  
Avenue ten Horen;  
Avenue Vanderaey;  
Avenue Victor-Emmanuel III, de la chaussée de Waterloo au n° 66;  
Avenue Wellington, de l'avenue Jacques Pastur à l'avenue Foestraets;  
Avenue Winston Churchill, de l'avenue Brugmann à la rue Dodonée;  
Avenue Wolvendael, de la rue de la Fauvette au Dieweg;  
Bosveldweg, de la rue Edith Cavell à l'avenue Moscicki;  
Carré Meert;  
Carré Peeters;  
Carré Tillens;  
Cauter;  
Chaussée de La Hulpe, sur le territoire d'Uccle;  
Chaussée de Saint-Job, de la rue de Wansijn à la place de Saint-Job;  
Chemin des Roses;  
Chemin du Crabbegat, de l'avenue De Fré au n° 8;  
Chemin du Vossegat;  
Dieweg, de l'avenue Wolvendael à la rue du Repos;  
Drève des Gendarmes;  
Drève des Renards;  
Drève du Caporal, de l'avenue du Feuillage au n° 35;  
Drève du Sénéchal;  
Le parking, côté opposé au n° 528 de la chaussée de Saint-Job;  
Le parking, entre le n° 694 de la chaussée de Saint-Job et le n° 121 de l'avenue du Prince de Ligne;  
Rue Auguste Danse;  
Rue Baron Guillaume Van Hamme;  
Rue Beeckman, de la rue Joseph Bens à la rue Alphonse Asselbergs;  
Rue Camille Van Exter;  
Rue Charles Bernaerts;  
Rue Colonel Chaltin;  
Rue de Boetendael, de la rue des Carmélites à l'avenue de Messidor;  
Rue de Calevoet;  
Rue de Huldenberg;



Rue de la Fauvette;  
Rue de la Magnanerie;  
Rue de la Mutualité, de la rue des Carmélites à l'avenue de Messor;  
Rue des Astronomes;  
Rue des Balkans;  
Rue des Carmélites;  
Rue des Cottages;  
Rue des Gläeuls;  
Rue des Moutons;  
Rue des Myosotis;  
Rue des Polders;  
Rue des Poussins;  
Rue des Trois Arbres;  
Rue des Trois Rois, de la rue de l'Etoile à la limite communale de Drogenbos;  
Rue du Château d'Eau;  
Rue du Coq;  
Rue du Melkriek, de la rue de l'Etoile jusqu'au chemin de la Truite;  
Rue du Merlo;  
Rue du Repos, de l'avenue du Wolvendael au Dieweg;  
Rue du Roetaert;  
Rue du Wagon;  
Rue du Wolvenberg;  
Rue Edouard Michiels;  
Rue Egide Van Ophem, de la rue de Stalle au n° 46;  
Rue Emile Lecomte;  
Rue François Vervloet, de la rue Egide Van Ophem au n° 33;  
Rue Gatti de Gamond, de la rue de Stalle à la rue Victor Allard;  
Rue Henri Van Zuylen;  
Rue Jean Benaets;  
Rue Joseph Bens, de la chaussée d'Alseberg à la rue Alphonse Asselbergs;  
Rue Joseph Vanderlinden;  
Rue Keyenbempt, de la rue de l'Etoile jusqu'à hauteur du n° 54;  
Rue Klipveld;  
Rue Molensteen, de la chaussée d'Alseberg à la rue Zandbeek;  
Rue Molenvelt;  
Rue Paul Hankar;  
Rue Pierre De Puyselaer;  
Rue Rittweger;  
Rue Robert Scott;  
Rue Roberts-Jones;  
Rue Rouge;  
Rue Zandbeek, de la chaussée de Drogenbos à la rue Molensteen;  
Rue Zeecrabbe;  
Rue Zwartebeek;  
Square Coghen;  
Square De Fré;  
Square des Héros;  
Vallon d'Ohain;  
Venelle de Saint-Job;

Venelle du Boson;

Venelle Robert Brout;

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.4. Le stationnement est payant dans les emplacements de stationnement dans les zones suivantes, excepté pour les titulaires d'une carte communale de stationnement. La mesure est matérialisée par des signaux à validité zonale du type E9 pour indiquer le début et la fin de la zone et portant la mention « PAYANT » complétés par la mention « excepté carte de stationnement » et éventuellement le placement d'horodateurs sur lesquels sont indiqués les horaires et les modalités de paiement.

Quartier 1, formé par les voiries suivantes :

Quartier 2, formé par les voiries suivantes :

Art.5.7.4.3.

Avenue Adolphe Dupuich;

Avenue Albert, de la Place Léon Vanderkindere à la limite communale de Forest;

Avenue Beau-Séjour;

Avenue Bel-Air;

Avenue Brugmann, de la chaussée d'Alseberg à la limite communale d'Ixelles;

Avenue de Foestraets, de l'avenue Fond'Roy à la chaussée de Waterloo;

Avenue De Fré, de la rue Zeecrabbe à la chaussée de Waterloo;

Avenue de la Floride, de l'avenue Montjoie à la rue Langeveld;

Avenue des Chalets, de la chaussée de Waterloo au n° 9;

Avenue des Cytises;

Avenue des Eglantiers, de la chaussée de Waterloo à l'avenue Fond'Roy;

Avenue des Ronces;

Avenue des Sept Bonniers, de la chaussée d'Alseberg à la limite communale de Forest;

Avenue du Feuillage;

Avenue du Fort-Jaco, de la chaussée de Waterloo à l'avenue du Feuillage;

Avenue du Globe, de la rue Gatti de Gamond à la limite communale de Forest;

Avenue du Jonc, de la rue Gatti de Gamond à la limite communale de Forest;

Avenue du Prince de Ligne;

Avenue du Prince d'Orange, de la chaussée de Waterloo à l'avenue Fond'Roy;

Avenue du Val Fleuri;

Avenue Houzeau, de l'avenue De Fré à la rue Groeselenberg;

Avenue Jacques Pastur, de la chaussée de Waterloo à l'avenue Fond'Roy;

Avenue Jean et Pierre Carsoel, de la chaussée de Saint-Job au n° 4A;

Avenue Kersbeek, de la rue du Merlo à la limite communale de Forest;

Avenue Legrand, de la chaussée de Waterloo à la limite communale d'Ixelles;

Avenue Maréchal Joffre, de l'avenue Oscar Van Goidsthoven rue du Merlo à la limite communale de Forest;

Avenue Molière, sur le territoire d'Uccle;

Avenue Montjoie, de la chaussée de Waterloo à la rue Ernest Gossart;

Avenue Moscicki;

Avenue Mozart, de l'avenue Sept Bonniers à la limite communale de Forest;

Avenue Oscar Van Goidtsnoven, de la chaussée d'Alseberg à la limite communale de Forest;

Avenue René Gobert;

Avenue Van Bever, de la chaussée de Waterloo au n° 20;

Avenue Victor-Emmanuel III, de la rue du Ham au n° 66;  
Avenue Winston Churchill, de la chaussée de Waterloo à la rue Dodonée;  
Avenue Wolvendael, du square Georges Marlow à la rue de la Fauvette;  
Bosveldweg, de l'avenue Moscicki à la rue Langeveld;  
Carré Cassimans;  
Carré Pauwels;  
Carré Sersté;  
Carré Stevens;  
Champ du Vert Chasseur, de la chaussée de Waterloo au n° 86;  
Chaussée d'Alseberg, de l'avenue Alphonse Asselbergs à la limite communale de Forest;  
Chaussée d'Alseberg, de l'avenue Brugmann à la limite communale de Drogenbos;  
Chaussée de Neerstalle, de la rue de Stalle à la limite communale de Forest;  
Chaussée de Saint-Job, de la place de Saint-Job jusqu'au parking Saint-Job;  
Chaussée de Waterloo, de l'avenue du Maréchal à la limite communale d'Ixelles;  
Chaussée de Waterloo, de l'avenue Prince d'Orange à l'avenue du Fort-Jaco;  
Cité du Vert Chasseur;  
Clos Dandoy;  
Dieweg, de la chaussée d'Alseberg à l'avenue Groelstveld;  
Drève d'Anjou, sur le territoire d'Uccle;  
Drève de Carloo;  
Drève de Touraine;  
Drève du Caporal, de la chaussée de Waterloo jusqu'à l'avenue du Feuillage;  
Grand'Route, de la chaussée d'Alseberg à la limite communale de Drogenbos;  
Le parking, entre le n° 1193 et le n° 1201 de la chaussée d'Alseberg;  
Le parking, entre le n° 3 et le n° 5 de la place Emile Danco;  
Montagne de Saint-Job, de la place de Saint-Job au n°35;  
Opstalweg;  
Parvis Saint-Pierre, de la rue du Postillon à la rue du Doyenné;  
Place de Saint-Job;  
Place Emile Danco;  
Place Guy d'Arezzo;  
Place Jean Vander Elst;  
Place Léon Vanderkindere;  
Rue Alphonse Asselbergs;  
Rue Alphonse Renard, de l'avenue Molière à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Beeckman, de la rue Alphonse Asselbergs à la place Jean Vander Elst;  
Rue Camille Lemonnier, de la place Guy d'Arezzo à la limite communale d'Ixelles;  
Rue de Boetendael, de la rue des Carmélites à la rue Vanderkindere;  
Rue De Broyer;  
Rue de la Bascule;  
Rue de la Fourragère;  
Rue de la Mutualité, de la rue des Carmélites à la limite communale de Forest;  
Rue de la Primevère;  
Rue de la Seconde Reine;  
Rue de l'Anémone;  
Rue de l'Etoile, de la rue de Stalle à la limite communale de Drogenbos;  
Rue de Linkebeek;  
Rue de Nieuwenhove;

Rue De Praetere, de la chaussée de Waterloo à la limite communale d'Ixelles;  
Rue de Stalle, de la chaussée d'Alseberg à la chaussée de Neerstalle;  
Rue des Fidèles;  
Rue Dodonée;  
Rue du Bambou, sur le territoire d'Uccle;  
Rue du Doyenné;  
Rue du Fossé;  
Rue du Framboisier;  
Rue du Pacifique;  
Rue du Postillon;  
Rue Edith Cavell;  
Rue Edmond Picard, de la rue Vanderkindere à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Egide Van Ophem, de la chaussée d'Alseberg au n° 46;  
Rue Emile Claus, de la chaussée de Waterloo à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Emile Regard;  
Rue Ernest Gossart;  
Rue Franz Merjay, de la rue Vanderkindere à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Gabrielle;  
Rue Gatti de Gamond, de la rue Victor Allard à la limite communale de Forest;  
Rue Général Lotz;  
Rue Général Mac Arthur;  
Rue Jean-Baptiste Labarre;  
Rue Joseph Bens, de la rue Alphonse Asselbergs à la rue Gatti de Gamond;  
Rue Joseph Cuylits;  
Rue Joseph Hazard;  
Rue Joseph Stallaert, de la rue Vanderkindere à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Jules Lejeune, de la place Guy d'Arezzo à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Langeveld;  
Rue Lincoln, de l'avenue Bel-Air à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Marianne;  
Rue Marie Depage;  
Rue Meyerbeer, de la chaussée d'Alseberg à la limite communale de Forest;  
Rue Roosendael, de la chaussée d'Alseberg à la limite communale de Forest;  
Rue Stanley, de la rue Vanderkindere à la limite communale d'Ixelles;  
Rue Vanderkindere, de la chaussée de Waterloo à la rue Dodonée;  
Rue Vanderkindere, de la rue de la Mutualité à la chaussée d'Alseberg;  
Rue Vanderkindere, de la rue Edith Cavell à l'avenue Brugmann;  
Rue Verhulst;  
Rue Victor Allard, de la chaussée d'Alseberg à la limite communale de Forest;  
Rue Victor Gambier;  
Rue Xavier De Bue;  
Square Georges Marlow;  
Square Van Bever;  
Vieille rue du Moulin, de la chaussée de Waterloo à l'avenue Fond'Roy;

#### **Article 10 : Dispositions finales**

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions

particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière.

Décide:

d'approuver les mesures susmentionnées.

***M. Cools** signale que le groupe Ucclé en avant a quelques réserves à l'égard de ce point.*

*Il ne s'agit pas d'une objection par rapport aux quatre modifications proposées. Cependant, quand on modifie le stationnement réglementé, il conviendrait de reprendre la décision pour l'ensemble des rues soumises au stationnement réglementé.*

*M. Cools approuve un grand nombre de mesures mais pour certaines rues, il émet un certain doute quant à l'opportunité d'y mettre des horodateurs ou d'opter pour des zones bleues.*

*Il a d'ailleurs regretté en début de législature qu'il n'y ait pas eu suffisamment de concertation avec les citoyens sur ce plan.*

*Pour ces diverses raisons, le groupe Ucclé en avant décide d'opter pour l'abstention sur ce point.*

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 30 votes positifs, 2 abstentions.

*Abstentions : Eric Sax, Marc Cools.*

---

### **Politie op het wegverkeer algemeen bijkomend reglement – intrekkingen - nieuwe bepalingen.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer

en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de

politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere

plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de

plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Intrekkingen :

## **Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)**

Art.5.6. Parkeren beperkt in tijd

Art.5.6.5. De parkeertijd is beperkt tot 2 uur door het gebruik van de parkeerschijf, van 9 tot 18 uur, van maandag tot zaterdag inbegrepen, behalve als er bijzondere modaliteiten vermeld zijn op de signalisatie, en uitgezonderd gemeentelijke parkeerkaart, in de volgende zones. Het begin en het einde van de zone worden aangeduid met een bord met zonale geldigheid, waarop het bord van het type E9 staat en de parkeerschijf, alsook de vermelding "uitgezonderd parkeerkaart" en met eventueel bijzondere modaliteiten (dagen/uren).

Wijk 1, gevormd door de volgende straten:

Wijk 2, gevormd door de volgende straten:

Art.5.6.5.1.

Adolphe Wansartlaan;

Alphonse XIII laan;

André Ryckmanslaan;

Arnold Delvauxlaan;

Burgemeester Jean Herinckxlaan;

Brunardlaan;

Casaltalaan, op het grondgebied van Ukkel;

Kasteel de Walzinlaan;

Coghenlaan;

Beloeillaan;

Boetendaellaan;

Floréallaan;

de Foestraetslaan, van de Wellingtonlaan tot de Vronerodelaan;

De Frélaan, van de Heldensquare tot de De Frésquare;

Roze Hoevelaan;

Floridalaan, van de De Frélaan tot de Langeveldstraat;

Prinses Paolalaan;

Looflaan;

Elzeboomlaan;

Sterrewachtlaan, van de Waterlooosesteenweg tot de Sterrenkundigenstraat;

Messidorlaan;

Saturnelaan, van de De Frélaan tot de Copernicusstraat;

Sumatralaan;

Boogschutterinnenlaan;

Kasteeltjeslaan, van nr. 11 tot de Lorrainedreef;

Eikenlaan;

Ompjeslaan;

Beeldhouwerslaan;

d'Orbaixlaan;

Overhemlaan;

Dr.Decrolylaan;

Fort-Jacolaan, van de Gebladertelaan tot de Gendarmendreef;

Hoeflaan;

Riddershofstedelaan;

Maarschalklaan, van de Gendarmendreef tot de Waterlooosesteenweg;

Racinglaan;

Stillelaan;

Groene Jagerslaan;  
Hof ten Horenlaan;  
Vossegatlaan;  
Vronerodelaan;  
François Englertlaan;  
Guillaume Herinckxlaan;  
Hamoirlaan, van de Waterlooosesteenweg tot nr. 19B;  
Hamoirlaan, van de De Frélaan tot de Juliettelaan;  
Henri Elleboudtlaan;  
Henri Pirennelaan;  
Hippolyte Boulengerlaan;  
Ilya Prigoginelaan;  
Jacques Pasturlaan, van de Vronerodelaan tot de Wellingtonlaan;  
Jean Burgerslaan;  
Joseph Jongenlaan;  
Juliettelaan;  
Kamerdellelaan, van de De Frélaan tot de Boogschutterinnenlaan;  
Zijlaan, van de Waterlooosesteenweg tot nr. 63A;  
Léo Erreralaan;  
Maxime Van Praaglaan;  
Montanalaan;  
Montjoielaan, van de Winston Churchillaan tot de Ernest Gossartstraat;  
Nekkersgatlaan;  
Pierre d'Unionlaan;  
Ptoléméelaan;  
ten Horenlaan;  
Vanderaeylaan;  
Victor-Emmanuel III laan, van de Waterlooosesteenweg tot nr. 66;  
Wellingtonlaan, van de Jacques Pasturlaan tot de de Foestraetslaan;  
Winston Churchillaan, van de Brugmannlaan tot de Dodonéestraat;  
Wolvendaellaan, van de Grasmusstraat tot de Dieweg;  
Bosveldweg, van de Edith Cavellstraat tot de Moscickilaan;  
Meertblok;  
Peetersblok;  
Tillensblok;  
Cauter;  
Terhulpensesteenweg, op het grondgebied van Ukkel;  
Sint-Jobsesteenweg, van de de Wansijnstraat tot het Sint-Jobsplein;  
Rozenweg;  
Crabbegatweg, van de De Frélaan tot nr. 8;  
Vossegatweg;  
Dieweg, van de Wolvendaellaan tot de Ruststraat;  
Gendarmendreef;  
Vossendreef;  
Korporaaldreef, van de Gebladertelaan tot nr. 35;  
Landvoogddreef;  
De parking aan de overkant van het nr. 528 van de Sint-Jobsesteenweg;  
De parking tussen het nr. 3 et het nr. 6 van het Emile Dancoplein;  
Auguste Dansestraat;

Baron Guillaume Van Hammestraat;  
Beeckmanstraat, van de Joseph Bensstraat tot de Alphonse Asselbergsstraat;  
Camille Van Exterstraat;  
Charles Bernaertsstraat;  
Colonel Chaltinstraat;  
Boetendaelstraat, van de Karmelietenstraat tot de Messidorlaan;  
Calevoetstraat;  
de Huldenbergstraat;  
Grasmusstraat;  
Zijdeteeltstraat;  
Onderlinge Bijstandstraat, van de Karmelietenstraat tot de Messidorlaan;  
Sterrenkundigenstraat;  
Balkanstraat;  
Karmelietenstraat;  
Landhuisjesstraat;  
Lisbloemenstraat;  
Schapenstraat;  
Vergeet-mij-nietjesstraat;  
Poldersstraat;  
Kippekenstraat;  
Drie Bomenstraat;  
Drie Koningenstraat, van de Sterstraat tot de gemeentegrens van Drogenbos;  
Waterkasteelstraat;  
Haanstraat;  
Melkriekstraat, van de Sterstraat tot de Forelweg;  
Merlostraat;  
Ruststraat, van de Wolvendaellaan tot de Dieweg;  
Roetaertstraat;  
Wagenstraat;  
Wolvenbergstraat;  
Edouard Michielsstraat;  
Egide Van Ophemstraat, van de Stallestraat tot nr. 46;  
Emile Lecomtestraat;  
François Vervloetstraat, van de Egide Van Ophemstraat tot nr. 33;  
Gatti de Gamondstraat, van de Stallestraat tot de Victor Allardstraat;  
Henri Van Zuylenstraat;  
Jean Benaetsstraat;  
Joseph Bensstraat, van de Alsebergsesteenweg tot de Alphonse Asselbergsstraat;  
Joseph Vanderlindenstraat;  
Keyenbemptstraat, van de Sterstraat tot nr. 54;  
Klipveldstraat;  
Molensteenstraat, van de Alsebergsesteenweg tot de Zandbeekstraat;  
Molenveldstraat;  
Paul Hankarstraat;  
Pierre De Puyselaerstraat;  
Rittwegerstraat;  
Robert Scottstraat;  
Roberts-Jonesstraat, van de Edith Cavellstraat tot de Léo Erreralaan;  
Rodestraat;



Zandbeekstraat, van de Alsebergsesteenweg tot de Molensteenstraat;  
Zeecrabbestraat;  
Zwartebeekstraat;  
Coghensquare;  
De Frésquare;  
Heldensquare;  
Ohaindal;  
Sint-Jobsteeg;  
Bosonsteeg;  
Robert Broutsteeg;

#### Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.4. Het parkeren is betalend op de parkeerplaatsen in de volgende zones, uitgezonderd voor de houders van een gemeentelijke parkeerkaart. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden van het type E9 met zonale geldigheid om het begin en het einde van de zone aan te duiden, met de vermelding «BETALEND» aangevuld met de vermelding "uitgezonderd parkeerkaart" en eventueel de plaatsing van parkeerautomaten met aanduiding van de gebruiks- en betaalmodaliteiten.

Wijk 1, gevormd door de volgende straten:

Wijk 2, gevormd door de volgende straten:

#### Art.5.7.4.2.

Oude Dieweg;

Adolphe Dupuichlaan;

Albertlaan, van het Léon Vanderkindereplein tot de gemeentegrens van Vorst;

Schoon Verblijflaan;

Schoon Uitzichtlaan;

Brugmannlaan, van de Alsebergsesteenweg tot de gemeentegrens van Elsene;

de Foestraetslaan, van de Vronerodelaan tot de Waterlooosesteenweg;

De Frélaan, van de Zeecrabbestraat tot de Waterlooosesteenweg;

Floridalaan, van de Montjoielaan tot de Langeveldstraat;

Kasteeltjeslaan, van de Waterlooosesteenweg tot nr. 9;

Goudenregenlaan;

Wilderoselaarslaan, van de Waterlooosesteenweg tot de Vronerodelaan;

Braamstruikenlaan;

Zeven Bunderslaan, van de Alsebergsesteenweg tot de gemeentegrens van Vorst;

Gebladertelaan;

Fort-Jacolaan, van de Waterlooosesteenweg tot de Gebladertelaan;

Globelaan, van de Gatti de Gamondstraat tot de gemeentegrens van Vorst;

Biezenlaan, van de Gatti de Gamondstraat tot de gemeentegrens van Vorst;

Prins de Lignelaan;

Prins van Oranjelaan, van de Waterlooosesteenweg tot de Vronerodelaan;

Val Fleurilaan;

Houzeaulaan, van de De Frélaan tot de Groeselenbergstraat;

Jacques Pasturlaan, van de Waterlooosesteenweg tot de Vronerodelaan;

Jean en Pierre Carsoellaan, van de Sint-Jobsesteenweg tot nr. 4A;

Kersbeeklaan, van de Merlostraat tot de gemeentegrens van Vorst;

Legrandlaan, van de Waterlooosesteenweg tot de gemeentegrens van Elsene;

Maarschalk Joffrelaan, van de Oscar Van Goidtsnovenlaan tot de gemeentegrens van Vorst;

Molièrelaan, op het grondgebied van Ukkel;  
Montjoielaan, van de waterloosesteenweg tot de Ernest Gossartstraat;  
Moscickilaan;  
Mozartlaan, van de Zeven Bunderslaan tot de gemeentegrens van Vorst;  
Oscar Van Goidtsnoevenlaan, van de Alsebergsesteenweg tot de gemeentegrens van Vorst;  
René Gobertlaan;  
Van Beverlaan, van de waterloosesteenweg tot nr. 20;  
Victor-Emmanuel III laan, van de Hamstraat tot nr. 66;  
Winston Churchilllaan, van de waterloosesteenweg tot de Dodonéestraat;  
Wolvendaellaan, van de Georges Marlowsquare tot de Grasmusstraat;  
Bosveldweg, van de Moscickilaan tot de Langeveldstraat;  
Cassimansblok;  
Pauwelsblok;  
Serstéblok;  
Stevensblok;  
Groene Jagersveld, van de Waterloosesteenweg tot nr. 86;  
Alsebergsesteenweg, van de Alphonse Asselbergsstraat tot de gemeentegrens van Vorst;  
Alsebergsesteenweg, van de Brugmannlaan tot de gemeentegrens van Drogenbos;  
Neerstallesteenweg, van de Stallestraat tot de gemeentegrens van Vorst;  
Sint-Jobsesteenweg, van het Sint-Jobsplein tot de parking van Sint-Job;  
Waterloosesteenweg, van de Maarschalklaan tot de gemeentegrens van Elsene;  
Waterloosesteenweg, van de Prins van Oranjelaan tot de Fort-Jacolaan;  
Groene Jagerswijk;  
Dandoygaarde;  
Dieweg, van de Alsebergsesteenweg tot de Groelstveldlaan;  
Anjoudreef, op het grondgebied van Ukkel;  
Carloodreef;  
Tourainedreef;  
Korporaaldreef, van de waterloosesteenweg tot de Gebladertelaan;  
Grote Baan, van de Alsebergsesteenweg tot de gemeentegrens van Drogenbos;  
De parking tussen het nr. 1193 et het nr. 1201 van de Alsebergsesteenweg;  
De parking tussen het nr. 3 et het nr. 6 van het Emile Dancoplein;  
Berg van Sint-Job, van het Sint-Jobsplein tot nr. 35;  
Opstalweg;  
Sint-Pietersvoorplein, van de Postiljonstraat tot de Dekenijstraat;  
Sint-Jobsplein;  
Emile Dancoplein;  
Guido van Arezzoplein;  
Jean Vander Elstplein;  
Léon Vanderkindereplein;  
Alphonse Asselbergsstraat;  
Alphonse Renardstraat, van de Molièrelaan tot de gemeentegrens van Elsene;  
Beeckmanstraat, van de Alphonse Asselbergsstraat tot het Jean Vander Elstplein;  
Camille Lemonnierstraat, van het Guido van Arezzoplein tot de gemeentegrens van Elsene;  
Boetendaelstraat, van de Karmelietenstraat tot de Vanderkinderestraat;  
De Broyerstraat;

Basculestraat;  
Fourragèrestraat;  
Onderlinge Bijstandstraat, van de Karmelietenstraat tot de gemeentegrens van Vorst;  
Sleutelbloemstraat;  
Tweede Koninginstraat;  
Anemoonstraat;  
Sterstraat, van de Stallestraat tot de gemeentegrens van Drogenbos;  
de Nieuwenhovestraat;  
De Praeterestraat, van de Waterlooosesteenweg tot de gemeentegrens van Elsene;  
Stallestraat, van de Alsebergsesteenweg tot de Neerstallesteenweg;  
Gelovigenstraat;  
Dodonéestraat;  
Bamboestraat, op het grondgebied van Ukkel;  
Dekenijstraat;  
Grachtstraat;  
Frambozenstruikstraat;  
Stille Oceaanstraat;  
Postiljonstraat;  
Edith Cavellstraat;  
Edmond Picardstraat, van de Vanderkinderestraat tot de gemeentegrens van Elsene;  
Egide Van Ophemstraat, van de Alsebergsesteenweg tot nr. 46;  
Emile Clausstraat, van de Waterlooosesteenweg tot de gemeentegrens van Elsene;  
Emile Regardstraat;  
Ernest Gossartstraat;  
Franz Merjaystraat, van de Vanderkinderestraat tot de gemeentegrens van Elsene;  
Gabriellestraat;  
Gatti de Gamondstraat, van de Victor Allardstraat tot de gemeentegrens van Vorst;  
Generaal Lotzstraat;  
Generaal Mac Arthurstraat;  
Jean-Baptiste Labarrestraat;  
Joseph Bensstraat, van de Alphonse Asselbergsstaat tot de Gatti de Gamondstraat;  
Joseph Cuylitsstraat;  
Joseph Hazardstraat;  
Joseph Stallaertstraat, van de Vanderkinderestraat tot de gemeentegrens van Elsene;  
Jules Lejeunestraat, van het Guido van Arezzoplein tot de gemeentegrens van Elsene;  
Langeveldstraat;  
Lincolnstraat, van de Schoon Uitzichtlaan tot de gemeentegrens van Elsene;  
Mariannestraat;  
Marie Depagestraat;  
Meyerbeerstraat, van de Alsebergsesteenweg tot de gemeentegrens van Vorst;  
Roberts-Jonesstraat, van de Léo Erreralaan tot nr. 77;  
Roosendaelstraat, van de Alsebergsesteenweg tot de gemeentegrens van Vorst;  
Stanleystraat, van de Vanderkinderestraat tot de gemeentegrens van Elsene;  
Vanderkinderestraat, van de Waterlooosesteenweg tot de Lincolnstraat;  
Vanderkinderestraat, van de Onderlinge Bijstandstraat tot de Alsebergsesteenweg;  
Vanderkinderestraat, van de Edith Cavellstraat tot de Brugmannlaan;  
Verhulststraat;  
Victor Allardstraat, van de Alsebergsesteenweg tot de gemeentegrens van Vorst;

Victor Gambierstraat;  
Xavier De Buestraat;  
Georges Marlowsquare;  
Van Beversquare;  
Oude Molenstraat, van de Waterloosesteenweg tot de Vronerodelaan;  
Nieuwe bepalingen :

**Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)**

Art.5.6. Parkeren beperkt in tijd

Art.5.6.5. De parkeertijd is beperkt tot 2 uur door het gebruik van de parkeerschijf, van 9 tot 18 uur, van maandag tot zaterdag inbegrepen, behalve als er bijzondere modaliteiten vermeld zijn op de signalisatie, en uitgezonderd gemeentelijke parkeerkaart, in de volgende zones. Het begin en het einde van de zone worden aangeduid met een bord met zonale geldigheid, waarop het bord van het type E9 staat en de parkeerschijf, alsook de vermelding "uitgezonderd parkeerkaart" en met eventueel bijzondere modaliteiten (dagen/uren).

Wijk 1, gevormd door de volgende straten:

Wijk 2, gevormd door de volgende straten:

Art.5.6.5.2.

Oude Dieweg;

Adolphe Wansartlaan;

Alphonse XIII laan;

André Ryckmanslaan;

Arnold Delvauxlaan;

Burgemeester Jean Herinckxlaan;

Brunardlaan;

Casaltalaan, op het grondgebied van Ukkel;

Kasteel de Walzinlaan;

Coghenlaan;

Beloeillaan;

Boetendaellaan;

Floréallaan;

de Foestraetslaan, van de Wellingtonlaan tot de Vronerodelaan;

De Frélaan, van de Heldensquare tot de De Frésquare;

Roze Hoevelaan;

Floridalaan, van de De Frélaan tot de Langeveldstraat;

Prinses Paolalaan;

Looflaan;

Elzeboomlaan;

Sterrewachtlaan, van de Waterloosesteenweg tot de Sterrenkundigenstraat;

Messidorlaan;

Saturnelaan, van de De Frélaan tot de Copernicusstraat;

Sumatrалаan;

Boogschutterinnenlaan;

Kasteeltjeslaan, van nr. 11 tot de Lorrainedreef;

Eikenlaan;

Olympjeslaan;

Beeldhouwerslaan;

d'Orbaixlaan;

Overhemlaan;

Dr.Decrolylaan;  
Fort-Jacolaan, van de Gebladertelaan tot de Gendarmendreef;  
Hoeflaan;  
Riddershofstedelaan;  
Maarschalklaan, van de Gendarmendreef tot de Waterlooosesteenweg;  
Racinglaan;  
Stillelaan;  
Groene Jagerslaan;  
Hof ten Horenlaan;  
Vossegatlaan;  
Vronerodelaan;  
François Englertlaan;  
Guillaume Herinckxlaan;  
Hamoirlaan, van de Waterlooosesteenweg tot nr. 19B;  
Hamoirlaan, van de De Frélaan tot de Juliettelaan;  
Henri Elleboudtlaan;  
Henri Pirennelaan;  
Hippolyte Boulengerlaan;  
Ilya Prigoginelaan;  
Jacques Pasturlaan, van de Vronerodelaan tot de Wellingtonlaan;  
Jean Burgerslaan;  
Joseph Jongenlaan;  
Juliettelaan;  
Kamerdellelaan, van de De Frélaan tot de Boogschutterinnenlaan;  
Zijlaan, van de Waterlooosesteenweg tot nr. 63A;  
Léo Erreralaan;  
Maxime Van Praaglaan;  
Montanalaan;  
Montjoielaan, van de Winston Churchillaan tot de Ernest Gossartstraat;  
Nekkersgatlaan;  
Pierre d'Unionlaan;  
Ptoléméelaan;  
ten Horenlaan;  
Vanderaeylaan;  
Victor-Emmanuel III laan, van de Waterlooosesteenweg tot nr. 66;  
Wellingtonlaan, van de Jacques Pasturlaan tot de de Foestraetslaan;  
Winston Churchilllaan, van de Brugmannlaan tot de Dodonéestraat;  
Wolvendaellaan, van de Grasmusstraat tot de Dieweg;  
Bosveldweg, van de Edith Cavellstraat tot de Moscickilaan;  
Meertblok;  
Peetersblok;  
Tillensblok;  
Cauter;  
Terhulpensesteenweg, op het grondgebied van Ukkel;  
Sint-Jobsesteenweg, van de de Wansijnstraat tot het Sint-Jobsplein;  
Rozenweg;  
Crabbegatweg, van de De Frélaan tot nr. 8;  
Vossegatweg;  
Dieweg, van de Wolvendaellaan tot de Ruststraat;

Gendarmendreef;  
Vossendreef;  
Korporaaldreef, van de Gebladertelaan tot nr. 35;  
Landvoogddreef;  
De parking aan de overkant van het nr. 528 van de Sint-Jobsesteenweg;  
De parking tussen het nr. 3 et het nr. 6 van het Emile Dancoplein;  
Auguste Dansestraat;  
Baron Guillaume Van Hammestraat;  
Beeckmanstraat, van de Joseph Bensstraat tot de Alphonse Asselbergsstraat;  
Camille Van Exterstraat;  
Charles Bernaertsstraat;  
Colonel Chaltinstraat;  
Boetendaelstraat, van de Karmelietenstraat tot de Messidorlaan;  
Calevoetstraat;  
de Huldenbergstraat;  
Grasmusstraat;  
Zijdeteeltstraat;  
Onderlinge Bijstandstraat, van de Karmelietenstraat tot de Messidorlaan;  
Sterrenkundigenstraat;  
Balkanstraat;  
Karmelietenstraat;  
Landhuisjesstraat;  
Lisbloemenstraat;  
Schapenstraat;  
Vergeet-mij-nietjesstraat;  
Poldersstraat;  
Kippekensstraat;  
Drie Bomenstraat;  
Drie Koningenstraat, van de Sterstraat tot de gemeentegrens van Drogenbos;  
Waterkasteelstraat;  
Haanstraat;  
Melkriekstraat, van de Sterstraat tot de Forelweg;  
Merlostraat;  
Ruststraat, van de Wolvendaellaan tot de Dieweg;  
Roetaertstraat;  
Wagenstraat;  
Wolvenbergstraat;  
Edouard Michielsstraat;  
Egide Van Ophemstraat, van de Stallestraat tot nr. 46;  
Emile Lecomtestraat;  
François Vervloetstraat, van de Egide Van Ophemstraat tot nr. 33;  
Gatti de Gamondstraat, van de Stallestraat tot de Victor Allardstraat;  
Henri Van Zuylenstraat;  
Jean Benaetsstraat;  
Joseph Bensstraat, van de Alsebergsesteenweg tot de Alphonse Asselbergsstraat;  
Joseph Vanderlindenstraat;  
Keyenbemptstraat, van de Sterstraat tot nr. 54;  
Klipveldstraat;  
Molensteenstraat, van de Alsebergsesteenweg tot de Zandbeekstraat;

Molenveltstraat;  
Paul Hankarstraat;  
Pierre De Puyselaerstraat;  
Rittwegerstraat;  
Robert Scottstraat;  
Roberts-Jonesstraat;  
Rodestraat;  
Zandbeekstraat, van de Drogenbossesteenweg tot de Molensteenstraat;  
Zeecrabbestraat;  
Zwartheekstraat;  
Coghensquare;  
De Frésquare;  
Heldensquare;  
Ohaindal;  
Sint-Jobsteeg;  
Bosonsteeg;  
Robert Broutsteeg;

#### Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.4. Het parkeren is betalend op de parkeerplaatsen in de volgende zones, uitgezonderd voor de houders van een gemeentelijke parkeerkaart. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden van het type E9 met zonale geldigheid om het begin en het einde van de zone aan te duiden, met de vermelding «BETALEND» aangevuld met de vermelding "uitgezonderd parkeerkaart" en eventueel de plaatsing van parkeerautomaten met aanduiding van de gebruiks- en betaalmodaliteiten.

Wijk 1, gevormd door de volgende straten:

Wijk 2, gevormd door de volgende straten:

#### Art.5.7.4.3.

Adolphe Dupuichlaan;  
Albertlaan, van het Léon Vanderkindereplein tot de gemeentegrens van Vorst;  
Schoon Verblijflaan;  
Schoon Uitzichtlaan;  
Brugmannlaan, van de Alsebergsesteenweg tot de gemeentegrens van Elsene;  
de Foestraetslaan, van de Vronerodelaan tot de Waterlooosesteenweg;  
De Frélaan, van de Zeecrabbestraat tot de Waterlooosesteenweg;  
Floridalaan, van de Montjoielaan tot de Langeveldstraat;  
Kasteeltjeslaan, van de Waterlooosesteenweg tot nr. 9;  
Goudenregenlaan;  
Wilderoselaarslaan, van de waterloosesteenweg tot de Vronerodelaan;  
Braumstruikenlaan;  
Zeven Bunderslaan, van de Alsebergsesteenweg tot de gemeentegrens van Vorst;  
Gebladertelaan;  
Fort-Jacolaan, van de waterloosesteenweg tot de Gebladertelaan;  
Globelaan, van de Gatti de Gamondstraat tot de gemeentegrens van Vorst;  
Biezenlaan, van de Gatti de Gamondstraat tot de gemeentegrens van Vorst;  
Prins de Lignelaan;  
Prins van Oranjelaan, van de waterloosesteenweg tot de Vronerodelaan;  
Val Fleurilaan;  
Houzeaulaan, van de De Frélaan tot de Groeselenbergstraat;

Jacques Pasturlaan, van de Waterlooosesteenweg tot de Vronerodelaan;  
Jean en Pierre Carsoellaan, van de Sint-Jobsesteenweg tot nr. 4A;  
Kersbeeklaan, van de Merlostraat tot de gemeentegrens van Vorst;  
Legrandlaan, van de Waterlooosesteenweg tot de gemeentegrens van Elsene;  
Maarschalk Joffrelaan, van de Oscar Van Goidtsnovenlaan tot de gemeentegrens van Vorst;  
Molièrelaan, op het grondgebied van Ukkel;  
Montjoielaan, van de Waterlooosesteenweg tot de Ernest Gossartstraat;  
Moscickilaan;  
Mozartlaan, van de Zeven Bunderslaan tot de gemeentegrens van Vorst;  
Oscar Van Goidtsnovenlaan, van de Alsebergsesteenweg tot de gemeentegrens van Vorst;  
René Gobertlaan;  
Van Beverlaan, van de Waterlooosesteenweg tot nr. 20;  
Victor-Emmanuel III laan, van de Hamstraat tot nr. 66;  
Winston Churchilllaan, van de Waterlooosesteenweg tot de Dodonéestraat;  
Wolvendaellaan, van de Georges Marlowsquare tot de Grasmusstraat;  
Bosveldweg, van de Moscickilaan tot de Langeveldstraat;  
Cassimansblok;  
Pauwelsblok;  
Serstéblok;  
Stevensblok;  
Groene Jagersveld, van de Waterlooosesteenweg tot nr. 86;  
Alsebergsesteenweg, van de Alphonse Asselbergsstraat tot de gemeentegrens van Vorst;  
Alsebergsesteenweg, van de Brugmannlaan tot de gemeentegrens van Drogenbos;  
Neerstallesteenweg, van de Stallestraat tot de gemeentegrens van Vorst;  
Sint-Jobsesteenweg, van het Sint-Jobsplein tot de parking van Sint-Job;  
Waterloosesteenweg, van de Maarschalklaan tot de gemeentegrens van Elsene;  
Waterloosesteenweg, van de Prins van Oranjelaan tot de Fort-Jacolaan;  
Groene Jagerswijk;  
Dandoygaarde;  
Dieweg, van de Alsebergsesteenweg tot de Groelstveldlaan;  
Anjoudreef, op het grondgebied van Ukkel;  
Carloodreef;  
Tourainedreef;  
Korporaaldreef, van de Waterlooosesteenweg tot de Gebladertelaan;  
Grote Baan, van de Alsebergsesteenweg tot de gemeentegrens van Drogenbos;  
De parking tussen het nr. 1193 et het nr. 1201 van de Alsebergsesteenweg;  
De parking tussen het nr. 3 et het nr. 6 van het Emile Dancoplein;  
Berg van Sint-Job, van het Sint-Jobsplein tot nr. 35;  
Opstalweg;  
Sint-Pietersvoorplein, van de Postiljonstraat tot de Dekenijstraat;  
Sint-Jobsplein;  
Emile Dancoplein;  
Guido van Arezzoplein;  
Jean Vander Elstplein;  
Léon Vanderkindereplein;  
Alphonse Asselbergsstraat;



Alphonse Renardstraat, van de Molièrelaan tot de gemeentegrens van Elsene;  
Beeckmanstraat, van de Alphonse Asselbergsstraat tot het Jean Vander Elstplein;  
Camille Lemonnierstraat, van het Guido van Arezzoplein tot de gemeentegrens van Elsene;  
Boetendaelstraat, van de Karmelietenstraat tot de Vanderkinderestraat;  
De Broyerstraat;  
Basculestraat;  
Fourragèrestraat;  
Onderlinge Bijstandstraat, van de Karmelietenstraat tot de gemeentegrens van Vorst;  
Sleutelbloemstraat;  
Tweede Koninginstraat;  
Anemoonstraat;  
Sterstraat, van de Stallestraat tot de gemeentegrens van Drogenbos;  
Linkebeekstraat;  
de Nieuwenhovestraat;  
De Praeterestraat, van de Waterlooosesteenweg tot de gemeentegrens van Elsene;  
Stallestraat, van de Alsebergsesteenweg tot de Neerstallesteenweg;  
Gelovigenstraat;  
Dodonéestraat;  
Bamboestraat, op het grondgebied van Ukkel;  
Dekenijstraat;  
Grachtstraat;  
Frambozenstruikstraat;  
Stille Oceaanstraat;  
Postiljonstraat;  
Edith Cavellstraat;  
Edmond Picardstraat, van de Vanderkinderestraat tot de gemeentegrens van Elsene;  
Egide Van Ophemstraat, van de Alsebergsesteenweg tot nr. 46;  
Emile Clausstraat, van de Waterlooosesteenweg tot de gemeentegrens van Elsene;  
Emile Regardstraat;  
Ernest Gossartstraat;  
Franz Merjaystraat, van de Vanderkinderestraat tot de gemeentegrens van Elsene;  
Gabriellestraat;  
Gatti de Gamondstraat, van de Victor Allardstraat tot de gemeentegrens van Vorst;  
Generaal Lotzstraat;  
Generaal Mac Arthurstraat;  
Jean-Baptiste Labarrestraat;  
Joseph Bensstraat, van de Alphonse Asselbergsstaat tot de Gatti de Gamondstraat;  
Joseph Cuylitsstraat;  
Joseph Hazardstraat;  
Joseph Stallaertstraat, van de Vanderkinderestraat tot de gemeentegrens van Elsene;  
Jules Lejeunestraat, van het Guido van Arezzoplein tot de gemeentegrens van Elsene;  
Langeveldstraat;  
Lincolnstraat, van de Schoon Uitzichtlaan tot de gemeentegrens van Elsene;  
Mariannestraat;  
Marie Depagestraat;  
Meyerbeerstraat, van de Alsebergsesteenweg tot de gemeentegrens van Vorst;  
Roosendaelstraat, van de Alsebergsesteenweg tot de gemeentegrens van Vorst;

Stanleystraat, van de Vanderkinderestraat tot de gemeentegrens van Elsene;  
Vanderkinderestraat, van de Waterlooosesteenweg tot de Lincolnstraat;  
Vanderkinderestraat, van de Onderlinge Bijstandstraat tot de Alsebergsesteenweg;  
Vanderkinderestraat, van de Edith Cavellstraat tot de Brugmannlaan;  
Verhulststraat;  
Victor Allardstraat, van de Alsebergsesteenweg tot de gemeentegrens van Vorst;  
Victor Gambierstraat;  
Xavier De Buestraat;  
Georges Marlowsquare;  
Van Beversquare;  
Oude Molenstraat, van de Waterlooosesteenweg tot de Vronerodelaan;

#### **Artikel 10 : Slotbepalingen**

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens.

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

***De h. Cools** wijst erop dat Uccle en avant op dit punt een aantal bedenkingen heeft.*

*Het betreft geen bezwaar tegen de vier voorgestelde wijzigingen. Als het gereguleerd parkeren echter wordt gewijzigd, moet de beslissing opnieuw worden genomen voor alle straten waar parkeren is gereguleerd.*

*Hij stemt in met een groot deel van de maatregelen, maar heeft twijfels over de opportuniteit van het plaatsen van parkeerautomaten of de keuze voor blauwe zones in bepaalde straten.*

*Aan het begin van de zittingsperiode betreurde hij het zelfs dat de bevolking onvoldoende werd geraadpleegd over dit plan.*

*Om deze redenen heeft Uccle en avant besloten zich te onthouden.*

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 30 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Eric Sax, Marc Cools.

2 annexes / 2 bijlagen

PACS\_P4\_20240311.pdf, 2024\_03\_28\_NoteExplicative 2.pdf

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

### Sports - Sport

28.03.2024/A/0014 **Sports,- Octroi d'un subside ponctuel aux différents organismes sportifs (A.S.B.L. Olympic Urban Festival, La Gilde des Archers de Saint-Pierre d'Uccle, la Fondation I See) - Engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Considérant qu'en séance du 7 septembre 2023, le Conseil a approuvé l'octroi d'un subside à l'A.S.B.L. Olympic Urban Festival pour l'organisation de la deuxième édition des Urban Youth Games (UYG) qui s'est bien tenue le vendredi 22 septembre 2023 sur le complexe de Neerstalle;

Que, dans le cadre des Jeux Olympiques de 2024, ladite A.S.B.L. propose à 84 élèves des écoles uccloises qui ont participé à la deuxième édition des UYG, de visiter le village olympique à Paris les 30 et 31 mai prochains;

Que ces 84 jeunes seront accompagnés de 12 de leurs professeurs;

Que pour ce faire, l'A.S.B.L. sollicite l'aide de la commune pour la prise en charge du transport pour les participants des écoles uccloises pour le montant de 4.620 €;

Que le service des sports soumet à l'approbation du Conseil l'octroi d'un subside de 4.620 € pour la prise en charge du transport des élèves ucclois qui ont participé aux UYG 2023 et leurs accompagnants pour la visite du village olympique les 30 et 31 mai prochains;

Considérant qu'à la suite de la tempête Eunice qui a secoué toute l'Europe en février 2022, le mur de tir à 30 mètres au centre Deridder a complètement été détruit;

Que la Gilde des Archers de Saint-Pierre d'Uccle souhaiterait le remettre en état, ce printemps, pour pouvoir pratiquer ses activités en plein air au centre Deridder;

Que les travaux sont estimés au minimum à 6.500 €;

Qu'à cet effet, la Gilde des Archers sollicite une aide de la commune à hauteur de 1.000 €;

Que le service des sports soumet à l'approbation du Conseil l'octroi d'un subside de 1.000 € pour la remise en état du mur de tir à 30 mètres au centre Deridder;

Considérant que la Fondation I See inscrira, comme chaque année, une équipe de personnes voyantes et non-voyantes aux 10 Km prochains;

Qu'en participant, la Fondation I See souhaite visibiliser son action d'accompagnement des personnes aveugles ou malvoyantes, et que la pratique sportive, et plus particulièrement la course à pied, contribue à leur insertion sociale; Qu'au vu de la participation de la Fondation I See aux 10 Km prochains et de la qualité des projets qu'elle porte depuis de nombreuses années, le service des sports soumet à l'approbation du Conseil l'octroi d'un subside de 500 €;

Décide :

- d'octroyer un subside de:

- 4.620 € à l'A.S.B.L. Olympic Urban Festival pour le transport des élèves ucclois et leurs accompagnants lors de la visite du village olympique à Paris les 30 et 31 mai 2024;
- 1.000 € à la Gilde des Archers de Saint-Pierre d'Uccle pour la remise en état du mur de tir à 30 mètres au centre Deridder;
- 500 € à la Fondation I See pour la participation aux 10 Km d'Uccle prochains;

- d'autoriser l'engagement de la dépense.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Sport.- Toekenning van een gerichte subsidie aan verschillende sportorganisaties (A.S.B.L. Olympic Urban Festival, La Gilde des Archers de Saint-Pierre d'Uccle, la Fondation I See) - Vastlegging van de uitgave.**

De Raad,

Overwegende dat de raad in zitting van 7 september 2023 de toekenning van een subsidie aan vzw Olympic Urban Festival goedgekeurd heeft voor de organisatie van de tweede editie van de Urban Youth Games (UYG), die plaatsvond op vrijdag 22 september in complex Neerstalle;

Dat deze vzw in het kader van de Olympische Spelen 2024 84 leerlingen van de Ukkelse scholen die deelgenomen hebben aan de tweede editie van de UYG voorstelt om het Olympisch dorp in Parijs te bezoeken op 30 en 31 mei;

Dat deze 84 jongeren begeleid zullen worden door 12 leerkrachten;

Dat de vzw hiervoor de hulp van de gemeente vraagt om het transport van de deelnemers van de Ukkelse scholen voor een bedrag van € 4.620 ten laste te nemen;

Dat de Sportdienst de toekenning van een subsidie van € 4.620 voor de tenlasteneming van het transport van de Ukkelse leerlingen die deelgenomen hebben aan de UYG 2023 en hun begeleiders voor het bezoek aan het Olympisch dorp op 30 en 31 mei ter goedkeuring voorlegt aan de raad;

Overwegende dat door storm Eunice, die heel Europa in februari 2022 door elkaar geschud heeft, de schietmuur op 30 meter in centrum Deridder volledig vernield werd;

Dat de Gilde des Archers de Saint-Pierre van Ukkel hem deze lente zou willen herstellen om haar activiteiten in de openlucht in centrum Deridder te kunnen beoefenen;

Dat de werken geraamd worden op minstens € 6.500;

Dat de boogschuttersgilde hiervoor hulp aan de gemeente vraagt ten belope van € 1.000;

Dat de Sportdienst de toekenning van een subsidie van € 1.000 voor de herstelling van de schietmuur op 30 meter in centrum Deridder ter goedkeuring voorlegt aan de raad;

Overwegende dat Fondation I See zoals elk jaar een team van zienden en blinden inschrijft voor de volgende 10 km;

Dat Fondation I See door haar deelname haar begeleidingsactie van blinden of slechtzienden zichtbaar wil maken en dat sport en in het bijzonder lopen bijdragen aan hun sociale integratie;

Dat de Sportdienst in het licht van de deelname van Fondation I See aan de volgende 10 km en de kwaliteit van de projecten die ze al meerdere jaren draagt de toekenning van een subsidie van € 500 ter goedkeuring voorlegt aan de raad;

Beslist:

- Een subsidie toe te kennen van:

- € 4.620 aan vzw Olympic Urban Festival voor het transport van de Ukkelse leerlingen en hun begeleiders tijdens het bezoek aan het Olympisch dorp in Parijs op 30 en 31 mei 2024;

- € 1.000 aan de Gilde des Archers de Saint-Pierre van Ukkel voor de herstelling van de schietmuur op 30 meter in centrum Deridder;
- € 500 aan Fondation I See voor de deelname aan de volgende 10 km van Ukkel;

- Zijn goedkeuring te verlenen aan de vastlegging van de uitgave.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*2. Facture transport Paris.pdf, 3. Formulaire subside ponctuel\_Urban Youth Games 2024 à Paris.pdf, Formulaire subside 23-24 rempli GAU.docx.pdf, Uccle Formulaire subside ponctuel pour 2024.pdf*

---

## **DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID**

### **Planification urbaine - Stadsplanning**

28.03.2024/A/0015 **Règlement communal d'urbanisme zoné (RCUZ) « Grandes avenues »**  
**Etape de la procédure d'élaboration : approbation du projet modifié de RCUZ**  
**Auteur de projet : Service de l'Urbanisme - Cellule planification**

Le Conseil,

Vu la décision prise en séance du 28/06/2018 et portant sur l'élaboration d'un règlement d'urbanisme zoné (RCUZ) dénommé « Grandes avenues », destiné à protéger les qualités du patrimoine bâti des grandes avenues (avenue Brugmann et avenue Winston Churchill, ainsi que des places et squares qui se trouvent le long de leur développement) ;

Vu le projet de règlement rédigé par la cellule de planification du Service de l'Urbanisme ;

Vu l'avis émis par Urban.brussels en date du 04/12/2021 quant à l'opportunité de réaliser le règlement d'urbanisme ;

Vu l'avis émis par Bruxelles.Environnement en date du 03/12/2021 quant à l'absence de nécessité d'accompagner l'élaboration du règlement d'un rapport d'incidences environnementales ;

Vu la décision du 16/12/2021 de charger le Collège des bourgmestre et échevins de soumettre le projet de règlement à l'enquête publique du 10/01/2022 au 09/02/2022, en déterminant toutes les modalités de cette enquête ;

Vu l'avis de la Commission de concertation émis lors de sa séance du 10/03/2022 ;

Considérant que cet avis n'est pas unanime, qu'il est défavorable dans le chef de Urban.brussels - Direction de l'Urbanisme et de Urban.brussels - Direction du Patrimoine Culturel, et que tant Bruxelles-Environnement (IBGE) que la Commune

(demanderesse) se sont abstenues ;

Considérant que le projet de RCUZ « Grandes avenues » a été modifié en vue de répondre aux objections majeures émises au cours de l'enquête publique et dans les avis d'instances rendus, tout en veillant à ne pas présenter d'incohérence en cas de divergence entre ces avis ;

Vu la décision du Conseil communal prise en séance du 23/06/2022 et portant sur la modification du projet de règlement d'urbanisme zoné (RCUZ) dénommé « Grandes avenues », destiné à protéger les qualités du bâti des grandes avenues (avenue Brugmann et avenue Winston Churchill, ainsi que des places et squares qui se trouvent le long de leur développement) ;

Vu le projet de règlement modifié rédigé en ce sens par la cellule de planification du Service de l'Urbanisme ;

Vu sa décision du 24 novembre 2022 de charger le Collège des bourgmestre et échevins de soumettre le projet de règlement à l'enquête publique du 6 mars 2023 au 5 avril 2023, en déterminant toutes les modalités de cette enquête ;

Vu la seconde enquête publique et les remarques qui ont été émises par la Commission de concertation du 29 juin 2023, le Collège des bourgmestre et échevins était chargé de modifier le projet de RCUZ « grandes avenues » ;

Considérant qu'un comité d'accompagnement a été organisé avec Urban-Urbanisme et Urban-DPC. Une mission a également été confiée à Me Joel van Ypersele afin de s'assurer que le nouveau règlement réponde bien au cadre réglementaire ;

Que pendant ce laps de temps, la région a complété l'inventaire Irismonument, notamment avec les constructions d'après-guerre ;

Considérant que le comité d'accompagnement a décidé que :

- le dépouillement systématique des archives n'est pas possible étant donné que les archives n'existent pas toujours, que si elles existent, l'évaluation de la pertinence des plans (est-ce les plans d'origine) est un travail gargantuesque. Urban a dès lors accepté que ce dépouillement ne soit pas fait. La cellule planification a cependant noté tous les numéros des permis qui sont aux archives, ce qui pourra aider le service de l'urbanisme lors de l'analyse d'une demande de permis d'urbanisme,
- les fiches ont été complétées et revues. Il a été convenu que l'état d'entretien et les interventions ne seront plus mentionnés dans les fiches étant donné qu'il ne s'agit que d'un instant T, que bon nombre de biens répertoriés sont rénovés par les particuliers et enfin que cette analyse n'est pas l'objet d'un règlement,
- les biens répertoriés ont été adaptés ; les biens inscrits à l'inventaire Irismonument ont systématiquement été répertoriés dans la valeur architecturale à la demande de la Urban-DPC, soit 324 biens. Le nombre de biens mis en valeur architecturale passant de 61 à 324 biens, et cette valeur étant la plus contraignante, la définition des valeurs devait être adaptée.

Ainsi, il a été convenu que les biens classés et les biens les plus précieux en matière de patrimoine seraient répertoriés dans une nouvelle valeur, la valeur Patrimoniale, soit 56 biens.

314 biens sont inscrits en valeur d'ensemble dont 47 biens sont classés uniquement dans cette valeur,

la valeur de détail a été supprimée puisque les biens sont déjà repris dans les 3 valeurs.

- la carte reprend les numéros de police, les biens répertoriés. Il a été convenu que l'inventaire IrisMonument ne sera pas repris, puisque tous ces biens sont déjà repris en valeur architecturale. Le doublon n'était pas utile,
- un index rapide est réalisé, il reprend également les valeurs des biens répertoriés,
- les numéros de police sont ajoutés sur les cartes,
- l'inventaire régional n'est pas ajouté sur les cartes pour ne pas les surcharger (doublon par rapport à la valeur architecturale).

Qu'il a été entrepris :

- la réalisation d'un reportage photographique complet des façades des deux avenues, des places et squares, en vue d'actualiser l'iconographie. Ces photos prises en 2023 servent de situation existantes de tous les biens dans le cadre du règlement (généralement 4 photos par biens, soit quelques 1300 photos). Quelques immeubles situés avenue Winston Churchill subitement des travaux important en façade et les échafaudages et les bâches de chantier ne permettent pas les prises de photos. Dans ces quelques cas, l'iconographie de IrisMonument est reprise,
- la correction des fiches d'identification des biens,
- la réalisation d'une carte GIS permet d'avoir les informations contenues dans les fiches et les liens vers l'inventaire régional,
- une version papier des fiches,
- un index permettant de retrouver dans un listing les fiches (les biens répertoriés) est réalisé. Il est organisé par nom de voirie.

Considérant que la structure et le contenu des prescriptions et du préambule ont été substantiellement remaniés afin d'améliorer la compréhension, faciliter l'utilisation et recentrer le contenu sur la protection de la valeur patrimoniale des biens repris dans le périmètre.

Qu'un chapitre a été ajouté sur l'aménagement des espaces publics.

Que l'introduction a été déplacée vers le préambule, les informations non réglementaires ont été supprimées et les définitions faisant référence au sens commun ont été supprimées. Les définitions nécessaires à la compréhension de la portée du règlement sont inscrites dans les prescriptions littérales.

Considérant qu'ainsi, le projet de RCUZ a été divisé en 4 titres aux objets distincts.

Le Titre I – Généralités traite du champ d'application et du périmètre du règlement, ainsi que des biens répertoriés sur la carte des échelles de valeurs, selon leur valeur patrimoniale, architecturale et/ou d'ensemble, et des arbres remarquables répertoriés dans le patrimoine naturel. Son contenu a été limité aux seules prescriptions à valeur réglementaire, tandis que les anciennes prescriptions à valeur informative ont été

déplacées dans l'annexe 1 – préambule.

Le Titre II – Les Abords regroupe les prescriptions relatives aux abords des constructions. Au-delà des prescriptions communes reprises dans le Chapitre I – Généralités, des régimes différenciés sont prévus pour les abords des constructions en mitoyenneté dans le Chapitre 2 et les abords des constructions isolées dans le Chapitre 3.

Le Titre III – Le Bâti régleme les différents actes et travaux pouvant être réalisés sur les biens repris dans le périmètre du règlement, et en particulier sur les biens répertoriés sur la carte des échelles de valeurs.

Le Chapitre I relatif aux travaux d'entretien ou de rénovation et le Chapitre II relatif aux travaux d'extension et de rénovation lourde ne s'appliquent qu'aux biens répertoriés.

Le Chapitre II contient des prescriptions différenciées selon la valeur patrimoniale, architecturale et/ou d'ensemble attribuée aux biens, étant précisé qu'une valeur patrimoniale est attribuée à tous les biens classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde, ou qui font l'objet d'une procédure de classement ou d'inscription sur la liste de sauvegarde, même après l'entrée en vigueur du RCUZ.

Le Chapitre III relatif aux constructions neuves et aux travaux de démolition en vue d'une reconstruction s'applique aux biens non répertoriés, ainsi qu'aux seuls biens répertoriés gravement altérés suite à un cas de force majeure.

Le Titre IV – les espaces publics traite de l'aménagement des espaces publics repris dans le périmètre du règlement.

Considérant que l'ajout de ce titre a été fait à la demande de la Commission de concertation ;

Qu'il a été demandé à Bruxelles-Environnement si cet ajout nécessitait la réalisation d'un rapport d'incidences;

Que la réponse doit être donnée pour la mi-mars;

Vu l'importance des modifications, une 3<sup>ème</sup> enquête publique s'avère nécessaire ;

Vu le projet de règlement modifié tel que rédigé par la cellule de planification du Service de l'Urbanisme est composé de 2 documents réglementaires :

Les prescriptions littérales,

Les cartes des échelles de valeurs patrimoniales, afin de préciser le périmètre du règlement et les valeurs des biens bâtis et naturels répertoriés

et de 7 annexes non réglementaires

1. Préambule,
2. Répertoire des valeurs,
3. Répertoire du patrimoine naturel pour l'avenue Brugmann,
4. Répertoire du patrimoine naturel pour l'avenue Winston Churchill,
5. Les œuvres d'art,
6. Liste des essences des plantations préconisées,
7. L'index.

Vu l'article 48, §2 du CoBAT ;



Décide :

- d'approuver le projet modifié de RCUZ « Grandes avenues » ;
- de charger le collège des bourgmestre et échevins de soumettre le projet de règlement communal d'urbanisme zoné (RCUZ) « Grandes avenues » à enquête publique et d'organiser l'enquête publique selon les modalités et l'agenda suivants,
  - a. d'organiser l'enquête publique du 13 mai 2024 au 13 juin 2024 inclus, de porter cette enquête publique à la connaissance du public par la publication d'un avis dans les journaux : Le Soir, La Libre Belgique, De Standaard, Het Laatste Nieuws, Metro (édition francophone et néerlandophone) ainsi que dans le Moniteur Belge,
  - b. d'organiser la parution des annonces dans la presse et au Moniteur Belge au minimum 3 jours avant le début de l'enquête publique, de saisir la Commission de concertation du dossier après la fin de l'enquête soit le 27 juin 2023 au plus tard,
  - c. de décider que les observations orales pourront être faites les mercredis avant midi,
  - d. de désigner Mesdames Dominique Dosogne architecte et urbaniste et Camille Bourhis Gomes, architecte au Service de l'Urbanisme/cellule planification comme agents chargés de donner les explications techniques relatives au dossier soumis à enquête,
  - e. d'approuver la dépense estimée à **8.000,00 €**, de désigner le Service de l'Urbanisme pour organiser cette enquête (affichage, publication,...).

Le Conseil approuve le point.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

**Gemeentelijke stedenbouwkundige zoneverordening (GemSZV) "Grote lanen"**  
**Fase van de uitwerkingsprocedure: goedkeuring van het gewijzigd ontwerp van GemSZV**  
**Projectontwerper: dienst Stedenbouw – cel Planning**

De Raad,

Gelet op de beslissing genomen in zitting van 28/06/2018 met betrekking tot de opmaak van een stedenbouwkundige zoneverordening (GemSZV) genaamd "Grote lanen", bestemd om de kwaliteiten van het bebouwd patrimonium van de grote lanen (Brugmannlaan en Winston Churchillaan en de pleinen en squares langs hun ontwikkeling) te beschermen;

Gelet op het ontwerp van verordening opgesteld door de cel Planning van de dienst Stedenbouw;

Gelet op het advies van Urban.brussels van 04/12/2021 wat betreft de geschiktheid om de stedenbouwkundige verordening te verwezenlijken;

Gelet op het advies van Leefmilieu Brussel van 03/12/2021 wat betreft het gebrek aan de noodzaak om de opmaak van de verordening te vergezellen van een milieueffectenrapport;

Gelet op de beslissing van 16/12/2021 om het college van burgemeester en schepenen ermee te belasten het ontwerp van verordening te onderwerpen aan een openbaar onderzoek van 10/01/2022 tot 09/02/2022, met bepaling van alle modaliteiten van dit onderzoek;

Gelet op het advies van de Overlegcommissie in zitting van 10/03/2022;

Overwegende dat dit advies niet eensluidend is, dat het ongunstig is in hoofde van Urban.brussels - Directie Stedenbouw en van Urban.brussels - Directie Cultureel Erfgoed, en dat zowel Leefmilieu Brussel (BIM) als de gemeente (eisende partij) zich onthouden hebben;

Overwegende dat het ontwerp van GemSZV "Grote lanen" gewijzigd werd om te beantwoorden aan de voornaamste opmerkingen die geformuleerd werden tijdens het openbaar onderzoek en in de adviezen van de instanties, waarbij een gebrek aan samenhang vermeden moet worden indien deze adviezen van elkaar afwijken;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zitting van 23/06/2022 met betrekking tot de wijziging van het ontwerp van stedenbouwkundige zoneverordening (GemSZV) genaamd "Grote lanen", bestemd om de kwaliteiten van het gebouwenbestand van de grote lanen (Brugmannlaan en Winston Churchillaan en de pleinen en squares langs hun ontwikkeling) te beschermen;

Gelet op het gewijzigd ontwerp van verordening, in die zin opgesteld door de cel Planning van de dienst Stedenbouw;

Gelet op zijn beslissing van 24 november 2022 om het college van burgemeester en schepenen ermee te belasten het ontwerp van verordening te onderwerpen aan een openbaar onderzoek van 6 maart 2023 tot 5 april 2023, met bepaling van alle modaliteiten van dit onderzoek;

Gelet op het tweede openbaar onderzoek en de opmerkingen van de Overlegcommissie van 29 juni 2023, was het college van burgemeester en schepenen ermee belast het ontwerp van GemSZV "Grote lanen" te wijzigen;

Overwegende dat er een begeleidingscomité georganiseerd werd met Urban-Stedenbouw en Urban-DCE. Er werd ook een opdracht toevertrouwd aan meester Joel van Ypersele om zich ervan te vergewissen dat de nieuwe verordening beantwoordt aan het regelgevend kader;

Dat het gewest in deze tijdspanne de Irismonument-inventaris aangevuld heeft, meer bepaald met de naoorlogse bouwwerken;

Overwegende dat het begeleidingscomité het volgende beslist heeft:

- Het systematisch onderzoek van de archieven is niet mogelijk aangezien er niet altijd archieven bestaan en de beoordeling van de relevantie van de plannen (de oorspronkelijke plannen) een gargantuesk werk is indien ze bestaan. Urban heeft bijgevolg aanvaard dat dit onderzoek niet plaatsvond. De cel Planning heeft echter alle nummers genoteerd van de vergunningen die in het archief zitten, wat de dienst Stedenbouw kan helpen bij de analyse van een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning;
- De fiches werden aangevuld en herzien. Er werd overeengekomen dat de staat van onderhoud en de interventies niet meer vermeld worden in de fiches aangezien het slechts over een momentopname gaat, heel wat opgelijste

goederen gerenoveerd worden door particulieren en deze analyse tot slot niet onderworpen is aan een verordening;

- De opgelijste goederen werden aangepast: de goederen in de Irismonument-inventaris werden systematisch in de bouwkundige waarde opgelijst op vraag van Urban-DCE, hetzij 324 goederen. Het aantal goederen met bouwkundige waarde stijgt van 61 naar 324 goederen en aangezien deze waarde de meest bindende is moest de definitie van de waarden aangepast worden.

Zo werd overeengekomen dat de beschermde goederen en de meest waardevolle goederen inzake erfgoed opgelijst zouden worden in een nieuwe waarde, de patrimoniale waarde, hetzij 56 goederen.

314 goederen zijn ingeschreven als globale waarde, waarvan 47 goederen enkel in deze waarde ingedeeld zijn.

De detailwaarde werd geschrapt aangezien de goederen al opgenomen zijn in de 3 waarden;

- De kaart herneemt de huisnummers en de opgelijste goederen. Er werd overeengekomen dat de Irismonument-inventaris niet hernomen wordt aangezien al deze goederen al opgenomen zijn in de bouwkundige waarde. Dubbele informatie was niet nuttig;
- Er wordt een snelle index opgemaakt, die ook de waarde van de opgelijste goederen herneemt;
- De huisnummers worden toegevoegd op de kaarten;
- De gewestelijke inventaris werd niet aan de kaarten toegevoegd om ze niet te overladen (dubbele informatie ten opzichte van de bouwkundige waarde).

Dat het volgende ondernomen werd:

- Het maken van een volledig fotoverslag van de gevels van de twee lanen, pleinen en squares om het illustratiemateriaal bij te werken. Deze foto's van 2023 dienen als huidige toestand voor alle goederen in het kader van de verordening (doorgaans 4 foto's per goed, hetzij ongeveer 1.300 foto's). Enkele gebouwen in de Winston Churchilllaan ondergaan grote werken aan de gevel en door de stellingen en werfdekzeilen kunnen er geen foto's genomen worden. In deze enkele gevallen is het illustratiemateriaal van Irismonument hernomen;
- De verbetering van de identificatiefiches van de goederen;
- Dankzij de opmaak van een GIS-kaart zijn de informatie uit de fiches en de links naar de gewestelijke inventaris beschikbaar;
- Een papieren versie van de fiches;
- Er werd een index opgesteld waarmee de fiches (de opgelijste goederen) teruggevonden kunnen worden in een lijst. Hij is georganiseerd op straatnaam.

Overwegende dat de structuur en de inhoud van de voorschriften en van de inleiding substantieel herwerkt werden om het begrip te verbeteren, het gebruik te vereenvoudigen en de inhoud opnieuw te richten op de bescherming van de patrimoniale waarde van de goederen in de perimeter;

Dat er een hoofdstuk over de inrichting van de openbare ruimte toegevoegd werd;

Dat de introductie verplaatst werd naar de inleiding, de niet-regelgevende informatie geschrapt werd en de definities die verwijzen naar het gezond verstand geschrapt

werden. De definities die nodig zijn voor het begrip van de reikwijdte van de verordening staan in de schriftelijke voorschriften;

Overwegende dat het ontwerp van GemSZV bijgevolg opgedeeld werd in 4 titels met verschillende onderwerpen.

Titel I - Algemeenheden gaat over het toepassingsgebied en de perimeter van de verordening, de goederen die opgelijst zijn op de kaart met de waardeschalen, naargelang hun patrimoniale, bouwkundige en/of globale waarde, en de opmerkelijke bomen die opgelijst zijn in het natuurlijk erfgoed. De inhoud ervan werd beperkt tot de voorschriften met regelgevende waarde, terwijl de oude voorschriften met informatieve waarde verplaatst werden naar bijlage 1 - inleiding.

Titel II - De omgeving groepeert de voorschriften met betrekking tot de omgeving van de bouwwerken. Naast de gemeenschappelijke voorschriften uit Hoofdstuk 1 - Algemeenheden zijn er gedifferentieerde stelsels voorzien voor de omgeving van de mandelige gebouwen in Hoofdstuk 2 en voor de omgeving van de vrijstaande gebouwen in Hoofdstuk 3.

Titel III - Het gebouwenbestand reglementeert de verschillende handelingen en werken die uitgevoerd kunnen worden aan de goederen in de perimeter van de verordening en in het bijzonder aan de goederen op de kaart met de waardeschalen.

Hoofdstuk I met betrekking tot de onderhouds- of renovatiewerken en Hoofdstuk II met betrekking tot de uitbreidings- en zware renovatiewerken zijn enkel van toepassing op de opgelijste goederen.

Hoofdstuk II bevat gedifferentieerde voorschriften naargelang de patrimoniale, bouwkundige en/of globale waarde die aan de goederen toegekend wordt, met dien verstande dat een patrimoniale waarde toegekend wordt aan alle beschermde goederen en goederen die ingeschreven zijn op de bewaarlijst of waarvoor een beschermingsprocedure of een inschrijving op de bewaarlijst loopt, zelfs na de inwerkingtreding van de GemSZV.

Hoofdstuk III met betrekking tot de nieuwbouwen en de afbraakverrichtingen met het oog op een wederopbouw is van toepassing op de niet-opgelijste goederen en op de opgelijste goederen die ernstig aangetast zijn door overmacht.

Titel IV - De openbare ruimte gaat over de inrichting van de openbare ruimtes in de perimeter van de verordening.

Overwegende dat deze titel toegevoegd werd op vraag van de Overlegcommissie;  
Dat aan Leefmilieu Brussel gevraagd werd of er voor deze toevoeging een effectenrapport opgesteld moest worden;  
Dat het antwoord tegen half maart gegeven moet worden;

Gelet op het belang van de wijzigingen blijkt een 3e openbaar onderzoek noodzakelijk;

Aangezien het gewijzigd ontwerp van verordening zoals opgesteld door de cel Planning van de dienst Stedenbouw bestaat uit 2 regelgevende documenten:

De schriftelijke voorschriften;

De kaarten met de erfgoedwaardeschalen om de perimeter van de verordening en de waarden van de opgelijste gebouwde en natuurlijke goederen te verduidelijken;

En 7 niet-regelgevende bijlagen:

1. Inleiding
2. Lijst van de waarden
3. Lijst van het natuurlijk erfgoed voor de Brugmannlaan
4. Lijst van het natuurlijk erfgoed voor de Winston Churchilllaan
5. De kunstwerken
6. Lijst met de aanbevolen plantensoorten
7. De index

Gelet op artikel 48 §2 van het BWRO;

Beslist:

- Het gewijzigd ontwerp van GemSZV "Grote lanen" goed te keuren;
- Het college van burgemeester en schepenen ermee te belasten het ontwerp van gemeentelijke stedenbouwkundige zoneverordening (GemSZV) "Grote lanen" te onderwerpen aan een openbaar onderzoek en het openbaar onderzoek te organiseren volgens de volgende modaliteiten en planning:
  - a. Het openbaar onderzoek te organiseren van 13 mei 2024 tot en met 13 juni 2024 en dit openbaar onderzoek ter kennis van het publiek te brengen via de publicatie van een bericht in de kranten Le Soir, La Libre Belgique, De Standaard, Het Laatste Nieuws, Metro (Franstalige en Nederlandstalige uitgave) en in het Belgisch Staatsblad;
  - b. De publicatie van de aankondigingen in de pers en in het Belgisch Staatsblad minstens 3 dagen voor het begin van het openbaar onderzoek te organiseren en het dossier aanhangig te maken bij de Overlegcommissie na het einde van het onderzoek, hetzij uiterlijk 27 juni 2023;
  - c. Te beslissen dat de mondelinge opmerkingen op woensdagvoormiddag gemaakt kunnen worden;
  - d. Mevrouw Dominique Dosogne, architect-urbanist, en mevrouw Camille Bourhis Gomes, architect bij de dienst Stedenbouw/cel Planning, aan te stellen als ambtenaars die ermee belast zijn technische verduidelijkingen over het dossier in onderzoek te verschaffen, de geraamde uitgave van € 8.000,00 goed te keuren en de dienst Stedenbouw aan te duiden om dit onderzoek te organiseren (aanplakking, bekendmaking, ...).

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*24 annexes / 24 bijlagen*

*RCUZ GA - VII - III - Annexe 7 - INDEX.pdf, RCUZ GA - VII - III - Annexe 1 - PREMBULE.pdf, GZV GL - VII - III - Bijlage 3 - NATUURLIJK ERFGOED - BRU.pdf, RCUZ GA - VII - II - Carte des valeurs\_Bru\_N\_2\_5\_2.pdf, RCUZ GA - VII - III - Annexe 6 - LISTE DES ESSENCES DE PLANTATIONS.pdf, GZV GL - VII - III - Bijlage 7 - INDEX.pdf, RCUZ GA - VII - III - Annexe 5 - LES OEUVRES D'ART.pdf, GZV GL - VII - II - KAART MET DE WAARDESCHALEN\_WC\_Ouest\_2\_5.pdf, RCUZ GA - VII - II - LEGENDE.pdf, GZV GL - VII - I - SCHRIFTELIJKE.pdf, RCUZ GA - VII - II - Carte des valeurs\_WC\_Ouest\_2\_5.pdf, RCUZ GA - VII - II - Cartes*

*des valeurs\_WC\_Est\_2\_5.pdf, RCUZ GA - VII - III - Annexe 4 - PATRIMOINE NATUREL - WC.pdf, GZV GL - VII - II - KAART MET DE WAARDESCHALEN\_Bru\_S\_2\_5.pdf, GZV GL - VII - III - Bijlage 5 - DE KUNSTWERKEN.pdf, GZV GL - VII - III - Bijlage 4 - NATUURLIJK ERFGOED - WC.pdf, RCUZ GA - VII - III - Annexe 3 - PATRIMOINE NATUREL - BRU.pdf, GZV GL - VII - II - KAART MET DE WAARDESCHALEN\_Bru\_N\_2\_5\_2.pdf, GZV GL - VII - II - KAART MET DE WAARDESCHALEN\_WC\_Est\_2\_5.pdf, GZV GL - VII - III - Bijlage 6 - LIJST MET DE AANBEVOLEN OF VERBODEN SOORTEN.pdf, GZV GL - VII - II - LEGENDE.pdf, GZV GL - VII - III - Bijlage 1 - INLEIGING.pdf, RCUZ GA - VII - II - Carte des valeurs\_Bru\_S\_2\_5.pdf, RCUZ GA - VII - I - PRESCRIPTIONS.pdf*

---

## **Propriétés communales - Gemeente-eigendommen**

28.03.2024/A/0016 **Propriétés communales : rue Jean Benaets et la chaussée de Saint-Job : Création d'un chemin vicinal - Echange de deux parcelles avec une copropriété privée – Approbation de l'acte - Affectation de la recette.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale en particulier l'article 232 ;  
Vu le Plan Particulier d'Aménagement numéro 55 "Quartier St Job - Benaets"  
Vu le plan général d'alignement du 24 juin 2021 ;  
Vu le procès-verbal de l'assemblée générale du 28 mars 2023 de l'Association des copropriétaires "Carloo II" ;  
Vu la délibération n°016/22.06.2023/A/0011 par laquelle le Conseil communal a approuvé le principe et fixé les conditions de l'échange des parcelles ;  
Vu le procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du 12 mars 2024 de l'Association des copropriétaires "Carloo II" ;  
Considérant que le PPA n° 55 autorise la création de deux cheminements pour piétons, tous deux démarrants à la chaussée de Saint Job, l'un se dirigeant vers le plateau Avijl en contournant par l'ouest l'immeuble sis aux numéros 91 à 97 de la rue Jean Benaets, l'autre aboutissant à proximité du rond-point de la rue Jean Benaets en contournant les mêmes immeubles par l'est ;  
Que ces cheminements sont également dessinés sur les plans du permis de lotir n° 175 et des permis d'urbanisme visant à la construction de l'immeuble susmentionné ;  
Que la rue Jean Benaets est sujette à une très importante circulation automobile à certaines heures, du fait de la présence d'une école fondamentale et d'une crèche ainsi que de nombreux logements, entre autres dans les immeubles à appartements situés au bout de cette artère ;  
Que la rue Jean Benaets est une voie sans issue impliquant dès lors une circulation à double sens difficilement compatible avec la nécessité d'y autoriser du stationnement automobile ;  
Que les contraintes énoncées ci-avant ne permettent pas une circulation sûre à bicyclette ;  
Considérant que le tronçon de la chaussée de Saint-Job situé entre

la rue de Wansijn et la rue Jean Benaets est souvent également fortement embouteillé ;

Considérant que ce tronçon est dangereux et inconfortable pour les usagers faibles (piétons et cyclistes), que la chaussée y est étroite, tout comme les trottoirs, qu'il est malaisé de s'y croiser à plusieurs endroits ;

Qu'il existe déjà un sentier piéton reliant la chaussée de Saint-Job à l'école maternelle, mais qu'il n'existe aucune possibilité de poursuivre son chemin vers la rue Jean Benaets et a fortiori l'école primaire et la crèche depuis le parking communal récemment construit sur le terrain situé entre les numéros 643 et 665 de la chaussée de Saint-Job ;

Considérant que prolonger et élargir le chemin existant jusqu'à la rue Jean Benaets permettrait d'offrir une connexion attractive et confortable tant aux piétons qu'aux cyclistes ;

Considérant qu'elle permettrait en effet aux piétons d'éviter les trottoirs extrêmement étroits de ce tronçon de la chaussée de Saint-Job, aux cyclistes de ne pas se retrouver englués dans la circulation automobile, aux parents d'élèves de stationner leur véhicule sur le nouveau parking public - où des emplacements de stationnement « courte durée » pourraient être créés à cette fin - et d'amener leurs enfants à pied jusqu'à l'école primaire ou à la crèche ;

Considérant que la création de ce chemin se révèle indispensable à l'amélioration de la mobilité et, partant, à la tranquillité des riverains de la rue Jean Benaets ;

Considérant que le 28 juin 2021 le Conseil communal a approuvé définitivement le Plan général d'Alignement destiné à créer un chemin vicinal accessible aux piétons et cyclistes entre la Chaussée st job et la rue Jean Benaets ;

Considérant qu'une réunion a eu lieu entre le syndic des immeubles, Monsieur Peeters et les services concernés concernant l'éventuel échange qui pourraient combles toutes les parties entre 2 parcelles utiles à chacun ;

Considérant que l'association des co-propriétaires de Carloo II a accepté lors de l'assemblée générale du 28 mars 2023, la proposition faite par la Commune datant du 13 octobre 2022, où celle-ci proposait d'acheter la partie de la parcelle de 54m<sup>2</sup> appartenant à la copropriété Carloo II estimée au prix de 5.400€ par le Comité d'acquisition régional le 29 septembre 2021 et que la copropriété Carloo II rachète la totalité de la parcelle appartenant à la Commune, c'est-à-dire 297 m<sup>2</sup>, pour un montant de 27.000 €, valeur estimée par le Comité d'acquisition régional le 21 septembre 2022 ;

Considérant que le notaire mandaté par les deux parties a rédigé un acte authentique d'échange des parcelles, que celui-ci a recueilli l'accord de l'AGE de la copropriété Carloo II en date du 12 mars 2024 ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide

d'approuver l'acte authentique d'échanges des parcelles rédigé par le Notaire instrumentant ;

de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de comparaître à la signature de l'acte d'échange et pour cause d'utilité publique, de

la partie de la parcelle D/193G d'une superficie de +/-50m<sup>2</sup> pour un prix de 5.400 € (cinq mille quatre cents euros) en échange de l'aliénation de la parcelle partie D/193P d'une superficie de 297m<sup>2</sup> pour un prix de 27.000 € (vingt-sept mille euros), soit une soulte de 21.600 € (vingt et un mille six cents euros) en faveur de la Commune ;

d'affecter la portion d'assiette de la future voirie, faisant l'objet de la présente acquisition, au domaine public de la voirie communale ;

d'imputer la recette extraordinaire de vingt et un mille six cent euros (21.600,00 €), à l'article 124/761-60/87 du budget communal de 2024, à créer par voie de modification budgétaire.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen: Jean Benaetsstraat en Sint-Jobsesteenweg: aanleg van een buurtweg - Ruiling van twee percelen met een privaat mede-eigendom - Goedkeuring van de ontwerpakte - Bestemming van de ontvangst.**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 232;

Gelet op Bijzonder Plan van Aanleg nummer 55 "Wijk Sint-Job - Benaets";

Gelet op het algemeen rooilijnplan van 24 juni 2021;

Gelet op het verslag van de algemene vergadering van 28 maart 2023 van de vereniging van mede-eigenaars van "Carloo II";

Gelet op beraadslaging nr. 016/22.06.2023/A/0011, waardoor de gemeenteraad het principe goedgekeurd heeft en de voorwaarde voor de ruiling van de percelen vastgelegd heeft;

Gelet op het verslag van de algemene vergadering van 12 maart 2024 van de vereniging van mede-eigenaars van "Carloo II";

Overwegende dat BPA nr. 55 de aanleg van twee voetgangerswegen toestaat, die allebei starten in de Sint-Jobsesteenweg, de ene loopt richting het Avijlplateau en loopt via het westen rond het gebouw gelegen in de Jean Benaetsstraat 91 tot 97, de andere eindigt dicht bij de rotonde van de Jean Benaetsstraat en loopt via het oosten rond dezelfde gebouwen;

Dat deze voetgangerswegen eveneens getekend zijn op de plannen van verkavelingsvergunning nr. 175 en van de stedenbouwkundige vergunningen die strekken tot de bouw van het voornoemde gebouw;

Dat de Jean Benaetsstraat onderhevig is aan zeer druk autoverkeer op bepaalde uren, wegens de aanwezigheid van een basisschool en een kinderdagverblijf alsook van talrijke woningen, onder andere in de appartementsgebouwen aan het einde van deze straat;

Dat de Jean Benaetsstraat een doodlopende straat is, wat bijgevolg verkeer in beide richtingen inhoudt, wat moeilijk verenigbaar is met de noodzaak om er parkeerplaatsen voor auto's toe te staan;

Dat de voornoemde belastende factoren geen veilig fietsverkeer mogelijk maken;

Overwegende dat er in het deel van de Sint-Jobsesteenweg tussen de de Wansijnstraat en de Jean Benaetsstraat ook vaak veel files zijn;

Overwegende dat dit deel gevaarlijk en onaangenaam is voor



zwakke weggebruikers (voetgangers en fietsers), dat de rijbaan er erg smal is, net als de trottoirs, dat het er op verschillende plaatsen moeilijk is om elkaar te kruisen;

Dat er al een voetgangersweg bestaat die de Sint-Jobsesteenweg met de kleuterschool verbindt, maar dat er geen enkele mogelijkheid bestaat om zijn weg te vervolgen richting de Jean Benaetsstraat en meer bepaald de lagere school en het kinderdagverblijf vanaf de gemeenteparking die onlangs aangelegd werd op het terrein tussen de Sint-Jobsesteenweg 643 en 665;

Overwegende dat de verlenging en uitbreiding van de bestaande weg tot aan de Jean Benaetsstraat het mogelijk zou maken een aantrekkelijke en aangename verbinding te bieden voor voetgangers en fietsers;

Overwegende dat dankzij deze weg voetgangers immers de uiterst smalle trottoirs van dit deel van de Sint-Jobsesteenweg kunnen vermijden, fietsers niet geklemd worden tussen het autoverkeer, ouders van leerlingen hun voertuig kunnen parkeren op de nieuwe openbare parking - waar hiervoor parkeerplaatsen voor kortparkeren gecreëerd zouden kunnen worden - en hun kinderen te voet naar de lagere school of naar het kinderdagverblijf kunnen brengen;

Overwegende dat de aanleg van deze weg onontbeerlijk lijkt voor de verbetering van de mobiliteit en bijgevolg voor de rust van de bewoners van de Jean Benaetsstraat;

Overwegende dat de gemeenteraad op 28 juni 2021 het Bijzonder Plan van Aanleg bestemd om een buurtweg voor voetgangers en fietsers te creëren tussen de Sint-Jobsesteenweg en de Jean Benaetsstraat definitief goedgekeurd heeft;

Overwegende dat er een vergadering plaatsgevonden heeft tussen de beheerder van de gebouwen, de heer Peeters, en de betrokken diensten over de eventuele ruiling die alle partijen zou kunnen bevredigen van 2 percelen die voor iedereen nuttig zijn;

Overwegende dat de vereniging van mede-eigenaars van Carloo II tijdens de algemene vergadering van 28 maart 2023 het voorstel van de gemeente van 13 oktober 2022 aanvaard heeft, waarin ze voorstelde om het deel van het perceel van 54 m<sup>2</sup> dat eigendom is van mede-eigendom Carloo II, geschat op € 5.400 door het gewestelijk aankoopcomité op 29 september 2021, aan te kopen en dat mede-eigendom Carloo II het volledige perceel dat eigendom is van de gemeente, hetzij 297 m<sup>2</sup>, terugkoopt voor een bedrag van € 27.000, waarde geschat door het gewestelijk aankoopcomité op 21 september 2022;

Overwegende dat de notaris die door de beide partijen gemachtigd is een authentieke ruilakte van de percelen opgesteld heeft en dat dit de instemming van de buitengewone algemene vergadering van mede-eigendom Carloo II gekregen heeft op 12 maart 2024;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De authentieke ruilakte van de percelen opgesteld door de instrumenterende notaris goed te keuren;

Het college van burgemeester en schepenen ermee te belasten te verschijnen bij de ondertekening van de ruilakte ten algememen nutte van het deel van perceel D/193G met een oppervlakte van +/- 50 m<sup>2</sup> voor een prijs van € 5.400 (vijfduizend vierhonderd euro), in ruil voor

de vervreemding van het deel van perceel D/193P met een oppervlakte van 297 m<sup>2</sup> voor een prijs van € 27.000 (zevenentwintigduizend euro), hetzij een compensatie van € 21.600 (eenentwintigduizend zeshonderd euro) ten bate van de gemeente; Het deel van de zate van de toekomstige weg, het voorwerp van de onderhavige aankoop, te bestemmen tot het gemeentelijk openbaar wegdomein; De buitengewone ontvangst van eenentwintigduizend zeshonderd euro (€ 21.600,00) te boeken op artikel 124/761-60/87 van de gemeentebegroting van 2024, dat aangemaakt moet worden via een begrotingswijziging.

De Raad keurt het punt goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*6 annexes / 6 bijlagen*  
*PV\_AGO\_ACP\_Carloo\_II\_28\_03\_2023.pdf,*  
*2024\_03\_13\_Proj\_acte\_Not\_Langhendries+precad.pdf, accord Tutelle.pdf,*  
*2023\_06\_22\_Delib\_CC\_accord\_princ&cond\_echange\_FR.pdf,*  
*PV\_AGE\_ACP\_Carloo\_II\_12\_03\_2024.pdf,*  
*2023\_06\_22\_Delib\_CC\_accord\_princ&cond\_echange\_NL.pdf*

---

28.03.2024/A/0017 **Propriétés communales. - Parvis Saint-Pierre, 26 et Place Homère Goossens, 1. - Contrat d'emphytéose avec le « Théâtre le Public ». – Droit d'hypothèque et mandat hypothécaire. – Clause de substitution et modalisation du bail emphytéotique - Approbation.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232 ;

Vu la loi du 4 février 2020 portant le Livre 3 « Les biens » du Code civil, et qui a abrogé la loi du 10 janvier 1824 concernant le droit d'emphytéose, spécialement les articles 3.167 à 3.176 (« Titre VII. Droit d'emphytéose »);

Vu l'article 45, 2°, de la loi hypothécaire ;

Vu la délibération n° 016/23.02.2021B/0020 par laquelle le Conseil communal a approuvé le principe d'octroyer un droit d'emphytéose et fixé les conditions de l'opération, portant sur l'immeuble décrit ci-après, ainsi que marqué son accord pour procéder à un appel à candidatures ;

Vu la délibération n° 016/10.09.2020A/0035, par laquelle le Collège échevinal a désigné le candidat pour l'appel à projets en vue de l'occupation de l'immeuble sis Parvis Saint-Pierre, 26, et fait choix d'un notaire ;

Vu la délibération n° 016/23.06.2022/A/0019 par laquelle le Conseil communal décide d'approuver le projet de contrat d'emphytéose, établi par notaire et à conclure avec le « Théâtre le Public », représenté par Monsieur Michel Kacenenbogen et Madame Patricia Ide ;

Considérant que dans le cadre de la redynamisation du quartier d'Uccle centre, la Commune d'Uccle a conclu un bail emphytéotique pour le bâtiment situé Place Homère Goossens n°1- Parvis

Saint-Pierre, 26 cadastré 1ère division section B, n°32/L afin de réhabiliter et d'y développer des activités culturelles et/ou récréatives ;

Considérant qu'il a été décidé que le projet proposé devra prévoir une affectation urbanistique d'équipement d'intérêt collectif ou de service public de type culturel et/ou récréatif ;

Considérant que le Collège a désigné le Théâtre Le Public dont le projet proposé consiste à ramener le Théâtre sur la place publique, dans le respect du bâtiment existant ;

Que cette proposition participera à la dynamique du quartier et à sa revitalisation, par la tenue de représentations théâtrales et la présence de l'horeca prévus par les porteurs de projet, à l'aune des trente années d'expérience développées par le Théâtre Le Public à Saint-Josse-ten-Noode;

Que Le Public s'est engagé à participer à la dynamisation du quartier, et ce y compris en journée notamment dans l'Horeca ouvert toute la semaine dès 9 heures du matin, au renforcement de la cohésion sociale dans la Commune en s'associant avec des acteurs locaux (écoles, académies, ...);

Que de cette manière, la Commune permettra à un intervenant de premier plan du secteur artistique et culturel de développer un nouveau projet fondateur au sortir de la crise du Covid qui a lourdement impacté ce secteur ;

Que les opérateurs Théâtre Le Public et Espace Public (« co-emphytéotes ») ont sollicité auprès de la banque Triodos et auprès de l'organisme Start'Invest un financement des travaux liés à la mise en œuvre de leur projet ;

Considérant que ces institutions financières sollicitent, comme il en est d'usage dans ce type de contrat de financement, des garanties sur le bail emphytéotique ;

Considérant que les garanties sollicitées consistent, d'une part, en un droit d'hypothèque pour partie et un mandat hypothécaire pour partie, sur le bail emphytéotique dans le chef de chacune des institutions financières ;

Considérant que l'emphytéose est un droit réel sur lequel il est possible pour l'emphytéote de consentir une hypothèque ;

Que conformément à l'article 14 du bail emphytéotique, la Commune doit toutefois marquer son accord à la constitution d'une hypothèque sur le bail emphytéotique ;

Que la même exigence s'impose pour un mandat hypothécaire, celui-ci pouvant être converti par le mandataire en hypothèque ;

Considérant que la constitution d'une hypothèque permet également à la Commune d'avoir la garantie que l'affectation de type culturel et/ou récréatif pourra être poursuivie, même en cas de défaillance des co-emphytéotes, dès lors que les institutions financières chercheront un opérateur susceptible de reprendre le bail emphytéotique ;

Qu'en cas de défaillance des co-emphytéotes, les créanciers hypothécaires pourraient en effet être amenés à céder le bail emphytéotique ;

Que cela impliquerait alors qu'un nouvel opérateur culturel reprenne les droits et obligations découlant du bail emphytéotique ;

Considérant qu'il convient donc de conditionner la mise en œuvre de l'hypothèque au respect par le cessionnaire des conditions du bail emphytéotique et des conditions de l'appel à candidatures afin que le projet culturel tel que conçu par la Commune puisse être poursuivi ;

Que la Commune s'assure ainsi que le projet culturel pour lequel elle a lancé un appel à candidatures sera mis en œuvre par le cessionnaire ;

Considérant que le Conseil communal marque donc son accord tel que conditionné et donne mandat au Collège pour acter auprès des co-emphytéotes l'accord ainsi conditionné de la Commune sur la constitution d'un mandat hypothécaire pour partie et d'une hypothèque pour partie, sur le bail emphytéotique par chacun des deux prêteurs hypothécaires ;

Considérant que la banque Triodos sollicite également la conclusion d'une convention spécifique pour lui permettre de prendre en charge les obligations des co-emphytéotes en cas de défaillance de ceux-ci et d'organiser une éventuelle cession du bail emphytéotique ;

Qu'il s'agit d'une clause de substitution qui permet à la banque de se substituer aux co-emphytéotes pour assurer le service du droit et éviter sa perte, pendant un délai bref déterminé, dans l'hypothèse où les co-emphytéotes n'honoreraient pas les obligations découlant du bail emphytéotique ;

Que cette clause de substitution permet au créancier hypothécaire d'exécuter les obligations du droit d'emphytéose à la place des co-emphytéotes pour maintenir le droit, et d'actionner dans la foulée, le cas échéant, une option d'achat cessible permettant de replacer l'emphytéose et les travaux auprès d'un opérateur tiers avec affectation du prix au remboursement du crédit ;

Que ce mécanisme présente aussi un avantage pour la Commune dès lors que l'organisme bancaire ainsi informé de la défaillance des co-emphytéotes pourra assurer le respect des obligations de paiement des co-emphytéotes ;

Considérant que le Conseil communal marque son accord quant à la mise en place de ce mécanisme, sachant que celui-ci est soumis aux conditions suivantes :

- a. L'engagement de la Commune d'informer la banque Triodos de tout manquement des emphytéotes à leurs obligations découlant du bail emphytéotique ;
- b. L'engagement de la Commune de suspendre toute mesure de résiliation du bail emphytéotique pendant un délai de 60 jours à compter de l'information communiquée par la Commune à la banque Triodos de la défaillance des co-emphytéotes étant entendu qu'à l'issue de ce délai, la Commune retrouve ses pleines facultés pour résilier le bail dans le respect des conditions fixées par celui-ci ;
- c. Le droit pour la banque Triodos, en cas de substitution au preneur, de céder le bail emphytéotique dans le respect des dispositions du bail à un opérateur répondant aux conditions fixées par l'appel à candidatures, ayant conduit à l'attribution du projet aux co-emphytéotes ;
- d. En cas de substitution du preneur par la banque Triodos, l'engagement de la Commune de ne pas refuser son accord pour la location éventuelle du bien grevé d'emphytéose, moyennant le respect du bail.

Considérant que les institutions financières sollicitent également qu'il soit confirmé que conditions d'application de l'article 19.4 du bail emphytéotique, qui vise une résolution de plein droit en cas de dissolution d'un des deux co-emphytéotes, seront raisonnablement interprétées par les parties à la lumière des nouveaux outils hypothécaires ainsi mis en place, ce dont le Conseil prend acte ;

Considérant que dès lors qu'il existe deux co-emphytéotes responsables du respect des obligations du bail et que, pendant la durée financement, les institutions bancaires sont des partenaires dans la recherche d'un opérateur qui reprendrait le bail emphytéotique, la Commune peut marquer son accord à cette modalité pour la durée du financement ;

Que cette interprétation logique et raisonnable de l'article 19.4, pendant l'application de la convention de financement, ne s'entend que pour autant que cette dissolution n'affecte pas l'exécution par l'emphytéote subsistant de l'ensemble des obligations du bail emphytéotique et uniquement pour la durée du financement ;

Considérant que la banque Triodos sollicite également, s'agissant de l'application de l'article 19.6 du bail emphytéotique relatif à la destruction totale ou partielle du site concerné, de pouvoir bénéficier d'une subrogation dans les droits des co-emphytéotes à une indemnité versée par la compagnie d'assurance ;

Que le Conseil peut donner son accord pour que la banque Triodos puisse se prévaloir du mécanisme de subrogation réelle, dans de telles circonstances, sur l'indemnité payée par les compagnies d'assurances aux co-emphytéotes en cas de destruction totale ou partielle du site concerné. Cette subrogation se lit, d'une part, au regard du contenu des droits des co-emphytéotes dans le cadre de la convention de bail emphytéotique et, d'autre part, au solde de la créance de la Banque existant au moment du paiement des indemnités. En outre, cette possibilité de subrogation sera limitée dans le temps et ne pourra être invoquée que pour autant que le sinistre intervienne pendant la durée du financement octroyé par la Banque.

Décide :

- de donner son accord sur la constitution d'un mandat hypothécaire et d'une hypothécaire portant sur le bail emphytéotique, par la banque Triodos et par Start'Invest moyennant le respect des conditions suivantes :

- L'éventuel cessionnaire en cas de cession par le titulaire de l'hypothèque doit répondre aux conditions fixées par l'appel à candidatures. La Commune vérifie le bon respect de cette exigence lorsqu'elle marque son accord à la cession du bail emphytéotique.
- L'éventuel cessionnaire en cas de cession par le titulaire de l'hypothèque est tenu par les clauses du bail emphytéotique.

- donne mandat au Collège pour acter cet accord ainsi conditionné dans la convention de mandat hypothécaire à intervenir ;

- de donner son accord à la conclusion avec la banque Triodos et les emphytéotes d'une convention tripartite entre la commune, les co-emphytéotes et la banque Triodos pour lui permettre de prendre en charge les obligations des co-emphytéotes en cas de défaillance de ceux-ci et d'organiser une éventuelle cession du bail emphytéotique ; cette convention prévoit :

- a. L'obligation pour la Commune d'informer Triodos de tout manquement des emphytéotes à leurs obligations découlant du bail emphytéotique ;
- b. L'obligation pour la Commune de suspendre toute mesure de résiliation du bail emphytéotique pendant un délai de 60 jours à compter de l'information communiquée par la Commune à Triodos étant entendu qu'à l'issue de ce délai, la Commune retrouve ses pleines facultés pour résilier le bail dans le respect des conditions fixées par celui-ci ;
- c. Le droit pour Triodos, en cas de substitution au preneur, de céder le bail emphytéotique dans le respect des dispositions du bail à un opérateur répondant aux conditions fixées par l'appel à candidatures ;
- d. En cas de substitution du preneur par la banque, engagement de la Commune de ne pas refuser son accord pour la location éventuelle du bien grevé d'emphytéose, moyennant le respect du bail.

- de prendre acte que l'article 19.4 de la convention de bail emphytéotique visant la dissolution de l'un des deux co-emphytéotes doit être interprété par les parties, pendant la durée du contrat de financement, à la lumière du nouveau mécanisme hypothécaire mis en place , pour autant que cette dissolution n'affecte pas l'exécution, par l'emphytéote subsistant de l'ensemble des obligations du bail emphytéotique.

- de donner son accord à ce que, dans le cadre de l'application de l'article 19.6 de la convention de bail emphytéotique, la banque Triodos, créancier hypothécaire des co-emphytéotes, puisse, dans le cadre de l'hypothèque qui lui serait consentie sur le bail emphytéotique, se prévaloir du mécanisme de la subrogation réelle. Ainsi, la Banque pourra se prévaloir dudit mécanisme sur l'indemnité payée par les compagnies d'assurances aux co-emphytéotes en cas de destruction totale ou partielle du site concerné. Cette subrogation se lit, d'une part, au regard du contenu des droits des co-emphytéotes dans le cadre de la convention de bail emphytéotique et, d'autre part, au solde de la créance de la Banque existant au moment du paiement des indemnités. En outre, cette possibilité de subrogation sera limitée dans le temps et ne pourra être invoquée que pour autant que le sinistre intervienne pendant la durée du financement octroyé par la Banque.

***M. l'Echevin Biermann** précise que ce point concerne des demandes des deux institutions qui vont financer les travaux de l'emphytéote dans l'ancienne Justice de paix. Les deux opérateurs financiers intéressés, la banque Triodos et le fonds Start Invest, souhaitent obtenir une garantie, en l'occurrence un mandat hypothécaire sur la convention de bail emphytéotique. Il s'agit donc d'un gage sur le bail emphytéotique lui-même et non sur l'immeuble.*

*Vu que ces deux institutions vont financer une grande partie des travaux, elles veulent s'assurer qu'en cas de défaut de l'emphytéote, un nouvel opérateur culturel soit désigné conformément à l'ensemble des conditions de la convention de bail emphytéotique émises dans l'appel à projet lancé par la commune. L'objectif consiste à garantir à ces deux organismes la possibilité de récupérer les fonds qu'ils vont avancer à l'opérateur culturel et de subroger à ce dernier un autre opérateur culturel.*

*La constitution d'un gage sur le mandat hypothécaire relatif à la convention*

de bail emphytéotique doit permettre à ces opérateurs économiques de se substituer à l'emphytéote qui resterait en défaut de remplir ses obligations, en l'occurrence l'obligation d'entretien et l'obligation de paiement du canon emphytéotique, afin d'éviter que la commune ne résilie immédiatement la convention ; de la sorte, ils seraient en mesure de proposer la reprise de la convention de bail emphytéotique par un autre opérateur culturel.

Il est également fait mention de la subrogation des deux organismes de financement dans le cadre d'une indemnisation qui pourrait intervenir de la part des assurances en cas de disparition de l'immeuble, afin de garantir à ces organismes un remboursement si le sinistre survenait au cours des 20 premières années du bail emphytéotique, qui en compte 60.

**M. Cools** estime qu'il n'y aurait pas de raison en soi de s'opposer à des mesures techniques visant à faire face à d'éventuelles défaillances.

Mais ces mesures constituent un élément accessoire par rapport à l'élément principal, à l'égard duquel le groupe Uccle en avant avait émis des réserves.

Ces réserves portaient sur les conditions financières du bail emphytéotique mais aussi sur le projet lui-même, qui implique la démolition de l'aile où est située actuellement la salle d'audience ainsi que la perte du magnifique cerisier.

Pour cette raison, le groupe Uccle en avant opte pour l'abstention sur ce point.

**M. De Bock** constate la présence de deux coemphytéotes qui signent solidairement. Si l'un des opérateurs n'est pas en mesure de rembourser, l'autre est solidaire.

Mais comme il pourrait arriver que les deux ne soient pas en mesure de rembourser, on peut comprendre que la banque veuille s'assurer l'intervention d'un autre opérateur.

Evidemment, il faut à tout le moins qu'il s'agisse d'un opérateur culturel, quoiqu'en réalité, on puisse avoir un montage financier avec deux ou trois nouveaux opérateurs du moment que l'un d'entre eux, solidaire, soit un opérateur culturel.

**M. l'Echevin Biermann** répond que le Collège a tenu à réintégrer l'ensemble des conditions imposées dans le cadre de l'appel à projet, car celui-ci ne se limite pas à la convention de bail emphytéotique mais décrit de façon plus large l'objectif de la commune : assurer la présence d'un pôle d'attractivité d'ordre culturel qui s'intègre à l'échelle du quartier et participe à sa redynamisation.

L'affectation urbanistique constitue une autre garantie. Vu qu'il y aura un permis délivré par Urban Brussels, il s'agira d'un équipement culturel.

**M. De Bock** se prononce en faveur de l'abstention, comme ce fut le cas pour les points précédemment votés.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 30 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Eric Sax, Marc Cools.

---

**Gemeente-eigendommen.- Sint-Pietersvoorplein 26 en Homère Goossensplein 1.- Erfpachtvereenkomst met "Théâtre Le Public".- Hypotheekrecht en hypothecair mandaat.- Vervangingsclausule en wijze waarop de erfpacht gebruikt wordt.- Goedkeuring.**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 232;

Gelet op de wet van 4 februari 2020 houdende boek 3 "Goederen" van het Burgerlijk Wetboek, die de wet van 10 januari 1824 over het recht van erfpacht ingetrokken heeft, inzonderheid artikel 3.167 tot 3.176 ("Titel VII. Erfpachtrecht");

Gelet op artikel 45 2° van de hypotheekwet;

Gelet op beraadslaging nr. 016/23.02.2021B/0020, waardoor de gemeenteraad het principe goedgekeurd heeft om een erfpachtrecht toe te kennen, de voorwaarden van de verrichting met betrekking tot het hierna beschreven gebouw vastgelegd heeft en zijn goedkeuring verleend heeft om over te gaan tot een oproep tot kandidaatstelling;

Gelet op beraadslaging nr. 016/10.09.2020A/0035, waardoor het schepencollege de kandidaat voor de projectoproep aangesteld heeft met het oog op het gebruik van het gebouw gelegen Sint-Pietersvoorplein 26 en een notaris gekozen heeft;

Gelet op beraadslaging nr. 016/23.06.2022/A/0019, waardoor de gemeenteraad beslist heeft het ontwerp van erfpachtvereenkomst, opgesteld door de notaris en te sluiten met "Théâtre Le Public", vertegenwoordigd door de heer Michel Kacenenbogen en mevrouw Patricia Ide, goed te keuren;

Overwegende dat de gemeente Ukkel in het kader van de herdynamisering van de wijk Ukkel-Centrum een erfpachtvereenkomst gesloten heeft voor het gebouw gelegen Homère Goossensplein 1 - Sint-Pietersvoorplein 26, gekadastraerd 1e afdeling sectie B, nr. 32/L, om het te herstellen en er culturele en/of recreatieve activiteiten uit te werken;

Overwegende dat beslist werd dat het voorgestelde project een stedenbouwkundige bestemming van voorziening van collectief belang of van overheidsdienst van het culturele en/of recreatieve type moet voorzien;

Overwegende dat het college Théâtre Le Public aangesteld heeft, waarvan het voorgestelde project erin bestaat het theater terug te brengen naar de openbare plaats, met respect voor het huidige gebouw;

Dat dit voorstel bijdraagt aan de dynamiek van de wijk en aan de herwaardering ervan door de organisatie van theatervoorstellingen en de aanwezigheid van de horecazaak die voorzien zijn door de projectdragers, in het licht van dertig jaar ervaring van Théâtre Le Public in Sint-Joost-ten-Node;

Dat Le Public zich ertoe verbonden heeft mee te werken aan de dynamisering van de wijk, inclusief overdag, meer bepaald in de horecazaak die de hele week vanaf 9 uur 's ochtends geopend is, en aan de versterking van de sociale samenhang in de gemeente door zich aan te sluiten bij lokale actoren (scholen, academies, ...);

Dat de gemeente het zo aan een hoofdrolspeler uit de artistieke en culturele sector mogelijk maakt een nieuw stichtend project te ontwikkelen na de COVID-crisis, die deze sector zwaar getroffen heeft;

Dat de operatoren Théâtre Le Public en Espace Public ("mede-erfpachters") aan de bank Triodos en aan de organisatie Start'Invest een financiering van de werken voor de uitvoering van hun project gevraagd hebben;

Overwegende dat deze financiële instellingen garanties op de erfpacht vragen, zoals gebruikelijk is in dit type financieringsvereenkomst;

Overwegende dat de gevraagde garanties bestaan uit deels een hypotheekrecht en deels een hypothecair mandaat, op de erfpacht in hoofde van elke financiële instelling;

Overwegende dat de erfpacht een zakelijk recht is waarop de erfpachter een hypotheek kan toestaan;

Dat de gemeente overeenkomstig artikel 14 van de erfpachtovereenkomst echter haar goedkeuring moet verlenen aan de samenstelling van een hypotheek op de erfpachtovereenkomst;

Dat dezelfde vereiste geldt voor een hypothecair mandaat, dat door de gemachtigde omgezet kan worden in een hypotheek;

Overwegende dat de samenstelling van een hypotheek het de gemeente ook mogelijk maakt de garantie te hebben dat de bestemming van het culturele en/of recreatieve type voortgezet kan worden, zelfs indien de mede-erfpachters in gebreke blijven, aangezien de financiële instellingen een operator zullen zoeken die de erfpachtovereenkomst kan overnemen;

Dat indien de mede-erfpachters in gebreke blijven de hypothecaire schuldeisers er immers toe aangezet zouden kunnen worden de erfpacht over te dragen;

Dat dit dan zou betekenen dat een nieuwe culturele operator de rechten en verplichtingen overneemt die uit de erfpachtovereenkomst voortvloeien;

Overwegende dat de uitvoering van de hypotheek dus verbonden moet worden aan de naleving door de cessionaris van de voorwaarden van de erfpachtovereenkomst en de voorwaarden van de oproep tot kandidaatstelling zodat het culturele project zoals ontworpen door de gemeente voortgezet kan worden;

Dat de gemeente zo verzekert dat het cultureel project waarvoor ze een oproep tot kandidaatstelling uitgeschreven heeft uitgevoerd wordt door de cessionaris;

Overwegende dat de gemeenteraad dus zijn goedkeuring onder voorwaarden verleent en het college de opdracht geeft om bij de mede-erfpachters akte te nemen van de goedkeuring onder voorwaarden van de gemeente over de samenstelling van deels een hypothecair mandaat en deels een hypotheek, op de erfpachtovereenkomst door elk van beide hypotheekverstrekkers;

Overwegende dat de bank Triodos ook de sluiting van een specifieke overeenkomst vraagt zodat ze de verplichtingen van de mede-erfpachters ten laste kan nemen indien ze in gebreke blijven en een eventuele overdracht van de erfpachtovereenkomst kan organiseren;

Dat het gaat om een vervangingsclausule waardoor de bank de mede-erfpachters kan vervangen om de dienst van het recht te verzekeren en haar verlies te voorkomen, tijdens een bepaalde korte termijn, in de veronderstelling dat de mede-erfpachters de verplichtingen die voortvloeien uit de erfpachtovereenkomst niet zouden vervullen;

Dat de hypothecaire schuldeiser dankzij deze vervangingsclausule de verplichtingen van het erfpachtrecht kan uitvoeren in plaats van de mede-erfpachters om het recht te behouden en vervolgens desgevallend een optie van overdraagbare aankoop in werking kan stellen waardoor de erfpacht en de werken teruggeplaatst kunnen worden bij een derde operator met bestemming van de prijs voor de terugbetaling van het krediet;

Dat dit mechanisme ook een voordeel voor de gemeente inhoudt aangezien de bankinstelling die zo geïnformeerd wordt over het in gebreke blijven van de mede-erfpachters de naleving van de verplichtingen tot betaling van de mede-erfpachters kan verzekeren;

Overwegende dat de gemeenteraad zijn goedkeuring verleent aan de invoering van dit mechanisme, met dien verstande dat het gebonden is aan de volgende voorwaarden:

- a. De verbintenis van de gemeente om de bank Triodos te informeren over elke tekortkoming van de erfpachters in hun verplichtingen die voortvloeien uit de erfpachtovereenkomst;
- b. De verbintenis van de gemeente om elke ontbindingsmaatregel van de erfpachtovereenkomst op te schorten gedurende een termijn van 60 dagen te rekenen vanaf de mededeling door de gemeente aan de bank Triodos van het in gebreke blijven van de mede-erfpachters, met dien verstande dat de gemeente na deze termijn haar volle rechten terugkrijgt om de overeenkomst te ontbinden met naleving van de voorwaarden die erin bepaald zijn;
- c. Het recht voor de bank Triodos, in geval van vervanging van de pachter, om de erfpachtovereenkomst over te dragen, met naleving van de bepalingen van de overeenkomst, aan een operator die voldoet aan de voorwaarden die bepaald zijn in de oproep tot kandidaatstelling, die geleid heeft tot de gunning van het project aan de mede-erfpachters;
- d. In geval van vervanging van de pachter door de bank Triodos, de verbintenis van de gemeente om haar akkoord niet te weigeren voor de eventuele huur van het met de erfpacht bezwaard goed, middels de naleving van de overeenkomst.

Overwegende dat de financiële instellingen ook vragen dat bevestigd wordt dat de



toepassingsvoorwaarden van artikel 19.4 van de erfpachtovereenkomst, dat een opzegging van rechtswege beoogt in geval van ontbinding van een van beide mede-erfpachters, redelijkerwijs door de partijen geïnterpreteerd worden in het licht van de nieuwe hypothecaire instrumenten die zo ingevoerd werden, waarvan de raad akte neemt;

Overwegende dat er bijgevolg twee mede-erfpachters bestaan die verantwoordelijk zijn voor de naleving van de verplichtingen van de overeenkomst en dat de bankinstellingen tijdens de duur van de financiering partners zijn in de zoektocht naar een operator die de erfpachtovereenkomst zou overnemen, kan de gemeente haar akkoord verlenen aan deze modaliteit voor de duur van de financiering;

Dat deze logische en redelijke interpretatie van artikel 19.4 tijdens de toepassing van de financieringsovereenkomst echter niet betekent dat deze ontbinding geen gevolgen heeft voor de uitvoering door de overblijvende erfpachter van alle verplichtingen van de erfpachtovereenkomst en enkel voor de duur van de financiering;

Overwegende dat de bank Triodos ook vraagt, in toepassing van artikel 19.6 van de erfpachtovereenkomst met betrekking tot de volledige of gedeeltelijke verwoesting van het betrokken terrein, een subrogatie in de rechten van de mede-erfpachters te kunnen genieten voor een schadevergoeding die gestort wordt door de verzekeringsmaatschappij;

Dat de raad zijn goedkeuring kan verlenen zodat de bank Triodos zich kan beroepen op het mechanisme van zakelijke subrogatie, in dergelijke omstandigheden, op de schadevergoeding die door de verzekeringsmaatschappijen aan de mede-erfpachters betaald wordt in geval van volledige of gedeeltelijke verwoesting van het betrokken terrein. Deze subrogatie wordt enerzijds gelezen ten aanzien van de inhoud van de rechten van de mede-erfpachters in het kader van de erfpachtovereenkomst en anderzijds van het saldo van de schuldvordering van de bank op het moment van de betaling van de schadevergoedingen. Bovendien is deze mogelijkheid tot subrogatie beperkt in de tijd en kan ze slechts ingeroepen worden voor zover het schadegeval opduikt tijdens de duur van de door de bank toegekende financiering.

Beslist:

- Zijn goedkeuring te verlenen aan de samenstelling van een hypothecair mandaat en van een hypotheek met betrekking tot de erfpachtovereenkomst, door de bank Triodos en door Start'Invest, middels de naleving van de volgende voorwaarden:

- De eventuele cessionaris in geval van overdracht door de houder van de hypotheek moet beantwoorden aan de voorwaarden uit de oproep tot kandidaatstelling. De gemeente controleert de goede naleving van deze vereiste wanneer ze haar goedkeuring verleent aan de overdracht van de erfpachtovereenkomst.
- De eventuele cessionaris in geval van overdracht door de houder van de hypotheek is gebonden aan de bepalingen van de erfpachtovereenkomst.

- Geeft het college de opdracht om akte te nemen van deze goedkeuring onder voorwaarden in de te ondertekenen overeenkomst van hypothecaire lastgeving;

- Zijn goedkeuring te verlenen aan de sluiting met de bank Triodos en de erfpachters van een tripartiete overeenkomst tussen de gemeente, de mede-erfpachters en de bank Triodos zodat ze de verplichtingen van de mede-erfpachters ten laste kan nemen indien ze in gebreke blijven en een eventuele overdracht van de erfpachtovereenkomst kan organiseren; deze overeenkomst voorziet:

- a. De verplichting voor de gemeente om Triodos te informeren over elke tekortkoming van de erfpachters in hun verplichtingen die voortvloeien uit de erfpachtovereenkomst;
- b. De verplichting voor de gemeente om elke ontbindingsmaatregel van de erfpachtovereenkomst op te schorten gedurende een termijn van 60 dagen te rekenen vanaf de mededeling door de gemeente aan Triodos, met dien verstande dat de gemeente na deze termijn haar volle rechten terugkrijgt om de overeenkomst te ontbinden met naleving van de voorwaarden die erin bepaald zijn;
- c. Het recht voor Triodos, in geval van vervanging van de pachter, om de erfpachtovereenkomst over te dragen, met naleving van de bepalingen van de overeenkomst, aan een operator die voldoet aan de voorwaarden die bepaald zijn in de oproep tot kandidaatstelling;
- d. In geval van vervanging van de pachter door de bank, verbintenis van de gemeente om haar akkoord niet te weigeren voor de eventuele huur van het met de erfpacht bezwaard goed, middels de naleving van de overeenkomst.

- Ervan akte te nemen dat artikel 19.4 van de erfpachtovereenkomst, dat de ontbinding van een van beide mede-erfpachters beoogt, geïnterpreteerd moet worden door de partijen, tijdens de duur van de financieringsovereenkomst, in het licht van het nieuw ingevoerde hypothecair mechanisme, voor zover deze ontbinding geen gevolgen heeft voor de uitvoering door de overblijvende erfpachter van alle verplichtingen van de erfpachtovereenkomst.

- Zijn goedkeuring te verlenen zodat de bank Triodos, hypothecair schuldeiser van de mede-erfpachters, in het kader van de toepassing van artikel 19.6 van de erfpachtovereenkomst en in het kader van de hypotheek die haar toegestaan zou worden op de erfpacht, zich kan beroepen op het mechanisme van zakelijke subrogatie. Zo kan de bank zich op dit mechanisme beroepen op de schadevergoeding die door de verzekeringsmaatschappijen aan de mede-erfpachters betaald wordt in geval van volledige of gedeeltelijke verwoesting van het betrokken terrein. Deze subrogatie wordt enerzijds gelezen ten aanzien van de inhoud van de rechten van de mede-erfpachters in het kader van de erfpachtovereenkomst en anderzijds van het saldo van de schuldvordering van de bank op het moment van de betaling van de schadevergoedingen. Bovendien is deze mogelijkheid tot subrogatie beperkt in de tijd en kan ze slechts ingeroepen worden voor zover het schadegeval opduikt tijdens de duur van de door de bank toegekende financiering.

**Schepen Biermann** legt uit dat dit punt betrekking had op verzoeken van de twee instellingen die de erfpachtwerkzaamheden in het voormalige vredegericht gaan financieren. De twee betrokken financiële instellingen, de bank Triodos en het fonds Start Invest, willen een garantie, in dit geval een hypothecair mandaat op de erfpachtovereenkomst. Het gaat dus om een pandrecht op de erfpachtovereenkomst zelf en niet op het gebouw.

Aangezien deze twee instellingen een groot deel van de werkzaamheden zullen financieren, willen zij er zeker van zijn dat als de erfpachter in gebreke blijft, er een nieuwe culturele exploitant wordt aangesteld die voldoet aan alle voorwaarden van de erfpachtovereenkomst die in de door de gemeente uitgeschreven projectoproep zijn opgenomen. Het doel is om deze twee instanties de mogelijkheid te garanderen om de middelen terug te vorderen die ze gaan voorschieten aan de culturele exploitant en om een andere culturele exploitant in de plaats te stellen van deze laatste.

De vestiging van een pandrecht op het hypothecair mandaat met betrekking tot de erfpachtovereenkomst zou deze ondernemingen in staat moeten stellen om in de plaats te treden van de erfpachter die zijn verplichtingen niet nakomt, in dit geval de verplichting om het gebouw te onderhouden en de verplichting om de erfpachtvergoeding te betalen, om te voorkomen dat de gemeente de overeenkomst onmiddellijk opzegt; op die manier zouden zij kunnen aanbieden om de erfpachtovereenkomst te laten overnemen door een andere culturele exploitant.

Er wordt ook melding gemaakt van de subrogatie van de twee financieringsinstanties in het geval van schadevergoeding door de verzekering in geval van verdwijning van het gebouw, om deze instanties vergoeding te garanderen als het verlies zich voordoet tijdens de eerste 20 jaar van de erfpachtovereenkomst, die 60 jaar duurt.

Volgens **de h. Cools** is er op zich geen reden om tegen technische maatregelen te zijn om mogelijke tekortkomingen aan te pakken maar zijn dergelijke maatregelen bijkomstig ten opzichte van de hoofdkwestie, waarover Uccle en avant haar bedenkingen heeft geuit.

*Deze bedenkingen hadden niet alleen betrekking op de financiële voorwaarden van de erfpachtovereenkomst maar ook op het project zelf, dat inhoudt dat de vleugel waar zich nu de rechtszaal bevindt, wordt afgebroken en dat de prachtige kersenboom verloren gaat.*

*Daarom zal Uccle en avant zich onthouden.*

***De h. De Bock** merkt op dat er twee gezamenlijke erfpachters zijn. Als een van de partijen niet kan terugbetalen, is de ander hoofdelijk aansprakelijk.*

*Maar omdat het kan gebeuren dat beiden niet in staat zijn om terug te betalen, is het begrijpelijk dat de bank ervoor wil zorgen dat er nog een operator bij betrokken is.*

*Uiteraard moet dit op zijn minst een culturele operator zijn, hoewel je in werkelijkheid een financieel pakket kunt hebben met twee of drie nieuwe operators, zolang een van hen, solidair, een culturele operator is.*

***Schepen Biermann** antwoordt dat het college alle voorwaarden uit de projectoproep opnieuw wilde stellen, omdat deze niet beperkt was tot de erfpachtovereenkomst maar de doelstelling van de gemeente in bredere zin beschreef: zorgen voor de aanwezigheid van een cultureel aantrekkingscentrum dat past bij de schaal van de wijk en bijdraagt aan de revitalisering ervan.*

*De stedenbouwkundige bestemming is een andere garantie. Aangezien Urban Brussel een vergunning zal afleveren, zal het om een culturele voorziening gaan.*

***De h. De Bock** is voorstander van onthouding, net als bij de vorige punten waarover gestemd werd.*

*De Raad keurt het punt goed.*

*32 stemmers : 30 positieve stemmen, 2 onthoudingen.*

*Onthoudingen : Eric Sax, Marc Cools.*

*Boris Dilliès entre en séance / treedt in zitting.*

---

28.03.2024/A/0018

**Propriétés communales. - Centre administratif de la Commune d'Uccle, rue de Stalle, 77.- Espace « Coffee Corner ». - Appel d'offres en vue de l'exploitation d'une concession de services.- Principe et conditions.- Approbation du cahier des charges de la concession et annexes.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement les articles 117 et 232;

Vu la délibération n° 016/10.11.2020/B/0006 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a donné son accord sur le principe et les modalités d'exploitation du « Coffee Corner » du futur Centre administratif;

Vu la délibération n° 016/25.03.2021/A/0015 par laquelle le Conseil communal a décidé d'affecter l'ensemble du complexe immobilier au domaine public;

Vu la délibération n° 016/29.04.2021/A/0012 par laquelle le Conseil communal a approuvé le principe et fixé les conditions de l'appel d'offres en vue d'organiser et d'attribuer une concession de services portant sur l'exploitation de l'espace « Coffee Corner » situé au rez-de-chaussée de la tour B du nouveau Centre administratif communal, rue de Stalle, 77;

Considérant qu'aucune offre n'avait été remise pour répondre à ce premier aux cahiers des charges ;

Vu la délibération n°016/09.09.2021/A/0017 par laquelle le Conseil communal a adapté le premier cahier des charges en vue de répondre aux critiques formulées par les candidats visiteurs ;

Considérant que le Collège (délibération n°016/07.12.2021/B/0042) a décidé en date du 7 décembre 2021 d'attribuer la présente concession de service au candidat-concessionnaire ayant remis l'offre répondant le mieux aux critères énoncés dans le cahier spécial des charges, à savoir la SRL « Les Papilles Hots »;

Que la convention de concession a été signée en date du 8 février 2022 ;

Que la SRL « Les Papilles Hots » a exploité le coffee corner de mars 2022 à octobre 2023 ;

Considérant qu'en date du 30 octobre 2023, le tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles a prononcé la faillite de « Les Papilles Hot » SRL, n° d'entreprise 0479.480.502, dont le siège social est situé sis avenue de Beersel, 80 à 1180 Uccle, représenté par Michel VERLINDEN en sa qualité de gérant ;

Que la faillite a mis fin, de plein droit, à cette date, à la concession de services, conformément à l'article 3, §1er du contrat de concession ;

Vu l'article 4.6.3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1<sup>er</sup> décembre 2016 relatif à la gestion des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2022, interdisant à une entité publique, dans le cadre de ses propres activités ainsi que dans le cadre des événements organisés par elle : « a) à partir du 1er janvier 2023, de servir des boissons avec du matériel de restauration à usage unique, à l'exception des emballages de vin et spiritueux; b) à partir du 1er juillet 2023, de servir des aliments préparés dans du matériel de restauration à usage unique; c) à partir du 1er juillet 2023, de servir de l'eau autre que de l'eau distribuée par réseau. »

Considérant que ces obligations et interdictions sont applicables à la concession pour le Coffee Corner ;

Considérant que Bruxelles Environnement dispose d'un facilitateur « emballages » qui peut assister la Commune dans le choix des meilleures alternatives possibles ;

Considérant le retour d'expérience du concessionnaire, le sondage réalisé auprès des

agents communaux, ainsi que l'impact environnemental, le cahier des charges a été revu sur plusieurs points :

suppression de l'obligation de proposer des aliments biologiques, mais proposer une alimentation durable ;

suppression de l'obligation de se fournir chez des producteurs belges et de connaître la provenance des produits ;

possibilité de proposer des boissons alcoolisées ;

suppression de l'obligation de proposer des salades ;

interdiction de proposer des poissons issus des listes rouge et orange ;

encourager des critères environnementaux progressifs ;

obligation de proposer de l'eau en carafe ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

de remettre en concession de services l'espace « Coffee Corner » situé au rez de chaussée de la Tour B du nouveau Centre administratif communal, rue de Stalle, 77, pour une durée déterminée de neuf ans, sans possibilité de tacite reconduction ;

d'organiser, pour ce faire, un appel d'offres, avec mise en concurrence des candidats, en vue d'attribuer la concession de services décrite ci-dessus ;

d'approuver les conditions de la concession de services, contenues dans le cahier-des charges et ses annexes;

de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de réaliser la publicité de l'appel d'offres.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen.- Administratief Centrum van de gemeente Ukkel, Stallestraat 77.- Ruimte "Coffee Corner".- Offerteaanvraag met het oog op de uitbating van een concessie voor diensten.- Principe en voorwaarden.- Goedkeuring van het bestek van de concessie en de bijlagen.**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 en 232;

Gelet op beraadslaging nr. 016/10.11.2020/B/0006, waardoor het college van

burgemeester en schepenen zijn goedkeuring verleend heeft aan het principe en de uitbatingsmodaliteiten van de "Coffee Corner" van het toekomstig Administratief Centrum;

Gelet op beraadslaging nr. 016/25.03.2021/A/0015, waardoor de gemeenteraad beslist heeft het volledige vastgoedcomplex te bestemmen tot het openbaar domein;

Gelet op beraadslaging nr. 016/29.04.2021/A/0012, waardoor de gemeenteraad het principe goedgekeurd heeft en de voorwaarden van de offerteaanvraag vastgelegd heeft om een concessie voor diensten te organiseren en te gunnen met betrekking tot de uitbating van de ruimte "Coffee Corner", gelegen op de gelijkvloerse verdieping van Toren B van het nieuw gemeentelijk Administratief Centrum, Stallestraat 77;

Overwegende dat er geen offerte ingediend werd om te beantwoorden aan dit eerste bestek;

Gelet op beraadslaging nr. 016/09.09.2021/A/0017, waardoor de gemeenteraad het eerste bestek aangepast heeft om te beantwoorden aan de kritiek van de bezoekende kandidaten;

Overwegende dat het college (beraadslaging nr. 016/07.12.2021/B/0042) op 7 december 2021 beslist heeft om de onderhavige concessie voor diensten te gunnen aan de kandidaat-concessiehouder die de offerte ingediend heeft die het beste beantwoordt aan de criteria uit het bestek, hetzij bvba "Les Papilles Hot";

Dat de concessieovereenkomst ondertekend werd op 8 februari 2022;

Dat bvba "Les Papilles Hot" de Coffee Corner uitgebaat heeft van maart 2022 tot oktober 2023;

Overwegende dat de Franstalige ondernemingsrechtbank van Brussel op 30 oktober 2023 het faillissement van bvba "Les Papilles Hot" uitgesproken heeft, ondernemingsnummer 0479.480.502, met maatschappelijke zetel gelegen Beersellaan 80 te 1180 Ukkel, vertegenwoordigd door Michel VERLINDEN in zijn hoedanigheid van gerant;

Dat het faillissement op die datum van rechtswege een einde gesteld heeft aan de concessie voor diensten, overeenkomstig artikel 3 §1 van de concessieovereenkomst;

Gelet op artikel 4.6.3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen, gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 2022, dat aan een openbare entiteit in het kader van haar eigen activiteiten en tevens in het kader van door haar georganiseerde evenementen verbiedt: *"a) vanaf 1 januari 2023 dranken te schenken in cateringmateriaal voor eenmalig gebruik, met uitzondering van verpakkingen van wijn en sterkedranken; b) vanaf 1 juli 2023 bereide voedingsmiddelen aan te bieden in cateringmateriaal voor eenmalig gebruik; c) vanaf 1 juli 2023 water ander dan leidingwater te schenken"*;

Overwegende dat deze verplichtingen en verboden van toepassing zijn op de concessie voor de Coffee Corner;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel een facilitator "Verpakkingen" heeft, die de gemeente kan bijstaan in de keuze van de best mogelijke alternatieven;

Overwegende de feedback van de concessiehouder, de enquête bij de gemeenteambtenaars en de milieu-impact werd het bestek op meerdere punten

herzien:

schrapping van de verplichting om biologische voeding aan te bieden, maar duurzame voeding aanbieden;

schrapping van de verplichting om te kopen bij Belgische producenten en de oorsprong van de producten te kennen;

mogelijkheid om alcoholhoudende dranken aan te bieden;

schrapping van de verplichting om slaatjes aan te bieden;

verbod om vis van de rode of oranje lijst aan te bieden;

progressieve milieucriteria aanmoedigen;

verplichting om water in karaf aan te bieden;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

de ruimte "Coffee Corner", gelegen op de gelijkvloerse verdieping van Toren B van het nieuw gemeentelijk Administratief Centrum, Stallestraat 77, opnieuw in concessie voor diensten te geven, voor een bepaalde duur van negen jaar, zonder mogelijkheid van stilzwijgende verlenging;

hiervoor een offerteaanvraag met inmededingingstelling van de kandidaten te organiseren om de hierboven beschreven concessie voor diensten te gunnen;

de voorwaarden van de concessie voor diensten, vervat in het bestek en de bijlagen ervan, goed te keuren;

het college van burgemeester en schepenen te belasten met de openbaarmaking van de offerteaanvraag.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Cdch Coffee Corner-nvle concession-projet fr.docx, CdCh+Coffee+Corner-nvle+concession-projet nl.docx*

---

**DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN**

**Egalité - Gelijkheid**

**Service Egalité des chances.- Organisation du festival Ablode Gbadja à la salle 1180 par l'asbl No Limit in Art.- Attribution d'un subside.**

Le Conseil,

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale encourage une politique active en matière d'Egalité des Chances et de Diversité;

Vu que la D.P.G. communale s'engage à promouvoir l'égalité des chances et des genres en luttant contre les discriminations structurelles, tant dans l'administration que dans tout autre domaine ;

Que la commune sera le relais et travaillera en collaboration avec des associations et collectifs œuvrant pour l'égalité des chances;

Attendu que l'asbl No Limit in Art organise un festival culturel multidisciplinaire à la salle 1180 le 27 avril 2024, projet inclusif mené afin de promouvoir l'inclusion des personnes;

Que ce projet Ablodé Gbadja "Liberté à vue d'oeil" en langue mina du Togo, est un festival multidisciplinaire composé d'expositions, de musique, de films, de conférences, de spectacles de théâtre et de danse, qui a pour vocation de contextualiser l'indépendance du Togo en particulier et des pays africains en général en Belgique;

Que cet évènement promeut le dialogue et la compréhension entre les communautés africaines de Belgique et les populations locales, notamment à travers l'échange d'expériences et la célébration des différences;

Qu'il participe de la sorte à la lutte contre les discriminations raciales;

Que le service Egalité des chances pourrait subsidier cet évènement, via un soutien financier;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire subséquente du 9 novembre 2006 précisant les modalités de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Vu le formulaire de demande de subside à compléter par chacune des associations;

Attendu que l'association a transmis le formulaire avec, le cas échéant, les documents comptables demandés;

Qu'une demande de subside de 2.000 € a été introduite par No Limit in Art auprès du service de l'Egalité des chances;

Qu'un montant de 2.000 €, à imputer à l'article 849/332-02/16 - Service Egalité des chances - Subsidés en capital serait proposé;

Décide :

d'octroyer à l'asbl "No Limit in Art" un soutien financier pour un montant total de 2.000 €, à engager à l'article budgétaire de l'Egalité des chances 849/332-02/16 du budget ordinaire 2024.

Le Conseil approuve le point.  
33 votants : 33 votes positifs.

---



**Dienst Gelijke Kansen.- Organisatie van het festival Ablode Gbadja in zaal 1180 door vzw No Limit in Art.- Toekenning van een subsidie.**

De raad,

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering gelijke kansen en diversiteit actief aanmoedigt;

Overwegende dat de gemeentelijke ABV gelijke kansen en gendergelijkheid zal aanmoedigen door structurele discriminatie te bestrijden, zowel binnen het bestuur als in elk ander domein;

Overwegende dat de gemeente zal optreden als tussenpersoon en samenwerken met verenigingen en collectieven die zich inzetten voor gelijke kansen;

Aangezien vzw No Limit in Art op 27 april 2024 een multidisciplinair cultureel festival organiseert in zaal 1180, een inclusief project om de inclusie van personen te bevorderen;

Dat dit project Ablodé Gbadja, "Vrijheid zo op het oog" in het minna van Togo, een multidisciplinair festival is met tentoonstellingen, muziek, films, lezingen, theater- en dansvoorstellingen dat de onafhankelijkheid van Togo in het bijzonder en van de Afrikaanse landen in het algemeen in België in een context wil plaatsen;

Dat dit evenement de dialoog en het begrip tussen de Afrikaanse gemeenschappen in België en de lokale bevolking bevordert, meer bepaald door ervaringen uit te wisselen en de verschillen te vieren;

Dat het zo bijdraagt aan de strijd tegen rassendiscriminatie;

Dat de dienst Gelijke Kansen dit evenement zou kunnen subsidiëren via een financiële ondersteuning;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de omzendbrief van 9 november 2006 inzake de modaliteiten van de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen door de gemeentes;

Gelet op het aanvraagformulier voor subsidies, in te vullen door elke vereniging;

Aangezien de vereniging het formulier teruggestuurd heeft, desgevallend met de gevraagde boekhoudkundige documenten;

Aangezien No Limit in Art een subsidieaanvraag van € 2.000 ingediend heeft bij de dienst Gelijke Kansen;

Aangezien een bedrag van € 2.000 voorgesteld zou worden, te boeken op artikel 849/332-02/16 - Dienst Gelijke Kansen - Subsidies in kapitaal;

Beslist aan vzw No Limit in Art een financiële ondersteuning toe te kennen voor een totaalbedrag van € 2.000, vast te leggen op begrotingsartikel van de dienst Gelijke Kansen 849/332-02/16 van de gewone begroting 2024.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*AG Comptes annuels 2023.pdf, contrat salle 1180.pdf, Statuts Greffe NLA.pdf, Formulaire-subsidie-ponctuel\_festival-ablode- EGC-NLA.pdf*

---

## DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

### Service vert - Groendienst

#### 28.03.2024/A/0020 **Octroi d'un subside en vue de soutenir à Uccle, une pépinière de plantes fruitières – Choix de l'association – Engagement de la dépense**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 23 janvier 2024, le Collège a décidé d'approuver le projet d'octroi d'un subside communal de 5.000 EUR à une association de fait ou une association de personne désirant mettre en place une pépinière de plantes fruitière sur le territoire ucclais ainsi que les documents établis en vue de l'appel à projets et le calendrier proposé sur base du nouveau règlement communal relatif à l'octroi de subvention ou de subsides directs de fonctionnement ou pour un projet ponctuel ;  
Vu que la date de clôture des demandes a été fixée au 29 février 2024 au plus tard ;  
Attendu qu'à cette date, une seule association a remis un dossier de candidature ;  
Vu qu'il s'agit du centre d'écologie urbaine asbl sis Chaussée de Charleroi 216 à 1060 Saint-Gilles ;

Attendu qu'après analyse du dossier, il s'avère que celui-ci correspond parfaitement aux critères repris dans les documents établis par le Service Vert à savoir :

-Organiser à Uccle des formations aux techniques horticoles adaptées aux fruitiers (greffage, taille, bouturage...) ;

-Organiser des ateliers participatifs de plantation (comprenant la fourniture de fruitiers) sur le territoire d'Uccle ;

-Recruter et coordonner une équipe de bénévoles ;

Attendu que le subside de 5.000 EUR disponible sur l'article 766/332-02/83 du budget ordinaire peut donc être octroyé à cette asbl ;

Décide :

de marquer son accord sur l'octroi d'un subside de 5000€ à l'asbl Centre d'écologie urbaine qui sera engagé à l'article 766/332-02/83 du budget ordinaire de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

---

#### **Toekenning van een subsidie om een kwekerij van fruitplanten te steunen in Ukkel - Keuze van de vereniging - Vastlegging van de uitgave**

De Raad,

Aangezien het College in zitting van 23 januari 2024 beslist heeft om het project voor de toekenning van een gemeentelijke subsidie van 5.000 euro aan een feitelijke vereniging of een vereniging van personen die een kwekerij van fruitplanten wil oprichten op het Ukkelse grondgebied, de opgestelde documenten met het oog op de projectoproep en de voorgestelde planning goed te keuren op basis van de nieuwe gemeentelijke regelgeving met betrekking tot het verlenen van subsidies of directe exploitatiesubsidies of voor een eenmalig project ;

Aangezien de einddatum voor de aanvragen vastgelegd werd op 29 februari 2024;

Aangezien op deze datum slechts een vereniging een kandidatuurdossier ingediend heeft;

Aangezien het gaat om vzw Centre d'écologie urbaine, gelegen Charleroisesteenweg 216 te 1060 Sint-Gillis;

Aangezien na analyse van het dossier blijkt dat dit volledig overeenstemt met de criteria uit de documenten die opgesteld werden door de Groendienst, meer bepaald:

- In Ukkel opleidingen rond tuinbouwtechnieken organiseren, aangepast aan het fruit (enten, snoeien, stekken, ...);

- Participatieve plantworkshops organiseren (inclusief de levering van fruitplanten) op het grondgebied van Ukkel;

- Een team van vrijwilligers aanwerven en coördineren;

Aangezien de subsidie van 5.000 euro, beschikbaar op artikel 766/332-02/83 van de gewone begroting, dus aan deze vzw toegekend kan worden;

Beslist:

Zijn akkoord te verlenen aan de toekenning van een subsidie van € 5.000 aan vzw Centre d'écologie urbaine, die vastgelegd zal worden op artikel 766/332-02/83 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Candidature centre d'écologie urbaine.pdf*

*Leïla Kabachi quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

### Education - Onderwijs

28.03.2024/A/0021 **Cours de Promotion Sociale d'Uccle.- Convention de location HE2B.- Année scolaire 2023-2024**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 6 octobre 1987, le Collège a décidé d'installer les cours communaux de promotion sociale dans les locaux de la Haute Ecole de Bruxelles - département De Fré - contre paiement d'un loyer fixé à 600.000 francs par an;

Que la HE2B nous a transmis les conventions d'occupation pour l'année scolaire 2023-2024;

Que le montant du loyer pour l'année scolaire 2023-2024 est de 37.211,58 €,

Décide de marquer son accord sur les conventions d'occupation, le montant du loyer pour l'année scolaire 2023-2024, d'autoriser la dépense et la liquidation.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Cours de Promotion Sociale d'Uccle.- Huurovereenkomst HE2B.- Schooljaar**

**2023-2024**

De Raad,

Aangezien in zitting van 6 oktober 1987 het College beslist heeft om de gemeentelijke cursussen voor sociale promotie onder te brengen in de lokalen van de Haute Ecole de Bruxelles - département De Fré - tegen de betaling van een huur vastgesteld op 600.000 frank per jaar;

Dat het HE2B de bezettingsovereenkomst voor de schooljaar 2023-2024 heeft doorgestuurd.

Dat het bedrag van de huur voor het schooljaar 2023-2024 37.211,58 € bedraagt,

Beslist zich akkoord te verklaren met de bezettingsovereenkomst, het bedrag van de huur voor de jaar 2023-2024, de uitgave en de betaling ervan toe te laten.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Convention HE2B - CPSU 2023-2024.pdf*

*Nicolas Clumeck entre en séance / treedt in zitting.*

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

### **Culture - Cultuur**

28.03.2024/A/0022 **Culture. - Soutien au Musée & Jardins van Buuren. - Octroi d'un Subside ordinaire et extraordinaire. - Convention - Engagement de la dépense - Mode de financement.**

Le Conseil,

Attendu que la commune d'Uccle souhaite soutenir le Musée et Jardin Van Buuren;  
Attendu que ce dernier est l'unique musée présent sur le territoire communal et qu'autant ces collections que la maison ainsi que les jardins relèvent de l'intérêt culturel, artistique et patrimonial;

Attendu que les jardins du Musée van Buuren viennent d'être repris dans la route des jardins européens;

Attendu qu'afin de pouvoir continuer à se développer et faire face à de nombreux frais, le musée a sollicité la commune d'Uccle pour obtenir un soutien financier structurel;

Attendu que dans cette optique, il est proposé de soutenir le musée par le biais d'un subside de fonctionnement à hauteur de 30.000€;

Que ce subside doit aider le musée dans son développement et qu'une Convention sera signée avec le musée et que celle-ci se trouve en annexe à ce rapport;

Que la commune demande au musée les contreparties suivantes indiquées dans la Convention:

- Signer la convention chèques culture avec la commune d'Uccle et communiquer sur ce partenariat sur son site internet et notamment la grille des tarifs;

- Mettre en place pour les Ucclois(es) une réduction de 20 %, arrondie à l'euro en fonction des décimales, sur tous les tarifs des visites de la Maison et des jardins.

Cette réduction n'est pas cumulable avec d'autres réductions générales, comme le

MuseumPass ou l'article 27;

- Indiquer, dans les informations concernant la tarification, l'article 27 et l'acceptation des chèques culture;
- Participer annuellement à 1 événement organisé par service de la Culture en ouvrant les jardins gratuitement au public, un week-end (en matinée), en alternance avec Rendez-vous au jardin et le Parcours d'artistes ou avec une participation active dans la programmation (prise en charge partielle des dépenses liées aux activités culturelles organisées sur place avec un maximum de 400€);
- Favoriser la création de partenariats avec la commune dans le cadre d'événements culturels (de type festival de musique classique ou jazz), dont la programmation est acceptée par le Musée et compatible avec le voisinage, et dont les frais sont supportés par la commune;
- Développer une offre d'outils pédagogiques dédiés aux écoles et d'ateliers pour le jeune public dans le respect des budgets du Musée et dans les limites de ses capacités d'accueil;
- Développer des programmes d'actions de médiation culturelle plus spécifiquement vers les publics scolaires;
- Mettre gratuitement à disposition de la commune les jardins, 1 fois par an, en dehors des horaires d'ouverture pour le grand public;
- Mettre en place une gestion des jardins en préservant leur caractère historique et en respectant au maximum les principes de la charte du Réseau Nature, et plus particulièrement en veillant à l'utilisation de produits biologiques dans les traitements contre les parasites, insectes et maladies;
- Prévoir un calendrier de mise en œuvre de la collecte des eaux de pluie et tous moyens nécessaires afin d'éviter l'arrosage excessif des jardins et l'utilisation de l'eau de ville à cet effet, et rechercher des moyens financiers pour le réaliser;
- Participer à des actions pédagogiques et projets liés à la préservation de la biodiversité;
- Inviter une fois par an un(e) ou deux représentant(e)s du Collège à un Conseil d'Administration;

Attendu que la convention se trouve en pièce jointe à ce rapport et qu'elle sera renouvelable tacitement deux fois;

Attendu qu'il est également proposé de soutenir le musée par le biais d'un subside extraordinaire à hauteur de 10.000€ afin de lui permettre de développer ses infrastructures, et plus particulièrement la rénovation du vernis dans le salon noir, des tissus muraux ainsi que l'acquisition de caméras de surveillance;

Qu'une note explicative se trouve en pièce jointe à ce dossier;

Attendu que les subsides seront octroyés et contrôlés conformément aux dispositions de la loi du 14 novembre 1983 relative à l'octroi de certaines subventions,

Décide :

- de ratifier la convention entre la commune et le Musée & Jardins van Buuren;
- d'octroyer un subside de fonctionnement ordinaire de 30.000€ engagé à l'article 77501/332-02/70 de l'exercice 2024;
- d'octroyer un subside extraordinaire de 10.000€ au Musée & Jardins van Buuren pour des frais d'investissement engagé à l'article 775/522-52/70 de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

---

**Cultuur. - Steun aan het Van Buuren Museum & tuinen. - Toekenning van een gewone en buitengewone subsidie. - Overeenkomst**

De Raad,

Overwegende dat de gemeente Ukkel het Van Buuren Museum en Tuinen wenst te

ondersteunen;

Overwegende dat het museum het enige museum op het gemeentelijk grondgebied is en zowel de collecties als het huis en de tuinen van cultureel, artistiek en erfgoedbelang zijn;

Gezien de tuinen van het Van Buuren Museum recent zijn opgenomen in de route van de Europese tuinen;

Aangezien het museum de gemeente Ukkel heeft benaderd om structurele financiële steun te verkrijgen om verder te kunnen groeien en om te kunnen omgaan met talrijke kosten;

Aangezien het voorstel om het museum te steunen door middel van een exploitatiesubsidie van € 30.000;

Gezien deze subsidie het museum moet helpen bij zijn ontwikkeling en dat er een overeenkomst zal worden ondertekend met het museum;

Gezien de gemeente het museum vraagt om de volgende tegenprestaties zoals vermeld in de Overeenkomst:

-Ondertekening van de Culturele Chequeovereenkomst met de gemeente Ukkel en communicatie over deze samenwerking op zijn website, met name het tarievenrooster;

-Voor de inwoners van Ukkel een korting van 20%, afgerond op de euro op alle tarieven voor bezoeken aan het Huis en de tuinen. Deze korting kan niet worden gecumuleerd met andere algemene kortingen, zoals de MuseumPass of artikel 27;

-Vermelding in de informatie over de tarieven van artikel 27 en de acceptatie van culturele cheques;

-Jaarlijkse deelname aan 1 evenement georganiseerd door de Culturele Dienst door de tuinen gratis open te stellen voor het publiek tijdens een weekend (in de ochtend) afwisselend tussen Rendez-vous au jardin en Parcours d'artistes of met een actieve bijdrage aan de programmering (gedeeltelijke dekking van de kosten van culturele activiteiten ter plaatse met een maximum van € 400);

-Het bevorderen van het sluiten van partnerschappen met de gemeente voor culturele evenementen (zoals klassieke of jazzmuziekfestivals) waarvan de programmering wordt goedgekeurd door het museum en verenigbaar is met de buurt en waarvan de kosten worden gedragen door de gemeente;

-Het ontwikkelen van een aanbod van educatieve materialen voor scholen en workshops voor jong publiek binnen de budgetten van het museum en binnen de capaciteiten van de ontvangst;

-Het gratis ter beschikking stellen van de tuinen aan de gemeente voor het grote publiek één keer per jaar buiten de openingsuren;

-Het opzetten van een tuinbeheer met behoud van het historische karakter en met zoveel mogelijk respect voor de principes van het Natuurnetwerk, en meer in het bijzonder door het gebruik van biologische producten bij behandelingen tegen parasieten, insecten en ziekten te waarborgen;

-Het opstellen van een tijdschema voor de implementatie van de regenwateropvang en alle nodige middelen om overmatig water geven van de tuin en het gebruik van leidingwater hiervoor te vermijden en op zoek te gaan naar financiële middelen om dit te realiseren;

-Deelname aan educatieve acties en projecten met betrekking tot het behoud van biodiversiteit;

-Eens per jaar een of twee vertegenwoordigers van het College uitnodigen voor een Raad van Bestuur;

Aangezien de overeenkomst als bijlage bij dit rapport is gevoegd en dat deze tweemaal stilzwijgend zal worden verlengd;

Aangezien het ook wordt voorgesteld om het museum te steunen door middel van een buitengewone subsidie van € 10.000 zodat deze laatste zijn infrastructuur kan ontwikkelen en met name de renovatie van het vernis in de zwarte salon, de wandbekleding en bewakingscamera's kan financieren;

Dat een verklarende nota als bijlage bij dit dossier is gevoegd;  
Aangezien de subsidies zullen worden toegekend en gecontroleerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 14 november 1983 betreffende de toekenning van bepaalde subsidies,

Beslist:

- De overeenkomst tussen de gemeente en het Van Buuren Museum & Tuinen te bekrachtigen;
- Een reguliere functioneringssubsidie van € 30.000 toe te kennen aan het Van Buuren Museum & Tuinen die wordt vastgelegd op post 77501/332-02/70 van het begrotingsjaar 2024;
- Een buitengewone subsidie van € 10.000 toe te kennen aan het Van Buuren Museum & Tuinen voor investeringskosten die worden vastgelegd op post 775/522-52/70 van het begrotingsjaar 2024.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Convention commune Uccle Musée van buuren def.pdf, overeenkomst gemeente Ukkel Museum van buuren.pdf, Demande subside extra 2024.pdf*

*Leïla Kabachi entre en séance / treedt in zitting.*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

### Participation citoyenne - Burgerparticipatie

28.03.2024/A/0023 **Participation citoyenne : Subside de fonctionnement comités de quartier**

Le Conseil,

Considérant que le service participation citoyenne a pour objectif de contribuer à faire vivre la participation citoyenne, accompagner et soutenir les citoyens qui souhaitent réaliser des projets pour améliorer la qualité de vie à Uccle;

Considérant que l'une des dix recommandations des Etats généraux uclois est de soutenir les comités de quartier notamment via l'attribution d'un budget;

Que les comités de quartier uclois, constituent des regroupements de citoyens, servant d'interlocuteur entre les habitants d'un quartier et les élus locaux ; que leurs champs d'activités concernent, non pas la défense d'intérêts particuliers, mais les questions d'intérêt général (voirie, circulation, propreté, voisinage, etc.), qu'ils contribuent notamment à la question de la démocratie participative et peuvent tenir un rôle de proposition et d'action;

Attendu que lors de sa séance du 22 juin 2023, le Conseil a approuvé le règlement

relatif au subside de fonctionnement des comités de quartiers ucclois ;

Attendu qu'en séance du 23 janvier 2024, le Collège a autorisé le lancement de l'édition 2024 du subside de fonctionnement pour les comités de quartier du 5 février au 5 mars 2024;

Attendu qu'au cours de cette période 7 dossiers ont été introduits ;

Attendu qu'après analyse par le service de la participation citoyenne, les 7 dossiers sont recevables et éligibles eu égard aux conditions fixées dans le règlement communal précité;

Attendu que les dossiers éligibles concernent les comités de quartier suivants: le comité de quartier Uccle Centre- Parvis Saint Pierre représenté par Marc Van Roy ;le comité de quartier « Fais une fleur à ton quartier » représenté par Danielle Brion ; le comité de quartier Vallée du Linkebeek représenté par Henri Verlaet ; le comité de quartier OXY15 ASBL représenté par Xavier Retailleau ; le comité de quartier Durable Messidor représenté par Caroline Leemans ; le comité de quartier de L'Observatoire représenté par Dominique Vaes et le comité de quartier Parc Brugmann représenté par Jean D'Havé ;

Attendu que chacun de ces comités de quartier répond au dispositif du dernier alinéa de l'article 4 du règlement susmentionné à savoir :avoir réalisé l'année précédant la demande de subside et avoir pour projet de réaliser dans l'année en cours de l'octroi du subside entre 5 à 10 activités; que dès lors chacun de ces comités de quartier se verra octroyer un montant de 500 €;

Attendu que le montant total attribué aux comités de quartiers est dès lors de 3.500 €;

Attendu que le détail de l'évaluation des dossiers se trouve en annexe ;

Décide :

- d'approuver l'octroi d'un subside de fonctionnement d'un montant de 500€ chacun aux 7 comités de quartier susmentionnés;

- d'autoriser l'imputation des dépenses et le paiement de la somme totale de 3.500€ dans le cadre du Subside de « Fonctionnement pour les comités de quartier », premier appel de 2024, à l'article 104/332-02 /17 de l'exercice 2024 selon la répartition suivante : 500 € pour le comité de quartier Uccle Centre- Parvis Saint Pierre représenté par Marc Van Roy ; 500 € pour le comité de quartier « Fais une fleur à ton quartier » représenté par Danielle Brion ; 500 € pour le comité de quartier Vallée du Linkebeek représenté par Henri Verlaet ; 500 € pour le comité de quartier OXY15 ASBL représenté par Xavier Retailleau ; 500 € pour le comité de quartier Durable Messidor représenté par Caroline Leemans ; 500 € pour le comité de quartier de L'Observatoire représenté par Dominique Vaes ; 500€ pour le comité de quartier Parc Brugmann représenté par Jean D'Havé.

***Mme l'Echevine Ledan** rappelle que le Conseil a adopté en 2023 un règlement relatif à l'octroi de subsides de fonctionnement aux comités de quartier*



ucclois.

*Les 7 dossiers reçus ayant été jugés recevables, les comités concernés ont reçu chacun un subside de 500 €.*

*Ce subside de fonctionnement permet de soutenir des collectifs qui participent de manière très active à la démocratie locale, puisqu'ils servent de courroie de transmission entre les habitants et l'administration communale.*

*Les comités de quartier intéressés sont les suivants : « Uccle-Centre/Parvis Saint-Pierre », « Fais une fleur à ton quartier », « Vallée de Linkebeek », « Oxy 15 », « Messidor », « Observatoire », « Parc Brugmann ».*

**M. Cools** rappelle que le groupe Uccle en avant n'a pas approuvé ce règlement. Par souci de cohérence, il s'abstiendra donc sur ce point.

*M. Cools ne remet évidemment pas en cause l'engagement des personnes actives au sein des comités considérés.*

*Il s'agit en réalité d'une question de principe. Autant il est tout à fait normal de subsidier des comités de quartier ou d'autres groupements de citoyens pour des initiatives concrètes et des projets bien déterminés, autant il est discutable de les subsidier pour leur fonctionnement.*

*Un subside de fonctionnement est en effet de nature à porter atteinte à l'indépendance des groupes subsidiés. Certes, un subside de 500 € ne constitue pas, en l'occurrence, une menace gravissime à cet égard, mais le problème demeure néanmoins.*

*M. Cools rappelle à cet égard que le secrétariat d'un comité de quartier est assuré par une conseillère communale du groupe politique le plus important du Conseil. Une telle situation est de nature à susciter des interrogations quant à l'indépendance politique de ces comités.*

*Par ailleurs, ces comités de quartier se lancent dans certains cas dans des actions de recours auprès du Conseil d'Etat contre des permis délivrés par la commune ou avec l'accord de la commune.*

*Cela signifie donc que les subsides octroyés aux comités de quartier contribuent à financer leurs honoraires d'avocat pour des actions introduites contre la commune.*

*Les comités de quartier sont loin d'être les seules courroies de transmission entre les citoyens et la commune. Les élus, les groupes politiques, assument évidemment aussi cette fonction.*

*Ces divers éléments amènent le groupe Uccle en avant à opter pour l'abstention.*

**Mme l'Echevine Ledan** ne partage pas l'avis de M. Cools. Elle estime au contraire que les comités de quartier sont essentiels à la vie d'un territoire, quel qu'il soit.

*Il y a une trentaine de comités actifs sur le territoire uccllois, dont certains ne sollicitent jamais un subside de fonctionnement dans la mesure où les cotisations de leurs membres sont suffisantes pour leur permettre de subvenir à leurs besoins.*

*Mme l'Echevine Ledan n'a jamais prétendu que les comités de quartier étaient les seules courroies de transmissions possibles entre les citoyens et la commune.*

*Les élus doivent aussi assumer ce rôle et il en est de même des très nombreux collectifs et représentants de la population qui ne font pas partie des comités de quartier et qui sont d'ailleurs inclus dans les discussions menées par le Collège avec les habitants et la société civile en général.*

*Selon Mme l'Echevine Ledan, il est nécessaire de soutenir l'action des comités de quartier tout au long de l'année en dehors des projets spécifiques.*

***M. Cools** tient à répéter qu'il n'émet aucune critique quant à la qualité des personnes et associations considérées.*

*Il serait même partisan d'un investissement plus conséquent en leur faveur, mais opéré de façon différente. Par exemple, pour ce qui concerne la vallée de Linkebeek, il faudrait profiter des étangs de pêche pour développer un projet qui prévoirait éventuellement un local communautaire, ce qui exigerait évidemment un montant supérieur à 500 €.*

*Quelle que soit la majorité qui émergera des élections communales du 13 octobre prochain, celle-ci devra dresser l'inventaire de tous les subsides octroyés, afin de déterminer s'ils sont justifiés et si les disparités observées quant aux montants accordés sont légitimes.*

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 32 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Eric Sax, Marc Cools.

---

### **Burgerinspraak: Toekenning werkingssubsidie wijkcomité**

De raad,

Overwegende dat de dienst Burgerinspraak als doel heeft te helpen om de burgerparticipatie te laten leven en de burgers die projecten willen uitvoeren ter verbetering van de levenskwaliteit in Ukkel te begeleiden en te ondersteunen;

Overwegende dat een van de tien aanbevelingen van de Ukkelse Staten-Generaal erin bestaat de wijkcomités te ondersteunen, meer bepaald via de toekenning van een budget;

Dat de Ukkelse wijkcomités burgergroeperingen zijn die dienen als gesprekspartner tussen de inwoners van een wijk en de lokale verkozenen; dat hun activiteitendomein geen betrekking heeft op de verdediging van particuliere belangen, maar wel op de kwesties van algemeen belang (wegen, verkeer, reinheid, buurt, enz.); dat ze onder andere bijdragen aan de kwestie van de participatieve democratie, voorstellen kunnen formuleren en acties kunnen voeren;

Aangezien de raad in zitting van 22 juni 2023 het reglement met betrekking tot de werkingssubsidie voor de Ukkelse wijkcomités goedgekeurd heeft;

Aangezien het college in zitting van 23 januari 2024 de lancering van de editie 2024 van de werkingssubsidie voor de wijkcomités van 5 februari tot 5 maart 2024 goedgekeurd heeft;

Aangezien tijdens deze periode 7 dossiers ingediend werden;

Aangezien de 7 dossiers na analyse door de dienst Burgerinspraak ontvankelijk zijn en in aanmerking komen gezien de voorwaarden uit het voornoemde gemeentereglement;

Aangezien de dossiers die in aanmerking komen betrekking hebben op de volgende wijkcomités: wijkcomité Ukkel-Centrum - Sint-Pietersvoorplein, vertegenwoordigd door Marc Van Roy; wijkcomité "Fais une fleur à ton quartier", vertegenwoordigd door Danielle Brion; wijkcomité Linkebeekvallei, vertegenwoordigd door Henri Verlaet; wijkcomité OXY15 vzw, vertegenwoordigd door Xavier Retailleau; duurzaam wijkcomité Messidor, vertegenwoordigd door Caroline Leemans; wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Dominique Vaes; wijkcomité Brugmannpark, vertegenwoordigd door Jean D'Havé;

Aangezien het totaalbedrag dat toegekend wordt aan de wijkcomités bijgevolg € 3.500 beloopt;

Aangezien de details van de beoordeling van de dossiers in de bijlage zitten;

Beslist:

- De toekenning van een werkingssubsidie voor een bedrag van elk € 500 aan de 7 voornoemde wijkcomités goed te keuren;

- De boeking van de uitgaven en de betaling van het totaalbedrag van € 3.500 in het kader van de werkingssubsidie voor de wijkcomités, eerste oproep van 2024, op artikel 104/332-02 /17 van het dienstjaar 2023, toe te staan volgens de volgende verdeling: € 500 voor wijkcomité Ukkel-Centrum - Sint-Pietersvoorplein, vertegenwoordigd door Marc Van Roy; € 500 voor wijkcomité "Fais une fleur à ton quartier", vertegenwoordigd door Danielle Brion; € 500 voor wijkcomité Linkebeekvallei, vertegenwoordigd door Henri Verlaet; € 500 voor wijkcomité OXY15 vzw, vertegenwoordigd door Xavier Retailleau; € 500 voor duurzaam wijkcomité Messidor, vertegenwoordigd door Caroline Leemans; € 500 voor wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Dominique Vaes; € 500 voor wijkcomité Brugmannpark, vertegenwoordigd door Jean D'Havé.

***Schepen Ledan*** herinnert ons eraan dat de raad in 2023 een reglement heeft goedgekeurd betreffende de toekenning van werkingssubsidies aan Ukkelse buurtcomités.

*Aangezien de 7 ontvangen aanvragen ontvankelijk werden geacht, hebben de betrokken comités elk een subsidie van € 500 ontvangen.*

*Deze werkingssubsidie maakt het mogelijk om groepen te ondersteunen die een zeer actieve rol spelen in de lokale democratie, aangezien ze als communicatiekanaal fungeren tussen de bewoners en het gemeentebestuur.*

*De betrokken buurtcomités: Uccle-Centre/Parvis Saint-Pierre, Fais une fleur à ton quartier, Vallée de Linkebeek, Oxy 15, Messidor, Observatoire, Parc Brugmann.*

***De h. Cools*** herinnert eraan dat Uccle en avant dit reglement niet

heeft goedgekeurd. Omwille van de consistentie zal de fractie zich onthouden.

*Hij twijfelt uiteraard niet aan de inzet van de mensen die actief zijn binnen deze comités.*

*Het is echt een principekwestie. Net zoals het heel normaal is om buurtcomités of andere burgergroepen te subsidiëren voor concrete initiatieven en welomschreven projecten, is het bedenkelijk om hun werkingskosten te subsidiëren.*

*Een werkingssubsidie ondermijnt waarschijnlijk de onafhankelijkheid van de gesubsidieerde groepen. Een subsidie van € 500 vormt in dit opzicht geen ernstige bedreiging maar het probleem blijft niettemin bestaan.*

*Hij wijst er in dit verband op dat het secretariaat van een buurtcomité wordt verzorgd door een gemeenteraadslid van de grootste fractie in de raad. Een dergelijke situatie doet vragen rijzen over de politieke onafhankelijkheid van deze comités.*

*Bovendien stellen deze buurtcomités in sommige gevallen beroep in bij de raad van State tegen vergunningen die door de gemeente of met de instemming van de gemeente zijn afgegeven.*

*Dit betekent dat de subsidies die aan de buurtcomités worden toegekend, bijdragen tot de financiering van hun gerechtskosten voor beroepen die tegen de gemeente worden ingesteld.*

*De buurtcomités zijn lang niet de enige communicatiekanalen tussen de burgers en de gemeente. Gekozen vertegenwoordigers en politieke groeperingen vervullen deze functie natuurlijk ook.*

*Om al deze redenen onthoudt Uccle en avant zich.*

**Schepen Ledan** is het niet eens met de h. Cools. Zij vindt daarentegen dat buurtcomités essentieel zijn voor het leven in een wijk.

*Er zijn ongeveer dertig actieve comités in Ukkel, waarvan sommige nooit een werkingssubsidie aanvragen omdat hun lidmaatschapsbijdragen voldoende zijn om in hun behoeftes te voorzien.*

*Schepen Ledan heeft nooit beweerd dat buurtcomités de enige mogelijke communicatiekanalen zijn tussen burgers en de gemeente.*

*Gekozen vertegenwoordigers hebben ook een rol te spelen, net als de vele buurtgroepen en vertegenwoordigers die geen deel uitmaken van de buurtcomités en die worden betrokken bij de discussies die de gemeente voert met bewoners en het maatschappelijk middenveld in het algemeen.*

*Volgens mevr. Ledan is het noodzakelijk om het werk van de buurtcomités het hele jaar door te ondersteunen, afgezien van specifieke*

projecten.

**De h. Cools** herhaalt dat hij geen kritiek heeft op de kwaliteit van de betrokken mensen en verenigingen.

Hij zou er zelfs voor zijn om meer in hen te investeren, maar op een andere manier. Wat bijvoorbeeld de vallei van Linkebeek betreft, zouden we van de visvijvers moeten profiteren om een project te ontwikkelen dat gemeenschapsruimtes zou kunnen omvatten, waarvoor uiteraard een bedrag van meer dan € 500 nodig zou zijn.

Welke meerderheid er ook uit de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober komt, ze zal een inventaris moeten opmaken van alle toegekende subsidies om na te gaan of ze gerechtvaardigd zijn en of de vastgestelde verschillen in de toegekende bedragen legitiem zijn.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Eric Sax, Marc Cools.

2 annexes / 2 bijlagen

Tableau d'analyse 2024.xlsx, Tableau d'analyse 2024 NL.xlsx

---

## DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

### Recette - Ontvangerij

28.03.2024/A/0024 **Convention entre la commune et le Fonds Régional de refinancement des Trésoreries Communales concernant l'octroi d'un prêt pour le financement du projet We Pulse et celle entre le CPAS et le Fonds Régional de refinancement des Trésoreries Communales concernant l'octroi d'un prêt pour le financement du projet We Pulse**

Le Conseil,

Attendu qu'en date du 26 septembre 2023, le Conseil communal a marqué son accord pour l'adhésion de la commune d'Uccle au programme We Pulse et pour l'appel à candidature en ce qui concerne l'octroi de prêts, relatifs à:

- la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion financière de la commune (FIN);
- la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion des ressources humaines de la commune (GHR-Soft HR);
- la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion du personnel et de la paie (GHR-Hard HR) de la commune;

Attendu que vu des besoins permanents de support des communes et des CPAS dans leur transformation numérique et considérant la décision du Gouvernement du 28 octobre 2021 de soutenir ces pouvoirs locaux via le programme WE PULSE, le Gouvernement a approuvé par arrêté du 7 décembre 2023 d'octroyer des prêts aux communes destinés à financer la transformation numérique des pouvoirs locaux.

Attendu que le montant total maximum des prêts octroyés sur la période 2024-25 est fixé à 22,593 millions d'euros;

Attendu que l'arrêté du 7 décembre 2023 de la Région bruxelloise fixe le montant total des prêts octroyés aux communes et CPAS pour le développement de chaque solution applicative, ainsi que l'objet des investissements concernés par ces prêts, la période d'intervention, les clés de répartition des capacités totales d'emprunt entre les communes et CPAS bruxellois, les

modalités d'octroi des prêts, les échéances à respecter et les conditions d'irrecouvrabilité des prêts;

a) Objet des investissements concernés par les prêts

Les investissements financés par ces prêts doivent être pilotés et réalisés par l'ASBL IRISTeam aubénéfice des communes et de leur CPAS dans le cadre du programme We Pulse. Ces investissements, amortissables en 10 ans, concernent le développement de solutions informatiques applicatives dans les domaines de la gestion financière (FIN) et/ou la gestion des ressources humaines (GRH - Soft HR) et/ou la gestion du personnel et de la paie (GRH - Hard HR) des communes et/ou de leur CPAS. jet des investissements concernés par les prêts;

b) Montant total et répartition des capacités de prêts

Attendu que Le montant total maximum des prêts octroyés sur la période 2024-25 est fixé à 22,593 millions d'euros :

1) L'enveloppe de 13,556 millions d'euros dévolue au développement d'une solution informatique applicative dans le domaine de la gestion financière (FIN) est répartie entre les communes et CPAS éligibles sur base de la proportion de la somme des dépenses ordinaires pour les communes et des dépenses d'exploitation pour les CPAS enregistrées dans les comptes 2021 par rapport à la somme des dépenses ordinaires de l'ensemble des communes et des dépenses d'exploitation de l'ensemble des CPAS éligibles enregistrées dans les comptes 2021.

2) L'enveloppe de 9,037 millions d'euros dévolue au développement d'une solution informatique applicative dans le domaine de la gestion des ressources humaines (GRH – Soft HR) et de la gestion du personnel et de la paie (HRH – Hard HR) est répartie entre les communes et CPAS éligibles sur base de la proportion de la somme du nombre d'agents exerçant dans les communes et dans les CPAS par niveau (A à E) au 30/06/2021 par rapport à la somme du nombre d'agents exerçant dans l'ensemble des communes et dans l'ensemble les CPAS éligible;

Attendu que les prêts sont consentis pour une durée de 10 ans, remboursables par annuités. Les montants attribués aux CPAS sur base des clés de répartition susmentionnées sont versés aux communes qui se chargent de les rétrocéder à leur CPAS respectif:

c) Capacités de prêts allouées pour la commune et/ou le CPAS

La capacité maximale totale d'emprunt arrêtée pour notre commune pour la période 2024-25 est répartie à concurrence de :

- 1.025.444,33 Euros destinés à financer les investissements de la commune pour le développement de solutions applicatives dans les domaines:

- a. la gestion financière de la commune (FIN);
- b. la gestion des ressources humaines de la commune (GRH - Soft HR);
- c. la gestion du personnel et de la paie de la commune (GRH - Hard HR);

- 440.574,60 Euros destinés à financer les investissements du CPAS pour le développement de solutions applicatives dans les domaines:

- a. la gestion financière du CPAS (FIN);
- b. la gestion des ressources humaines du CPAS (GRH - Soft HR);
- c. la gestion du personnel et de la paie du CPAS (GRH - Hard HR);

Attendu qu'en date du 24 janvier 2024, la commune a reçu un courrier de la Direction de soutien au FRBRTC de la région de Bruxelles-Capitale dans lequel il lui est demandé d'approuver les conventions de prêts, ci-annexées et de les signer pour le 1er avril au plus tard:

Décide:

A d'approuver la convention de prêt pour un montant de 1.025.444,33 € destinés à financer les investissements de la commune pour le développement de solutions applicatives dans les domaines:

- a. la gestion financière de la commune (FIN)
- b. la gestion des ressources humaines de la commune (GRH-Soft HR)
- c. la gestion du personnel et de la paie de la commune (GRH-Hard HR);

- d'approuver la signature de la convention, ci-jointe,

B d'approuver la convention de prêt pour un montant de 440.574,60 Euros destinés à financer les investissements du CPAS pour le développement de solutions applicatives dans les domaines qui a été approuvée par le Conseil de l'action sociale du CPAS, le 28 février 2024;

- a. la gestion financière du CPAS (FIN);
  - b. la gestion des ressources humaines du CPAS (GRH - Soft HR);
  - c. la gestion du personnel et de la paie du CPAS (GRH - Hard H);
- d'approuver la signature de la convention, ci-jointe.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

---

## **Overeenkomst tussen de gemeente en het Brussels Gewestelijke herfinancieringsfonds van Gemeentelijke Thesaurieën betreffende de toekenning van een lening voor de financiering van het project We Pulse en deze tussen het OCMW en het Brussels Gewestelijke herfinancieringsfonds van Gemeentelijke Thesaurieën betreffende de toekenning van een lening voor de financiering van het project We Pulse**

De raad,

Overwegende dat de gemeenteraad op 26 september 2023 heeft ingestemd met de toetreding van de gemeente Ukkel tot het programma We Pulse en met de oproep tot het indienen van kandidaturen voor de toekenning van leningen met betrekking tot:

- de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten op het gebied van gemeentelijk financieel beheer (FIN);
- de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten op het gebied van Human Resources (GHR-Soft HR);
- de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten op het gebied van personeelsbeheer (GHR-Hard HR) van de gemeente;

Aangezien de regering, gelet op de permanente ondersteuningsbehoeftes van de gemeentes en de OCMW's bij hun digitale transformatie en gelet op de beslissing van de regering van 28 oktober 2021 om deze lokale besturen te ondersteunen via het programma WE PULSE, per besluit van 7 december 2023 heeft ingestemd met de toekenning van leningen aan de gemeentes voor de financiering van de digitale transformatie van lokale besturen.

Aangezien het maximale totaalbedrag van de toegekende leningen voor de periode 2024-25 is vastgesteld op 22,593 miljoen euro;

Aangezien het besluit van 7 december 2023 van het Brussels Gewest het totaalbedrag bepaalt van de leningen die worden toegekend aan de gemeentes en OCMW's voor de ontwikkeling van elke toepassingsoplossing, evenals het voorwerp van de investeringen waarop deze leningen betrekking hebben, de interventieperiode, de verdeelsleutels van de totale leencapaciteit tussen de Brusselse gemeentes en OCMW's, de toekenningsvoorwaarden van de leningen, de in acht te nemen vervaldagen en de voorwaarden inzake oninvorderbaarheid van leningen;

### a) Doel van de door de leningen gedekte investeringen

De investeringen die gefinancierd worden door deze leningen moeten beheerd en uitgevoerd worden door vzw IRISTeam ten voordele van de gemeentes en hun OCMW's in het kader van het programma We Pulse. Deze investeringen, die over een periode van 10 jaar moeten worden afgeschreven, betreffen de ontwikkeling van IT-applicatieoplossingen op het gebied van financieel beheer (FIN) en/of Human Resources (GRH - Soft HR) en/of personeels- en salarisbeheer (GRH - Hard HR) voor de gemeentes en/of hun OCMW's en de investeringen waarop de leningen betrekking hebben;

### b) Totaalbedrag en uitsplitsing van de leningcapaciteit

Aangezien het maximale totaalbedrag van de toegekende leningen voor de periode 2024-25 is vastgesteld op 22,593 miljoen euro:

1) De enveloppe van 13,556 miljoen euro voor de ontwikkeling van een IT-applicatieoplossing op het gebied van financieel beheer (FIN) wordt verdeeld over de in aanmerking komende gemeentes en OCMW's op basis van de verhouding tussen de som van de gewone uitgaves van de gemeentes en de exploitatieuitgaves voor de OCMW's die zijn opgenomen in de rekeningen 2021 ten opzichte van de som van de gewone uitgaves van alle gemeentes en de exploitatieuitgaves van alle in aanmerking komende OCMW's die zijn opgenomen in de rekeningen 2021.

2) De enveloppe van 9,037 miljoen bestemd voor de ontwikkeling van een IT-applicatieoplossing op het gebied van Human Resources (GRH - Soft HR) en personeels- en salarisbeheer (HRH - Hard HR) wordt verdeeld over de in aanmerking komende gemeentes en OCMW's op basis van de verhouding tussen de som van het aantal personeelsleden dat in de gemeentes en in de OCMW's per niveau (A tot E) werkt op 30/06/2021 ten opzichte van de som van het aantal personeelsleden dat in alle in

gemeentes en in alle in aanmerking komende OCMW's werkt;

Aangezien de leningen worden toegekend voor een periode van 10 jaar en per dienst moeten worden terugbetaald. De aan de OCMW's toegewezen bedragen op basis van de bovengenoemde verdeelsleutels worden betaald aan de gemeentes die verantwoordelijk zijn voor de doorgift ervan aan hun respectieve OCMW's:

c) Leningcapaciteit toegekend aan de gemeente en/of het OCMW

De totale maximale leencapaciteit die voor onze gemeente voor de periode 2024-25 is overeengekomen, wordt als volgt verdeeld:

- 1.025.444,33 euro voor de financiering van de investeringen van de gemeente in de ontwikkeling van toepassingsoplossingen in de volgende gebieden:

- a. het financieel beheer van de gemeente (FIN);
- b. Human Resources van de gemeente (GRH - Soft HR)
- c. het personeels- en salarisbeheer van de gemeente (GRH - Hard HR);

- 440.574,60 euro voor de financiering van de investeringen van de gemeente in de ontwikkeling van toepassingsoplossingen in de volgende gebieden:

- a. het financieel beheer van het OCMW (FIN);
- b. Human Resources van het OCMW (GRH - Soft HR);
- c. het personeels- en salarisbeheer van het OCMW (GRH - Hard HR);

Aangezien de gemeente op 24 januari 2024 een brief heeft ontvangen van de Directie Steun van het BGHGT van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin haar wordt gevraagd om de leningsovereenkomsten als bijlage bijgevoegd, goed te keuren en ze uiterlijk op 1 april te ondertekenen:

Beslist:

A- zijn goedkeuring te verlenen aan de leningsovereenkomst voor een bedrag van € 1.025.444,33 voor de financiering van de investeringen van de gemeente in de ontwikkeling van toepassingsoplossingen in de volgende gebieden:

- a. het financieel beheer van de gemeente (FIN)
- b. Human Resources van de gemeente (GRH - Soft HR)
- c. het personeels- en salarisbeheer (GRH - Hard HR);

- de ondertekening van de bijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

B.zijn goedkeuring te verlenen aan de leningsovereenkomst voor een bedrag van 440.574,60 euro voor de financiering van de investeringen van de gemeente in de ontwikkeling van toepassingsoplossingen in de volgende gebieden en die op 28 februari 2024 door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn goedgekeurd werd;

- a. het financieel beheer van het OCMW (FIN)
- b. Human Resources van het OCMW (GRH - Soft HR)
- c. het personeels- en salarisbeheer het OCMW (GRH - Hard HR);

- de ondertekening van de bijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*6 annexes / 6 bijlagen*

*Document\_FRBRTC\_notif\_1\_projets\_retenus9843391450915107401 (00000002).pdf, Conseil 28022024-délibération convention FRBRTC.pdf, UCC Convention-type Gemeente NL.docx15007093746236072783.pdf, UCC Convention-type Commune CPAS NL signée.pdf, UCC Convention-type FR Commune.docx17725908441945428023.pdf, UCC Convention-type Commune CPAS FR signée.pdf*



**Convention entre la commune et le Fonds Régional de refinancement des Trésoreries Communales concernant l'octroi d'un prêt pour le financement du projet We Pulse.**

Le Conseil,

Attendu qu'en date du 26 septembre 2023, le Conseil communal a marqué son accord pour l'adhésion de la commune d'Uccle au programme We Pulse et pour l'appel à candidature en ce qui concerne l'octroi de prêts, relatifs à:

- la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion financière de la commune (FIN);
- la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion des ressources humaines de la commune (GHR-Soft HR);
- la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion du personnel et de la paie (GHR-Hard HR) de la commune;

Attendu que vu des besoins permanents de support des communes et des CPAS dans leur transformation numérique et considérant la décision du Gouvernement du 28 octobre 2021 de soutenir ces pouvoirs locaux via le programme WE PULSE, le Gouvernement a approuvé par arrêté du 7 décembre 2023 d'octroyer des prêts aux communes destinés à financer la transformation numérique des pouvoirs locaux.

Attendu que le montant total maximum des prêts octroyés sur la période 2024-25 est fixé à 22,593 millions d'euros;

Attendu que l'arrêté du 7 décembre 2023 de la Région bruxelloise fixe le montant total des prêts octroyés aux communes et CPAS pour le développement de chaque solution applicative, ainsi que l'objet des investissements concernés par ces prêts, la période d'intervention, les clés de répartition des capacités totales d'emprunt entre les communes et CPAS bruxellois, les modalités d'octroi des prêts, les échéances à respecter et les conditions d'irrecouvrabilité des prêts;

a) **Objet des investissements concernés par les prêts**

Les investissements financés par ces prêts doivent être pilotés et réalisés par l'ASBL IRISTeam aubénéfice des communes et de leur CPAS dans le cadre du programme We Pulse. Ces investissements, amortissables en 10 ans, concernent le développement de solutions informatiques applicatives dans les domaines de la gestion financière (FIN) et/ou la gestion des ressources humaines (GRH - Soft HR) et/ou la gestion du personnel et de la paie (GRH - Hard HR) des communes et/ou de leur CPAS. Les investissements concernés par les prêts;

b) **Montant total et répartition des capacités de prêts**

Attendu que Le montant total maximum des prêts octroyés sur la période 2024-25 est fixé à 22,593 millions d'euros :

1) L'enveloppe de 13,556 millions d'euros dévolue au développement d'une solution informatique applicative dans le domaine de la gestion financière (FIN) est répartie entre les communes et CPAS éligibles sur base de la proportion de la somme des dépenses ordinaires pour les communes et des dépenses d'exploitation pour les CPAS enregistrées dans les comptes 2021 par rapport à la somme des dépenses ordinaires de l'ensemble des communes et des dépenses d'exploitation de l'ensemble des CPAS éligibles enregistrées dans les comptes 2021.

2) L'enveloppe de 9,037 millions d'euros dévolue au développement d'une solution informatique applicative dans le domaine de la gestion des ressources humaines (GRH – Soft HR) et de la gestion du personnel et de la paie (HRH – Hard HR) est répartie entre les communes et CPAS éligibles sur base de la proportion de la somme du nombre d'agents exerçant dans les communes et dans les CPAS par niveau (A à E) au 30/06/2021 par rapport à la somme du nombre d'agents exerçant dans l'ensemble des communes et dans l'ensemble les CPAS éligible;

Attendu que les prêts sont consentis pour une durée de 10 ans, remboursables par annuités. Les montants attribués aux CPAS sur base des clés de répartition susmentionnées sont versés aux communes qui se chargent de les rétrocéder à leur CPAS respectif:

c) Capacités de prêts allouées pour la commune et/ou le CPAS

La capacité maximale totale d'emprunt arrêtée pour votre commune pour la période 2024-25 est répartie à concurrence de :

- 1.025.444,33 Euros destinés à financer les investissements de la commune pour le développement de solutions applicatives dans les domaines:

- a. la gestion financière de la commune (FIN);
- b. la gestion des ressources humaines de la commune (GRH - Soft HR);
- c. la gestion du personnel et de la paie de la commune (GRH - Hard HR);

- 440.574,60 Euros destinés à financer les investissements du CPAS pour le développement de solutions applicatives dans les domaines:

- a. la gestion financière du CPAS (FIN);
- b. la gestion des ressources humaines du CPAS (GRH - Soft HR);
- c. la gestion du personnel et de la paie du CPAS (GRH - Hard HR);

Attendu qu'en date du 24 janvier 2024, la commune a reçu un courrier de la Direction de soutien au FRBRTC de la région de Bruxelles-Capitale dans lequel il lui est demandé d'approuver la convention de prêts, ci-annexés et de la signer pour le 1er avril au plus tard:

Décide:

-d'approuver la convention de prêt pour un montant de 1.025.444,33 € destinés à financer les investissements de la commune pour le développement de solutions applicatives dans les domaines:

- a. la gestion financière de la commune (FIN)
- b.la gestion des ressources humaines de la commune (GRH-Soft HR)
- c.la gestion du personnel et de la paie de la commune (GRH-Hard HR);

- d'approuver la signature de la convention, ci-jointe.

Le Conseil approuve le point.

**Overeenkomst tussen de gemeente en het Brussels Gewestelijke herfinancieringsfonds van Gemeentelijke Thesaurieën betreffende de toekenning van een lening voor de financiering van het project We Pulse**

De raad,

Overwegende dat de gemeenteraad op 26 september 2023 heeft ingestemd met de toetreding van de gemeente Ukkel tot het programma We Pulse en met de oproep tot het indienen van kandidaturen voor de toekenning van leningen met betrekking tot:

-de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten op het gebied van gemeentelijk financieel beheer (FIN);

-de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten op het gebied van Human Resources (GHR-Soft HR);

-de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten op het gebied van personeelsbeheer (GHR-Hard HR) van de gemeente;

Aangezien de regering, gelet op de permanente ondersteuningsbehoeftes van de gemeentes en de OCMW's bij hun digitale transformatie en gelet op de beslissing van de regering van 28 oktober 2021 om deze lokale besturen te ondersteunen via het programma WE PULSE, per besluit van 7 december 2023 heeft ingestemd met de toekenning van leningen aan de gemeentes voor de financiering van de digitale transformatie van lokale besturen.

Aangezien het maximale totaalbedrag van de toegekende leningen voor de periode 2024-25 is vastgesteld op 22,593 miljoen euro;

Aangezien het besluit van 7 december 2023 van het Brussels Gewest het totaalbedrag bepaalt van de leningen die worden toegekend aan de gemeentes en OCMW's voor de ontwikkeling van elke toepassingsoplossing, evenals het voorwerp van de investeringen waarop deze leningen betrekking hebben, de interventieperiode, de verdeelsleutels van de totale leencapaciteit tussen de Brusselse gemeentes en OCMW's, de toekenningsvoorwaarden van de leningen, de in acht te nemen vervaldagen en de voorwaarden inzake oninvorderbaarheid van leningen;

a) Doel van de door de leningen gedekte investeringen

De investeringen die gefinancierd worden door deze leningen moeten beheerd en uitgevoerd worden door vzw IRISTeam ten voordele van de gemeentes en hun OCMW's in het kader van het programma We Pulse. Deze investeringen, die over een periode van 10 jaar moeten worden afgeschreven, betreffen de ontwikkeling van IT-applicatieoplossingen op het gebied van financieel beheer (FIN) en/of Human Resources (GRH - Soft HR) en/of personeels- en salarisbeheer (GRH - Hard HR) voor de gemeentes en/of hun OCMW's en de investeringen waarop de leningen betrekking hebben;

b) Totaalbedrag en uitsplitsing van de leningcapaciteit

Aangezien het maximale totaalbedrag van de toegekende leningen voor de periode 2024-25 is vastgesteld op 22,593 miljoen euro:

1) De enveloppe van 13,556 miljoen euro voor de ontwikkeling van een IT-applicatieoplossing op het gebied van financieel beheer (FIN) wordt verdeeld over de

in aanmerking komende gemeentes en OCMW's op basis van de verhouding tussen de som van de gewone uitgaves van de gemeentes en de exploitatieuitgaves voor de OCMW's die zijn opgenomen in de rekeningen 2021 ten opzichte van de som van de gewone uitgaves van alle gemeentes en de exploitatieuitgaves van alle in aanmerking komende OCMW's die zijn opgenomen in de rekeningen 2021.

2) De enveloppe van 9,037 miljoen bestemd voor de ontwikkeling van een IT-applicatieoplossing op het gebied van Human Resources (GRH - Soft HR) en personeels- en salarisbeheer (HRH - Hard HR) wordt verdeeld over de in aanmerking komende gemeentes en OCMW's op basis van de verhouding tussen de som van het aantal personeelsleden dat in de gemeentes en in de OCMW's per niveau (A tot E) werkt op 30/06/2021 ten opzichte van de som van het aantal personeelsleden dat in alle in gemeentes en in alle in aanmerking komende OCMW's werkt;

Aangezien de leningen worden toegekend voor een periode van 10 jaar en per dienst moeten worden terugbetaald. De aan de OCMW's toegewezen bedragen op basis van de bovengenoemde verdeelsleutels worden betaald aan de gemeentes die verantwoordelijk zijn voor de doorgift ervan aan hun respectieve OCMW's:

c) Leningcapaciteit toegekend aan de gemeente en/of het OCMW

De totale maximale leencapaciteit die voor uw gemeente voor de periode 2024-25 is overeengekomen, wordt als volgt verdeeld:

- 1.025.444,33 euro voor de financiering van de investeringen van de gemeente in de ontwikkeling van toepassingsoplossingen in de volgende gebieden:

- a. het financieel beheer van de gemeente (FIN);
- b. Human Resources van de gemeente (GRH - Soft HR)
- c. het personeels- en salarisbeheer (GRH - Hard HR);

- 440.574,60 euro voor de financiering van de investeringen van de gemeente in de ontwikkeling van toepassingsoplossingen in de volgende gebieden:

- a. het financieel beheer van het OCMW (FIN);
- b. Human Resources van het OCMW (GRH - Soft HR);
- c. het personeels- en salarisbeheer van het OCMW (GRH - Hard HR);

Aangezien de gemeente op 24 januari 2024 een brief heeft ontvangen van de Directie Steun van het BGHGT van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin haar wordt gevraagd om de leningsovereenkomst, als bijlage bijgevoegd, goed te keuren en deze uiterlijk op 1 april te ondertekenen:

Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen aan de leningsovereenkomst voor een bedrag van € 1.025.444,33 voor de financiering van de investeringen van de gemeente in de ontwikkeling van toepassingsoplossingen in de volgende gebieden:

- a. het financieel beheer van de gemeente (FIN)
- b. Human Resources van de gemeente (GRH - Soft HR)
- c. het personeels- en salarisbeheer (GRH - Hard HR);

- de ondertekening van de bijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Document\_FRBRTC\_notif\_1\_projets\_retenus9843391450915107401 (00000002).pdf,*

*UCC Convention-type Gemeente NL.docx15007093746236072783.pdf, UCC*

*Convention-type FR Commune.docx17725908441945428023.pdf*

---

28.03.2024/A/0026 **Affectation de soldes d'emprunts Belfius.**

Le Conseil,

Attendu que certaines dépenses du budget extraordinaire sont financées par emprunt;

Attendu que certains comptes de crédits présentent des soldes positifs alors que les emprunts ont été entièrement remboursés ;

Attendu que certaines dépenses engagées sur le budget extraordinaire et financées par emprunts, se sont avérées, sur base du décompte final, inférieures aux montants prévus ou que le montant final subventionné s'est avéré plus élevé ;

Vu que les emprunts contractés sur base de la dépense prévue présentent dès lors un solde de 391.179,03 € se répartissant comme suit :

32.708,02 € en ce qui concerne 4 emprunts relatifs à des projets totalement terminés et 358.471,01 € en ce qui concerne 4 emprunts relatifs à des projets partiellement réalisés (cf document ci-joint) ;

Vu l'article 29 de l'A.R. du 8/7/2022 portant le Règlement Général de la Comptabilité Communale,

Décide,

D'affecter les soldes des emprunts contractés auprès de BELFIUS, soit 8 pour un montant de 391.179,03 € au Fonds de Réserve extraordinaire ;

De changer lors des prochaines modifications budgétaires, le mode de financement des 4 projets encore en cours pour un montant de 358.471,01 € pour que ces derniers soient financés par fonds de réserve.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Bestemming voor saldi van leningen van Belfius**

De Raad,

Aangezien sommige uitgaves van de buitengewone begroting via leningen worden gefinancierd;

Aangezien bepaalde kredietrekeningen positieve saldi vertonen, terwijl de leningen

volledig zijn afgelost;

Aangezien bepaalde gemaakte uitgaven van de buitengewone begroting, gefinancierd door leningen, op basis van de eindafrekening, lager zijn gebleken dan de voorziene bedragen of het gesubsidieerde eindbedrag hoger is gebleken;

Aangezien de leningen die zijn aangegaan op basis van de geplande uitgave nu een saldo vertonen van € 391.179,03, verdeeld als volgt:

€ 32.708,02 voor 4 leningen met betrekking tot volledig voltooide projecten en € 358.471,01 voor 4 leningen met betrekking tot gedeeltelijk voltooide projecten (zie bijgevoegd document);

Gelet op artikel 29 van het KB van 2/8/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit,

Beslist,

De saldi van de bij BELFIUS afgesloten leningen - namelijk 8 voor een bedrag van € 391.179,03 - toe te wijzen aan het buitengewone reservefonds;

De financieringswijze van de 4 nog lopende projecten - voor een bedrag van € 358.471,01 – tijdens de volgende begrotingswijzigingen te wijzigen zodat ze door het reservefonds worden gefinancierd.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Queues d'emprunts 2024-02-19 11-35-017.xlsx*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

### Centrale des marchés - Opdrachtencentrale

28.03.2024/A/0027 **Service de huissier de justice 2024 – 2025 – Approbation des conditions, de la procédure de passation, du cahier des charges et de l'avis de marché – Application de l'article 234, §1 de la nouvelle loi communale.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 89, §1, 1° (Services sociaux et autres services spécifiques);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution

des marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant le cahier des charges n° 2024-001 relatif au marché « Service de huissier de justice 2024 -2025 » établi par la Centrale de marchés;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 12 mois;

Considérant que le marché pourra être reconduit maximum trois fois pour une durée d'un an, conformément aux dispositions de l'article 57, alinéa 2, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et de services;

Considérant que le pouvoir adjudicateur informera l'adjudicataire par écrit s'il souhaite reconduire le marché avant l'échéance du délai d'exécution du marché;

Considérant que le montant global estimé sur 4 années de ce marché s'élève à 905.080,00 €, 21% T.V.A. comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable;

Considérant que ce marché sera publié au niveau national;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget ordinaire sur différents articles du code économique:../123-15/...;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins;

Décide :

D''approuver le cahier des charges n° 2024-001 relatif au marché « Service de huissier de justice 2024 -2025 » établi par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics;

L'estimation s'élève à 905.080,00 €, 21 % TVA comprise;

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable;

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

**Diensten van een gerechtsdeurwaarder 2024 - 2025 - Goedkeuring van de voorwaarden, de plaatsingsprocedure, het bestek en de aankondiging van de opdracht - Toepassing van artikel 234, §1 van de nieuwe gemeentewet.**

De raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, § 1 inzake de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 89, §1, 1° (Sociale en andere specifieke diensten);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op bestek nr. 2024-001 betreffende de opdracht “Diensten van een gerechtsdeurwaarder 2024-2025”, opgesteld door de Opdrachtcentrale;

Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een periode van 12 maand;

Overwegende dat de opdracht max. drie keer verlengd kan worden voor één jaar overeenkomstig de bepalingen van artikel 57, lid 2 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat de aanbestedende overheid de opdrachtnemer schriftelijk zal informeren indien hij de opdracht wenst te verlengen vóór het einde van de uitvoeringstermijn van de opdracht;

Overwegende dat het globale geraamde bedrag over 4 jaar van deze opdracht € 905.080,00 incl. 21% btw bedraagt;

Overwegende dat er wordt voorgesteld de opdracht te gunnen via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat deze opdracht op nationaal niveau gepubliceerd zal worden;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgave ingeschreven zijn de gewone begroting onder verschillende artikels van de economische codes:.../123-15/...;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:



Het bestek nr. 2024-001 betreffende de opdracht “Diensten van een gerechtsdeurwaarder 2024-2025”, opgesteld door de Opdrachtcentrale, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgelegd in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

Het bedrag is geraamd op € 905.080,00 incl. 21% btw;

De opdracht te gunnen via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

De aankondiging van een opdracht in te vullen en te versturen op nationaal niveau;

Deze beraadslaging op te sturen naar de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*6 annexes / 6 bijlagen*

*Bestek.pdf, Avis de marché.pdf, Accord responsabilité conjointe.pdf, Aankondiging opdracht.pdf, Overeenkomst gezamenlijke verantwoordelijkheid.pdf, CCH.pdf*

---

28.03.2024/A/0028

**Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 20 février 2024 : Entretien des Défibrillateurs Externes Automatiques (DEA) – 2024-2028- Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234, §3 de la nouvelle loi communale. - 20.000 € - Article 131/124-06/88.

- 20 février 2024 : Matériel et équipement didactique pour les écoles communales 2024 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'articles 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 56.100€ - Différents articles du code 744-98.

- 20 février 2024 : Location suivie de l'achat d'un frigo-congélateur - Approbation de l'attribution. - 899,99€ - Article : 834/744-98/71.

- 20 février 2024 : Mission d'étude relative à la création et l'aménagement d'un sentier vicinal reliant le parking sis chaussée de Saint-Job et la rue Jean Benaets, exercice 2021 - engagement de la dépense - 3.025,00 € TVA comprise - Article : 421/747-60/82.

- 20 février 2024 : Asphaltages quartier Saint-Job. - Exercice 2024.- Prise pour information de la décision du Collège approuvant la dépense d'un montant de 195.686,65€ TVA comprise article 421/731-60/82, les documents du marché, la procédure de passation du marché.

- 20 février 2024 : Fourniture de vinyles pour peintres en lettres du 1er mars 2024 au 28 février 2025 (avec possible reconduction annuelle de trois fois un an supplémentaire, soit jusqu'au 28 février 2028 au plus tard) - Marché de fournitures - Procédure négociée sans publication préalable - Marché de service - Approbation des conditions du marché - 72.600,00 € (T.V.A. comprise) - Divers articles 124/02 et 125-02.

- 20 février 2024 : Informatisation des Services - Achat d'une station de travail adaptée à l'édition de contenus vidéo via la convention de mandat avec le CIRB

pour la Cellule Communication - Approbation de l'engagement de la dépense - Mode de financement (INF478). - 3.556,32 € - Article : 139/742-53/53.

- 27 février 2024 : Entretien de chaussées en asphalte - Exercice 2024 - Approbation du cahier spécial des charges, de la dépense, de la procédure de passation du marché - 185.847,53 € - Article : 421/124-06/82.
- 27 février 2024 : Sécurisation des accès : fourniture de matériels informatiques (lecteur de badge, badge) dans différentes écoles - Marché de fournitures - Procédure négociée sans publication préalable avec consultation d'un seul opérateur économique - Approbation des conditions et de l'attribution du marché - Engagement de la dépense - Mode de financement - 47.732,69 € - Article : 722/744-98/85.
- 27 février 2024 : Centre de santé : remplacement des revêtements de sol et du carrelage - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - 60.500€ - Article : 871/724-60/85.
- 27 février 2024 : Diverses crèches : intervention d'entretien et de dépannage des toiles solaires - Services ordinaire et extraordinaire - Procédure négociée sans publication préalable avec consultation d'un seul opérateur économique - Approbation des conditions et de l'attribution du marché - Engagement de la dépense - 42.350€ - Articles : 84401/724-60/85 et 84401/125-06/85.
- 27 février 2024 : Enseignement communal - Informatique - Achat de matériel via la convention de mandat avec le CIRB/PARADIGM - Engagement et paiement de la dépense - Mode de financement - 2.703€ - Article : 722/742-53/40.
- 12 mars 2024 : Asphaltage de l'avenue des Statuaires - Exercice 2024.- Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché - Prise pour information par le Conseil communal - 189.208,31€ - Article : 421/731-60/82.
- 12 mars 2024 : Réparation du véhicule 760 immatriculé : 1 FEI 173. Changement complet de l'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil. - 1.488,25€ - Article: 136/745-53/-/84.
- 12 mars 2024 : Mise à jour du serveur « Unitime » et migration des équipements « IDTech » vers la nouvelle technologie suite à l'arrêt de la production du matériel « Indala » - Approbation de l'engagement de la dépense, du mode de passation du marché et du mode de financement de la dépense (INF479) - Prise pour information par le Conseil communal. - 165.472,34€, 7.272,10€ et 1.963,83€ - Articles: 139/742-53/53, 139/123-13/53 et 106/123-17/33.
- 12 mars 2024 : Achat de modules en bois pour cyclistes - approbation de l'attribution et engagement de la dépense – mode de financement - application de l'article 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale. - 4.600€ - Article: 421/741-51/95/.
- 12 mars 2024 : Maintenance et réparation des cuisines industrielles de la commune et du CPAS d'Uccle - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale. - /€ - Article : ../124-06/...
- 12 mars 2024 : Matériel et équipement électrique pour les écoles communales, les crèches et les services communaux 2024 - Application des articles 234 §3 et 236 de la Nouvelle loi communale. - 1.100€, 350€, 4.000€, 350€ et 3.600€ - Articles: 722/744-98/40, 706/744-98/40, 75102/744-98/40, 137/744-98/58, et 84401/744-98/58.
- 12 mars 2024 : Achat de matériels pour étude de sécurité sur les arbres - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Mode de financement.- 8.808,80€ - Article: 766/744-98-58.
- 19 mars 2024 : Propriétés communales - Duplex sis rue Keyenbempt, 66/2 à 1180 Uccle - Fourniture et pose d'une nouvelle chaudière à condensation - engagement, imputation et liquidation de la dépense. - 3.937,90€ - Article : 922/724-60/-/87.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,  
Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 20 februari 2024 : Onderhoud van de automatische externe defibrillators (AED) - 2024-2028.-Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingswijze - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet. - 20.000€ - Artikel : 131/124-06/88.
- 20 februari 2024 : didactischmateriaal en uitrusting voor de gemeentescholen 2024 - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunningsprocedure - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - 56.100€ - Artikel : verschillende artikels van het code 744-98.
- 20 februari 2024 : Verhuur en aankoop van een koelkast - goedkeuring van de gunning van de opdracht. - 899,99€ - Artikel : 834/744-98/71.
- 20 februari 2024 : Studiesopdracht voor het creëren en het aanleg van een weg tussen de parking gelegen Sint-Jobsesteenweg en de Benaetsstraat – dienstjaar 2021– goedkeuring van de uitgave,- 3.025,00 € BTW inbegrepen - Artikel : 421/747-60/82.
- 20 februari 2024 : Asfaltering Sint-Jobwijk- Dienstjaar 2024. - Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de uitgave van 195.686,65 € BTW inbegrepen, artikel 421/731-60/82, de documenten en de plaatsing van de procedure van de opdracht.
- 20 februari 2024 : Levering van geplastificeerde panelen voor de letterschilders voor de periode van 1 maart 2024 tot 28 februari 2025 (en verlengbaar jaarlijks driemaal voor een aanvullend jaar, hetzij tot 28 februari 2025 ten laatste) - Leveringenopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - 72.600€ (BTW inbegrepen). - Verschillende artikels 124/02 et 125-02.
- 20 februari 2024 : Informatisering van de gemeentelijke diensten - Aankoop van een werkstation om video materiaal te bewerken via de aankoopcentrale van het CIRB voor dienst communicatie - Goedkeuring van de aanwending van de uitgaven - Financieringswijze (INF478). - 3.556,32 € - Artikel : 139/742-53/53.
- 27 februari 2024 : Onderhoud van wegen in asfalt - Dienstjaar 2024 - Goedkeuring van het bijzonder bestek, de uitgave, de plaatsingprocedure. - 185.847,53 € - Artikel : 421/124-06/82.
- 27 februari 2024 : Toegangen beveiligen en plaatsen van badgelezers in verschillende scholen - Leveringenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking met raadpleging van één ondernemer - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de overheidsopdracht - Vastlegging van de uitgave - Financieringswijze - 47.732,69 € - Artikel : 722/744-98/85.
- 27 februari 2024 : Gezondheidscentrum: vervanging van vloeren en tegels - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Kennisneming door de Gemeenteraad. - 60.500,00 € - Artikel : 871/724-60/85.
- 27 februari 2024 : Diverse kinderdagverblijven : onderhouds- en reparatiewerkzaamheden aan zonneschermen - Gewone en buitengewone diensten - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking met raadpleging van één enkele opdrachtnemer - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgaven - 42.350€ - Artikels : 84401/724-60/85 en 84401/125-06/85.
- 27 februari 2024 : Gemeentelijke scholen - Informatica - Aankoop van uitrusting via de mandaatovereenkomst met de CIRB/PARADIGM - Vastlegging en betaling van de uitgave - Financieringswijze. - 2.703€ - Artikel : 722/742-53/40.
- 12 maart 2024 : Asfaltering van de Beeldhouwerslaan - Dienstjaar 2024. - Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de uitgave van 189.208,31 € BTW inbegrepen, artikel 421/731-60/82, de documenten

en de plaatsing van de procedure van de opdracht. - 189.208,31 € - Artikel : 421/731-60/82.

- 12 maart 2024 : Herstelling van het voertuig 760 kentekennummer : 1 FEI 173.

Vervanging van de koppeling - Vastlegging en betaling van de uitgave - Financieringswijze. - 1.488,25€ - Artikel : 136/745-53/-/84.

- 12 maart 2024 : Update van de "Unitime"-server en migratie van "IDTech"-apparatuur naar de nieuwe technologie na de stopzetting van de productie van "Indala"-apparatuur - Goedkeuring van de aanwending van de uitgaven, aanbestedingprocedure en Financieringswijze - (INF479) - Kennisneming aan de Gemeenteraad. - 165.472,34€, 7.272,10€ en 1.963,83€ - Artikelen : 139/742-53/53, 139/123-13/53 en 106/123-17/33.

- 12 maart 2024 : Aankoop van houten modules voor fietsers - Goedkeuring van de toewijzing en vastlegging van uitgaven - Toepassing van artikel 234 §3 en 236 van de nieuwe gemeentewet. - 4.600€ - Artikel: 421/741-51/95.

- 12 maart 2024 : Onderhoud en herstelling van industriële keukens in de gemeente en het OCMW van Ukkel - Goedkeuring van de voorwaarden, de raming en de gunning procedure van de opdracht. - /€ - Artikel: .../124-06/...

-12 maart 2024 : Elektrisch materieel en elektrische uitrusting voor gemeentescholen, kinderdagverblijven en gemeentelijke diensten 2024 - Toepassing van artikelen 234 §3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet. - 1.100€, 350€, 4.000€, 350€, en 3.600€ - Artikelen: 722/744-98/40, 706/744-98/40, 75102/744-98/40, 137/744-98/58, en 84401/744-98/58.

- 12 maart 2024 : Aankoop van apparatuur voor onderzoek naar boomveiligheid - Goedkeuring van voorwaarden en gunning - Toepassing van artikel 234, lid 3, van de nieuwe gemeentewet - Financieringswijze. - 8.808,80€ - Artikel : 766/744-98-58.

- 19 maart 2024 : Gemeente-eigendommen – Duplex gelegen Keyenbemptstraat 66/2 te 1180 Ukkel – Levering en plaatsing van een nieuwe condensatieketel – vastlegging, boeking en vereffening van de uitgave. - 3.937,90€ - Artikel : 922/724-60/-/87.

De Raad neemt kennis.

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

### Commerce - Handel

28.03.2024/A/0029    **Subside d'encouragement – Association des commerçants du Vert Chasseur - Engagement de la dépense**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit a été inscrit au budget 2024 à l'article 520/332-02/60 en faveur des associations de commerçants ;

Qu'un subside de fonctionnement est annuellement octroyé aux associations de commerçants ;

Que toutes les associations des commerçants ont la possibilité d'introduire par ailleurs une demande de subside pour un projet particulier ;

Considérant que la nouvelle association des commerçants du Vert Chasseur va organiser sa première brocante en date du 26 mai 2024 ;

Considérant que l'organisation d'une brocante engendre des frais conséquents pour les associations ;

Considérant que l'association vient de se former récemment et ne dispose pas d'un

capital de départ suffisant pour couvrir tous les frais inhérents à une brocante ;  
Qu'il y a lieu de soutenir cette nouvelle association de commerçants motivée et dynamique ;  
Vu le formulaire de demande de subside remis par l'association des commerçants du Vert Chasseur (en annexe);  
Que l'association demande un subside de 1.000 euros afin de couvrir une partie des frais liés au personnel d'encadrement et à la location de matériel ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,  
Décide d'octroyer un subside d'encouragement de 1.000 euros à l'association des commerçants du Vert Chasseur.

Le Conseil approuve le point.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**Aanmoedigingssubsidie - Handelaarsvereniging Groene Jager - Vastlegging van de uitgave.**

De raad,  
Aangezien er een krediet voorzien is in de begroting 2024 onder artikel 520/332-02/60 ten bate van de handelaarsverenigingen;  
Aangezien er jaarlijks een werkingssubsidie toegekend wordt aan de handelaarsverenigingen;  
Aangezien alle handelaarsverenigingen bovendien de mogelijkheid hebben om een subsidieaanvraag voor een specifiek project in te dienen;  
Overwegende dat de nieuwe handelaarsvereniging Groene Jager haar eerste rommelmarkt organiseert op 26 mei 2024;  
Overwegende dat de organisatie van een rommelmarkt aanzienlijke kosten met zich meebrengt voor de verenigingen;  
Overwegende dat de vereniging onlangs opgericht werd en niet over voldoende startkapitaal beschikt om alle kosten die gepaard gaan met een rommelmarkt te dekken;  
Dat deze nieuwe gemotiveerde en dynamische handelaarsvereniging ondersteund moet worden;  
Gelet op het aanvraagformulier van een subsidie, ingediend door handelaarsvereniging Groene Jager (in de bijlage);  
Aangezien de vereniging een subsidie van 1.000 euro vraagt om een deel van de kosten voor het begeleidend personeel en de huur van materiaal te dekken;  
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,  
Beslist een aanmoedigingssubsidie van 1.000 euro toe te kennen aan handelaarsvereniging Groene Jager.

De Raad keurt het punt goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Demande subs brocante.pdf*

---

28.03.2024/A/0030    **Subside – Association des commerçants Cavell Village – Engagement de la dépense**

Le Conseil,  
Attendu qu'un crédit est inscrit au budget 2024 à l'article 520/332-02/60 en faveur des associations de commerçants ;  
Qu'un subside de fonctionnement est annuellement octroyé aux associations de commerçants ;  
Que toutes les associations des commerçants ont la possibilité d'introduire une demande de subside ;  
Considérant que l'association des commerçants Cavell Village avait décidé de ne pas introduire son subside de fonctionnement en 2023 car le président allait prendre sa pension et la succession n'était pas réglée ;  
Considérant que l'association a finalement décidé de rester active dans le quartier et que le Président de l'association reste en fonction ;  
Vu le formulaire de demande de subside remis par l'association des commerçants (en annexe);  
Considérant qu'il est opportun de soutenir l'association via un subside de 1.100 euros (montant octroyé les années précédentes) ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,  
Décide d'octroyer un subside de 1.100 euros à l'association des commerçants Cavell Village couvrant l'année 2023.

Le Conseil approuve le point.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

#### **Subsidie - Handelaarsvereniging Cavell Village - Vastlegging van de uitgave**

De raad,  
Aangezien er een krediet voorzien is in de begroting 2024 onder artikel 520/332-02/60 ten bate van de handelaarsverenigingen;  
Aangezien er jaarlijks een werkingssubsidie toegekend wordt aan de handelaarsverenigingen;  
Aangezien alle handelaarsverenigingen de mogelijkheid hebben om een subsidieaanvraag in te dienen;  
Overwegende dat handelaarsvereniging Cavell Village beslist had zijn werkingssubsidie in 2023 niet in te dienen aangezien de voorzitter op pensioen ging en de opvolging niet geregeld was;  
Overwegende dat de vereniging uiteindelijk beslist heeft om actief te blijven in de wijk en dat de voorzitter van de vereniging in functie blijft;  
Gelet op het aanvraagformulier van een subsidie, ingediend door de handelaarsvereniging (in de bijlage);  
Overwegende dat het wenselijk is de vereniging te ondersteunen via een subsidie van 1.100 euro (bedrag dat de vorige jaren toegekend werd);  
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,  
Beslist een subsidie van 1.100 euro toe te kennen aan handelaarsvereniging Cavell Village om het jaar 2023 te dekken.

De Raad keurt het punt goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Demande subs cavell.pdf*

*Aleksandra Kokaj quitte la séance / verlaat de zitting.*

## Action sociale - Sociale actie

28.03.2024/A/0031 **Convention de partenariat entre la Commune d'Uccle et Actiris - Projet thématique inter Maisons de l'Emploi "IA NAVIGATE" - Explorer l'IA et les métiers du futur".**

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 5 décembre 2023, le Collège a approuvé la participation aux projets thématiques Actiris 2024 -2025 via l'introduction du dossier de candidature « IA NAVIGATE – Explorer l'IA et les métiers du futur » ;

Considérant que ce projet a été approuvé par le comité de pilotage de la Maison de l'Emploi d'Uccle en date du 14 novembre 2023 dans le procès-verbal ci-annexé;

Considérant que le dossier de candidature a été accepté par ACTIRIS en date du 1er février 2024 ;

Considérant que ce projet sera mis en œuvre sur 2 ans, en 2024 et 2025, avec la collaboration de la Centrale de l'Emploi Bruxelles 1000, les Missions Locales de Molenbeek-Saint-Jean et d'Ixelles, les Commune d'Ixelles, Saint-Josse-ten-Noode, Koekelberg et Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant que ce projet visera 3 objectifs :

Cerner le champ de l'intelligence artificielle et des nouveaux métiers du digital sur l'emploi et la recherche d'emploi - Construire des outils qui permettront de sensibiliser les chercheurs d'emploi et les conseillers ISP à ces nouvelles approches ;

Expérimenter l'IA dans la recherche d'emploi et mieux comprendre l'impact sur les métiers.

Considérant que les actions à réaliser de ce projet se dérouleront en 4 étapes :

Etape 1 – 1<sup>ère</sup> semestre 2024 - Exploration : Comprendre et donner une définition adaptée de l'IA, découvrir les outils de l'IA, identifier les experts de l'IA, éclaircir les rapports entre IA et recherche d'emploi, l'impact de l'IA sur les métiers d'accompagnant ;

Etape 2 – 2<sup>ème</sup> semestre 2024 - Prototypage : Construire un discours de sensibilisation pertinent sur l'IA et les nouveaux métiers du digital pour nos publics cibles, faire une proposition d'expérimentation de l'IA dans l'accompagnement, faire une proposition de format d'accompagnement IA plus humain et préparer un programme d'activités ;

Etape 3 – 1<sup>er</sup> semestre 2025 - Préparation : Préparer une campagne de sensibilisation auprès des CE et des travailleurs ISP, former un pool de conseillers à l'utilisation de l'IA, préparer les actions d'expérimentation ;

Etape 4 – 2<sup>ème</sup> semestre 2025 - Expérimentation-Evaluation : Expérimenter l'IA dans l'accompagnement, faire tester et valider les outils de l'IA pour CE, faire découvrir les opportunités des nouveaux métiers.

Considérant que la convention proposée par Actiris prévoit l'attribution d'un subside de 70.000€ par an en 2024 et en 2025, que ce subside sera géré par la commune d'Uccle;

Considérant que ce subside de 70.000 € par an prévoit un montant de 15.000€ par an en 2024 et en 2025 pour couvrir la prestation de Natali Martin Perez pour un 1/5ème temps en tant que porteur et coordinateur de projet;

Considérant que de ce subside, un montant de 10.000€ par an en 2024 et en 2025 sera également attribué à la Commune d'Ixelles pour couvrir les prestations d'1 chargé de projet du service Emploi et Insertion sociale de la Commune d'Ixelles, en tant que co-ordinateur du projet ;

Considérant que les modalités de versement du montant de 10.000 € par an en 2024 et 2025 à la Commune d'Ixelles pour sa participation au projet feront l'objet d'une déclaration de créance de de la part de la Commune d'Ixelles ;

Décide :

d'approuver la convention de partenariat – Projet Thématique Inter Maisons de l'Emploi « IA NAVIGATE » entre la commune d'Uccle et Actiris .

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

---

**Partnerschapsovereenkomst tussen de Gemeente Ukkel en Actiris - Thematisch project tussen Jobhuizen "IA NAVIGATE" - AI en de toekomstige beroepen verkennen".**

De raad,

Aangezien de raad in zitting van 5 december 2023 zijn goedkeuring heeft verleend aan het themaproject "Explorer l'IA et les métiers du futur" van verschillende jobhuizen, onder leiding van de dienst Tewerkstelling van de gemeente Ukkel;

Overwegende dat dit project werd goedgekeurd door het stuurcomité van het Jobhuis van Ukkel op 14 november 2023 in de bijgevoegde notulen;

Overwegende dat het candidatuurdossier werd goedgekeurd door Actiris op 1 februari 2024;

Overwegende dat dit project zal worden uitgevoerd over 2 jaar, in 2024 en 2025, met de medewerking van de Centrale de l'Emploi Bruxelles 1000, de Missions Locales van Sint-Jans-Molenbeek en Elsene, de gemeente Elsene, Sint-Joost-ten-Node, Koekelberg en Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat dit project 3 doelstellingen heeft:

De impact van artificiële intelligentie en de nieuwe digitale beroepen op de werkgelegenheid en het zoeken naar werk in kaart brengen - Instrumenten ontwikkelen om werkzoekenden en ISP-adviseurs bewust te maken van deze nieuwe benaderingen;

Experimenteren met AI bij het zoeken naar werk en een beter inzicht krijgen in de impact op beroepen.

Overwegende dat de acties in het kader van dit project in 4 fasen uitgevoerd zullen worden:

Fase 1 - 1ste helft van 2024 - Verkenning: Begrijpen en geven van een passende definitie van AI, ontdekken van AI-tools, identificeren van AI-experts, verduidelijken van de relatie tussen AI en het zoeken naar werk, de impact van AI op ondersteunende beroepen;

Fase 2 - 2de helft van 2024 - Prototyping: Een relevant bewustmakingsdiscours over AI en de nieuwe digitale beroepen opbouwen voor onze doelgroepen, een voorstel doen voor experimenten met AI in ondersteunende beroepen, een voorstel doen voor een menselijkere vorm van AI-ondersteuning en een activiteitenprogramma voorbereiden;

Fase 3 - 1ste helft 2025 - Voorbereiding: Voorbereiding van een bewustwordingscampagne gericht op OR's en ISP-medewerkers, een pool van adviseurs samenstellen voor het gebruik van AI, experimentele acties voorbereiden;

Fase 4 - 2de helft 2025 - Experimenteren-Evalueren: Experimenteren met AI in ondersteuning, testen en valideren van AI-instrumenten voor OR's, ontdekken van mogelijkheden in nieuwe beroepen.

Overwegende dat de door Actiris voorgestelde overeenkomst voorziet in de



toekenning van een subsidie van € 70.000 per jaar in 2024 en 2025 en dat deze subsidie zal worden beheerd door de gemeente Ukkel;

Overwegende dat deze subsidie van € 70.000 per jaar voorziet in een bedrag van € 15.000 per jaar in 2024 en 2025 om de prestaties van Natali Martin Perez voor 1/5 tijd als projectleider en coördinator te dekken;

Overwegende dat deze subsidie ook voorziet in een bedrag van € 10.000 per jaar in 2024 en 2025 ook zal worden toegekend aan de Gemeente Elsene om de prestaties van een projectmanager bij de dienst Tewerkstelling, als medecoördinator van het project, te dekken;

Overwegende dat de stortingsmodaliteiten voor het bedrag van 10.000 € per jaar in 2024 en 2025 te betalen aan de Gemeente Elsene voor haar deelneming aan het project het voorwerp zullen zijn van een verklaring van schuldvordering vanwege de Gemeente Elsene ;

Beslist de partnershipovereenkomst - Thematisch interjobhuisproject IA NAVIGATE tussen de gemeente Ukkel en Actiris goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Dossier de candidature\_Exercice 2024-2025 UCCLÉ signé.pdf, PTIME\_UCC-AC\_Overeenkomst\_IA Navigate\_2024-2025.pdf, PTIME\_UCC-AC\_Courrier\_IA NAVIGATE\_2024-2025\_CEL\_E2024\_M4\_156\_BC 35894.pdf, PTIME\_UCC-AC\_Convention\_IA Navigate\_2024-2025.pdf*

*Hans Marcel Joos Van de Cauter entre en séance / treedt in zitting.*

*Patrick Zygas entre en séance / treedt in zitting.*

---

## Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

28.03.2024/A/0032 **CPAS - Budget 2024 - Approbation.**

Le Conseil,

Vu les articles 26 bis, 50 bis, 88, 108, 111 et 112 bis de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'action sociale;

Attendu que l'insuffisance des ressources du Centre public d'action sociale pour 2024 s'élève à 22.199.131,20 €;

Attendu que cette insuffisance sera couverte par une intervention directe de la Commune de 22.199.131,20 €;

Attendu que le projet de budget du C.P.A.S. a été soumis à la concertation le 19 janvier 2024 conformément aux articles 26 et 26 bis de la loi organique du C.P.A.S.;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 28 février 2024 arrêtant le budget du C.P.A.S. pour l'exercice 2024 :

- recettes d'exploitation 70.851.149,18 €

- dépenses d'exploitation 70.615.191,01 €

- recettes d'investissement 14.306.859,61 €

- dépenses d'investissement 14.542.817,78 €,

Décide d'approuver la délibération du Conseil de l'Action sociale du 28 février 2024 arrêtant le budget du C.P.A.S. pour l'exercice 2024.

***M. le Président du CPAS déclare que la législature communale qui s'achève cette année a été épique pour le CPAS, son personnel, ses***

*mandataires et son budget.*

*Le nombre d'usagers a augmenté de presque 50 % en raison des crises successives. La part des revenus d'intégration (RI) a plus que triplé, surtout en raison de l'afflux à Uccle de réfugiés ukrainiens.*

*Cette situation a entraîné la hausse des coûts requis pour l'intervention des services de première ligne et des services de support tels que le service social Quartiers, le service Promojob, les cellules Logement, Energie et Médiation de dettes.*

*Le budget de redistribution a augmenté de plus de 60 % sur 6 ans : le montant prévu pour 2024 s'élève à 31,5 millions d'euros, soit 45 % du budget.*

*L'activité du Comité spécial du service social (CSSS) s'est accrue au point de donner lieu à 8 réunions ou auditions par mois, ce qui représente un doublement de son activité.*

*M. le Président du CPAS tient à remercier le Conseil communal pour la persévérance de son soutien, le Collège pour la solidité de son aide financière et le personnel du CPAS pour son dévouement, sa flexibilité et sa résilience.*

*La dotation communale de cette année s'élève à 22,2 millions d'euros, ce qui constitue une augmentation de 5 %.*

*Les maisons de repos se situent toujours dans une phase transitoire. Cependant, les travaux du Domaine du Nekkersgat avancent à grands pas. L'ouverture de la nouvelle aile B5, destinée à l'accueil de 60 lits MRS (Maisons de repos et de soins), est prévue pour février 2025. La rénovation complète de l'autre aile devrait aboutir au printemps 2026.*

*Entretemps, le Collège examine l'option d'un déménagement définitif dès l'ouverture de la nouvelle aile en février 2025.*

*Eu égard aux multiples péripéties de ce dossier au cours des 20 dernières années, M. le Président du CPAS se réjouit du fait que ce projet de rénovation ait pu démarrer fin 2022.*

*Il est aussi heureux de présenter un budget 2024 bien structuré, explicité par une note politique claire.*

*Au cours de ces dernières années, le CPAS a fait face à une augmentation importante des demandes d'aide, toutes catégories confondues, et ce dans un contexte où il faut se conformer à de nouvelles exigences légales et réglementaires, notamment pour les projets individualisés d'intégration sociale (PIIS). Le défi a pu être relevé non seulement grâce à la réactivité et la flexibilité de l'administration mais aussi grâce aux nouvelles modalités de prise de décisions arrêtées par le Conseil de l'action sociale et à la numérisation des propositions de décision du CSSS. Cette politique de numérisation et d'informatisation sera d'ailleurs intensifiée. M. le Président du CPAS signale à cet égard que son organisme adhère aussi à la plateforme Weeples.*

*Le service de réinsertion professionnelle a retrouvé une dynamique grâce à un nouvel encadrement et a bien mis en œuvre la nouvelle ordonnance relative aux personnes sous statut « article 60 ».*

*La Coordination sociale bénéficie aussi d'une nouvelle gestionnaire.*

*Des budgets sont prévus pour l'Infobus jusqu'à la fin 2024.*

*Depuis son intégration dans le bâtiment de l'administration centrale sis chaussée d'Alseberg, le Centre de distribution alimentaire accueille plus de 200 personnes par jour, ce qui constitue une fréquentation stable par rapport à l'année passée.*

*Plus de 7.500 personnes font appel aux services du CPAS de manière directe ou indirecte. Plus de 2.000 revenus d'intégration sont payés chaque mois. Ces chiffres démontrent que la réalité métropolitaine est bien présente sur le territoire ucclóis.*

*Uccle accueille plus de 22 % des réfugiés ukrainiens présents en région bruxelloise. La cellule consacrée à cette problématique traite plus de 350 dossiers.*

*Le budget 2024 de l'exercice propre prévoit, pour les recettes, un montant de 70.851.000 € à l'exploitation et de 14.307.000 € à l'investissement et pour les dépenses, un montant de 70.615.000 € à l'exploitation et de 14.543.000 € à l'investissement. La dotation communale est budgétée à 22.199.131,70 €, soit 5 % de plus que l'année passée.*

*M. le Président du CPAS précise encore que le salaire annuel brut du nouvel adjoint au secrétaire général s'élève à 96.440 € (87.370 € sans la prime de bilinguisme et les chèques-repas).*

*Les frais de gardiennage s'élèvent à 92.524,95 € dans le budget 2024.*

*La variation des approvisionnements de la banque alimentaire est liée à la fréquence des visites, qui dépend elle-même des capacités de stockage et des variations de l'approvisionnement de la banque alimentaire du Brabant, surtout pour ce qui concerne les produits Colruyt.*

*En 2022, le fonds gaz-électricité a été sollicité pour un montant total d'environ 275.000 € pour contrer la crise énergétique. En 2023, les dépenses se sont élevées à 513.000 € afin de répondre aux demandes d'aides pour le paiement des factures d'énergie.*

**M. Hayette** rappelle que la majorité a commencé sa note de politique générale par une présentation des spécificités d'Uccle en région bruxelloise. Quoique certaines de ces données soient désuètes, elles peuvent, pour les plus distraits, constituer des références intéressantes. Selon ces indicateurs, on vit mieux et plus vieux à Uccle que dans d'autres communes. Mais la majorité répète par ailleurs ce que le groupe

*socialiste explique depuis longtemps : si le revenu total est notoirement plus élevé à Uccle, les inégalités et disparités de revenus y sont plus importantes que dans les autres communes.*

*Selon les données les plus récentes, le nombre de personnes aidées augmente d'environ 10 % chaque année depuis 2019. Les raisons de cette évolution ont été commentées en commission. Le déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine a justifié une augmentation conjoncturelle de 325 % en 5 mois des revenus d'intégration. Ceci témoigne de l'accueil et de la générosité de la population uccloise mais aussi de la proximité de l'ambassade d'Ukraine sur le territoire. La situation actuelle devrait revenir à la normale, et ce d'autant plus que la mesure de protection temporaire s'éteint dans un an. Au total, le soutien de l'Union européenne à l'Ukraine depuis le début de la guerre d'agression de la Russie s'élève à plus de 88 milliards d'euros, auxquels il faudra ajouter les 50 milliards d'euros qui ont été décidés lors d'un sommet européen.*

*Lors de ses précédentes interventions, le groupe socialiste a souligné combien la situation des jeunes est préoccupante. Le rapport de la majorité rappelle qu'entre 2010 et 2020, le pourcentage de jeunes bénéficiant d'une allocation de chômage ou d'insertion a diminué de 75 % alors qu'il a augmenté de 83 % pour les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (RIS). Dans une de ses conclusions, le Collège confirme qu'il y a davantage de jeunes et d'étudiants parmi les personnes aidées et attire l'attention du Conseil sur la paupérisation croissante de la commune, en pointant le fait qu'il faudra de plus en plus tenir compte de cette variable qui tend à devenir structurelle.*

*La volonté des gouvernements de modifier artificiellement les chiffres du chômage en transformant les chômeurs en bénéficiaires du CPAS masque mal notre relation avec le monde du travail. Le CPAS n'y échappe pas. Les objectifs prévus pour les contrats d'insertion « article 60 § 7 » sont modestes. M. Hayette n'a pas lu d'initiative en matière d'emploi dans le document de la majorité. Or, dans une interview à la presse, Esther Duflo, Prix Nobel d'économie en 2019 pour ses travaux consacrés à la lutte contre la grande pauvreté, rappelle que la réduction des allocations de chômage est une mauvaise solution. Certes, le CPAS n'est pas à l'origine de ce transfert mais il devient de facto responsable de la promotion de la valeur sociale du travail. Redonner une utilité sociale aux jeunes grâce au travail est fondamental : ce devrait être la priorité du service Promojob. À ce titre, le groupe socialiste est moins convaincu par la coercition que par la pédagogie.*

*Les jeunes Ucclois ont de plus en plus de difficultés à se loger à un coût abordable. Les raisons de cette situation sont multiples, mais parmi celles-ci, il convient de citer le manque de logements sociaux à Uccle, qui touche directement les plus jeunes. Le taux de logements sociaux à Uccle est en effet le plus faible de la Région bruxelloise. Dans les collaborations entre la commune et le CPAS, il ne faut pas uniquement viser les économies d'échelle mais aussi organiser et développer une politique inclusive. Le rapport précise qu'en moins de 20*

ans, le loyer moyen a augmenté de 25 % et que l'explosion des prix de l'énergie a créé « une certaine précarité énergétique » pour 26,5 % des ménages bruxellois. La Région comme la commune exercent des responsabilités, mais avant de vouloir plus de moyens, il serait pertinent de partager l'effort et les synergies entre le CPAS et les acteurs de la politique sociale.

M. Hayette signale encore la progression des aides alimentaires de 82 % entre janvier 2020 et décembre 2021. Pour les principaux économistes, ce n'est pas un hasard. À la suite de la crise du covid, nous avons assisté, impuissants, à une reprise de la grande pauvreté, due essentiellement à une très forte augmentation des prix alimentaires liée à certaines pénuries, mais aussi à des spéculations sur les marchés internationaux. Vu qu'une grosse part du budget des familles les plus pauvres est consacrée à la nourriture, il est normal que les ménages les plus touchés souhaitent bénéficier du Centre de distribution alimentaire gratuite (CDAG) pour réduire ce type de dépenses. À ce titre, le groupe socialiste aurait aimé savoir pourquoi la projection 2023 pour la banque alimentaire est à la moitié de sa valorisation de 2022. Ne pourrait-on développer les cultures maraîchères, à côté des plantations d'arbres fruitiers ?

Pour ce qui concerne les objectifs 2024, le secrétaire général adjoint qui serait recruté se verrait confier la coordination des projets stratégiques qui nécessitent une collaboration interservices. Quels sont les projets de ce secrétaire général adjoint ? Quoique la rémunération du président figure à la page 15 du document sur le budget, il n'a pas été possible d'évaluer le budget lié à l'engagement du secrétaire général adjoint. Selon l'article 45 § 3 de la loi organique sur le CPAS, il appartient au Secrétaire général de conclure une note d'accord sur la manière de rencontrer les objectifs politiques et les procédures à respecter dans les relations entre le bureau permanent et l'administration. Cette tâche incombera-t-elle au secrétaire général adjoint à l'avenir ? Plus fondamentalement, quels sont les objectifs politiques poursuivis par le CPAS ?

Le groupe socialiste s'interroge également sur la politique du personnel menée par la majorité. Après avoir externalisé le service de gardiennage et de sécurité, le Parlement européen a été obligé d'organiser des recrutements internes et de « statutariser » un personnel « maison » parce que le turn-over de la société de gardiennage était trop important. Les services de traduction sont déjà externalisés et prochainement, il en sera de même pour le recrutement d'un expert en stratégie numérique, avant la désignation d'un nouveau responsable du personnel qui sera, à ne pas manquer, un nouvel expert des relations humaines. Ces externalisations portent un nom : ce sont des privatisations. Si l'on suit la logique de la majorité, c'est le CPAS lui-même qui sera bientôt privatisé. Par ailleurs, cette tendance se confirme dans le budget à la lecture des charges du personnel par fonction ; à l'exception du Fonds d'énergie, tous les services voient leur budget réduit pour atteindre une diminution de 1.935.937 € pour l'ensemble des charges du personnel. La contractualisation des agents du CPAS semble

*suivre une tendance déjà observée pour le personnel de la commune. Est-ce parce qu'il a si peu de confiance dans le personnel communal que le Collège décide de précariser son statut ?*

*Le groupe socialiste ne cache pas son inquiétude face aux objectifs 2024. Les formulations sont souvent vagues, que ce soit pour dire que l'accent sera mis sur une amélioration des procédures de mise en concurrence ou que le service révisé les règlements et conventions des maisons de repos en fonction des futurs prix des chambres. Ce jargon kafkaïen fait craindre le pire ; nous ne sommes plus loin de cette société dystopique que les socialistes avaient annoncée il y a quelques années. Le Collège reconnaît devoir faire face à l'absence d'agents, notamment à la Cité Asselbergs. Les syndicats ont mené plusieurs actions pour dénoncer les conditions de travail et les surcharges de travail dues à l'accumulation de dossiers et pour appeler les autorités uccloises à renforcer les services. Et voilà quelle a été la réponse du Collège : des transferts de travailleurs vers d'autres fonctions, de la numérisation, le développement du télétravail pour aider des populations vulnérables qui ne parviennent pas à se nourrir et parfois pas à se soigner et qui ont autant besoin de réconfort que d'une aide financière. M. Hayette épingle aussi la fermeture du service des titres-services et du service des accueillantes d'enfants ainsi que la fermeture le 30 avril prochain par manque de subsides du logement d'urgence destiné aux bénéficiaires de la protection temporaire. Ceci ne se réduit pas à des questions budgétaires mais à des choix politiques.*

*M. Hayette s'interroge sur le montant des émoluments de M. Cornelis ainsi que sur le cumul de sa fonction de Président du CPAS avec des responsabilités importantes exercées à la Région. M. Hayette ne connaît aucune entreprise privée dotée d'un budget d'une ampleur de 85 millions d'euros qui partage son chef exécutif avec une autre entreprise. Quoiqu'il ne soit pas illégal, le cumul de fonctions est moralement insupportable. La présidence du CPAS et la fonction de chef de cabinet exigent une présence à temps plein. M. Hayette fait siens les propos de John Pitseys, chef de groupe Ecolo au Parlement bruxellois, qui se dit scandalisé et rappelle qu'un mandat doit être exercé en dégageant le temps nécessaire pour accomplir un travail correct. M. Hayette regrette que les remarques indignées qu'il avait adressées précédemment sur la problématique des émoluments n'aient pas été prises en compte. M. Hayette tient toutefois à préciser qu'il n'a jamais remis en cause les compétences de M. Cornelis et que par ailleurs, tout travail mérite salaire. Pour ce qui concerne M. Cornelis, le dépassement des plafonds de rémunération est autorisé par la loi mais le montant de sa rémunération est budgété à 92.700 € alors qu'il serait possible de le réduire à 63.648,29 €. Néanmoins, il y a lieu de souligner que M. Cornelis a touché 272.348,24 € en 2022 alors que, suivant la situation sociale des bénéficiaires, les montants annuels du RIS se situent entre 8.578,22 € et 19.689,96 €, soit près de 14 fois moins si l'on se réfère au taux le plus élevé !*

*Le groupe socialiste votera contre ce budget.*

**M. Junqué** estime que l'augmentation de 5 % de la dotation communale est relativement faible par rapport aux défis posés par la paupérisation croissante de la population.

Le groupe Ecolo accorde cependant toute sa confiance au personnel du CPAS, car il est convaincu par son professionnalisme, son efficacité et son ingéniosité.

Les indicateurs de précarité étant en augmentation, des ajouts seront probablement nécessaires en cours d'année pour permettre au budget de répondre aux besoins.

Des économies d'échelle seront néanmoins nécessaires. Le regroupement des services au home Brugmann constitue une des options envisageables pour le futur.

M. Junqué souligne, parmi les bonnes nouvelles, l'augmentation des moyens accordés au service Médiation de dettes, particulièrement essentiel pour aider les citoyens engouffrés dans la spirale de l'endettement à sortir de la précarité.

**M. Cools** regrette vivement que le CPAS n'ait pas été en mesure de finaliser le dernier budget de la législature en décembre 2023, simultanément avec le budget communal et le budget de la zone de police. Cela aurait permis d'avoir une vision consolidée des finances communales. Adopter des budgets au mois de mars pour l'année en cours est assurément une mauvaise habitude.

Uccle est loin d'être l'îlot de richesse que certains se complaisent à décrire, à commencer par les jeunes FGTB qui ont organisé des « visites guidées » dans certains quartiers ucclois.

Certains chiffres sont éloquentes à cet égard : le nombre de personnes aidées directement ou indirectement par le CPAS est passé de 5.122 en 2019 à 7.677 en 2023, ce qui représente une augmentation de 49 % en 5 ans. À ce rythme-là, le CPAS devra bientôt soutenir 10 % de la population.

Le nombre de revenus d'intégration accordés est passé, quant à lui, de 1.835 à 2.224.

M. Cools se réjouit de l'aide accordée aux Ukrainiens car il s'agit d'un devoir de solidarité fondamental. Cependant, l'accueil des réfugiés ukrainiens mobilise une part minime des aides sociales puisqu'il concerne 350 personnes. Il y a donc bien un véritable problème social à Uccle.

Lors des discussions entre le Collège et les représentants du CPAS sur le montant de la dotation communale, majoré de 5 % par rapport à l'année dernière, M. le Président du CPAS a estimé que cette dotation était insuffisante et nécessitera une modification budgétaire en

cours d'année. Ces propos figurent en annexe du procès-verbal communiqué en annexe du budget communal 2024.

*En octobre prochain, après les élections communales, il faudra donc peut-être procéder à une modification budgétaire pour augmenter la dotation au CPAS. Ou comme la loi oblige la commune à combler le déficit du CPAS, il est possible qu'en 2025, il faille apporter un complément suite à la publication du compte 2024.*

*M. Cools s'inquiète des restrictions dans les domaines des titres-services et de l'accueil d'enfants.*

*Il apparaît clairement qu'on s'oriente vers une extinction de l'accueil d'enfants et vers une diminution des aides aux seniors. Or, il s'agit là de services indispensables, eu égard, d'une part, au prix des crèches privées et aux limites de places disponibles dans les crèches communales et, d'autre part, à l'isolement qui affecte de nombreuses personnes âgées en raison des évolutions de la société.*

*M. Cools ne cache pas un certain scepticisme face aux prétentions de garantir l'équilibre budgétaire. Certes, les dépenses de fonctionnement seront plafonnées voire légèrement réduites, mais cela sera-t-il suffisant ? Selon M. Cools, ce budget est irréaliste.*

*Pour ce qui concerne le home Brugmann, il avait semblé que les bâtiments étaient destinés à la vente. Mais les documents font plutôt référence à une étude de faisabilité de la reconversion du home Brugmann en centre administratif, qui sera soumise au Conseil. Et le plan d'action Climat du CPAS, transmis par Mme l'Echevine De Brouwer, comporte la mention suivante : « Etudier la faisabilité de centraliser les services administratifs du CPAS au bâtiment sis au 3 rue Egide Van Ophem, actuellement home Brugmann, qui sera rénové pour atteindre les exigences d'un bâtiment de haute performance énergétique ».*

*M. Cools désapprouve ce type de proposition car selon lui, l'évolution de la situation sociale est telle que la priorité doit être accordée non aux investissements immobiliers mais à l'aide sociale et à la coordination sociale.*

*Il ne semble pas qu'il y ait une grande redynamisation du service Promojob. Or, la politique sociale ne peut se limiter à des aides financières mais doit favoriser l'insertion ou la réinsertion socio-professionnelle des bénéficiaires de ces aides afin qu'ils retrouvent leur autonomie.*

*Le projet de réasphaltage du parking du CPAS n'est pas de nature à favoriser le développement durable dont le Conseil communal se prévaut au travers du vote de divers documents, et ce alors qu'il existe des revêtements perméables.*

*Certes, la dotation communale a été augmentée et se situe aux alentours de 249 € par habitant pour 2024, alors que la moyenne régionale s'élevait à 306 € selon les dernières statistiques disponibles, datant de 2021. Mais les situations sociales peuvent diverger beaucoup*



d'une commune à l'autre.

*M. Cools est bien conscient du fait que le CPAS n'est pas inactif et que les membres du Conseil de l'action sociale consacrent beaucoup de temps et d'énergie au traitement des dossiers. Mais il n'en demeure pas moins que ce projet de budget est irréaliste et ne tient pas suffisamment compte des enjeux sociaux.*

*Le groupe Uccle en avant votera donc contre ce point.*

***M. De Bock*** estime que le rapport est intéressant, quoiqu'il eût pu être davantage explicite sur certains points.

*Une série de données chiffrées atteste l'augmentation de la pauvreté.*

*Bien que les propriétaires soient évidemment moins confrontés à la pauvreté que les locataires, il y a quand même 7,5 % de propriétaires pauvres, la part de locataires pauvres s'élevant, quant à elle, à 29 %.*

*En 10 ans, le nombre de jeunes de 18 à 25 ans en situation de précarité est passé de 9.000 à 14.000. Parmi les personnes qui font appel au CPAS, c'est cette tranche d'âge qui connaît la plus forte progression.*

*Si l'on observe l'évolution des comptes, on constate que la dotation communale a augmenté dans une proportion un peu plus importante que le budget du CPAS lui-même.*

*Les transferts des autres pouvoirs sont importants. Sur un total de 20 millions d'euros, 14 millions proviennent des autres pouvoirs, sans compter les prises en charge particulières de la part de la Région, de la Cocom ou du niveau fédéral, notamment pour les réfugiés ukrainiens.*

*L'évolution des recettes aux comptes s'avère finalement meilleure que les budgets initiaux ne le prévoyaient, puisque le boni dégagé est passé de 4 millions d'euros en 2020 et 2021 à 7 millions d'euros en 2022.*

*Pour ce qui concerne les dépenses, les comptes s'avèrent toujours pires que les budgets initiaux, la perte par rapport aux prévisions s'élevant à 3 millions d'euros en 2020, 3,5 millions d'euros en 2021 et 4 millions d'euros en 2022.*

*Donc, d'une part, les prévisions sont trop optimistes pour les dépenses et d'autre part, on a toujours de très bonnes nouvelles en matière de recettes étant donné qu'année après année, les aides accordées à la commune d'Uccle s'avèrent plus élevées qu'on ne le pensait initialement.*

*Le montant total des transferts est évalué à 65 millions d'euros pour 2024 et il en était de même pour l'année précédente. Pourquoi ce montant n'augmente-t-il pas ? Ce montant n'est-il pas par ailleurs surévalué, dans la mesure où il y a certaines suppressions de subsides ?*

*C'est notamment le cas de l'Infobus, qui sera moins soutenu par la Cocom. Il convient d'ailleurs de se demander s'il est opportun de maintenir des outils tels que celui-là.*

*La même réflexion quant à l'évaluation des politiques publiques peut être menée pour ce qui concerne les titres-services, à l'égard desquels M. De Bock n'a pas d'opinion tranchée. En effet, si le service communal de titres-services n'offre pas une réelle plus-value par rapport aux entreprises privées du secteur, il y a lieu de s'interroger sur la nécessité de son maintien.*

*En matière de contentieux, M. De Bock remarque qu'il y a une certaine stabilisation de cas faisant l'objet de recours devant le Tribunal du travail ou la Cour d'appel, malgré l'augmentation du nombre de décisions prises. Il serait intéressant d'approfondir l'analyse en voyant quels litiges sont tranchés dans un sens favorable ou défavorable pour la commune. La part d'affaires gagnées ou perdues permettrait de déterminer s'il y a lieu ou non de remettre en cause la méthode de travail de la commune en ce domaine. Toutefois, le Conseil de l'action sociale est généralement informé de ces décisions et procède à des ajustements en fonction de la jurisprudence du Tribunal du travail.*

*Les chiffres en matière de revenus d'intégration évoluent selon le même rythme que les années précédentes. La part des équivalents RI a augmenté en raison de l'accueil des réfugiés ukrainiens.*

*M. De Bock regrette qu'il y ait peu d'informations sur les chiffres relatifs à l'énergie. Il serait utile de disposer d'éléments sur le coût ou le surcoût éventuel de la crise énergétique par rapport au CPAS.*

*M. De Bock déplore aussi le manque de réelles synergies entre la commune et le CPAS. Le rapport ne mentionne pas de données chiffrées permettant de déterminer la plus-value pratique des éventuelles « économies d'échelle et suppressions des doubles emplois ».*

*Par exemple, le document mentionne qu'en matière de logement, la collaboration entre la commune et le CPAS se manifeste par la présence une fois par mois d'un assistant social assurant un guichet unique entre le CPAS et l' AIS. Il s'agit là d'une collaboration active sans qu'on puisse parler de synergie ou d'économie d'échelle.*

*La convention entre le CPAS, l' AIS et BinHome semble être mise œuvre de façon beaucoup plus dynamique du côté ixellois que du côté ucclois. Tant à Uccle qu'à Ixelles, deux logements sont impliqués dans cette convention. Or, vu que la commune d'Uccle n'a introduit aucun dossier pour les deux logements qui lui sont attribués, la commune d'Ixelles s'est demandé si elle ne pourrait pas bénéficier à son profit des logements dévolus à Uccle.*

*Pour ce qui concerne les homes, M. De Bock souligne l'engagement de contenir les dépenses, qui sont passées de 8,5 millions d'euros à 8 millions d'euros.*

*Quoique le taux de remplissage du home Brugmann soit passé en*

4 ans de 91 % à 52 %, les effectifs du personnel sont passés de 68 à 50 équivalents temps plein. Certes, les réductions ne doivent pas être nécessairement proportionnelles, mais il y a lieu de s'interroger lorsque le personnel décroît dans une part de 30% alors qu'il y a globalement 50 % de résidents en moins.

La même remarque peut être faite à propos de l'augmentation de 3 % du taux d'activité du home du Nekkersgat, qui s'est traduite par l'ajout de 10 équivalents temps plein, soit une hausse de 20 %.

L'octroi l'année dernière d'un subside spécial de 2 millions d'euros pour couvrir le déficit du home n'est pas réitéré cette fois-ci. Cela signifie-t-il que le budget est sous-estimé et qu'il va falloir procéder à un apport de fonds en cours d'année ? À moins que ces 2 millions d'euros n'étaient pas indispensables l'année dernière ? Comment parvient-on à présenter un budget en équilibre sans ce subside spécial alors qu'il faut simultanément assumer toutes les indexations ? L'équilibre est-il atteint grâce aux transferts plus élevés venant de l'échelon fédéral ?

Il serait opportun de développer davantage de synergies entre la cellule Emploi de la commune et le CPAS. Il conviendrait d'être plus proactif en ce domaine et de ne pas se contenter d'attendre les initiatives d'Actiris.

Le test de pénétration du système informatique du CPAS a-t-il déjà été effectué pour 2024 ?

En définitive, M. De Bock craint que ce budget ne soit un peu trop optimiste.

Le groupe DéFI votera contre ce point.

**M. le Président du CPAS** rappelle que le CPAS d'Uccle propose un bien plus large éventail de services que bien d'autres CPAS bruxellois et a pour objectif de les maintenir autant que possible, qu'il s'agisse de la Cité Asselbergs, du service Médiation de dettes, du Centre de distribution alimentaire gratuite (CDAG) ou des Initiatives locales d'accueil (ILA).

Seuls deux CPAS en région bruxelloise disposent d'un CDAG, et le CPAS d'Uccle est même suivi par des universités pour sa politique en matière d'ILA, où il a joué un rôle pionnier.

Le Conseil de l'action sociale a la volonté de faire du CPAS un tremplin permettant aux gens en difficulté de rebondir.

Le service d'insertion socio-professionnelle demeure à cet égard l'outil d'émancipation par excellence, puisqu'il a pour objectif de permettre aux personnes démunies de retrouver leur autonomie.

De plus, tous les vendredis, deux réunions du CSSS sont consacrées spécialement à la problématique de la réinsertion, notamment pour les personnes sous statut « article 60 ».

*Le service des titres-services est en voie d'extinction. Vu que la clientèle du service communal des titres-services est analogue à celle des sociétés privées du secteur, il n'y a pas de finalité sociale à maintenir cette structure, et ce d'autant plus qu'elle génère un déficit de plus de 300.000 €. Le personnel des titres-services sera transféré vers le service d'aide à domicile, qui répond à une réelle demande.*

*Le service des accueillantes d'enfants est, lui aussi, en voie d'extinction. M. le Président du CPAS remarque qu'il est difficile de trouver encore des personnes disposées à exercer ce métier mal rémunéré, surtout à Uccle où les loyers sont élevés.*

*Les subsides destinés au logement de transit ayant été mis à zéro, la commune bénéficiera encore du transfert de quelques subsides résiduels. Le logement de transit sera fermé à la fin du mois d'avril. Tout sera mis en œuvre pour que les 13 personnes qui y demeurent encore puissent être relogées.*

*Le niveau fédéral rembourse à 100 % les équivalents au revenu d'intégration (ERI) destinés aux réfugiés ukrainiens.*

*Pour ce qui concerne l'Infobus, Uccle perçoit environ 230.000 € du subside de 8 millions d'euros octroyé par la Cocom pour l'ensemble des CPAS bruxellois. Le prochain gouvernement bruxellois prolongera peut-être cette aide. Si c'est le cas, il faudra procéder à une modification budgétaire pour maintenir ce service.*

*Il y a une très bonne collaboration entre la Maison de l'Emploi et l'antenne Actiris. Pour éviter les doublons, le service communal se concentre surtout sur les « article 60 ».*

*Le CPAS s'est efforcé d'éviter une surcharge du personnel : les équipes ont été agrandies et une cellule spécifique a été mise en place pour gérer l'afflux des dossiers relatifs aux Ukrainiens. Les assistants sociaux du CPAS ucclois ont de 70 à 80 dossiers à traiter alors que leurs homologues des autres CPAS bruxellois doivent en gérer une centaine.*

*M. le Président du CPAS a transmis sa fiche fiscale afin que la lumière soit faite en toute transparence sur ses émoluments.*

*Il regrette aussi que le budget n'ait pu être finalisé plus tôt mais, en raison de la complexité de la situation, il n'était pas possible d'aller plus vite.*

*Pour ce qui concerne le home Brugmann, l'encadrement est progressivement réduit dans le respect des normes en vigueur, conformément au plan Probis.*

*Un tout nouveau cadre du personnel a été fixé pour le projet du Domaine du Nekkersgat. On examine si l'ouverture prochaine de la nouvelle aile B5 sera de nature à permettre le déménagement des usagers et du personnel des homes vers le Nekkersgat.*

**M. Cools** n'a pas été convaincu par les réponses données par M. le Président du CPAS.

En effet, la situation financière du CPAS est inquiétante, étant donné que les « pompes à subsides », qu'elles relèvent de la Cocom, de la Région bruxelloise ou de l'Etat fédéral, fonctionnent moins bien que par le passé.

Les documents de la Région, consultables sur internet, le mentionnent d'ailleurs explicitement : « Les subsides exceptionnels accordés par la Région de Bruxelles-Capitale aux CPAS depuis 2020 seront suspendus à partir de 2024 ».

De même, les subsides dédiés à la banque alimentaire diminuent alors que les coûts augmentent.

Il s'agit d'une tendance générale dont, selon M. Cools, il convient de tenir compte.

M. Cools ne partage pas le point de vue de M. le Président du CPAS et de M. De Bock sur les titres-services. Une unité de titres-services est tout à fait légitime au sein d'un CPAS si elle répond à une vocation spécifique, en s'orientant notamment vers l'aide aux seniors, et ne se contente pas de reproduire ce que font les sociétés privées du secteur.

Dans le cas où le CPAS n'assure plus ce service, ne conviendrait-il pas qu'il soit repris par l'Agence locale pour l'emploi (ALE), avec un accent mis sur certaines finalités sociales ? Dans la moitié des communes bruxelloises, les ALE proposent des titres-services. Cela n'a pas été le cas à Uccle afin d'éviter un doublon avec le CPAS, qui accomplissait cette mission.

Tout en reconnaissant les difficultés rencontrées pour recruter des mamans gardiennes, M. Cools estime que l'on a tendance à un peu trop baisser les bras.

Pour ce qui concerne le home Brugmann, pour lequel l'option de la vente avait été envisagée naguère, M. Cools considère qu'y installer une sorte de « Centre administratif bis » ne serait pas raisonnable, eu égard à l'état des finances du CPAS. Si cette solution est retenue, c'est l'aide sociale qui sera sacrifiée.

**M. le Président du CPAS** confirme que la vente du home Brugmann a été envisagée auparavant.

Mais la situation a évolué : le CPAS a dû au fil des ans faire face à un nombre sans cesse croissant de demandes et il faut bien trouver une solution pour permettre à son administration de se déployer de manière efficace.

Et le fait que les services du CPAS sont répartis de part et d'autre de la chaussée d'Alsemberg n'est pas de nature à arranger la situation.

*Si un jour un accident devait survenir à l'occasion d'une traversée sur cette voirie, M. Cools serait le premier à émettre des critiques !*

*Il faut absolument regrouper les services du CPAS et le home Brugmann constitue une opportunité à cet égard.*

*Une étude a été lancée pour évaluer la faisabilité de ce projet, qui pourrait être mené en partenariat avec la SLRB ou BinHome.*

*Si ce déménagement sur le site Brugmann peut être opéré, les bâtiments de la chaussée d'Alseberg seront vendus et le produit de cette vente contribuera à combler le déficit du CPAS.*

***M. De Bock** n'a pas de position tranchée sur ce dossier. Il demeure dans une position attentiste, tout en étant favorable à la réalisation d'études de faisabilité.*

*M. De Bock est aussi partisan de la constitution d'une commission spéciale consacrée à l'éventuel aménagement d'un nouveau centre administratif pour le CPAS car l'importance d'un tel enjeu justifie que le CPAS soit accompagné par la commune.*

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 23 votes positifs, 12 votes négatifs.

*Non : Hans Marcel Joos Van de Cauter, Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Odile Margaux, Nicolas Clumeck, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Leïla Kabachi, Jacques Spelkens.*

---

#### **OCMW - Begroting 2024- Goedkeuring.**

De Raad,

Gelet op de artikels 26 bis, 50 bis, 88, 108, 111 en 112 bis der organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W.'s;

Overwegende dat de ontoereikendheid van de middelen van het O.C.M.W. voor 2024 22.199.131,20 € bedraagt;

Overwegende dat deze ontoereikendheid zal gedekt worden door een rechtstreekse tussenkomst van de Gemeente van 22.199.131,20 €;

Overwegende dat het ontwerp van begroting van het O.C.M.W. door het overlegcomité op 19 januari 2024 werd besproken in overeenstemming met artikels 26 en 26 bis van het organieke wet op de O.C.M.W.'s;

Gelet op de beraadslaging van de Raad voor maatschappelijke welzijn van 28 februari 2024 waarbij de begroting van de O.C.M.W. wordt vastgesteld :

- exploitatieontvangsten 70.851.149,18 €
- exploitatieuitgaven 70.615.191,01 €
- investeringsontvangsten 14.306.859,61 €
- investeringsuitgaven 14.542.817,78 €,

Beslist de beraadslaging goed te keuren van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 28 februari 2024 betreffende de vaststelling van de begroting van het O.C.M.W. voor het dienstjaar 2024.

***De voorzitter van het OCMW** zegt dat de gemeentelijke legislatuur die dit jaar ten einde loopt een epische periode is geweest voor het OCMW, zijn personeel, zijn ambtenaren en zijn budget.*

*Het aantal gebruikers is met bijna 50% gestegen als gevolg van de*

*opeenvolgende crisissen. Het aandeel van het leefloon is meer dan verdrievoudigd, voornamelijk door de instroom van Oekraïense vluchtelingen in Ukkel.*

*Deze situatie heeft geleid tot een stijging van de kosten voor eerstelijnsdiensten en ondersteunende diensten zoals de sociale wijkdienst, de Promojob-dienst en de cellen Huisvesting, Energie en Schuldbemiddeling.*

*Het herverdelingsbudget is in 6 jaar tijd met meer dan 60% gestegen: het verwachte bedrag voor 2024 is 31,5 miljoen euro, of 45% van het budget.*

*De activiteit van het bijzonder comité van de sociale dienst (BCSS) is zodanig toegenomen dat het 8 vergaderingen of hoorzittingen per maand houdt, wat neerkomt op een verdubbeling van haar activiteit.*

*De voorzitter van het OCMW wil de gemeenteraad bedanken voor zijn aanhoudende steun, het college voor zijn solide financiële steun en het OCMW-personeel voor zijn toewijding, flexibiliteit en veerkracht.*

*De gemeentelijke dotatie bedraagt dit jaar 22,2 miljoen euro, een stijging van 5%.*

*De rusthuizen bevinden zich nog steeds in een overgangsfase. De werken aan het Nekkersgatdomein vorderen echter gestaag. De opening van de nieuwe vleugel B5, bestemd voor 60 bedden, is gepland voor februari 2025. De volledige renovatie van de andere vleugel zou in de lente van 2026 klaar moeten zijn.*

*Ondertussen onderzoekt het college de mogelijkheid om definitief te verhuizen zodra de nieuwe vleugel in februari 2025 opengaat.*

*Gezien de vele wendingen van dit project in de afgelopen 20 jaar is de voorzitter van het OCMW verheugd dat het renovatieproject eind 2022 van start kon gaan.*

*Hij is ook blij dat hij een goed gestructureerde begroting voor 2024 kan voorleggen, ondersteund door een duidelijke beleidsverklaring.*

*De voorbije jaren kreeg het OCMW te maken met een aanzienlijke toename van het aantal bijstandsaanvragen, in alle categorieën, op een moment dat het moest voldoen aan nieuwe wettelijke en reglementaire vereisten, in het bijzonder voor de geïndividualiseerde projecten voor maatschappelijke integratie (GPMI). Deze uitdaging is niet alleen aangegaan dankzij het reactievermogen en de flexibiliteit van het bestuur maar ook dankzij de nieuwe besluitvormingsprocedures die door de raad van de Sociale Actie zijn aangenomen en de digitalisering van de voorstellen voor de besluitvorming van het BCSS. Dit digitaliserings- en informatiseringsbeleid zal worden geïntensiveerd. De voorzitter van het OCMW wijst erop dat zijn organisatie ook lid is van het platform Weeples.*

*De professionele re-integratiedienst is weer op gang gekomen dankzij een nieuwe omkadering heeft met succes de nieuwe verordening*

met betrekking tot personen met het statuut "artikel 60" geïmplementeerd.

*De sociale coördinatie heeft ook een nieuwe beheerder gekregen.*

*Er zijn budgetten gereserveerd voor de Infobus tot eind 2024.*

*Sinds de verhuizing naar het centrale administratiegebouw aan de Alsebergsesteenweg ontvangt het Centrum voor voedseldistributie meer dan 200 mensen per dag, een stabiel aantal vergeleken met vorig jaar.*

*Meer dan 7.500 mensen maken direct of indirect gebruik van de diensten van het OCMW. Elke maand worden meer dan 2.000 leeflonen uitbetaald. Deze cijfers tonen aan dat de grootstedelijke realiteit sterk aanwezig is in Ukkel.*

*Ukkel herbergt meer dan 22% van de Oekraïense vluchtelingen in het Brusselse gewest. De cel die zich met deze problematiek bezighoudt, behandelt meer dan 350 dossiers.*

*De begroting 2024 voor het begrotingsjaar zelf omvat ontvangsten ten bedrage van € 70.851.000 voor de werking en € 14.307.000 voor investeringen, en uitgaves ten bedrage van € 70.615.000 voor de werking en € 14.543.000 voor investeringen. De gemeentelijke dotatie is begroot op € 22.199.131,70, ofwel 5% meer dan vorig jaar.*

*De voorzitter van het OCMW wijst er ook op dat het bruto jaarsalaris van de nieuwe adjunct van de algemeen secretaris € 96.440 bedraagt (€ 87.370 excl. tweetaligheidspremie en maaltijdcheques).*

*De bewakingskosten bedragen € 92.524,95 in de begroting 2024.*

*De variatie in de bevoorrading van de voedselbank hangt samen met de bezoekfrequentie, die op haar beurt afhangt van de opslagcapaciteit en de schommelingen in de bevoorrading door de Brabantse voedselbank, in het bijzonder wat de Colruyt-producten betreft.*

*In 2022 werd voor een totaalbedrag van ongeveer € 275.000 een beroep gedaan op het gas-elektriciteitsfonds om de energiecrisis het hoofd te bieden. In 2023 bedroegen de uitgaves € 513.000 om tegemoet te komen aan verzoeken om hulp bij het betalen van energierekeningen.*

***De h. Hayette*** herinnert eraan dat de meerderheid haar algemene beleidsnota begon met een presentatie van de specifieke kenmerken van Ukkel in het Brusselse gewest. Hoewel sommige van deze gegevens verouderd zijn, kunnen ze interessante referenties bieden voor de meer geïnteresseerden. Volgens deze indicatoren leven de mensen in Ukkel beter en langer dan in andere gemeentes. Maar de meerderheid herhaalt ook wat de socialistische fractie al lang uitlegt: terwijl het totale inkomen notoir hoger is in Ukkel, zijn de inkomensongelijkheden en -verschillen er groter dan in andere gemeentes.



*Volgens de meest recente gegevens is het aantal mensen dat bijstand ontvangt sinds 2019 elk jaar met ongeveer 10% gestegen. De redenen voor deze ontwikkeling werden in de commissie besproken. Het uitbreken van de oorlog tussen Rusland en Oekraïne rechtvaardigde een conjuncturele stijging van het leefloon van 325% in 5 maanden. Dit getuigt van het onthaal en de vrijgevigheid van de Ukkelse bevolking maar ook van de nabijheid van de Oekraïense ambassade in de gemeente. De huidige situatie zou weer normaal moeten worden, vooral omdat de tijdelijke beschermingsmaatregel over een jaar afloopt. In totaal bedraagt de steun van de Europese Unie aan Oekraïne sinds het begin van de Russische aanvalsoorlog meer dan 88 miljard euro, waarbij nog eens de 50 miljard euro moet worden opgeteld die tijdens een Europese top is besloten.*

*In eerdere toespraken heeft de socialistische fractie benadrukt hoe zorgwekkend de situatie van jongeren is. In het verslag van de meerderheid wordt erop gewezen dat tussen 2010 en 2020 het percentage jongeren dat een werkloosheidsuitkering of leefloon ontvangt met 75% is gedaald, terwijl het percentage jongeren dat een leefloon ontvangt met 83% is gestegen. In een van zijn conclusies bevestigt het college dat er meer jongeren en studenten zijn onder de bijstandsontvangers en vestigt het de aandacht van de raad op de toenemende verarming van de gemeente, waarbij het erop wijst dat er steeds meer rekening zal moeten worden gehouden met deze variabele, die structureel dreigt te worden.*

*De wens van regeringen om de werkloosheidscijfers kunstmatig aan te passen door werklozen om te vormen tot OCMW-gerechtigden is een slechte vermomming voor onze relatie met de arbeidswereld. Het OCMW is geen uitzondering. De doelstellingen voor de "artikel 60 § 7" integratiecontracten zijn bescheiden. De h. Hayette las geen werkgelegenheidsinitiatieven in het document van de meerderheid. In een persinterview wees Esther Duflo, winnares van de Nobelprijs voor Economie in 2019 voor haar werk in de strijd tegen extreme armoede, er echter op dat het verlagen van werkloosheidsuitkeringen een slechte oplossing is. Het OCMW is weliswaar niet de initiatiefnemer van deze overdracht maar het wordt de facto verantwoordelijk voor de promotie van de sociale waarde van arbeid. Jongeren hun maatschappelijk nut teruggeven via arbeid is fundamenteel: dit zou de prioriteit moeten zijn van de Promojob-dienst. In dit opzicht is de socialistische fractie minder overtuigd door dwang dan door onderwijs.*

*Ukkelse jongeren vinden steeds moeilijker een betaalbare woning. Daar zijn veel redenen voor maar één ervan is het gebrek aan sociale woningen in Ukkel, wat jongeren rechtstreeks treft. Het aantal sociale woningen in Ukkel is het laagste in het Brusselse gewest. In de samenwerking tussen de gemeente en het OCMW is het niet alleen belangrijk om schaalvoordelen na te streven maar ook om een inclusief beleid te organiseren en te ontwikkelen. Het rapport wijst erop dat de*

*gemiddelde huur in minder dan 20 jaar met 25% is gestegen en dat de explosie van de energieprijzen "een zekere mate van energieonzekerheid" heeft gecreëerd voor 26,5% van de Brusselse gezinnen. Zowel het Gewest als de gemeente hebben verantwoordelijkheden maar vooraleer op zoek te gaan naar meer middelen zou het aangewezen zijn om de inspanningen en synergieën tussen het OCMW en de actoren van het sociaal beleid te delen.*

*De h. Hayette wijst ook op de stijging van de voedselhulp met 82% tussen januari 2020 en december 2021. Voor vooraanstaande economen is dit geen toeval. In de nasleep van de covidcrisis hebben we machteloos toegekeken hoe extreme armoede is teruggekeerd, voornamelijk door een zeer sterke stijging van de voedselprijzen als gevolg van bepaalde tekorten, maar ook door speculatie op de internationale markten. Aangezien een groot deel van het budget van de armste gezinnen aan voedsel wordt besteed, is het niet meer dan normaal dat de zwaarst getroffen gezinnen gebruik willen maken van het Gratis Voedseldistributiecentrum (GVDC) om dit soort uitgaves te beperken. In dit verband had de socialistische fractie graag willen weten waarom de prognose voor 2023 voor de voedselbank de helft is van die in 2022. Zouden we naast de aanplanting van fruitbomen geen tuinbouwgewassen kunnen ontwikkelen?*

*Wat de doelstellingen voor 2024 betreft, zou de aan te werven adjunct van de algemeen secretaris verantwoordelijk zijn voor de coördinatie van strategische projecten die samenwerking tussen de departementen vereisen. Welke plannen heeft deze adjunct? Hoewel de bezoldiging van de voorzitter op pagina 15 van het begrotingsdocument staat, kon het budget voor de aanstelling van de adjunct niet geëvalueerd worden. Volgens artikel 45, § 3 van de organieke wet op het OCMW is het de taak van de algemeen secretaris om een memorandum van overeenstemming te sluiten over de manier waarop de politieke doelstellingen en procedures die in de betrekkingen tussen het permanent bureau en het bestuur moeten worden nageleefd, moeten worden verwezenlijkt. Komt deze taak in de toekomst toe aan de adjunct? Meer fundamenteel, wat zijn de politieke doelstellingen die door het OCMW worden nagestreefd?*

*De socialistische fractie plaatst ook vraagtekens bij het personeelsbeleid van de meerderheid. Nadat het Europees Parlement de bewakings- en beveiligingsdienst had uitbesteed, was het genoodzaakt intern personeel aan te werven en een "intern" personeelsbestand te "statutariseren" omdat het verloop bij het bewakingsbedrijf te hoog was. Vertaaldiensten zijn al uitbesteed en hetzelfde zal binnenkort gelden voor de werving van een expert in digitale strategie voor de aanstelling van een nieuwe personeelsmanager, die een nieuwe expert in menselijke relaties zal zijn. Deze uitbestedingen hebben een naam: het zijn privatiseringen. Als we de logica van de meerderheid volgen, wordt het OCMW zelf binnenkort geprivatiseerd. Met uitzondering van het Energiefonds is het budget van alle diensten verlaagd, met een totale*

verlaging van de personeelskosten van € 1.935.937. De contractualisering van het OCMW-personeel lijkt een trend te volgen die al eerder werd waargenomen bij gemeentepersoneel. Is het omdat het zo weinig vertrouwen heeft in het gemeentepersoneel dat het college heeft besloten om hun status onzekerder te maken?

De socialistische fractie maakt geen geheim van haar bezorgdheid over de doelstellingen voor 2024. De formulering is vaak vaag, of het nu is om te zeggen dat de nadruk zal liggen op het verbeteren van aanbestedingsprocedures of dat de dienst de regelgeving en overeenkomsten voor rusthuizen herziet in overeenstemming met toekomstige kamerprijzen. Dit kafkaëske jargon doet het ergste vrezen; we zijn niet meer ver verwijderd van de dystopische samenleving die de socialisten een paar jaar geleden voorspelden. Het college erkent dat het te kampen heeft met personeelstekort, met name in Asselbergs. De vakbonden hebben verschillende acties gevoerd om de werkomstandigheden en de overbelasting als gevolg van de achterstand aan te klagen en om de autoriteiten van Ukkel op te roepen de diensten te versterken. En dat is wat het antwoord van het college is geweest: overplaatsing van werknemers naar andere functies, digitalisering, ontwikkeling van telewerken om kwetsbare bevolkingsgroepen te helpen die zichzelf niet kunnen voeden en soms niet voor zichzelf kunnen zorgen, en die net zoveel behoefte hebben aan troost als aan financiële hulp. De h. Hayette bekritiseerde ook de sluiting van de diensten dienstencheques en kinderopvang, evenals de sluiting op 30 april van de noodopvang voor mensen die tijdelijke bescherming genieten vanwege een gebrek aan financiering. Dit zijn niet alleen begrotingskwesaties maar ook politieke keuzes.

De h. Hayette stelt een vraag over de hoogte van het salaris van de h. Cornelis en het feit dat hij zijn functie als voorzitter van het OCMW combineert met belangrijke verantwoordelijkheden bij het Gewest. De h. Hayette kent geen enkel privébedrijf met een budget van 85 miljoen euro dat zijn directeur deelt met een ander bedrijf. Hoewel het niet illegaal is, is de combinatie van functies moreel onaanvaardbaar. Het voorzitterschap van het OCMW en de functie van kabinetschef vereisen een fulltime aanwezigheid. De h. Hayette sloot zich aan bij de woorden van John Pitseys, leider van de Ecolo-fractie in het Brusselse parlement, die zijn verontwaardiging uitte en eraan herinnerde dat een mandaat moet worden uitgeoefend met de nodige tijd om goed werk te leveren. De h. Hayette betreurt het dat er geen rekening is gehouden met de verontwaardigde opmerkingen die hij eerder heeft gemaakt over de salariskwestie. Hij wil echter duidelijk maken dat hij de vaardigheden van de h. Cornelis nooit in twijfel heeft getrokken en dat elk werk een salaris verdient. Wat de h. Cornelis betreft, zijn overschrijdingen van de bezoldigingsmaxima wettelijk toegestaan, maar het bedrag van zijn bezoldiging is begroot op € 92.700, terwijl het tot € 63.648,29 verlaagd zou kunnen worden. Er moet echter op worden gewezen dat de h. Cornelis in 2022 € 272 348,24 heeft ontvangen, terwijl de jaarlijkse bedragen van het leefloon, afhankelijk van de sociale situatie van de

*begunstigden, tussen de € 8.578,22 en 19.689,96 liggen, bijna 14 keer minder als we uitgaan van het hoogste tarief!*

*De socialistische fractie zal tegen deze begroting stemmen.*

***De h. Junqué** is van mening dat de verhoging van de gemeentelijke dotatie met 5% relatief klein is in vergelijking met de uitdagingen die de toenemende verarming van de bevolking met zich meebrengt.*

*Ecolo heeft echter alle vertrouwen in het personeel van het OCMW omdat ze overtuigd is van hun professionaliteit, efficiëntie en vindingrijkheid.*

*Aangezien de indicatoren van onzekerheid toenemen, zullen er in de loop van het jaar waarschijnlijk extra middelen nodig zijn om het budget op de behoeftes af te stemmen.*

*Schaalvoordelen zullen echter noodzakelijk zijn. Diensten samenbrengen in het Brugmanntehuis is een mogelijke optie voor de toekomst.*

*Onder het goede nieuws benadrukt de h. Junqué de verhoging van de middelen voor de schuldbemiddelingsdienst die bijzonder essentieel is om burgers die in een schulden螺旋 terecht zijn gekomen te helpen ontsnappen aan onzekerheid.*

***De h. Cools** betreurt het ten zeerste dat het OCMW de laatste begroting van de legislatuur in december 2023 niet heeft kunnen afronden, tegelijk met de gemeentebegroting en de begroting van de politiezone. Dit zou een geconsolideerd overzicht van de gemeentelijke financiën hebben opgeleverd. Begrotingen goedkeuren in maart voor het lopende jaar is zeker een slechte gewoonte.*

*Ukkel is verre van het eiland van rijkdom dat sommigen graag beschrijven, te beginnen met de jonge ABVV-leden die "rondleidingen" organiseerden in bepaalde wijken van Ukkel.*

*Sommige cijfers spreken voor zich: het aantal mensen dat rechtstreeks of onrechtstreeks hulp krijgt van het OCMW is gestegen van 5.122 in 2019 naar 7.677 in 2023, wat neerkomt op een stijging van € 49 in 5 jaar. In dit tempo zal het OCMW binnenkort 10% van de bevolking moeten bijstaan.*

*Het aantal uitkeringen voor levensonderhoud is gestegen van 1.835 naar 2.224.*

*De h. Cools is blij met de hulp aan de Oekraïners want dit is een fundamentele solidariteitsplicht. De opvang van Oekraïense vluchtelingen vertegenwoordigt echter een zeer klein deel van de sociale hulp aangezien het om 350 mensen gaat. Er is dus een echt sociaal probleem*

*in Ukkel.*

*Tijdens de discussies tussen het college en vertegenwoordigers van het OCMW over het bedrag van de gemeentelijke dotatie, die met 5% is verhoogd t.o.v. vorig jaar, was de voorzitter van het OCMW van mening dat deze dotatie onvoldoende was en een begrotingswijziging in de loop van het jaar zou vereisen. Deze opmerkingen zijn toegevoegd aan het pv dat aan de gemeentebegroting voor 2024 werd toegevoegd.*

*In oktober volgend jaar, na de gemeenteraadsverkiezingen, kan het dus nodig zijn om de begroting te wijzigen om de dotatie aan het OCMW te verhogen. Of, aangezien de gemeente wettelijk verplicht is om het tekort van het OCMW aan te vullen, is het mogelijk dat in 2025 een aanvulling moet worden gedaan na de publicatie van de rekening 2024.*

*De h. Cools maakt zich zorgen over de beperkingen op dienstencheques en kinderopvang.*

*Het lijkt duidelijk dat we afstevenen op het einde van de kinderopvang en een vermindering van de steun voor senioren. Dit zijn essentiële diensten, gezien de kosten van particuliere kinderdagverblijven en het beperkte aantal beschikbare plaatsen in gemeentelijke kinderdagverblijven, evenals het isolement waar veel ouderen mee te maken hebben als gevolg van de veranderingen in de samenleving.*

*De h. Cools verbergt een zekere scepsis niet over de beweringen om een sluitende begroting te garanderen. De werkingsuitgaven worden weliswaar beperkt of zelfs licht verlaagd maar is dat voldoende? Volgens hem is deze begroting onrealistisch.*

*Wat het Brugmanntehuis betreft, leek het erop dat de gebouwen verkocht zouden worden. Maar de documenten verwijzen in plaats daarvan naar een haalbaarheidsstudie over de verbouwing van het Brugmanntehuis tot een administratief centrum, die aan de raad zal worden voorgelegd. En het klimaatactieplan van het OCMW, ingediend door schepen De Brouwer, bevat de volgende verklaring: "Onderzoeken of het haalbaar is om de administratieve diensten van het OCMW te centraliseren in het gebouw aan de Egide Van Ophemstraat 3, momenteel het Brugmanntehuis, dat zal worden gerenoveerd om te voldoen aan de eisen van een gebouw met hoge energieprestaties".*

*De h. Cools is het niet eens met dit soort voorstellen omdat de sociale situatie volgens hem zodanig is geëvolueerd dat er geen prioriteit moet worden gegeven aan vastgoedinvesteringen maar aan sociale bijstand en sociale coördinatie.*

*Er lijkt niet veel sprake te zijn van een revitalisering van de Promojob-dienst. Het sociaal beleid mag echter niet beperkt blijven tot financiële steun maar moet de sociale en professionele integratie of herintegratie van de begunstigden van deze steun bevorderen zodat ze weer onafhankelijk worden.*

*Het project voor de herasfaltering van de OCMW-parking zal*

waarschijnlijk niet de duurzame ontwikkeling bevorderen die de gemeenteraad beweert te bevorderen door middel van de stemming over verschillende documenten, ook al zijn er doorlaatbare bedekkingen beschikbaar.

De gemeentelijke dotatie is inderdaad verhoogd tot ongeveer € 249 per inwoner voor 2024, vergeleken met een gewestelijk gemiddelde van € 306 volgens de laatste beschikbare statistieken, die dateren van 2021. Maar de sociale situatie kan sterk verschillen van gemeente tot gemeente.

De h. Cools is zich er terdege van bewust dat het OCMW niet inactief is en dat de leden van de raad van de Sociale Actie veel tijd en energie besteden aan de behandeling van dossiers. Maar het blijft een feit dat deze ontwerpbegroting onrealistisch is en onvoldoende rekening houdt met sociale kwesties.

Uccle en avant zal daarom tegen dit punt stemmen.

**De h. De Bock** vindt het een interessant rapport, hoewel het op bepaalde punten explicieter had kunnen zijn.

Uit een reeks cijfers blijkt dat de armoede toeneemt.

Hoewel huiseigenaren duidelijk minder armoede kennen dan huurders, zijn er nog steeds 7,5% arme huiseigenaren, terwijl het percentage arme huurders 29% bedraagt.

In 10 jaar tijd is het aantal jongeren tussen 18 en 25 jaar dat in preciaire omstandigheden leeft, gestegen van 9.000 naar 14.000. Dit is de leeftijdsgroep waarin het aantal mensen dat een beroep doet op het OCMW het sterkst is gestegen.

Als we naar de evolutie van de rekeningen kijken, zien we dat de gemeentelijke dotatie iets sterker gestegen is dan het budget van het OCMW zelf.

De transfers van andere overheden zijn aanzienlijk. Op een totaal van 20 miljoen euro is 14 miljoen euro afkomstig van andere overheden, nog afgezien van de speciale betalingen van het Gewest, de GGC of het federale niveau, met name voor Oekraïense vluchtelingen.

Uiteindelijk zijn de ontvangsten in de rekeningen beter dan de oorspronkelijke begrotingsramingen aangezien het gegenereerde overschot is gestegen van 4 miljoen euro in 2020 en 2021 tot 7 miljoen euro in 2022.

Aan de uitgavenkant zijn de rekeningen nog steeds slechter dan de oorspronkelijke begrotingen, met een verlies van 3 miljoen euro in 2020, 3,5 miljoen euro in 2021 en 4 miljoen euro in 2022.

Enerzijds zijn de prognoses dus te optimistisch wat de uitgaves betreft, en anderzijds is er altijd heel goed nieuws wat de ontvangsten

*betreft aangezien de steun aan de gemeente Ukkel jaar na jaar hoger blijkt te zijn dan aanvankelijk gedacht.*

*Het totale bedrag aan overdrachten wordt geschat op 65 miljoen euro voor 2024, net als het jaar daarvoor. Waarom stijgt dit bedrag niet? Is dit bedrag niet ook overschat, aangezien bepaalde subsidies zijn ingetrokken? Dit geldt met name voor Infobus dat minder steun zal ontvangen van GGC. We moeten ons afvragen of het gepast is om dit soort tools in stand te houden.*

*Dezelfde overwegingen over de evaluatie van het overheidsbeleid kunnen worden toegepast op de dienstencheques, waarover de h. De Bock geen uitgesproken mening heeft. Als de gemeentelijke dienstenchequedienst geen echte meerwaarde biedt ten opzichte van particuliere bedrijven in de sector, is er immers reden om te twifelen aan de noodzaak om deze dienst te behouden.*

*Wat de geschillen betreft, merkt de h. De Bock op dat het aantal zaken waarin beroep wordt aangetekend bij de arbeidsrechtbank of het hof van beroep gestabiliseerd is, ondanks de toename van het aantal genomen beslissingen. Het zou interessant zijn om dit nader te analyseren, om te zien welke zaken in het voordeel of in het nadeel van de gemeente worden beslist. Aan de hand van de verhouding tussen gewonnen en verloren zaken zou kunnen worden bepaald of er al dan niet reden is om vraagtekens te zetten bij de werkwijze van de gemeente op dit gebied. De raad voor de Sociale actie is echter over het algemeen op de hoogte van deze beslissingen en past deze aan op basis van de jurisprudentie van de arbeidsrechtbank.*

*De cijfers voor leefloonequivalenten evolueren in hetzelfde tempo als de voorbije jaren. Het aandeel leefloonequivalenten is toegenomen door de komst van Oekraïense vluchtelingen.*

*De h. De Bock betreurt dat er weinig informatie is over de energiecijfers. Het zou nuttig zijn om informatie te hebben over de (eventuele) meerkost van de energiecrisis in relatie tot het OCMW.*

*De h. De Bock betreurt ook het gebrek aan echte synergie tussen de gemeente en het OCMW. Het rapport maakt geen melding van cijfers om de praktische meerwaarde van eventuele "schaalvoordelen en het wegwerken van dubbel werk" te bepalen.*

*Het document vermeldt bijvoorbeeld dat op het vlak van huisvesting de samenwerking tussen de gemeente en het OCMW blijkt uit de aanwezigheid van een maatschappelijk assistent die één keer per maand optreedt als centraal aanspreekpunt tussen het OCMW en het SWU. Dit is een actieve samenwerking zonder synergie of schaalvoordelen.*

*De overeenkomst tussen het OCMW, het SWU en BinHome lijkt aan Brusselse zijde veel dynamischer te worden uitgevoerd dan aan de kant van Ukkel. Zowel in Ukkel als in Elsene zijn twee woningen bij deze overeenkomst betrokken. Aangezien de gemeente Ukkel echter geen*

enkele aanvraag heeft ingediend voor de twee woningen die haar zijn toegewezen, vroeg de gemeente Elsene zich af of zij niet zou kunnen profiteren van de woningen die aan Ukkel zijn toegewezen.

Wat de woningen betreft, benadrukt de h. De Bock het engagement om de uitgaves binnen de perken te houden, die van € 8,5 miljoen naar € 8 miljoen zijn teruggebracht.

Hoewel de bezettingsgraad in het Brugmanntehuis in 4 jaar tijd is gedaald van 91% naar 52%, is het aantal personeelsleden gedaald van 68 naar 50 voltijdse equivalenten. Inkrimpingen hoeven niet noodzakelijk evenredig te zijn maar er is reden tot bezorgdheid wanneer het personeelsbestand met 30% daalt terwijl er in totaal 50% minder bewoners zijn.

Dezelfde opmerking kan worden gemaakt over de stijging van de activiteitsgraad van het Nekkersgattehuis met 3%, waardoor er 10 voltijdse equivalenten bijkwamen, een stijging van 20%.

De speciale subsidie van 2 miljoen euro van vorig jaar om het tekort van het tehuis te dekken, is deze keer niet herhaald. Betekent dit dat het budget onderschat is en dat we in de loop van het jaar een financiële injectie moeten doen? Of was de 2 miljoen euro vorig jaar niet nodig? Hoe is het mogelijk om een sluitende begroting te presenteren zonder deze speciale subsidie als alle indexeringen tegelijkertijd in aanmerking moeten worden genomen? Wordt het evenwicht bereikt dankzij hogere transfers van het federale niveau?

Het zou een goed idee zijn om meer synergieën te ontwikkelen tussen de tewerkstellingscel van de gemeente en het OCMW. Het zou raadzaam zijn om op dit vlak proactiever te zijn en niet enkel te wachten op de initiatieven van Actiris.

Is de penetratietest van het IT-systeem van het OCMW voor 2024 al uitgevoerd?

Uiteindelijk vreest de h. De Bock dat deze begroting iets te optimistisch is.

DéFI zal tegen dit punt stemmen.

**De voorzitter van het OCMW** wijst erop dat het OCMW van Ukkel een veel breder dienstenaanbod heeft dan veel andere Brusselse OCMW's en ernaar streeft om deze zoveel mogelijk te behouden, of het nu gaat om de Cité Asselbergs, de schuldbemiddelingsdienst, het centrum voor gratis voedselbedeling of lokale opvanginitiatieven.

Slechts twee OCMW's in het Brusselse gewest hebben een gratis voedselbedeling en het OCMW van Ukkel wordt zelfs gevolgd door universiteiten voor zijn lokale opvanginitiatieven, waarin het een pioniersrol heeft gespeeld.

De raad voor de sociale actie vastbesloten om van het OCMW een



*springplank te maken voor mensen in moeilijkheden om er weer bovenop te komen.*

*De socio-professionele integratiedienst blijft het ultieme instrument voor emancipatie want het doel is om mensen in nood in staat te stellen hun onafhankelijkheid te herwinnen.*

*Bovendien worden er elke vrijdag twee vergaderingen van de CSSS gewijd aan herintegratie, in het bijzonder voor mensen met het statuut "artikel 60".*

*De dienst Dienstencheques wordt geleidelijk afgebouwd. Aangezien de klantenkring van de gemeentelijke dienst Dienstencheques vergelijkbaar is met die van de particuliere bedrijven in de sector, heeft het geen maatschappelijk nut om deze structuur in stand te houden, vooral omdat deze een tekort van meer dan € 300.000 genereert. Het personeel van deze dienst zal worden overgeplaatst naar de dienst Thuishulp die nood heeft aan extra personeel.*

*De Kinderoppasdienst wordt ook afgebouwd. De voorzitter van het OCMW merkt op dat het nog steeds moeilijk is om mensen te vinden die bereid zijn deze slechtbetaalde job op zich te nemen, vooral in Ukkel waar de huurprijzen hoog zijn.*

*Aangezien de subsidies voor transitwoningen op nul zijn gezet, zal de gemeente nog profiteren van de overdracht van enkele restsubsidies. De transitwoning wordt eind april gesloten. Alles zal in het werk worden gesteld om de 13 mensen die er nog wonen te herhuisvesten.*

*De federale overheid vergoedt 100% van de leefloonequivalenten voor Oekraïense vluchtelingen.*

*Wat de Infobus betreft, ontvangt Ukkel ongeveer € 230.000 van de 8 miljoen euro subsidie die de GGC toekent aan alle Brusselse OCMW's. Misschien zal de volgende Brusselse regering deze subsidie verlengen. Misschien zal de volgende Brusselse regering deze steun verlengen. In dat geval zal de begroting moeten worden gewijzigd om deze dienst te behouden.*

*Er is een zeer goede samenwerking tussen het Jobhuis en het Actiris-kantoor. Om dubbel werk te vermijden concentreert de gemeentelijke dienst zich voornamelijk op "artikel 60".*

*Het OCMW heeft zich ingespannen om overbelasting van het personeel te vermijden: de teams werden uitgebreid en er werd een specifieke cel opgericht om de toevloed van dossiers met betrekking tot Oekraïners te beheren. De maatschappelijk werkers van het Ukkelse OCMW moeten 70 tot 80 dossiers behandelen, terwijl hun collega's van de andere Brusselse OCMW's er ongeveer honderd moeten behandelen.*

*De voorzitter van het OCMW heeft zijn belastingaangifte ingediend om zijn loon transparant te maken.*

*Hij betreurt ook dat de begroting niet vroeger kon worden afgerond*

maar door de complexiteit van de situatie is het niet mogelijk om sneller te gaan.

In het Brugmanntehuis wordt het aantal personeelsleden overeenkomstig het Probis-plan geleidelijk teruggebracht volgens de huidige normen.

Voor het project Nekkersgatdomein werd een volledig nieuw personeelskader opgesteld. We onderzoeken of de komende opening van de nieuwe B5-vleugel het mogelijk zal maken om de bewoners en het personeel te verhuizen naar Nekkersgat.

**De h. Cools** was niet overtuigd door de antwoorden van de voorzitter van het OCMW.

De financiële situatie van het OCMW is inderdaad zorgwekkend aangezien de "subsidiepompen", of ze nu van de GGC, het Brussels Gewest of de federale staat komen, minder goed werken dan in het verleden.

De documenten van het Gewest, die op het internet kunnen worden geraadpleegd, vermelden expliciet dat de uitzonderlijke subsidies die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest sinds 2020 aan het OCMW toekent, vanaf 2024 worden opgeschort. Ook de subsidies die aan de voedselbank worden toegekend, dalen terwijl de kosten stijgen.

Dit is een algemene trend waarmee volgens de h. Cools rekening moet worden gehouden.

De h. Cools deelt niet de mening van de voorzitter van het OCMW en van de h. De Bock over dienstencheques. Een dienstencheque-eenheid is perfect legitiem binnen een OCMW als ze een specifieke roeping heeft, met name gericht op hulp aan senioren, en niet gewoon kopieert wat privébedrijven in de sector doen.

Als het OCMW deze dienst niet meer levert, moet hij dan niet worden overgenomen door het plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap (PWA), met de nadruk op bepaalde sociale doelstellingen? In de helft van de Brusselse gemeentes bieden de PWA's dienstencheques aan. Dit was niet het geval in Ukkel om te vermijden dat het OCMW, dat deze taak op zich nam, dubbel werk zou doen.

De h. Cools erkent de moeilijkheden bij het aanwerven van kinderverzorgsters maar vindt dat men de neiging heeft om iets te veel op te geven.

Wat het Brugmanntehuis betreft, waarvoor in het verleden de mogelijkheid van verkoop is overwogen, is de h. Cools van mening dat het, gezien de financiële situatie van het OCMW, onredelijk zou zijn om daar een soort "tweede administratief centrum" op te richten. Als voor deze oplossing wordt gekozen, wordt de sociale bijstand opgeofferd.

**De voorzitter van het OCMW** bevestigt dat de verkoop van het Brugmanthuis in het verleden werd overwogen.

*Maar de situatie is veranderd: in de loop der jaren heeft het OCMW steeds meer aanvragen moeten behandelen en er moet een oplossing worden gevonden om zijn administratie efficiënt te laten werken.*

*Het feit dat de OCMW-diensten aan weerszijden van de Alsebergsesteenweg verspreid liggen maakt de situatie er niet beter op. Als er op een dag een ongeval zou gebeuren bij het oversteken van deze weg, zou de h. Cools de eerste zijn om de situatie te bekritisieren! De OCMW-diensten moeten absoluut worden samengebracht en het Brugmanthuis biedt daartoe de gelegenheid.*

*Er is een studie gestart naar de haalbaarheid van dit project, dat in samenwerking met de BGHM of BinHome zou kunnen worden uitgevoerd.*

*Als de verhuizing naar de Brugmannsite doorgaat, zullen de gebouwen op de Alsebergsesteenweg worden verkocht en zal de opbrengst worden gebruikt om het tekort van het OCMW weg te werken.*

**De h. De Bock** heeft geen duidelijk standpunt over deze kwestie. Hij blijft een afwachtende houding aannemen maar is wel voorstander van het uitvoeren van haalbaarheidsstudies.

*Hij is ook voorstander van de oprichting van een speciale commissie gewijd aan de mogelijke ontwikkeling van een nieuw administratief centrum voor het OCMW omdat het belang van een dergelijke uitdaging rechtvaardigt dat het OCMW wordt ondersteund door de gemeente.*

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 23 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen.

*Nee : Hans Marcel Joos Van de Caeter, Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Odile Margaux, Nicolas Clumeck, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Leïla Kabachi, Jacques Spelkens.*

8 annexes / 8 bijlagen

*20240228-A-0021-AN-001.pdf, 20240228-A-0021-AN-004.pdf, 20240228-A-0021-DE-NL.pdf, 20240228-A-0021-AN-003.pdf, 20240228-A-0021-AN-002.pdf, 20240228-A-0021-AN-005.pdf, 20240228-A-0021-AN-006.pdf, 20240228-A-0021-DE-FR.pdf*

---

**DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT  
CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

**Séniors - Senioren**

28.03.2024/A/0033 **Conseil consultatif communal uclois des Aîné(e)s (CCUA) - rapport d'activité 2023 – pour information**

Le Conseil,  
Vu l'article 22 des statuts du Conseil consultatif uclois des Aîné(e)s (CCUA), approuvés par le Conseil communal le 27/06/2019 et stipulant que chaque année, au cours du mois de mars, la Présidente adresse par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins un rapport général sur l'activité du Conseil durant l'année civile écoulée;  
Que ce dernier a été approuvé en séance plénière du 11 mars 2024;  
Prend connaissance du rapport d'activité annuel du CCUA pour l'année 2023.

Le Conseil approuve le point.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Ukkelse Gemeentelijke Adviesraad voor Ouderen (UAO) - activiteitenverslag 2023 - kennisneming**

De raad,  
Gelet op artikel 22 van de statuten van de Ukkelse Adviesraad voor Ouderen (UAO), goedgekeurd door de gemeenteraad op 27/06/2019, die bepalen dat de voorzitter elk jaar in maart een algemeen verslag over de activiteiten van de raad tijdens het afgelopen kalenderjaar schriftelijk bezorgt aan het college van burgemeester en schepenen;  
Dat dit laatste in de plenaire vergadering van 11 maart 2024 goedgekeurd werd;  
Neemt kennis van het jaarlijks activiteitenverslag van de UAO voor het jaar 2023.

De Raad keurt het punt goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*  
*rapport annuel CCUA 2023.pdf, rapport annuel CCUA 2023\_nl.pdf*

---

**DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN**

**Santé - Gezondheid**

28.03.2024/A/0034 **Service Santé.- Subside communal attribué au Centre de Secours d'Uccle "ACS - UCCLE". Années 2024, 2025 et 2026 - Approbation de la convention.**

Le Conseil,  
Considérant que le Centre de Secours d'Uccle (A.C.S. UCCLE) est une association qui offre bénévolement un soutien logistique lors d'organisations communales;  
Attendu que le Centre de Secours d'Uccle n'est redevable d'aucune somme envers la Commune;  
Attendu qu'un subside a déjà été accordé au Centre de Secours d'Uccle en 2022 et 2023;  
Attendu qu'une nouvelle convention pourrait être signée, afin qu'ils soient d'office présents lors de 14 manifestations organisées par la commune d'Uccle (chasse aux œufs, cross du parascolaire, Homborch en fête, cinéma en plein air, Nuit au parc, UckelAir, Jeunesse en fête, Foire de St. Job, Veloce, journée sans voiture, cortège

d'Halloween, cérémonie du 1<sup>er</sup> novembre, fête de la natation, Uckelbeek);

Attendu qu'un crédit de 5.000 € est prévu à l'article 849/332-02/90 du budget 2024;

Qu'un crédit de 5.000 € sera à prévoir aux budgets 2025 et 2026 sous réserve de l'approbation du budget par les Autorités compétentes;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- de marquer son accord sur la convention avec les ACS, pour les années 2024, 2025 et 2026 et sur le formulaire à compléter par les services demandeurs;
- de marquer son accord sur le paiement de 5.000 € à l'asbl "A.C.S. UCCLE";
- d'engager et d'imputer cette somme à l'article budgétaire 849/332-02/90 de 2024;
- d'engager et d'imputer cette somme à l'article budgétaire 849/332-02/90 de 2025 et 2026, sous réserve d'approbation des budgets 2025 et 2026 par les Autorités compétentes.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Dienst Gezondheid.- Gemeentelijke subsidie toegekend aan Centre de Secours d'Uccle "ACS -UCCLE. Dienstjaren 2024, 2025 en 2026 - Goedkeuring van de overeenkomst.**

De Raad,

Overwegende dat het Centre de Secours d'Uccle (A.C.S. Uccle) een vereniging is die op vrijwillige basis logistieke steun biedt tijdens gemeentelijke evenementen;

Overwegende dat het Centre de Secours d'Uccle geen enkel bedrag verschuldigd is aan de gemeente;

Overwegende dat er in 2022 en 2023 een subsidie werd toegekend aan het Centre de Secours d'Uccle;

Overwegende dat een nieuwe overeenkomst ondertekend zou kunnen worden zodat zij automatisch aanwezig zijn bij 14 evenementen die door de gemeente Uckel worden georganiseerd (eierjacht, cross van de Bijschoolse Activiteiten, Homborchfeest, film in de openlucht, Nacht in het park, UckelAir, Jeugdfeest, jaarmarkt van Sint-Job, Veloce, autoloze dag, halloweenoptocht, 1 novemberceremonie, zwemfeest, Uckelbeek);

Aangezien er onder artikel 849/332-02/90 van de begroting 2024 een bedrag van € 5.000 is voorzien;

Aangezien er € 5.000 voorzien zal worden in de begrotingen 2025 en 2026;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst met de ACS's voor de jaren

2024, 2025 en 2026 en het formulier dat door de aanvragende diensten ingevuld moet worden;

- zijn goedkeuring te verlenen aan de betaling van € 5.000 aan vereniging "A.C.S. UCCLE";

- dit bedrag te boeken en vast te leggen onder begrotingsartikel 849/332-02/90 van 2024;

- dit bedrag te boeken en vast te leggen onder begrotingsartikel 849/332-02/90 van 2025 en 2026 onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2025 en 2026.

De Raad keurt het punt goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*  
*CONVENTION+ACS+2024.docx, FORMULAIRE DE DEMANDE ACS.pdf*

*Aleksandra Kokaj entre en séance / treedt in zitting.*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

### Secrétariat central - Centraal secretariaat

28.03.2024/A/0035 **Question écrite de Mme Czekalski : le coût des bonbonnes de protoxyde d'azote à Uccle.**

Le Conseil prend connaissance.

---

**Schriftelijke vraag van Mevr. Czekalski : de kost van stikstofoxide flessen in Ukkel.**

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*QE bonbonnes protoxyde d'azote.docx*

---

28.03.2024/A/0036 **Question écrite de M. Sax : un distributeur de billets au CAU**

Le Conseil prend connaissance.

---

**Schirftelijke vraag van de h. Sax : een verdeler van biljetten in het ACU.**

De Raad neemt kennis.

---

28.03.2024/A/0037 **Interpellation de M. Cools : Les bonnes pratiques en campagne électorale.**

**M. Cools** rappelle que cette année connaîtra deux moments démocratiques forts : les élections européennes, fédérales et régionales, qui se dérouleront le 9 juin 2024, et les élections communales, qui auront lieu le 13 octobre 2024.

Tout naturellement, les candidats, les mouvements et formations politiques feront campagne pour convaincre le plus d'électeurs possible de leur faire confiance. De bonnes pratiques s'imposent pour ces campagnes électorales. Il faut exclure des dérives telles que celle qui a conduit il y a quelques années à la révocation de Mme Anne-Marie Lizin, Bourgmestre de Huy, qui avait recours pour la distribution de ses tracts électoraux à des agents communaux pendant les heures de service de ces derniers. Sans que cela ne soit aussi extrême, la commune d'Uccle a connu par le passé des situations « borderline » qui ne doivent pas se reproduire. Il est important que les règles déontologiques en la matière soient rappelées à tous.

Sauf pour les dernières élections, une réunion consacrée à l'affichage électoral était en général organisée avec des représentants de tous les groupes politiques.

Dans la perspective des prochaines élections, M. Cools propose de se fixer un objectif beaucoup plus large que le seul affichage en organisant un groupe de travail, avec des représentants de tous les groupes politiques qui siègent au Conseil communal, afin d'élaborer une déclaration sur les bonnes pratiques lors des campagnes électorales. Au-delà du respect des obligations légales, il est important que tous les candidats, tous les mouvements ou formations politiques s'engagent, au travers de leur adhésion à cette déclaration, à fonder leur campagne électorale sur des propositions politiques et non sur des discours de haine, des attaques personnelles ou le dénigrement des autres candidats.

Le Collège est-il disposé à prendre l'initiative d'organiser une réunion avec les représentants des groupes politiques représentés au Conseil communal, qui aurait pour objet de rechercher un consensus sur une déclaration et un engagement communs de respecter certaines règles de bonne conduite en campagne électorale ?

**Mme Kokaj** remercie vivement M. Cools pour son interpellation car elle présente l'intérêt de rappeler l'essence même du débat démocratique : il est tout à fait normal de défendre des visions différentes au sein d'une démocratie mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faille discréditer ses adversaires politiques en les diffamant. Il est important de rappeler une telle évidence à la veille d'une campagne électorale.

De plus, si M. Cools en vient à présenter une telle interpellation avec l'expérience qui est la sienne au sein de ce Conseil communal, cela signifie qu'il n'y a pas de certitude que la campagne au sein de l'espace communal puisse être menée sans attaque personnelle.

Mme Kokaj partage avec M. Cools cette crainte, qui ne vient pas de nulle part : en tant que Présidente du Conseil, Mme Kokaj a été en première ligne pour constater que tout ne s'est pas toujours bien passé au cours des 5 années de la mandature. Elle est certes ravie de constater que l'ambiance a fini par se détendre, mais nombreux sont ceux au sein de cette assemblée à avoir été blessés, à s'être sentis diffamés, que ce soit en séance publique ou sur les réseaux sociaux.

Mme Kokaj souhaite donc vivement participer au groupe de travail proposé par M. Cools, en vue d'élaborer un code de bonne conduite qui soit en vigueur non seulement lors des campagnes électorales mais aussi durant toute la mandature.

Mme Kokaj est toutefois un peu gênée par le fait qu'une telle initiative pourrait apparaître comme une forme de punition collective pour les dérapages d'une minorité, alors que l'écrasante majorité des membres du Conseil communal s'est toujours comportée avec beaucoup de dignité.

Il faudra déterminer quels comportements doivent être dénoncés dans ce code de bonne conduite : faut-il interdire la diffusion de la capture d'écran d'une page privée Facebook dans un contexte qui n'est pas précisé ? Faut-il interdire la diffusion d'images dégradantes ou insultantes pour l'ensemble d'une section politique ? Faut-il interdire les accusations de mensonge en séance publique à l'égard de mandataires dont on ne partage pas l'avis ?...

Mme Kokaj rappelle que la suppression de l'affichage sur panneaux libres, obtenue en 2018, est due à une initiative d'Ecolo.

**M. De Bock** reconnaît que le climat n'a pas toujours été serein au cours des 5 dernières années. Certains positionnements, certains écrits, certaines paroles ont pu blesser alors que leurs auteurs n'en avaient pas l'intention.

Comme les mandataires ne travaillent pas tous les jours ensemble, l'incompréhension a pu s'amplifier alors qu'il eût fallu sans doute crever l'abcès pour faire redescendre la pression.

**M. le Bourgmestre** signale que le Collège a déjà prévu de réunir l'ensemble des responsables des formations politiques de la majorité et de l'opposition pour améliorer les bonnes pratiques en campagne électorale, notamment pour ce qui concerne l'affichage.

Il se permet cependant de signaler que lors des dernières élections, une formation politique a procédé à des collages sur des panneaux d'affichage libre tout en sachant que ce n'était absolument pas autorisé, et qu'il s'agissait en l'occurrence de la formation politique de M. Cools. On ne peut que se réjouir de constater que des changements d'attitude sont possibles même lorsqu'on a péché un jour.

M. le Bourgmestre partage le point de vue selon lequel la lutte contre les pratiques « borderline », telles que, par exemple, la diffusion de mensonges sur les réseaux sociaux, ne doit pas se limiter aux campagnes électorales mais s'étendre à toute la durée de la mandature.

**M. Cools** signale que l'affichage auquel M. le Bourgmestre vient de faire allusion s'est produit avant que le règlement relatif à l'affichage électoral ne soit établi.

M. Cools souscrit à la proposition de Mme Kokaj en vertu de laquelle la réflexion ne doit pas être cantonnée aux campagnes électorales mais être étendue au fonctionnement quotidien des assemblées : un Conseil communal ne doit pas être une assemblée molle, les échanges peuvent y être vifs, mais cela ne signifie pas qu'il faille sombrer dans la diffamation.

M. Cools a tenu à présenter cette interpellation parce que, dans le cadre des travaux du Conseil de l'Europe, il a pu prendre conscience des effets dévastateurs des fake news, des discours de haine, qui, dans certains pays, ont même conduit à l'assassinat d'élus. Et certaines formations politiques, qui ne sont pas représentées au sein de ce Conseil mais vont bien participer aux prochaines élections, surfent sur cette vague. C'est pourquoi, par souci d'exemplarité, il convient de faire preuve de vigilance à cet égard.

Quoi qu'il en soit, M. Cools se réjouit de l'accueil favorable réservé à sa proposition.

Le Conseil prend connaissance.

---



## **Interpellatie van de h. Cools : Goede praktijken in verkiezingstijd.**

**De h. Cools** wijst erop dat er dit jaar twee belangrijke democratische gebeurtenissen zullen plaatsvinden: de Europese, federale en gewestelijke verkiezingen, die zullen plaatsvinden op 9 juni 2024, en de gemeenteraadsverkiezingen, die zullen worden plaatsvinden op 13 oktober 2024.

Uiteraard zullen kandidaten, politieke bewegingen en groeperingen campagne voeren om zoveel mogelijk kiezers ervan te overtuigen hun vertrouwen aan hen te schenken. Goede praktijken zijn essentieel voor deze verkiezingscampagnes. We moeten misbruik uitsluiten, zoals het misbruik dat enkele jaren geleden leidde tot de afzetting van mevr. Anne-Marie Lizin, burgemeester van Hoei, die gemeentewerkers tijdens hun werkuren gebruikte om haar verkiezingspamfletten te verspreiden. Hoewel het niet zo extreem is, heeft de gemeente Ukkel in het verleden grenssituaties meegemaakt die zich niet mogen herhalen. Het is belangrijk dat iedereen wordt herinnerd aan de deontologische ethische regels op dit gebied.

Met uitzondering van de laatste verkiezingen werd over het algemeen een bijeenkomst over verkiezingsaffiches georganiseerd met vertegenwoordigers van alle fracties.

Met het oog op de komende verkiezingen stelt de h. Cools voor om een veel breder doel te stellen dan alleen het aanplakken van affiches, door een werkgroep te organiseren met vertegenwoordigers van alle fracties die zitting hebben in de gemeenteraad, om een verklaring op te stellen over goede praktijken tijdens verkiezingscampagnes. Naast het naleven van de wettelijke verplichtingen is het belangrijk dat alle kandidaten, politieke bewegingen en groeperingen zich er door ondertekening van deze verklaring toe verbinden hun verkiezingscampagne te baseren op politieke voorstellen en niet op haatdragende taal, persoonlijke aanvallen of het zwartmaken van andere kandidaten.

Is de raad bereid het initiatief te nemen tot het organiseren van een bijeenkomst met de vertegenwoordigers van de politieke groeperingen die in de gemeenteraad vertegenwoordigd zijn, met als doel te komen tot een consensus over een verklaring en een gezamenlijke verbintenis tot het naleven van bepaalde gedragsregels tijdens verkiezingscampagnes?

**Mevr. Kokaj** bedankt de h. Cools hartelijk voor zijn interpellatie, die het voordeel had ons te herinneren aan de essentie van een democratisch debat: het is heel normaal om in een democratie verschillende standpunten te verdedigen maar dat betekent niet dat je je politieke tegenstanders in diskrediet moet brengen door ze te belasteren. Het is belangrijk om dit te onthouden aan de vooravond van een verkiezingscampagne.

Bovendien, als de h. Cools een dergelijke interpellatie komt brengen met de ervaring die hij heeft binnen de gemeenteraad, betekent dit dat er geen zekerheid is dat de campagne binnen de gemeentelijke ruimte gevoerd kan worden zonder persoonlijke aanvallen.

Mevr. Kokaj deelt de angst van de h. Cools, die niet uit het niets komt: als voorzitter van de raad heeft mevr. Kokaj in de frontlinie kunnen zien dat niet altijd alles goed is gegaan tijdens de 5 jaar van het mandaat. Hoewel ze blij is te zien dat de sfeer eindelijk rustiger is geworden, zijn er in deze vergadering veel mensen die gekwetst zijn, die zich belasterd hebben gevoeld, of dat nu in openbare vergaderingen was of op sociale netwerken.

Mevr. Kokaj wil daarom graag deelnemen aan de werkgroep die is voorgesteld door de h. Cools, met het oog op het opstellen van een gedragscode die niet alleen van toepassing is tijdens verkiezingscampagnes, maar gedurende de hele ambtstermijn.

Mevr. Kokaj vreest echter dat een dergelijk initiatief zou kunnen overkomen als een vorm van collectieve straf voor de excessen van een minderheid, terwijl de overgrote meerderheid van de leden van de gemeenteraad zich altijd zeer waardig heeft gedragen.

Er zal moeten worden bepaald welke gedragingen in deze gedragscode aan de kaak moeten worden gesteld: moet de verspreiding van een screenshot van een private Facebookpagina in een niet nader gespecificeerde context worden verboden? Moet de verspreiding van beelden die een hele politieke sectie vernederen of beledigen verboden worden? Moet het verboden worden om vertegenwoordigers in een openbare vergadering te beschuldigen van liegen als je het niet met hen eens bent?...

Mevr. Kokaj wijst erop dat de afschaffing van het afficheren op vrije borden, die in 2018 is bereikt, te danken is aan een initiatief van Ecolo.

**De h. De Bock** erkent dat het klimaat de afgelopen 5 jaar niet altijd sereen is geweest. Er zijn bepaalde standpunten ingenomen, bepaalde dingen geschreven en bepaalde woorden gezegd die misschien pijn hebben gedaan, ook al was dat niet de bedoeling.

Omdat de mandatarissen niet elke dag samenwerken, zijn misverstanden versterkt, terwijl het ongetwijfeld beter zou zijn geweest om een lans te breken voor het abces om de druk te verlichten.

**De burgemeester** wijst erop dat de raad al van plan was alle leiders van de meerderheids- en oppositiepartijen bijeen te brengen om de beste praktijken tijdens verkiezingscampagnes te verbeteren, met name wat affichering betreft.

Hij wil er echter op wijzen dat tijdens de laatste verkiezingen een politieke partij affiches heeft geplakt op vrije reclameborden, hoewel zij wist dat dit absoluut niet was toegestaan, en dat het in dit geval de politieke partij van de h. Cools betrof. We kunnen alleen maar blij zijn om te zien dat een verandering van houding mogelijk is, zelfs als men een dag gezondigd heeft.

De burgemeester deelt de mening dat de strijd tegen "grenspraktijken", zoals het verspreiden van leugens op sociale netwerken, niet beperkt moet blijven tot verkiezingscampagnes, maar zich moet uitstrekken over de gehele ambtstermijn.

**De h. Cools** wijst erop dat het bericht waar de burgemeester zojuist naar verwees, is geplaatst voordat de regels voor verkiezingsaffiches waren opgesteld.

De h. Cools is het eens met de suggestie van mevr. Kokaj om het debat niet te beperken tot verkiezingscampagnes, maar uit te breiden tot het dagelijks bestuur van vergaderingen: een gemeenteraad moet geen slappe vergadering zijn, en uitwisselingen kunnen levendig zijn, maar dat betekent niet dat we moeten vervallen in laster.

De h. Cools wou deze vraag graag stellen omdat hij zich, als onderdeel van het werk van de raad van Europa, bewust is geworden van de verwoestende effecten van nepnieuws en haatzaaiende uitspraken, die in sommige landen zelfs hebben geleid tot de moord op gekozen vertegenwoordigers. En sommige politieke partijen, die niet vertegenwoordigd zijn in deze raad maar wel zullen deelnemen aan de volgende verkiezingen, profiteren van deze golf. Daarom moeten we, in het belang van het goede voorbeeld, waakzaam zijn op dit gebied.

In ieder geval is de h. Cools blij dat zijn voorstel positief is ontvangen.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation sur les bonnes pratiques en campagne électorale.docx*

*Aleksandra Kokaj préside la séance / zit de zitting voor.*

---

28.03.2024/A/0038 **Interpellation de Mme Fraiteur : la sécurisation des passages pour piétons.**

**Mme Fraiteur** estime que les passages pour piétons non réglés constituent un danger, exacerbé en hiver en raison de l'obscurité et des vêtements sombres que les piétons portent souvent en cette saison.

Selon les statistiques de l'Institut belge pour la sécurité routière (IBSR), les piétons sont en hausse parmi les victimes d'accidents de la route à Bruxelles.

Parmi ces victimes, la part des piétons se trouvant sur un passage non réglé par un feu est également en hausse, alors que le phénomène inverse est observé pour les piétons se trouvant sur un passage réglé par un feu. Ces accidents représentent 4

accidents de piétons sur 10. La Commune d'Uccle a été confrontée récemment à un tel accident au carrefour de l'avenue Jean et Pierre Carsoel et de la chaussée de Saint-Job.

Fin 2023, le Conseil communal a voté son plan communal de mobilité, incluant un plan piéton articulant les modalités « piéton-plus », « piéton-confort » et « piéton-quartier ». Des réaménagements de voiries et des réfections de trottoirs y sont notamment prévus. Une carte reprend les passages pour piétons manquants sur la commune ainsi qu'un plan pour sécuriser les traversées piétonnes en interdisant l'arrêt et le stationnement à proximité de celles-ci et en favorisant les passages pour piétons surélevés. Les marquages au sol et l'éclairage des traversées piétonnes sont également abordés.

Ce plan communal de mobilité fait référence aux recommandations pour l'éclairage des passages pour piétons du Vadémécum Piétons en Région de Bruxelles-Capitale. Celui-ci confirme qu'en période nocturne, les traversées piétonnes non équipées de feux de signalisation constituent une source importante d'insécurité routière et recommande un éclairage spécifique rendant les traversées visibles tant par les piétons que par les autres usagers. Mme Fraiteur souhaite attirer l'attention du Collège sur ces deux derniers points.

Le marquage au sol des passages pour piétons pourrait être amélioré à divers endroits et un éclairage spécifique mériterait d'être placé à proximité de certaines traversées piétonnes. Pour Mme Fraiteur, il est urgent de mettre en oeuvre ces points du plan de mobilité. Le Collège pourrait-il préciser le calendrier des prochains renouvellements du marquage au sol des passages pour piétons dans la commune et dresser la liste des passages pour piétons pour lesquels il prévoit un éclairage ?

**M. l'Echevin Wyngaard** rappelle que tout le monde est amené à être piéton à un moment donné. C'est pourquoi le sort des piétons constitue une priorité absolue pour le Collège. Au fil des années, les services de la Voirie et de la Mobilité se sont mobilisés pour mettre en place un certain nombre de mesures visant à améliorer les aménagements pour les piétons. Le marquage des passages pour piétons devrait débuter dans les prochaines semaines, à la sortie de la période hivernale. Des interventions sont prévues par la Région pour les voiries régionales et par l'entrepreneur de la commune pour les voiries communales. Toute une série d'avancées de trottoirs ont été aménagées dans le but de rendre les traversées plus visibles. Le respect des 5 mètres en deçà des passages pour piétons ne suscite pas toujours un enthousiasme unanime. Cependant, cette mesure permet une meilleure visibilité des piétons. Les trottoirs traversants et les passages pour piétons surélevés constituent des éléments de sécurisation complémentaires. Des éclairages seront également installés à certains endroits. Mme l'Echevin Gol-Lescot avait notamment plaidé en faveur de l'éclairage d'un passage pour piéton particulier de l'avenue de Messidor, à hauteur de la sortie du parc Brugmann, emprunté par de nombreux promeneurs. M. l'Echevin Wyngaard précise aussi que pour toute suggestion en la matière, il est possible de contacter Sibelga. De plus, un feu à bouton-poussoir a normalement dû être installé à proximité des écoles pour augmenter la sécurité. Un de ces dispositifs, doté d'un mécanisme permettant de mesurer la vitesse des véhicules, sera d'ailleurs installé à l'école Notre-Dame de la Consolation, rue du Bourdon : si un véhicule roule à plus de 30 km/h à l'approche de l'école, le feu devient rouge.

Par ailleurs, le budget 2024 prévoit également d'augmenter les moyens alloués à la réfection des trottoirs, qui sont passés à 1 million d'euros. En outre, les services de la Mobilité et de la Voirie travaillent sur la sécurisation future de dizaines de traversées piétonnes. Au cours de cette mandature, 50 passages pour piétons supplémentaires ont été créés.

Chacun est invité à faire part de ses suggestions pour ce qui concerne l'éclairage. Il est possible de communiquer à Sibelga la localisation de passages

fortement empruntés à proximité d'infrastructures publiques, d'écoles, ou encore de lieux commerçants. Des mesures seront alors prises pour en améliorer la sécurité et la visibilité.

**Mme Fraiteur** compte faire appel à ses collègues pour signaler les endroits dangereux.

Elle se réjouit d'apprendre que les marquages au sol vont commencer ce printemps.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Interpellatie van Mevr. Fraiteur : de beveiliging van de zebrapaden.**

**Mevr. Fraiteur** is van mening dat ongeregelde zebrapaden een gevaar vormen, dat in de winter nog wordt verergerd door de duisternis en de donkere kleding die voetgangers in deze tijd van het jaar vaak dragen.

Volgens statistieken van het Belgisch Instituut voor Verkeersveiligheid (BIVV) zijn voetgangers steeds vaker het slachtoffer van verkeersongevallen in Brussel.

Onder deze slachtoffers stijgt ook het aandeel voetgangers op een oversteekplaats die niet door een verkeerslicht wordt gecontroleerd, terwijl het tegenovergestelde fenomeen wordt waargenomen bij voetgangers op een oversteekplaats die wel door een verkeerslicht wordt gecontroleerd. Deze ongevallen zijn goed voor 4 op 10 voetgangersongevallen. De gemeente Ukkel heeft onlangs een dergelijk ongeval meegemaakt op de kruising van de Jean en Pierre Carsoellaan en de Sint-Jobsesteenweg.

Eind 2023 keurde de Gemeenteraad haar gemeentelijk mobiliteitsplan goed, inclusief een voetgangersplan gebaseerd op de modellen "voetgangers-plus", "voetgangers-comfort" en "voetganger-wijk". Het plan omvat wegverbeteringen en herstellingen aan trottoirs. Een kaart toont de ontbrekende zebrapaden in de gemeente, evenals een plan om zebrapaden veiliger te maken door stoppen en parkeren in de buurt te verbieden en verhoogde zebrapaden te bevorderen. Ook de grondmarkeringen en de verlichting van zebrapaden komen aan bod.

Dit gemeentelijk mobiliteitsplan verwijst naar de aanbevelingen voor de verlichting van zebrapaden in het Voetgangersvademecum van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Hierin wordt bevestigd dat zebrapaden zonder verkeerslichten 's nachts een belangrijke bron van verkeersveiligheidsproblemen zijn en wordt specifieke verlichting aanbevolen om zebrapaden zichtbaar te maken voor zowel voetgangers als andere weggebruikers. Mevr. Fraiteur wil graag de aandacht van het college vestigen op deze laatste twee punten.

De wegmarkeringen bij zebrapaden zouden op een aantal plaatsen verbeterd kunnen worden en bij bepaalde zebrapaden zou specifieke verlichting geïnstalleerd moeten worden. Mevr. Fraiteur is van mening dat deze punten in het mobiliteitsplan dringend moeten worden

uitgevoerd. Kan het college een tijdschema geven voor de volgende vernieuwing van de wegmarkeringen op zebrapaden in de gemeente en een overzicht geven van de zebrapaden waar verlichting is gepland?

**Schepen Wyngaard** wijst erop dat iedereen wel eens voetganger moet zijn. Daarom zijn voetgangers een absolute prioriteit voor het college. In de loop der jaren hebben de diensten Wegen en Mobiliteit hard gewerkt aan een aantal maatregelen om de voorzieningen voor voetgangers te verbeteren. Herstelwerkzaamheden aan voetgangersoversteekplaatsen zouden in de komende weken moeten beginnen, zodra de winterperiode voorbij is. De werkzaamheden worden gepland door het Gewest voor de gewestwegen en door de aannemer van de gemeente voor de gemeentewegen. Er is een hele reeks trottoirverbreders geplaatst om zebrapaden beter zichtbaar te maken. De eis van 5 meter voor zebrapaden wordt niet altijd met unaniem enthousiasme onthaald. Deze maatregel maakt voetgangers echter wel beter zichtbaar. Overstekende voetpaden en verhoogde zebrapaden zijn extra veiligheidsvoorzieningen. In bepaalde gebieden zal ook verlichting worden geïnstalleerd. In het bijzonder pleitte schepen Gol-Lescot voor de verlichting van een bepaald zebrapad op de Messidorlaan, vlakbij de uitgang van het Brugmannpark, dat door veel wandelaars wordt gebruikt. Schepen Wyngaard wees er ook op dat Sibelga kon worden gecontacteerd voor suggesties op dit gebied. Bovendien moest er normaal gezien een drukknopverlichting worden geïnstalleerd in de buurt van scholen om de veiligheid te verhogen. Een van deze apparaten, uitgerust met een mechanisme om de snelheid van voertuigen te meten, zal worden geïnstalleerd bij de school Notre-Dame de la Consolation in de Horzelstraat: als een voertuig meer dan 30 km/u rijdt wanneer het de school nadert, zal het licht op rood springen.

De begroting 2024 voorziet ook in een verhoging van de middelen voor het herstel van voetpaden tot 1 miljoen euro. Daarnaast werken de diensten Mobiliteit en Wegen aan het veiliger maken van tientallen zebrapaden in de toekomst. Tijdens deze legislatuur werden 50 bijkomende zebrapaden aangelegd.

Iedereen wordt uitgenodigd om suggesties voor verlichting door te geven. Sibelga kan op de hoogte gebracht worden van de locatie van druk gebruikte oversteekplaatsen in de buurt van openbare infrastructuur, scholen of winkelgebieden. Er kunnen dan maatregelen worden genomen om de veiligheid en zichtbaarheid te verbeteren.

**Mevr. Fraiteur** is van plan een beroep te doen op haar collega's om hen te wijzen op gevaarlijke plaatsen.

Ze is verheugd te horen dat men dit voorjaar aan de wegmarkeringen zal beginnen.

De Raad neemt kennis.

---

28.03.2024/A/0039 **Interpellation de M. Cools : la fermeture et la circulation du Bois de la Cambre.**

**M. Cools** estime que la mesure dogmatique de la Ville de Bruxelles visant à limiter à l'extrême la circulation automobile dans le Bois de la Cambre n'est pas équilibrée et n'est pas sans conséquence pour la mobilité des Ucclois et des habitants d'autres communes.

Suite à l'ordonnance du Tribunal de première instance du 12 novembre 2020, la Ville de Bruxelles, dans une prétendue tentative de s'y conformer, a décidé de mettre en œuvre le scénario connu aujourd'hui pour la circulation automobile dans le bois : une circulation à double sens avenue Diane entre l'avenue Louise et l'avenue de la Belle Alliance, complétée par une circulation à double sens qui existe entre la drève de Lorraine et l'avenue Franklin Roosevelt via les avenues de Boitsfort et du Brésil, qu'on appelle la boucle sud.

En réponse à une interpellation de M. Cools sur la circulation dans le bois du 17 décembre 2020, M. le Bourgmestre s'est dit favorable à un scénario qui prolonge la circulation à double sens avenue de Diane au-delà de l'avenue de la Belle Alliance, et ce via les avenues Diane, du Panorama et de Groenendael jusqu'à la chaussée de La Hulpe. Le groupe Uccle en avant soutient également ce scénario de circulation, étant donné qu'il serait de nature à désengorger la chaussée de Waterloo et la chaussée de La Hulpe.

Le scénario actuel de la circulation dans le bois, qui date du 14 décembre 2020, est encore aujourd'hui présenté comme un test sur le site de la Ville de Bruxelles. Il est censé être provisoire, en attendant le résultat d'une étude de la mobilité dans et autour du bois, avec notamment des comptages de véhicules. Un bureau d'études a été désigné à cette fin. Un panel citoyen, à la composition par ailleurs contestable de l'aveu même de M. le Bourgmestre, a été constitué. Etudier, c'est bien mais à un moment donné, les études doivent se conclure. Il semblerait que la commune soit représentée au comité d'accompagnement de cette étude. Qui représente la commune dans cette instance ? Où en est l'étude ? Quelle est la nature des contacts entre la commune d'Uccle et la Ville de Bruxelles pour le suivi de cette étude et pour la concertation avec la Ville sur le plan de circulation du bois ? Combien de réunions ont eu lieu en 2022, 2023 et début 2024 ? Qui y a représenté la commune ? M. le Bourgmestre a-t-il participé à certaines de ces réunions ? De quand date la dernière réunion ? Où en est-on avec les comptages du bureau d'études ?

Dans le cadre de sa réponse à l'interpellation de M. Cools du 17 décembre 2020, M. l'Echevin Wyngaard a signalé que « des comptages supplémentaires vont être réalisés sur le territoire ucclois, grâce au logiciel d'une société privée dont l'administration communale va faire l'acquisition » et que « ce dispositif permettra d'avoir une vision plus exacte de l'évolution des flux de circulation ». Le logiciel a-t-il été acquis ? Les comptages ont-ils été réalisés ? Quelles conclusions peut-on en tirer, en particulier pour les jours de fermeture du bois ? Ces comptages ont-ils concerné les voiries perpendiculaires aux artères qui entourent le bois et les itinéraires de déviation empruntés par les automobilistes ?

Tout autant que le plan de circulation, les jours de fermeture du bois à la circulation posent problème et transforment notamment la chaussée de Waterloo en une artère où il y a autant de circulation le dimanche qu'en semaine. La fermeture totale du bois le dimanche et les jours fériés est inacceptable. À tout le moins, la circulation à double sens avenue Diane entre l'avenue Louise et l'avenue de la Belle Alliance doit être maintenue les dimanches et jours fériés. La boucle sud est fermée

non seulement les dimanches et jours fériés mais aussi les samedis et pendant la plus grande partie des congés scolaires. Cette fermeture le samedi et en outre en semaine pendant les congés scolaires est excessive. Des démarches ont-elles été entreprises par le Collège pour obtenir une révision de ces fermetures ? Si c'est le cas, quel résultat ont-elles donné ?

M. Cools a déjà souligné à plusieurs reprises dans cette assemblée la nécessité d'un système d'alerte lorsque le bois est fermé en raison d'intempéries. Quelques panneaux publicitaires avec messages défilants, dont l'un est réservé à la commune, pourraient être utilisés à cette fin. Pourquoi cette possibilité – ou toute autre option – n'est-elle pas mise œuvre par le Collège pour annoncer bien en amont du bois toute fermeture exceptionnelle de celui-ci ?

**M. Junqué** signale à M. Cools que le Bois de la Cambre est loin d'être désert comme il a parfois tendance à le sous-entendre.

Il suffit de s'y rendre à n'importe quelle heure, pour constater qu'il est arpenté voire embouteillé par de nombreux promeneurs, cyclistes ou joggeurs. La presse locale s'en est d'ailleurs fait l'écho.

**M. le Bourgmestre** ne dispose pas pour l'instant d'informations nouvelles qui témoigneraient d'une avancée dans ce dossier géré par la Ville de Bruxelles sans aucune concertation et de manière brutale, dogmatique et stupide.

Deux comités s'occupent de cette affaire : un comité technique et un comité politique.

Le comité technique inclut Espaces-Mobilités, bureau d'études désigné par la Ville de Bruxelles, des agents de l'administration communale, le chef de cabinet du Bourgmestre ainsi que M. Wouters, qui via le comité Fond'Roy, s'avère un fin tacticien et soutient les positions ucloises.

Le comité politique associe des mandataires de chaque commune et un représentant de la Région. M. le Bourgmestre, qui a participé à toutes les réunions organisées, et M. l'Echevin Wyngaard y représentent la commune d'Uccle.

La dernière réunion technique et la dernière réunion politique, au cours desquelles les résultats de l'étude ont été présentés, ont eu lieu respectivement le 6 septembre 2023 et le 15 décembre 2023.

Suite à ces ultimes réunions, la commune a rendu un avis technique sur les scénarios testés.

Les communes ayant été invitées à proposer des scénarios, Uccle a tenu à faire tester le scénario 3, rappelé par M. Cools : double sens du nord au sud, déviation à droite sur l'axe Diane-Panorama-Groenendael, de manière à ne pas nuire aux riverains de la chaussée de Waterloo. La Ville de Bruxelles a fait mine de l'accepter, mais moyennant des aménagements sur la chaussée de Waterloo, dont même des sens uniques. Uccle a maintenu sa demande initiale à cet égard.

La situation actuelle constitue le second scénario et le troisième, proposé par la Ville de Bruxelles et fondé sur la fermeture totale de la boucle sud, s'avère heureusement contraire à l'ordonnance du Tribunal de première instance.

Les résultats bruts transmis au cours de l'automne dernier ont pu être contestés, notamment grâce à l'aide de M. Wouters. En fait, la Ville de Bruxelles et le bureau d'études ont tenté d'imposer des critères d'évaluation que le Collège uclois a toujours refusés et dont il conteste la validité.

Fin 2023, l'avocat de la commune d'Uccle a été prié de relancer la procédure sur le fond, qui avait été suspendue en raison de l'étude. Dans l'attente de décisions judiciaires, ce sont toujours les mesures obtenues déjà obtenues en justice qui doivent être appliquées, à savoir l'accès à la boucle sud, même si c'est insuffisant.

Le Collège va continuer à se mobiliser dans ce dossier difficile, car il est évidemment hors de question de pratiquer la politique de la chaise vide.



**M. l'Echevin Wyngaard** précise que le logiciel de comptage auquel M. Cools a fait allusion dans son interpellation n'a pas fait l'objet d'une acquisition, puisqu'il est accessible via des abonnements pour un certain nombre de mois. La conseillère en mobilité y a eu recours auparavant pour préparer les réunions techniques et depuis lors, il n'a plus été utilisé.

Ce système se fonde non sur des comptages précis à un endroit déterminé mais sur des projections sur base des flux de circulation.

Mais il n'est pas exclu que dans les mois et années à venir, l'on en vienne à recourir à des logiciels de ce type pour d'autres phases de l'étude.

Les négociations menées par le Collège ont permis d'élargir le périmètre envisagé pour les points de comptage autour du Bois de la Cambre et de l'étendre aux quartiers Prince d'Orange, Saint-Job, Observatoire, Montjoie, de manière à établir avec précision l'impact des mesures sur les voiries résidentielles.

M. l'Echevin Wyngaard va aussi remettre sur la table la problématique des panneaux d'indication lors de ses contacts avec Bruxelles-Mobilité.

**M. Cools** invite M. Junqué à réécouter son intervention sur YouTube ou à en relire la version écrite dans le Bos.

Le représentant du groupe Ecolo pourra constater que jamais M. Cools n'a prétendu qu'il n'y avait pas de promeneurs ou de cyclistes dans le Bois de la Cambre.

M. Cools a toujours été partisan de solutions équilibrées en cette matière.

Il remercie le Collège d'avoir refusé l'instauration de sens uniques chaussée de Waterloo.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Interpellatie van de h. Cools : de sluiting en het verkeer van het Ter Kamerenbos**

**De h. Cools** is van mening dat de dogmatische maatregel van Brussel-Stad om het autoverkeer in het Terkamerenbos tot het uiterste te beperken onevenwichtig is en gevolgen heeft voor de mobiliteit van de Ukkelse inwoners en andere gemeentes.

Naar aanleiding van de beschikking van de rechtbank van eerste aanleg van 12 november 2020 heeft Brussel-Stad, in een vermeende poging om zich te schikken, besloten om het scenario dat vandaag bekend is voor het autoverkeer in het Terkamerenbos toe te passen: tweerichtingsverkeer op de Dianelaan tussen de Louizalaan en de Belle Alliancelaan, aangevuld met tweerichtingsverkeer tussen de Lorrainedreef en de Franklin Rooseveltlaan via de Bosvoordelaan en de Braziliëlaan, de zogenaamde zuidelijke lus.

In antwoord op een vraag van de h. Cools over het verkeer in het bos op 17 december 2020, zei de burgemeester dat hij voorstander was van een scenario waarbij het tweerichtingsverkeer op de Dianelaan wordt uitgebreid tot voorbij de Belle Alliancelaan, via de Dianelaan, de Panoramalaan en de Groenendaellaan tot aan de Terhulpensesteenweg. Uccle en avant steunt ook dit verkeersscenario omdat het de Waterloosesteenweg en de Terhulpensesteenweg zou ontlasten.

Het huidige verkeersscenario in het bos, dat dateert van 14 december 2020, wordt nog steeds als test voorgesteld op de website van Brussel-Stad. Het wordt verondersteld voorlopig te zijn, in afwachting van

de resultaten van een studie over de mobiliteit in en rond het bos, met inbegrip van voertuigtellingen. Hiervoor is een adviesbureau aangesteld. Er is een burgerpanel opgericht, waarvan de burgemeester zelf toegeeft dat de samenstelling twijfelachtig is. Studies zijn allemaal goed en wel, maar op een gegeven moment moeten ze worden afgerond. Het lijkt erop dat de gemeente vertegenwoordigd is in de commissie die deze studie overziet. Wie vertegenwoordigt de gemeente in deze commissie? In welk stadium bevindt de studie zich? Wat is de aard van de contacten tussen de gemeente Ukkel en Brussel-Stad voor de opvolging van deze studie en voor het overleg met de Stad over het verkeersplan van het bos? Hoeveel vergaderingen hebben er plaatsgevonden in 2022, 2023 en begin 2024? Wie vertegenwoordigde de gemeente? Heeft de burgemeester een van deze vergaderingen bijgewoond? Wanneer vond de laatste vergadering plaats? Wat is de status van de tellingen die zijn uitgevoerd door het studiebureau?

In zijn antwoord op de vraag van de h. Cools van 17 december 2020 wijst schepen Wyngaard erop dat "er extra verkeerstellingen zullen worden uitgevoerd in Ukkel dankzij software van een privébedrijf dat de gemeente zal aanschaffen" en dat "dit systeem een nauwkeuriger beeld zal geven van de veranderingen in de verkeersstromen". Is de software aangeschaft? Zijn er verkeerstellingen uitgevoerd? Welke conclusies kunnen daaruit worden getrokken, met name voor de dagen dat het bos gesloten is? Zijn de verkeerstellingen uitgevoerd op wegen die loodrecht staan op de verkeersaders rond het bos en op de omleidingsroutes die door automobilisten worden gebruikt?

Evenzeer als het verkeersplan vormen de dagen waarop het bos gesloten is voor het verkeer een probleem, waardoor vooral de Waterlooosesteenweg een verkeersader wordt waar op zondag evenveel verkeer is als tijdens de week. De totale afsluiting van het bos op zon- en feestdagen is onaanvaardbaar. Op zijn minst zou er op zon- en feestdagen tweerichtingsverkeer moeten zijn op de Dianelaan tussen de Louizalaan en de Belle Alliancelaan. De zuidelijke lus is niet alleen op zon- en feestdagen gesloten, maar ook op zaterdag en tijdens de meeste schoolvakanties. Deze sluiting op zaterdag en tijdens schoolvakanties is buitensporig. Heeft het college stappen ondernomen om deze sluitingen te laten controleren? Zo ja, wat was het resultaat?

De h. Cools heeft in deze vergadering al verschillende keren benadrukt dat er een waarschuwingssysteem moet komen als het bos gesloten is vanwege slecht weer. Een paar reclameborden met scrollende boodschappen, waarvan er één is gereserveerd voor de gemeente, zouden hiervoor kunnen worden gebruikt. Waarom maakt het college geen gebruik van deze mogelijkheid - of een andere - om uitzonderlijke sluitingen ruim van tevoren aan te kondigen?

**De h. Junqué** heeft de h. Cools erop gewezen dat het Terkamerenbos verre van verlaten is, zoals hij soms lijkt te suggereren.

Je hoeft er maar op elk moment van de dag heen te gaan om te

zien dat er veel wandelaars, fietsers en joggers gebruik van maken en dat het er zelfs druk is. De lokale pers heeft hierover bericht.

Voorlopig heeft **de burgemeester** geen nieuwe informatie die erop wijst dat er enige vooruitgang is geboekt in deze zaak, die door Brussel-Stad op een brutale, dogmatische en domme manier wordt beheerd, zonder enig overleg.

Twee comités houden zich bezig met deze kwestie: een technisch comité en een politiek comité.

In de technische commissie zitten Espaces-Mobilités, het studiebureau dat is aangesteld door Brussel-Stad, medewerkers van het gemeentebestuur, de kabinetschef van de burgemeester en de h. Wouters, die via het comité Fond'Roy een goede tacticus blijkt te zijn en de Ukkelse standpunten steunt.

Het politieke comité bestaat uit vertegenwoordigers van elke gemeente en een vertegenwoordiger van het Gewest. De burgemeester, die deelnam aan alle georganiseerde bijeenkomsten, en schepen Wyngaard vertegenwoordigden de gemeente Ukkel.

De laatste technische en politieke vergaderingen, waarop de resultaten van de studie werden voorgesteld, vonden respectievelijk plaats op 6 september 2023 en 15 december 2023.

Na deze laatste vergaderingen heeft de gemeente een technisch advies uitgebracht over de geteste scenario's.

Aangezien de gemeentes werden uitgenodigd om scenario's voor te stellen, drong Ukkel erop aan om scenario 3 te laten testen, zoals de h. Cools in herinnering bracht: tweerichtingsverkeer van noord naar zuid, omleiding naar rechts op de as Diana-Panorama-Groenendael, om de bewoners van de Waterloosesteenweg niet te benadelen. Brussel-Stad deed alsof ze dit aanvaardde, maar enkel op voorwaarde dat er wijzigingen werden aangebracht aan de Waterloosesteenweg, waaronder eenrichtingsverkeer. Ukkel heeft zijn aanvankelijke verzoek in die zin gehandhaafd.

De huidige situatie vormt het tweede scenario, en het derde, voorgesteld door Brussel-Stad en gebaseerd op de volledige sluiting van de zuidelijke lus, blijkt gelukkig in strijd met de beschikking van de rechtbank van eerste aanleg.

De ruwe resultaten die vorig najaar werden voorgelegd, werden betwist, vooral dankzij de hulp van de h. Wouters. Brussel-Stad en het studiebureau hebben namelijk geprobeerd om evaluatiecriteria op te leggen die het Ukkelse college altijd heeft geweigerd en waarvan het de geldigheid betwist.

Eind 2023 werd de advocaat van Ukkel gevraagd om de procedure over de grond, die was opgeschort vanwege de studie, opnieuw op te

starten. In afwachting van gerechtelijke beslissingen moeten de maatregelen die reeds voor de rechtbank werden verkregen, namelijk de toegang tot de zuidelijke lus, nog steeds worden toegepast, ook al is dit onvoldoende.

Het college blijft actie ondernemen in deze lastige kwestie, want van een legestoelbeleid is uiteraard geen sprake.

**Schepen Wyngaard** wijst erop dat de telsoftware waar de h. Cools in zijn vraag naar verwijst niet is aangeschaft, omdat deze via abonnementen voor een bepaald aantal maanden toegankelijk is. De mobiliteitsadviseur heeft het in het verleden gebruikt om technische vergaderingen voor te bereiden en sindsdien is het niet meer gebruikt.

Dit systeem is niet gebaseerd op precieze tellingen op een bepaalde locatie, maar op prognoses op basis van verkeersstromen.

Het kan echter niet worden uitgesloten dat in de komende maanden en jaren software van dit type zal worden gebruikt voor andere fasen van de studie.

De onderhandelingen die het college heeft gevoerd, hebben het mogelijk gemaakt de geplande perimeter van de telpunten rond het Terkamerenbos te verruimen en uit te breiden tot de wijken Prins van Oranje, Sint-Joost, het Observatorium en Montjoie, zodat de precieze impact van de metingen op de residentiële straten kan worden vastgesteld.

Schepen Wyngaard zal tijdens zijn contacten met Brussel Mobiliteit ook de kwestie van de bewegwijzering aan de orde stellen.

**De h. Cools** nodigt de h. Junqué uit zijn toespraak nog eens te beluisteren op YouTube of de schriftelijke versie in het Bos nog eens te lezen.

De vertegenwoordiger van de Ecolofractie zal opmerken dat de h. Cools nooit heeft beweerd dat er geen wandelaars of fietsers in het Terkamerenbos zijn.

De h. Cools is altijd voorstander geweest van evenwichtige oplossingen in dit gebied.

Hij bedankt het college voor zijn afwijzing van de invoering van eenrichtingsverkeer in de Waterlooosesteenweg.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage  
Interpellation sur le Bois de La Cambre.docx*

*Björn Becker quitte la séance / verlaat de zitting.*

**Interpellation de M. Hayette : Dépassement du plafond de rémunérations d'un élu ucclois.**

**M. Hayette** signale que le 18 mars dernier, sous la plume de Gauvain Dos Santos, la Dernière Heure publiait un article intitulé « Des milliers d'euros d'argent public versés en trop ». Le journal précise que les euros versés, indûment, l'ont été au bénéfice de Mme l'Echevin Delwart. Cette « confusion administrative » est liée à l'ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois adoptée le 14 décembre 2017 et publiée le 24 janvier 2018.

L'article 3, alinéa 1, de cette ordonnance précise qu'en cas de cumul de mandats, « la somme des rémunérations perçues par les mandataires publics ne peut excéder 150 % du montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des Représentants ». Tout compte fait, cela équivaut à une somme de 40.000 € perçue en trop annuellement. Dans le formulaire de déclaration, Mme Delwart déclare son mandat public d'échevin, une fonction dérivée à Fluxys et sa fonction de secrétaire générale du Mouvement Réformateur (MR) à titre privé.

Selon la morale populaire, ce sont les braconniers qui font les meilleurs chasseurs. Mme Delwart parle de « confusion administrative ». Mais, en sa qualité d'Echevin des Finances et responsable du personnel à la commune et au MR, Mme Delwart pouvait-elle ignorer que sa rémunération au MR était payée par la Chambre des Représentants et que l'ordonnance prend également en considération une fonction au sein de toute autre structure publique ou privée ?

Dans une question orale adressée au Collège le 30 mars 2017, M. Wyngaard rappelait l'ordonnance du 12 janvier 2006 pour réclamer, à juste titre, la plus grande transparence possible. Que pense le groupe Ecolo de cet épisode ? Que souhaite proposer M. l'Echevin Wyngaard à l'attention de sa collègue ?

L'article 7 § 1 des ordonnances du 12 janvier 2006 et du 14 décembre 2017 stipule que le secrétaire communal publie un rapport annuel pour les bourgmestres, échevins et conseillers communaux, dans les 6 mois suivant la fin de chaque année civile. Pourquoi la déclaration de Mme l'Echevin Delwart n'a-t-elle été rendue que le 1er octobre 2023 pour l'année 2022 ? De même, la nouvelle loi communale, publiée le 30 juillet 2018, ne laisse aucune ambiguïté dans son article 26bis alinéa 11 sur le devoir qui incombe au secrétaire communal de rédiger le rapport annuel sur la transparence des rémunérations. La confusion administrative s'étend sur une période de plus de 5 ans. Mme la Secrétaire communale ne devait-elle pas prévenir Mme l'Echevin Delwart ? Nous lui avons connu plus de zèle.

Le second alinéa de l'article 3 stipule que le remboursement des sommes indues se fera uniquement sur les rémunérations perçues en contrepartie de l'exercice d'un mandat (autrement dit à la commune). Il appartiendra à Mme la Secrétaire communale d'être particulièrement attentive pour éviter les sanctions.

À quoi le Collège destinerait-il la somme importante et inattendue que la commune viendrait à récupérer ? Ne pourrait-elle pas compléter le budget social extraordinaire de 2.000 € attribué à M. l'Echevin Lambert-Limbosch lors du budget voté en décembre 2023 ?

Si rien ne permet de douter de l'honnêteté et de la probité de Mme l'Echevin Delwart, M. Hayette tient à rappeler que les cumuls sont trop souvent à la source de confusions administratives et que dans ce cas, Mme l'Echevin Delwart n'est pas la seule concernée dans cette assemblée.

**Mme l'Echevin Delwart** remercie M. Hayette pour son interpellation, car elle

lui permet d'être claire et transparente sur ce dossier, ce qu'elle a toujours souhaité.

Elle remercie également tous ceux qui lui ont adressé des messages d'encouragement à l'occasion de cette affaire.

Ceci n'enlève rien au fait qu'il y a une obligation que Mme l'Echevin Delwart n'a pas parfaitement respectée, et elle entend bien en assumer toutes les conséquences.

Chaque membre des différents Collèges bruxellois est amené à déclarer annuellement l'ensemble de ses mandats, fonctions et rémunérations. Le respect scrupuleux de cette obligation par Mme l'Echevin Delwart est attesté par la publication annuelle sur le site de la commune. Chaque année, sur base de l'ordonnance de 2017 entrée en vigueur en 2018, elle a rempli sa déclaration en toute bonne foi et l'a transmise, comme il se doit, au secrétariat communal, qui l'a publiée sur le site internet et communiquée à la cellule Transparence du Parlement bruxellois, chargée du contrôle de ces déclarations.

Suite à une série d'interrogations à l'occasion de la cinquième et dernière année de la mandature, Mme l'Echevin Delwart a procédé à une relecture du vadémécum, qui l'a amené à adresser au secrétariat communal des questions, transmises par celui-ci à la cellule Transparence.

Vu que la cellule Transparence a répondu à certaines questions mais non à toutes, un échange de mails s'est engagé à partir de juillet 2023 entre cette cellule et Mme l'Echevin Delwart pour déterminer l'interprétation qu'il convient de donner à l'ordonnance. Mme l'Echevin Delwart a dû souvent relancer la cellule Transparence, étant donné que cet échange de mails n'a pas été effectué avec la rapidité qu'elle aurait souhaitée.

C'est donc parce qu'une analyse a été entreprise à l'initiative de Mme l'Echevin Delwart elle-même que ce dossier est arrivé dans la presse.

Les plafonds prévus par l'ordonnance ayant été dépassés, Mme l'Echevin Delwart remboursera évidemment l'intégralité des sommes dues, qui sont en train d'être calculées par les services communaux compétents et seront validées par la cellule Transparence. Elle se permet encore de préciser que les montants évoqués dans la presse sont les montants bruts et que ce n'est évidemment pas elle qui établit le plan d'apurement.

Mme l'Echevin Delwart tient surtout à ce que son honnêteté soit reconnue.

**M. le Bourgmestre** accorde sans la moindre réserve toute sa confiance à Mme l'Echevin Delwart, dont il salue la droiture, la conscience professionnelle et l'investissement dans le travail.

**M. Cools** remercie Mme l'Echevin Delwart pour ses explications.

Il se pose toutefois des questions sur le fonctionnement des organes chargés de contrôler les plafonds, car ce n'est pas la première fois qu'un tel cas de figure se présente. En effet, à la fin de la législature précédente, M. le Bourgmestre a aussi été confronté à la même situation et a remboursé les sommes en cause, tout comme Mme l'Echevin Delwart s'est engagée à présent à le faire.

Il conviendrait sans doute qu'une clarification soit faite, de manière à ce que chacun sache d'emblée quelles sont les règles du jeu.

M. Cools conclut de sa propre lecture de la législation que les activités à prendre en considération dans le calcul d'un éventuel dépassement du plafond comprennent les mandats politiques stricto sensu mais aussi le travail dans une organisation dont la majorité du financement est publique, ce qui est le cas d'un parti politique comme le MR.

**M. Cornelis** signale que sa fonction de chef de cabinet de Sven Gatz entre en considération dans ce calcul, quoiqu'il ne soit plus parlementaire. Dans ce cadre, il touche non des émoluments mais un salaire, qui néanmoins compte dans la mesure où

il rémunère une fonction dans une institution soumise à la législation sur les marchés publics.

Mais cela signifie que toute personne qui, dans cette situation, en viendrait à dépasser le plafond serait amenée à exercer gratuitement certains mandats politiques.

**M. De Bock** remercie Mme l'Echevin Delwart pour son souci de transparence.

Ayant participé aux travaux préparatoires de l'ordonnance, il rappelle que le plafond de 150 % de l'indemnité parlementaire pour tous les mandats publics peut être dépassé pour les mandats privés, ce qui peut créer de la confusion.

M. Pitseys, du parti Ecolo, propose que ce plafond s'applique à tous les mandats, qu'ils soient publics ou privés. Mais dans ce cas, trouvera-t-on des personnalités du secteur privé prêtes à siéger à titre gratuit dans les cénacles politiques, alors que l'intention du législateur de 2017 était justement de renouveler les assemblées ?

M. De Bock invite aussi Mme la Secrétaire communale à faire preuve d'anticipation avec l'aide de la tutelle, de façon à ce type de situation, délétere pour l'image de la commune, ne se reproduise plus.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Interpellatie van de h. Hayette : Overschrijding van het beloningsplafond van een schepen van Ukkel.**

**De h. Hayette** verwijst naar een artikel in La Dernière Heure (18 maart 2024 - "Des milliers d'euros d'argent public versés en trop" - Gauvain Dos Santos). De krant stelt dat de ten onrechte uitbetaalde euro's ten goede kwamen aan schepen Delwart. Deze "administratieve verwarring" houdt verband met de gemeenschappelijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen, aangenomen op 14 december 2017 en gepubliceerd op 24 januari 2018.

Artikel 3, lid 1, van deze ordonnantie bepaalt dat in geval van meerdere mandaten de som van de bezoldigingen ontvangen door de volksvertegenwoordigers niet meer mag bedragen dan 150% van het bedrag van de parlementaire vergoeding ontvangen door de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Uiteindelijk komt dit neer op een jaarlijks bedrag van € 40.000. In het aangifteformulier vermeldt mevr. Delwart haar openbaar ambt als schepen, een afgeleide functie bij Fluxys en haar privéambt als secretaris-generaal van de Mouvement Réformateur (MR).

Volgens de populaire moraal zijn stropers de beste jagers. Mevr. Delwart spreekt van "administratieve verwarring". Maar kan mevr. Delwart, in haar hoedanigheid van schepen van Financiën en personeelsverantwoordelijke bij de gemeente en de MR, niet hebben geweten dat haar bezoldiging bij de MR wordt betaald door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en dat de ordonnantie ook rekening houdt met een functie binnen een andere publieke of private structuur?

In een mondelinge vraag aan het college op 30 maart 2017 verwees de h. Wyngaard naar de ordonnantie van 12 januari 2006 en

riep hij terecht op tot een zo groot mogelijke transparantie. Wat vindt Ecolo van deze episode? Wat wil schepen Wyngaard zijn collega voorstellen?

Artikel 7 § 1 van de ordonnanties van 12 januari 2006 en 14 december 2017 bepaalt dat de gemeentesecretaris binnen de 6 maanden na het einde van elk kalenderjaar een jaarverslag publiceert voor de burgemeesters, schepenen en gemeenteraadsleden. Waarom werd de aangifte van schepen Delwart pas afgegeven op 1 oktober 2023 voor het jaar 2022? Ook de nieuwe gemeentewet, gepubliceerd op 30 juli 2018, laat in artikel 26bis lid 11 geen onduidelijkheid bestaan over de plicht van de gemeentesecretaris om het jaarverslag over de transparantie van de bezoldigingen op te stellen. De administratieve verwarring strekt zich uit over een periode van meer dan 5 jaar. Had de gemeentesecretaris schepen Delwart niet moeten waarschuwen? We kennen haar als ijveriger.

Het tweede lid van artikel 3 bepaalt dat onverschuldigde bedragen alleen worden terugbetaald uit de vergoeding die wordt ontvangen in ruil voor de uitoefening van een mandaat (met andere woorden, aan de gemeente). Het is aan de gemeentesecretaris om bijzondere aandacht te besteden aan het vermijden van sancties.

Wat zou het college doen met het grote en onverwachte bedrag dat de gemeente zou terugkrijgen? Zou het niet kunnen worden gebruikt als aanvulling op het buitengewone sociale budget van € 2.000 dat aan schepen Lambert-Limbosch is toegekend in de begroting waarover in december 2023 is gestemd?

Hoewel er geen reden is om te twijfelen aan de eerlijkheid en oprechtheid van schepen Delwart, wil de h. Hayette erop wijzen dat overlappende functies maar al te vaak de bron zijn van administratieve verwarring en dat in dit geval schepen Delwart niet de enige betrokkene is in deze vergadering.

**Schepen Delwart** bedankt de h. Hayette voor zijn vraag, omdat deze haar in staat stelde duidelijk en transparant te zijn over deze kwestie, iets wat ze altijd al had gewild.

Ze wil ook graag iedereen bedanken die haar een hart onder de riem heeft gestoken.

Dit doet niets af aan het feit dat er een verplichting bestaat die schepen Delwart niet volledig is nagekomen, en zij is van plan alle consequenties daarvan te aanvaarden.

Elk lid van de verschillende Brusselse colleges is verplicht om jaarlijks aangifte te doen van al zijn of haar mandaten, functies en bezoldigingen. Dat schepen deze verplichting nauwgezet naleeft, blijkt uit de jaarlijkse publicatie op de website van de gemeente. Elk jaar heeft ze, op basis van de ordonnantie van 2017 die in 2018 van kracht werd, haar aangifte te goeder trouw ingevuld en, zoals vereist, doorgestuurd naar



het gemeentesecretariaat, dat ze op de website heeft gepubliceerd en doorgestuurd naar de cel Transparantie van het Brusselse parlement, belast met de controle van deze aangiftes.

Naar aanleiding van een reeks vragen tijdens het vijfde en laatste jaar van haar mandaat heeft schepen Delwart het vademecum opnieuw gelezen, wat haar ertoe bracht vragen te sturen naar het gemeentesecretariaat, dat ze op zijn beurt doorstuurde naar de cel Transparantie.

Aangezien de cel Transparantie een aantal vragen beantwoordde, maar niet alle, begon in juli 2023 een uitwisseling van e-mails tussen de cel Transparantie en schepen Delwart om te bepalen hoe de ordonnantie moest worden geïnterpreteerd. Schepen Delwart moest de cel Transparantie net verschillende keren terugbellen, omdat deze uitwisseling van e-mails niet zo snel verliep als ze had gewild.

Het is dan ook omdat er op initiatief van schepen zelf een analyse werd uitgevoerd dat dit dossier de pers heeft gehaald.

Aangezien de in de ordonnantie vastgestelde plafonds zijn overschreden, zal schepen Delwart uiteraard het volledige verschuldigde bedrag terugbetalen, dat momenteel wordt berekend door de betrokken gemeentediensten en zal worden gevalideerd door de cel Transparantie. Ze was zo vrij om erop te wijzen dat de bedragen die in de pers werden genoemd bruto bedragen waren en dat zij natuurlijk niet degene was die het afbetalingsplan had opgesteld.

Bovenal wilde schepen Delwart dat haar eerlijkheid werd erkend.

**De burgemeester** had alle vertrouwen in schepen Delwart, die hij prees om haar eerlijkheid, nauwgezetheid en inzet voor haar werk.

**De h. Cools** bedankt schepen Delwart voor haar uitleg.

Hij vroeg zich echter af hoe de organen die verantwoordelijk zijn voor het toezicht op de plafonds te werk gingen, aangezien dit niet de eerste keer was dat een dergelijke situatie zich voordeed. Aan het eind van de vorige zittingsperiode werd de burgemeester namelijk ook met dezelfde situatie geconfronteerd en betaalde hij de bedragen in kwestie terug, net zoals schepen Delwart nu heeft toegezegd te zullen doen.

Het zou ongetwijfeld goed zijn om de situatie te verduidelijken zodat iedereen vanaf het begin weet wat de spelregels zijn.

De h. Cools concludeert op basis van zijn eigen lezing van de wetgeving dat de activiteiten die in aanmerking moeten worden genomen bij de berekening of het plafond is overschreden, politieke mandaten in de strikte zin van het woord omvatten, maar ook werkzaamheden in een organisatie die het grootste deel van haar financiering uit publieke middelen ontvangt, wat het geval is voor een politieke partij zoals de MR.

**De h. Cornelis** wijst erop dat zijn positie als kabinetschef van Sven Gatz bij deze berekening in aanmerking wordt genomen, ook al is hij geen parlementslid meer. Als zodanig ontvangt hij een salaris in plaats van emolumenten, dat niettemin meetelt voor zover het een beloning is voor een functie in een instelling die onderworpen is aan de wetgeving inzake overheidsopdrachten.

Maar dit betekent dat iedereen die in deze situatie het plafond overschrijdt, bepaalde politieke mandaten gratis moet uitvoeren.

**De h. De Bock** bedankt schepen Delwart voor haar aandacht voor transparantie.

Hij heeft deelgenomen aan de voorbereidende werkzaamheden voor de ordonnantie en wijst erop dat het plafond van 150% van de parlementaire vergoeding voor alle openbare mandaten kan worden overschreden voor privémandaten, wat tot verwarring kan leiden.

De h. Pitseys (Ecolo) stelt voor om dit plafond te laten gelden voor alle mandaten, of ze nu openbaar of privé zijn. Maar als dit het geval zou zijn, zouden we dan figuren uit de privésector bereid vinden om gratis in politieke structuren te zetelen, terwijl de bedoeling van de legislatuur 2017 net was om de vergaderingen te vernieuwen?

De h. De Bock riep de gemeentesecretaris ook op om, met de hulp van de toezichhoudende overheid, vooruit te denken zodat dit soort situaties, die schadelijk zijn voor het imago van de gemeente, zich niet meer voordoen.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation Dépassement du plafond de rémunérations d'un élu ucclóis.docx*

Levée de la séance à 22:50

Opheffing van de zitting om 22:50

La Secrétaire communale,  
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,  
De Voorzitster,

Laurence Vainsel

Aleksandra Kokaj